

TITRE XI.

DES CORPS MUNICIPAUX, COMPAGNIES, SOCIÉTÉS ET CLUBS.

1.—DES CORPS MUNICIPAUX.

STATUTS REFONDUS DU CANADA, CHAPITRE 25.

ACTE CONCERNANT LES RÉSERVES DU CLERGÉ.

(En rapport avec le fonds des municipalités.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est refondu moins les sections 3, 4 et 5, qui demeurent en vigueur comme suit :

* * * * *

PREMIÈRES CHARGES SUR LES DITS FONDS—COMMENT PAYABLES, ETC.

3. Les salaires ou allocations annuelles qui avaient été accordés avant la passation de l'acte du parlement du Royaume-Uni passé dans la seizième année du règne de Sa Majesté, chapitre 21, au clergé des églises d'Angleterre et d'Ecosse, ou à tous autres corps religieux ou dénominations de chrétiens dans l'une ou l'autre section de la province, payables en vertu de l'acte du dit parlement, sur les réserves du clergé dans telle section, (et à l'égard desquelles la foi de la couronne est engagée,) seront, durant la vie naturelle ou le temps d'office des personnes qui les recevront à l'époque de la passation du dit acte, la première charge sur le fonds des municipalités pour cette section de la province, et seront payées à même ce fonds, de préférence à toutes autres charges ou dépenses quelconques ; pourvu toujours que l'allocation annuelle payable immédiatement avant le dix-huit décembre, 1854, à l'église catholique romaine dans le Haut Canada, et à l'église méthodiste wesléenne britannique pour les missions sauvages, continuera à être payable durant les vingt années après ce jour, et pas au-delà. 18 V., c. 2, s. 2.

Les salaires et appointements annuels portés sur les réserves, sont payés durant la vie et le temps d'office des bénéficiaires actuels.

Proviso : quant à certains corps religieux.

Le gouverneur en conseil pourra, du consentement des intéressés, commuer ces appointements, etc., pour leur valeur en argent.

4. Pour faire disparaître toute apparence d'union entre l'église et l'état, et régler entièrement et définitivement toutes matières, réclamations et intérêts provenant des réserves du clergé par une distribution aussi prompte que possible des revenus des dites réserves, le gouverneur en conseil pourra, chaque fois qu'il le jugera expédient, du consentement des parties et des divers corps intéressés, commuer avec les dites parties tel salaire ou allocation annuelle pour la valeur d'icelui ou d'icelle, qui sera calculée aux taux de six par cent par années sur la vie probable de chaque individu ; et à l'égard des corps ci-dessus spécialement désignés dans la section précédente, pour la valeur réelle de la dite allocation à l'époque de la commutation, qui sera calculée au taux susdit ; et telle commutation sera payée en conséquence à même celui des fonds des municipalités sur lequel tel salaire ou allocation est rendu payable en vertu du présent acte ;

Proviso.

Le prix de commutation ne sera pas placé sur des biens-fonds.

2. Pourvu que, dans le cas de commutation avec l'un ou l'autre des dits corps ou dénominations, il ne leur sera loisible, ni à eux, ni à l'un ou à l'autre d'eux, de placer les deniers payés pour telle commutation ou une partie quelconque d'iceux, en propriétés immobilières de quelque nature que ce soit, sous peine de confiscation des dites sommes au profit de Sa Majesté, et que les dits corps ou dénominations mettront devant la législature, chaque fois qu'ils en seront requis, un rapport indiquant comment les dits deniers ont été placés ou appropriés. 18 V., c. 2. s. 3.

Partie des dits fonds sera retenue pour payer ces appointements, etc., tant qu'ils seront portés sur les dites réserves.

5. Tant qu'un tel salaire ou allocation sera payable à même l'un ou l'autre des dits fonds des municipalités, une partie de tels fonds produisant un intérêt annuel suffisant pour payer tout tel salaire ou allocation alors payable à même icelui, sera retenue par le receveur général et appropriée pour cet objet, et si elle n'est pas déjà placée, sera placée par lui en effets publics britanniques, ou en bons ou effets provinciaux, qui, en vertu de l'acte concernant les banques et le libre commerce des banques, peuvent être acceptés par le receveur général en échange pour des billets de banque enregistrés, selon que le gouverneur en conseil l'ordonnera de temps à autre ; et le receveur général, étant autorisé par ordre du gouverneur en conseil, aura plein pouvoir de disposer de tous effets qui représentent les fonds placés, et d'en placer les produits en effets d'autres sortes comme susdit, ou les employer au paiement de la commutation comme susdit. 18 V., c. 2, s. 4.

STATUTS REFONDUS DU CANADA, CHAPITRE 84.

ACTE CONCERNANT L'ENREGISTREMENT ET LE TRANSFERT
DES DÉBENTURES MUNICIPALES ET AUTRES.

ATTENDU que l'on augmenterait grandement la valeur Préambule.
des débentures émises en vertu des statuts passés par
les municipalités et autres corporations dans le but
d'effectuer des emprunts, et qu'on donnerait de plus solides
garanties aux porteurs, en adoptant un mode d'enregistre-
ment, et donnant, sous certaines conditions, priorité
d'hypothèque à l'égard de ces débentures; A ces causes,
Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil
législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète
ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est refondu moins la section 1, qui demeure
en vigueur comme suit :*

1.—ENREGISTREMENT.

1. Si la chose n'est pas déjà faite, il sera du devoir du
greffier et du secrétaire-trésorier (ou de la personne agissant
comme tel) de toute corporation municipale ou corporation
municipale provisoire, et du greffier ou secrétaire (ou de la
personne agissant comme tel) de tout autre corps incor-
poré, de transmettre le ou avant le 4e jour de novembre,
1859, au registrateur du comté ou de la division d'enregis-
trement dans les limites desquels se trouve la dite
municipalité ou autre corporation, ou son bureau principal,
copie dûment certifiée, tel que ci-après prescrit, de tout et
chaque statut de telle corporation municipale ou corpo-
ration municipale provisoire ou autre corps incorporé,
ci-devant passé par et en vertu duquel un emprunt quel-
conque a été effectué au moyen de l'émission de débentures,
avec un rapport, selon la formule de la cédule A ci-annexée,
indiquant la nature et le but de chaque statut; le nombre
des débentures émises, et leurs montants respectifs; les
sommes déjà payées ou rachetées par la corporation à
compte d'icelles; la balance due et payable sur ces dében-
tures respectivement; la date de leur échéance respective;
le montant de la répartition annuelle nécessaire pour les
acquitter; et la valeur cotisée des biens meubles et
immeubles de la municipalité (ou compagnie). 22 V., c. 91,
s. 1,—22 V., c. 23, ss. 1, 4, (1859.)

Si la chose n'est pas déjà faite, copie de tous les statuts passés par les municipalités et corps municipaux en vertu desquels des débentures ont été émises, seront transmis incessamment au registrateur qu'il appartient, avec un rapport suivant la cédule A.

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, CHAPITRE 24.

ACTE CONCERNANT LES MUNICIPALITÉS ET LES CHEMINS DANS LE BAS CANADA.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est remplacé par le code municipal, moins la section 54 qui est fédérale et la section 38, ainsi que les paragraphes 1 et 2 de la section 39, qui demeurent en vigueur comme suit :

DETTES ET BIENS DES MUNICIPALITÉS ABOLIES.

Les deniers
seront versés
entre les
mains du
secrétaire-
trésorier du
nouveau com-
té—comment
ils seront em-
ployés.

Recours de
tout autre
comté, sauve-
gardé.

Comment ces
deniers
seront recou-
vrés s'il ne
sont versés.

Cotisations,
etc., dues.

Transfert des
propriétés des
anciennes

38. Tous les deniers qui, le premier jour de juillet, mil huit cent cinquante-cinq, étaient ou auraient dû être entre les mains du secrétaire-trésorier d'une municipalité, et qui appartenaient à une municipalité cessant alors d'exister, seront versés, par qui de droit, entre les mains du secrétaire-trésorier du comté dans lequel sera située la place où se tenaient les séances du conseil de cette municipalité, et seront à la disposition du conseil municipal du comté, pour être employés, d'abord, à acquitter les dettes et dépenses de la municipalité cessant ainsi d'exister, puis, celles que le conseil du comté pourra, lui-même, avoir contractées ;—sauf le recours de tout autre comté dont une partie pourra avoir été dans la municipalité cessant ainsi d'exister, pour une part de ces deniers, proportionnée à la population de cette partie, comparée à celle de la municipalité entière, cessant ainsi d'exister :

2. Le conseil du comté aura droit d'action pour faire verser entre ses mains tous les deniers susdits ; lesquels deniers seront ensuite employés ou payés, par le secrétaire-trésorier, selon l'ordre qu'il en recevra du conseil du comté, en conformité des dispositions susdites ;

3. Toutes les cotisations ou taxes, de quelque nature que ce soit, qui, au jour en dernier lieu indiqué, étaient dues à toute municipalité cessant d'exister, appartiendront respectivement, et seront payées à la municipalité locale dans les limites de laquelle elles se trouveront avoir été imposées, de même que si ces cotisations ou taxes avaient été imposées dans la municipalité locale, en vertu du présent acte ;

4. A compter du premier jour de juillet, mil huit cent cinquante-cinq, tous les biens, meubles ou immeubles,

appartenant alors à une municipalité de comté cessant d'exister, ont appartenu à la municipalité de comté, créée en vertu de l'acte des municipalités et des chemins du Bas Canada de 1855, dans laquelle est situé le lieu des séances du conseil de la municipalité cessant d'exister, de même que s'ils avaient été acquis par cette dernière municipalité de comté; sauf le recours de tout autre comté, dont une partie pourra avoir été dans la municipalité cessant ainsi d'exister, pour une part de la valeur de telle propriété, proportionnée à la population de cette partie, comparée à celle de toute la municipalité cessant ainsi d'exister;

municipalités à celles créées sous le présent acte.

Recours des autres municipalités, sauve-gardé.

5. Les dettes, contrats et conventions de toute municipalité qui a cessé d'exister, par la mise en opération de l'acte des municipalités et des chemins du Bas Canada de 1855, sont devenues dès lors les dettes, contrats et conventions du comté où était situé le lieu des séances du conseil de la municipalité qui cesse ainsi d'exister, et seront recouvrables et pourront être mis en force par, pour ou contre le comté de la même manière que si les dites dettes eussent été contractées, et les dits contrats et conventions passés, par la dernière municipalité, sauf le recours de ce comté pour recouvrer de tout autre comté, dans limites duquel était située quelque partie de la municipalité cessant d'exister, une part de toute somme payée à l'acquit de ces dettes, en proportion de la population de la partie de telle municipalité, comparée à sa population entière; et il sera loisible à tout conseil de comté de faire prélever une taxe ou des taxes sur les propriétés imposables de toute localité, dans un comté formant une municipalité distincte, ou partie d'une municipalité, ou parties de diverses municipalités, pour le paiement de toute dette ou dettes contractées, ou ouvrage ou ouvrages faits, pour l'avantage de telle localité, par toute municipalité de comté ou de paroisse existant ci-devant, ou sur le comté en entier, si telle dette ou dettes ont été contractées ou tels ouvrage ou ouvrages faits pour l'avantage de tout le comté;—et toute taxe de cette nature pourra être prélevée, pour le paiement de toute créance raisonnable, soit que ces dettes aient été contractées, ou que les ouvrages aient été ou non faits, d'après les formalités voulues par la loi;

Dettes, contrats, etc., des municipalités cessant d'exister sous l'acte 18 V., c. 100—quelle municipalité les paiera ou en exigera l'accomplissement.

Recours contre les autres municipalités.

Des taxes seront prélevées pour acquitter ces dettes.

6. La population à laquelle il est fait allusion dans la présente section sera celle établie par le recensement fait en l'année mil huit cent cinquante-deux. 23 V., c. 61, s. 38.

Comment sera établie la population.

LIVRAISON DES PAPIERS, ETC.

39. Toute personne qui occupait autrefois la charge de grand-voyer, ou toute autre charge municipale, en vertu

Les papiers relatifs aux

lois de voirie,
etc., seront
délivrés, et à
qui.

de quelqu'acte ou loi ayant trait au système municipal ou à la voirie, et les héritiers, exécuteurs testamentaires ou curateurs de tel officier, mort ou absent du Bas Canada, étaient tenus de livrer au secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté auquel ils se rapportent, dans les quinze jours après le premier juillet, mil huit cent cinquante-cinq,—ou si le secrétaire-trésorier n'avait pas alors été nommé, dans les huit jours de sa nomination,—tous les livres, registres, procès-verbaux, répartitions, rôles de cotisation, résolutions, copies de jugements, cartes, plans, rapports et autres documents et papiers, en sa possession se rapportant à telle charge, pour être déposés et conservés au bureau du conseil, sous la garde du secrétaire-trésorier :

Action pour
obliger à pa-
reille remise.

2. Le secrétaire-trésorier de chaque conseil de comté a eu et aura le droit de prendre possession de tous ces livres, papiers et autres choses, partout où elles se trouveront, si elles ne lui sont pas livrées par l'officier ou personne tenue de le faire, dans le délai indiqué plus haut, et avait et aura droit d'action, devant toute cour de circuit, par saisie-revendication ou autrement, pour les recouvrer, au nom de la municipalité, avec les dépens et dommages, en forme d'indemnité, en faveur de la municipalité, de tel officier ou de ses héritiers, exécuteurs testamentaires ou curateurs, ou de toute autre personne en ayant la possession ;—et tout jugement, dans une semblable action, ordonnant livraison ou dommages, ensemble ou séparément, pourra être exécuté par contrainte par corps contre la personne condamnée, suivant les lois en vigueur en pareil cas, dans le Bas Canada, chaque fois que telle contrainte est demandée par la déclaration.

Exécution du
jugement en
pareille
action.

* * * * *

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, CHAPITRE 25.

ACTE CONCERNANT LES MUNICIPALITÉS QUI PRENNENT
DES ACTIONS DANS LES CHEMINS DE FER ET AUTRES ENTRE-
PRISES.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est reproduit au code municipal ; mais tel que amendé par l'acte 47 V., c. 19, il demeure en vigueur quant aux transactions antérieures au dit code, comme suit :

1. Le conseil de tout comté, ou de toute municipalité locale, dans le Bas Canada, peut, par règlement passé à une assemblée par lui régulièrement tenue, après s'être conformé aux exigences préliminaires ci-dessous mentionnées, autoriser le préfet, le maire, ou le principal officier, ou toute autre personne qu'il pourra spécialement nommer à cette fin, à prendre et à souscrire des actions dans le fonds social de toute compagnie régulièrement formée et incorporée pour construire un chemin de fer à travers sa municipalité, ou dans ses environs, ou de toute compagnie incorporée sous l'autorité de l'acte passé en la douzième année du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante-six, ou du chapitre soixante-et-dix de ces statuts refondus, pour la construction de chemins, ponts, jetés, quais ou glissoires, situés soit en tout, soit en partie dans les limites de la municipalité, ou dans les environs, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas celui fixé par le onzième paragraphe de la section vingt-quatre du chapitre vingt-quatre de ces statuts refondus :

Le conseil municipal peut autoriser le préfet, etc., à souscrire des actions dans des compagnies de chemins de fer, etc., dans les limites ou dans les environs d'une municipalité.

2. Et tel conseil peut autoriser l'emprunt des fonds nécessaires pour le paiement des actions sur le crédit de sa municipalité, et imposera en tel cas une taxe et cotisation spéciale, en sus de toute taxe et cotisation que tel conseil est autorisé par la loi à imposer, sur toutes les propriétés cotisables de la municipalité, pour toutes sommes de deniers nécessaires pour payer l'intérêt annuel sur toute somme qu'il emprunte pour le paiement des dites actions du fonds social, et établir aussi le fonds d'amortissement requis par les dispositions ci-dessous mentionnées du chapitre vingt-quatre de ces statuts refondus, pour pourvoir à la liquidation du capital des sommes ainsi empruntées par la municipalité. 16 V., c. 138, s. 1,—16 V., c. 213, s. 1,—23 V., c. 61, s. 24.

Taxe spéciale à cette fin.

2. Mais nul règlement ne sera passé par aucun des dits conseils autorisant telle souscription, comme il est dit plus haut, avant qu'il n'ait été approuvé en la manière prescrite par l'acte intitulé : *Acte concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal* ;—et toutes les dispositions et exigences des paragraphes dix, onze, treize et quatorze de la section vingt-quatre du chapitre vingt-quatre de ces statuts refondus s'appliqueront à chaque tel règlement, et seront mises à effet avant qu'il ne soit passé,—et tout règlement passé sous l'autorité des dits paragraphes pour aucune des fins mentionnées dans le présent acte, sera censé être passé sous l'autorité du présent, dont les dispositions s'appliqueront en conséquence :

Le règlement devra être approuvé en la manière prescrite par les Stat. ref. Can. c. 83.

Ce que contiendra le préambule.

2. Le règlement, s'il est passé, contiendra dans son préambule l'allégation que toutes les dispositions du présent acte ont été observées avant la passation d'icelui, et la vérité de telle allégation ne sera ensuite ni niée, ni mise en question de manière à affecter la validité de tel règlement ; mais cela ne diminuera pas la responsabilité de toute personne qui a sciemment contribué à y introduire aucune fausse allégation ;

Dépense de la votation.

3. Le conseil pourra, à même les deniers qui seront prélevés en vertu du présent acte, payer une rémunération convenable aux personnes employées à prendre les votes des électeurs municipaux, comme susdit, ainsi que toutes les dépenses qui auront été raisonnablement encourues pour mettre à effet le présent acte. 16 V., c. 138, s. 2,—16 V., c. 213, s. 1,—23 V., c. 24, s. 24.

Tel règlement ne sera passé que s'il a été fait une évaluation pendant les cinq années précédentes.

3. Nul conseil municipal n'acceptera aucune des mesures mentionnées plus haut, à moins qu'il n'ait été fait, pendant les cinq années précédentes, par les estimateurs ou autres personnes compétentes, une évaluation des propriétés immobilières imposables des habitants de la municipalité, et telle évaluation servira de base au prélèvement de toute taxe ou cotisation dans la municipalité en vertu de tout règlement passé sous l'autorité du présent acte. 16 V., c. 138, s. 3.

Comment sera prélevé l'argent si le règlement est passé.

4. Aussitôt qu'un règlement aura été passé par le conseil d'une municipalité en la manière indiquée dans les sections précédentes, le préfet, le maire, ou autre personne autorisée pourra, au nom de telle municipalité, souscrire le nombre d'actions du fonds social de la compagnie qui aura été fixé par le règlement, et les deniers nécessaires au paiement du dit fonds social pourront être empruntés sur le crédit de la municipalité, soit en cette province, soit ailleurs, et les bons ou débentures de la municipalité portant intérêt et payables au porteur ou à ordre, soit en cette province ou ailleurs, en monnaie courante ou en argent sterling, signés par le préfet, le maire, ou autre personne spécialement nommée à cet effet, contre-signés par le secrétaire-trésorier, et revêtus du sceau de la municipalité, pourront être émis pour le montant des actions du dit fonds social ainsi souscrit, et pourront être délivrés à la compagnie pour réaliser des deniers pour le paiement des actions ;

Montant, etc., de telles débentures.

2. Mais ces bons ou débentures ne seront pas de moins de cent piastres chacun, et seront faits payables dans pas moins de cinq ni de plus de trente ans, et pourront être dans la forme A, annexée à cet acte, ou dans la forme

LL annexée au chapitre 24 de ces statuts refondus. 16 V., c. 138, s. 4.—23 V., c. 61, s. 24 et *cédule*.

5. Si, en aucun temps, il arrive que les deniers entre les mains du secrétaire-trésorier d'une municipalité, et applicables au paiement en tout ou en partie de l'intérêt ou du principal de débentures émises par telle municipalité en vertu du présent acte, ne suffisent pas pour payer tel intérêt ou principal alors dû, le dit secrétaire-trésorier calculera quelle taxe par piastre sur la valeur annuelle cotisée de la propriété cotisable dans la municipalité sera requise à son avis (après avoir fait la part raisonnable des dépenses, pertes et déficits dans la perception de telle taxe) pour produire une somme suffisante, avec les deniers entre ses mains applicables à cet objet, pour payer la somme due pour tel principal et intérêt, ou l'un ou l'autre, suivant le cas, et certifiera telle taxe sous son seing au conseil pour son information dans la forme suivante, ou en termes analogues :

" Messieurs,—Je certifie par le présent, pour l'information du conseil de la municipalité du comté (township, paroisse, cité, ville ou village) de , qu'une taxe de par piastre, sur la valeur annuelle cotisée de la propriété cotisable dans la dite municipalité, est requise à mon avis (après avoir fait la part raisonnable des dépenses, pertes et déficits dans la perception de la dite taxe) pour produire un montant net égal à celui qui est maintenant dû pour l'intérêt, (et le principal, s'il en est dû,) faisant partie de l'emprunt contracté en vertu de l'acte, &c., (*Titre du présent acte.*)"

2. Et ce certificat aura le même effet qu'un règlement du conseil de telle municipalité imposant légalement la taxe y mentionnée, et il sera mis à effet et suivi par tous les officiers de la municipalité et par toutes autres personnes, et la taxe y mentionnée sera immédiatement prélevée et payée en conséquence, et en sus de toutes autres taxes légalement imposées par tout règlement du dit conseil, nonobstant tout acte ou disposition à ce contraire, limitant le montant des taxes à être imposées dans une année quelconque, ou fixant le temps de l'année auquel des taxes peuvent être imposées, prélevées ou perçues ;

3. Et le produit de la dite taxe sera appliqué, premièrement, au paiement du principal ou de l'intérêt, ou de l'un et de l'autre, suivant le cas, pour le paiement desquels la taxe aura été imposée, et s'il y a un surplus du dit produit, ce surplus fera partie du fonds d'amortissement pour

Le secrétaire-trésorier certifiera si les fonds sont insuffisants pour faire face aux réclamations en vertu du présent acte.

Forme de tel certificat.

Son effet.

Comment sera appliqué le produit de la taxe.

l'extinction du dit emprunt, ou s'il n'y a aucune partie du dit emprunt pour laquelle un fonds d'amortissement soit requis suivant cet acte, alors le dit surplus sera appliqué aux fins générales de la municipalité. 16 V., c. 138, s. 5.

Une taxe spéciale sera prélevée en vertu du dit règlement.

6. La taxe et cotisation spéciale imposée par tout règlement qui sera passé comme susdit, sera levée, prélevée et perçue, annuellement, de la même manière que les autres taxes et cotisations que les municipalités sont actuellement autorisées par la loi à lever, prélever et percevoir, et la même hypothèque, la même priorité et le même recours existeront pour assurer et recouvrer telle taxe et cotisation spéciale :

Son montant.

2. La dite taxe et cotisation spéciale sera prélevée, levée et perçue sur toutes les propriétés imposables de la municipalité où tel règlement est passé, et sera d'un montant suffisant pour payer annuellement l'intérêt des bons ou débetures émis par la municipalité en vertu du présent acte, et au moins deux pour cent en sus sur le montant total du capital des dits bons et débetures, chaque année, déduction faite de tous frais et dépenses, pour établir un fonds d'amortissement pour racheter le capital des dits bons et débetures, lequel montant additionnel de deux pour cent, ou au-dessus, selon que le cas peut se présenter, ensemble avec tous autres deniers qui pourront être spécialement affectés à cet objet par le conseil de telle municipalité, seront placés en débetures du gouvernement provincial, ou en actions de banque incorporée de cette province, ou autrement, de toute manière que les municipalités sont par la loi autorisées à placer des deniers. 16 V., c. 138, s. 6.

Fonds d'amortissement

Comment seront prélevés le principal et l'intérêt de telles débetures.

7. Si, en aucun temps, un shérif ou un huissier reçoit un bref d'exécution, lui ordonnant de prélever quelque somme de deniers due par une municipalité pour le principal ou intérêt d'un bon ou d'une débeture émis ou émise sous l'autorité du présent acte, le demandeur pourra requérir, et la cour qui a lancé l'exécution, pourra ordonner, que la dite somme soit prélevée au moyen d'une taxe :

Le shérif devra seul, etc., dans certains cas calculer la taxe requise.

2. Si tel ordre est décerné, le shérif ou l'huissier fera signifier copie de tel bref d'exécution au secrétaire-trésorier de telle municipalité, et si les deniers y mentionnés avec l'intérêt légal et les frais qu'il est ordonné au shérif ou à l'huissier de prélever ne sont pas payés dans un mois à dater du jour de la dite signification, le shérif ou l'huissier calculera lui-même quelle taxe par piastre sur la valeur cotisée de toutes les propriétés imposables sises ou

situées dans les limites de la municipalité sera, d'après son opinion (après avoir fait la part raisonnable des dépenses, pertes et déficits dans la perception de la taxe) nécessaire pour faire face à la dette, à l'intérêt et aux frais qu'il lui est ordonné de prélever, en y ajoutant une somme de dix pour cent ;

3. Le dit shérif ou huissier pourra ordonner au conseil de la municipalité, et à tous officiers qu'il appartient, de faire prélever et percevoir la taxe ainsi calculée et de lui en payer les produits, et le secrétaire-trésorier et les estimateurs, collecteurs et tous autres officiers de la municipalité, produiront au dit shérif ou huissier, sur son ordre, tous livres de cotisation, pièces et documents ayant rapport à la cotisation des propriétés dans la dite municipalité, et lui donneront tels renseignements qu'il exigera pour fixer la dite taxe.

Devoirs des
secrétaires-
trésoriers, es-
timateurs et
autres offi-
ciers.

4. Tous les officiers susdits de la municipalité obéiront au dit shérif ou huissier, tant sous le rapport de tels renseignements que sous celui du prélèvement et de la perception de la dite taxe spéciale, et seront, pour négligence ou refus d'obéir, passibles de la contrainte par corps qui sera décrétée contre eux par la cour qui aura rendu le jugement et qui devra le faire exécuter ; et le dit shérif ou huissier aura, pour imposer, prélever et percevoir la dite taxe spéciale, tous les pouvoirs du dit conseil municipal et de ses officiers, et pourra procéder à la vente de terres et propriétés immobilières de la même manière, et adopter les autres procédures et exercer le même recours que dans le cas de non paiement de toute autre taxe ou cotisation ;

Peine impo-
sée au cas de
refus d'obéir
au shérif.

5. Le dit shérif ou huissier paiera au demandeur sa dette, avec intérêt et frais sur le montant prélevé, et s'il y a du surplus, il sera remboursé au secrétaire-trésorier de la municipalité, mais s'il y a un déficit, une nouvelle somme pourra être prélevée.

Pouvoirs spé-
ciaux du shé-
rif.

6. Nulle taxe ainsi imposée, ni aucun prélèvement ou perception par tel shérif ou huissier ne pourra donner lieu à une contestation pour cause d'inégalité ou injustice, mais toute personne lésée pourra s'adresser par requête au conseil de la municipalité pour être dédommagée à même ses autres fonds ; 16 V., c. 138, s. 7.

Emploi du
montant pré-
levé.

7. Mais rien de contenu dans cette section n'empêchera l'exécution d'aucun jugement pour des deniers dus en principal ou en intérêt sur toute débenture émise, en vertu du présent acte, en la manière prescrite par la section soixante-cinq du chapitre vingt-quatre de ces statuts refondus, si le demandeur préfère procéder sous cette section. 23 V., c. 24, s. 65.

Recours.

Mais le juge-
ment pourra
aussi être
exécuté sous
la s. 65 du c.
24.

Les paroisses ou townships spécialement intéressés pourront autoriser la souscription d'actions de chemin de fer, pour être possédés par le comté en leur nom.

8. Si les habitants d'un ou plusieurs townships ou paroisses dans un comté sont plus spécialement intéressés dans tel chemin de fer ou ouvrage comme susdit que les autres paroisses et townships, alors le conseil de comté pourra passer un règlement ou des règlements pour autoriser le préfet de tel comté, ou autre personne qu'il pourra nommer, à souscrire des actions dans le capital de la compagnie incorporée pour la construction de tel chemin de fer ou ouvrage, lesquelles actions seront possédées par le comté pour et au nom de tels townships ou paroisses :

Comment ces sommes seront prélevées.

2. En pareil cas, les sommes nécessaires pour le paiement de telles actions, ou des versements sur ces actions, et le principal et l'intérêt de toutes débentures émises pour prélever les deniers pour le paiement de telles actions ou versements, seront prélevées par cotisation sur les propriétés cotisables dans tels townships ou paroisses seulement, et non sur la propriété dans le reste du comté ; et telles actions seront possédées par le comté, pour le bénéfice de tels townships ou paroisses, et tout surplus des profits ou des dividendes sur icelles, après le paiement de toutes charges encourues à l'égard de telles actions, ou telles débentures comme susdit, sera placé au crédit de tels townships ou paroisses, et sera compté en déduction de toutes taxes qui pourraient être payables par eux ou elles pour des fins de comté ; et la forme de toute débenture à être émise à l'effet de prélever les deniers pour le paiement de telles actions, sera variée de manière à montrer que la somme garantie par là est payable seulement sur les deniers à être prélevés par cotisation sur les propriétés imposables de tels townships ou paroisses ;

Pouvoir du shérif en ce qui a rapport au prélèvement de deniers dans telles paroisses, etc.

3. Mais en autant qu'il n'y aura rien d'incompatible avec les dispositions antérieures de cette section, les dispositions précédentes du présent acte (excepté en ce qui concerne le fait de soumettre le règlement à l'approbation) s'appliqueront au cas mentionné dans la présente section ; et le shérif ou huissier, porteur d'un bref d'exécution émis en vertu d'un jugement contre la municipalité de comté pour tous deniers dus sur toutes telles débentures, aura les mêmes pouvoirs pour les prélever sur la propriété imposable de tels townships ou paroisses qu'il peut exercer en vertu du présent acte pour les prélever sur la propriété imposable de tout le comté, si les actions avaient été souscrites et les débentures émises au nom du comté ;

Ces règlements n'auront de validité qu'en autant que

4. Nul règlement ne sera passé en vertu de la présente section, à moins que tous les conseillers représentant chaque township ou paroisse, au compte duquel ou de

laquelle des actions doivent être prises dans toute compagnie de chemin de fer comme susdit, ne votent pour la passation de tel règlement, ni à moins que le fait qu'ils ont ainsi voté ne soit énoncé dans le préambule du dit règlement, et tel fait ainsi énoncé ne pourra être révoqué en doute contre la compagnie au fonds social de laquelle la souscription est faite, ou toute personne réclamant en vertu d'une débenture émise en conformité de tel règlement, sauf toujours le recours de toute personne lésée par un faux exposé dans tel énoncé contre toutes parties qui ont contribué à le faire :

5. Mais il ne sera pas nécessaire qu'un règlement passé en vertu de la présente section du consentement de tous les conseillers représentant les townships ou les paroisses y intéressés soit soumis à l'approbation en la manière prescrite par le dit acte, intitulé : *Acte concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal*, ou qu'il soit approuvé par une majorité des électeurs municipaux qualifiés, et les douzième, treizième et quatorzième paragraphes de la section vingt-quatre, du chapitre vingt-quatre de ces statuts refondus ne s'appliqueront pas à tel règlement. 16 V., c. 213, s. 2.

9. Nul règlement mentionné dans la section précédente du présent acte, ne sera abrogé avant que la dette contractée sous son autorité et tous les intérêts sur telle dette, n'aient été complètement payés et acquittés, et toutes procédures pour la révocation de tel règlement, jusqu'au parfait paiement de telle dette, seront absolument nulles et de nul effet. 16 V., c. 138, s. 8.

2. Et aucun règlement passé sous l'autorité de la première section du présent acte, ni aucun règlement passé sous la section 1, ne sera non plus abrogé autrement qu'en la manière prescrite par le paragraphe treize de la section vingt-quatre du dit chapitre vingt-quatre de ces statuts refondus.

10. Rien de contenu dans le présent acte ne sera interprété de manière à diminuer ou modifier les droits ou obligations d'une municipalité en vertu des soixante-quinzième, soixante-seizième, soixante-dix-septième, soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sections de l'*Acte concernant les chemins de fer*, chapitre soixante-six des Statuts refondus du Canada, ou en vertu des dispositions de tout acte ou loi en vigueur dans le Bas Canada, concernant l'établissement d'autorités municipales dans cette section de la province. 16 V., c. 138, s. 9.

CÉDULE A

MENTIONNÉE DANS L'ACTE PRÉCÉDENT.

Municipalité du comté, (paroisse, township, cité, ville ~~ou~~
village *suyvant le cas.*)

No. £ (courant *ou* sterling.)

Cette débenture fait foi que la municipalité du comté
(*ou selon le cas*) sous l'autorité du chapitre vingt-cinq des
Statuts refondus pour le Bas Canada, intitulé : *Acte, etc.*,
(*titre de cet acte,*) a reçu des mains de (*le nom*) de (*le domi-*
cile, profession ou emploi,) la somme de £ (courant *ou*
sterling) comme prêt, portant intérêt à dater de ce jour, à
raison de pour cent par an, payable semi-annuelle-
ment, le jour de à laquelle somme de
£ la dite municipalité, en sa qualité de corpora-
tion municipale, s'oblige et s'engage par le présent à
payer (*si la débenture est émise en vertu de la section huit,*
ajoutez,) à même les deniers qui seront prélevés par cotisa-
tion sur la propriété imposable dans les townships (*ou*
paroisses *selon le cas* de, seulement) le jour de , à
au dit ou au porteur d'icelle, et à payer
l'intérêt sur icelle semi-annuellement, comme susdit,
selon les coupons d'intérêt y attachés.

En foi de quoi, je préfet (*ou* maire) de
la dite municipalité, dûment autorisé à cet effet, ai apposé
à ces présentes le sceau commun de la municipalité, à
dans le dit comté, (township, paroisse, cité, ville
ou village,) ce jour de dans l'année de
Notre-Seigneur, mil huit cent

Signature du préfet ou maire.

Contre-signé par le secrétaire-trésorier.

(Sceau.)

47 VICTORIA, CHAPITRE 19. (QUÉBEC.)

ACTE AMENDANT LE CHAPITRE 25 DES STATUTS REFON-
DUS POUR LE BAS CANADA.

[Sanctionné le 10 juin, 1884.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de
la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

S. 6. du c. 25
S. R. B. C.
amendée.

1. La section six du chapitre vingt-cinq des Statuts
refondus pour le Bas Canada est amendée en y ajoutant
le paragraphe suivant :

“ 3. Si, avant l'échéance des obligations ou débetures émises par une municipalité en vertu d'un règlement passé conformément aux dispositions du présent acte, il est constaté que le fonds d'amortissement établi par ce règlement n'est pas suffisant pour racheter le capital de ces obligations ou débetures, à leur échéance, à cause de l'insuffisance du montant mis de côté pour former ce fonds d'amortissement, de la baisse dans le taux de l'intérêt, de la difficulté à trouver des placements pour ce montant ou de toute autre raison, et qu'il y a des arrérages sur ce fonds d'amortissement, le conseil de cette municipalité pourra, par un vote d'une majorité des deux tiers, imposer et prélever en vertu de ce règlement, sur les propriétés sujettes aux contributions pour le paiement de ces obligations ou débetures, la taxe ou cotisation additionnelle qu'il trouvera nécessaire ou à propos pour combler le déficit actuel ou anticipé dans le fonds d'amortissement, en sus et au-delà de la taxe et cotisation mentionnée dans ce règlement, au moyen de telles cotisations annuelles que le conseil jugera à propos, de manière à lui permettre de recueillir des fonds suffisants pour payer à leur échéance, les obligations ou débetures émises en vertu de ce règlement.

Prélèvement
d'une cotisa-
tion addition-
nelle pour
combler le
déficit dans le
fonds d'amor-
tissement.

Le montant additionnel ainsi prélevé sera employé exclusivement à la formation des fonds d'amortissement ; et si, après le rachat de toutes les obligations ou débetures ainsi émises par la municipalité, il reste un surplus sur ces cotisations additionnelles, ce surplus sera employé pour les fins générales de la municipalité.”

Emploi de ce
montant
additionnel.

2. Rien de contenu dans le présent acte ne sera censé affecter la validité d'un règlement quelconque passé pour autoriser l'émission de ces obligations ou débetures, ni relever une propriété ou une personne quelconque d'aucune obligation résultant de ce règlement ; mais il est, par le présent acte, expressément décrété que toute propriété originairement affectée par la taxe et cotisation imposée par ce règlement, tel que exigé par la loi, restera affectée par cette taxe ou cotisation, tant que les stipulations et conditions n'auront pas été entièrement exécutées conformément aux dispositions qu'il renferme.

Certains
règlements,
non affectés
par le pré-
sent.

3. Dans le cas où une municipalité ne se prévaudra pas des deux sections qui précèdent, et qu'à l'échéance de ces débetures, il n'y aura pas de fonds pour les racheter, pour les raisons susdites, le conseil de cette municipalité pourra, par un vote des deux tiers de ses membres, passer un règlement, pour autoriser l'émission et faire l'émission, en vertu de ce règlement, pour racheter les débetures échues, de nouvelles débetures pour un égal montant payables de

Rachat des
débetures
échues.

la manière prescrite dans ce règlement et imposer les taxes et cotisations nécessaires pour payer le capital et l'intérêt de ces débentures.

Propriétés
sujettes aux
cotisations,
obligées à la
dette non
soldée.

Devoirs du se-
crétaire tré-
sorier des
municipali-
tés détachées
après la pas-
sation d'un
règlement.

Responsabi-
lité de la mu-
nicipalité
détachée.

Entrée en vi-
gueur de cet
acte.

4. Toutes les propriétés sujettes aux cotisations formant partie d'une municipalité de comté, lors de la passation d'un tel règlement, resteront sujettes aux cotisations et contribueront au paiement de la dette non soldée et des débentures qui pourraient être émises en vertu des dispositions du présent acte; et si une municipalité ou une partie de municipalité a été détachée du comté après la passation d'un tel règlement, le secrétaire-trésorier de telle municipalité ainsi détachée ou de toute municipalité renfermant une propriété détachée du comté, devra, chaque fois qu'il sera fait un nouveau rôle d'évaluation dans cette municipalité, en transmettre et délivrer une copie certifiée ou un extrait certifié contenant l'évaluation des propriétés détachées, comme susdit, au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, lequel rôle ou extrait de rôle de cotisation sera égalisé par le conseil qui aura passé le règlement proportionnellement aux autres rôles d'évaluation du comté; et le secrétaire-trésorier de toute municipalité ainsi détachée ou renfermant une propriété ainsi détachée, percevra les deniers dus en vertu de chaque répartition qui sera faite, et les transmettra et remettra au secrétaire-trésorier de la municipalité qui aura passé le dit règlement.

La municipalité ainsi détachée ou la municipalité renfermant une propriété ainsi détachée, sera responsable envers la municipalité de comté, de ces répartitions ou d'aucune de ces répartitions, de la même manière que si ces municipalités formaient partie du comté, et toute action pour le recouvrement de quelqu'une de ces répartitions sera prise à la cour de circuit du comté ou à la cour de circuit ou à la cour supérieure pour le district dans lequel le règlement aura été passé.

5. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

32 VICTORIA, CHAPITRE 35. (QUÉBEC.)

ACTE POUR ABROGER LE CHAPITRE TRENTE-DEUX DES STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, CONCERNANT LA DESTRUCTION DES LOUPS.

[Sanctionné le 5 avril, 1869.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

S. R. B. C., c. 32,
abrogé.

1. Le chapitre trente-deux des Statuts refondus pour le Bas Canada est par le présent acte abrogé.

2.—DES COMPAGNIES.

1^o. COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER,—ET SUBSIDES.STATUTS REFONDUS DU CANADA,
CHAPITRE 66.

ACTE CONCERNANT LES CHEMINS DE FER.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

1. APPLICATION DE L'ACTE.

NOTE.—*Ce chapitre demeure en vigueur pour les compagnies de chemins de fer organisées avant ou en vertu d'icelui.*

1. En citant le présent acte, il suffira de se servir de l'expression *L'acte des chemins de fer.* 14-15 V., c. 51, s. 2. Nom sous lequel cet acte sera connu et cité.

2. A moins qu'il ne soit autrement exprimé, cette section et les suivantes jusqu'à la cent vingt-cinquième, s'appliqueront à tout chemin de fer dont la construction est autorisée par tout acte passé depuis le trente août, mil huit cent cinquante-et-un, ou par tout acte passé après que le présent sera devenu en vigueur, lequel fera partie de tout acte semblable ; et toutes les clauses et dispositions de cet acte, à moins qu'elles ne soient modifiées ou exceptées par tout tel acte, s'appliqueront à l'entreprise autorisée par le dit acte, en autant qu'elles pourront s'y appliquer ; et les clauses et dispositions de tout autre acte qui seront incorporées dans tel acte, formeront partie du dit acte, et seront interprétées conjointement avec tel acte comme n'en formant qu'un seul. 14-15 V., c. 51, s. 1. Application de cet acte.

3. Afin d'incorporer les dispositions du présent acte dans un acte spécial, il suffira de prescrire dans tel acte que les clauses du présent acte, relativement à la matière qu'il s'agit d'incorporer, référant à cette matière dans le même terme ou les mêmes termes qu'elle est énoncée en tête ou dans l'introduction de la disposition relative à la dite matière, seront incorporées dans tel acte, et en conséquence, toutes les clauses et dispositions du présent acte relativement à la matière ainsi incorporée, sauf en autant qu'elles seront expressément modifiées ou exceptées par tel acte, en formeront partie ; et tel acte sera interprété comme si la substance des dites clauses et dispositions y était énoncée, relativement à la matière à laquelle se rapporte tel acte. 14-15 V., c. 51, s. 3. Ce qu'il suffit de prescrire pour incorporer cet acte avec tout autre acte spécial.

Le pouvoir de construire un chemin, sera exercé conformément à cet acte. 4. Le pouvoir conféré par l'acte spécial pour construire le chemin de fer ou prendre des terrains pour cet objet, sera exercé conformément aux dispositions et restrictions contenues dans le présent acte. 14-15 V., c. 51, s. 4.

Indemnité pour dommages causés aux terrains des propriétaires. 5. Pour la valeur des terrains pris et pour tous dommages causés aux terrains par la construction du chemin de fer en vertu des pouvoirs conférés à la compagnie par le présent acte ou l'acte spécial, ou tout acte incorporé dans le dit acte spécial, il sera accordé une indemnité aux propriétaires et occupants des terrains ainsi pris ou endommagés, et à tous les autres intéressés. 14-15 V., c. 51, s. 4.

Mode d'établir et régler cette indemnité. 6. Hors les cas où il en est autrement ordonné par le présent acte ou l'acte spécial, le montant de cette indemnité sera établi et réglé en la manière prescrite par le présent acte. 14-15 V., c. 51, s. 4.

2. INTERPRÉTATION.

Interprétation des mots "l'acte spécial." 7. 1. L'expression "l'acte spécial," employée dans cet acte, sera interprétée comme signifiant tout acte autorisant la construction d'un chemin de fer, et dans lequel le présent acte est incorporé comme susdit ;

"Prescrit." 2. Le mot "prescrit," employé dans cet acte relativement à toute matière y énoncée, sera interprété comme se rapportant à la dite matière telle qu'elle est prescrite ou réglée dans l'acte spécial ; et la phrase dans laquelle ce mot se rencontre, sera interprétée comme si, au lieu du mot "prescrit," l'expression "prescrit à cet égard dans l'acte spécial" eût été employée ;

"Terrains." 3. L'expression "terrains" s'entend des terrains que l'acte spécial autorise de prendre ou employer pour les fins d'icelui ;

"Entreprise." 4. L'expression "entreprise" signifie le chemin de fer et les ouvrages de tout genre dont la construction est autorisée par l'acte spécial ;

Autres interprétations. 5. Les mots et expressions qui suivent, tant dans le présent acte que dans l'acte spécial, auront les significations qui leur sont attribuées par cette clause, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans le sujet ou le texte qui répugne à cette interprétation, savoir :

"Terrains." 6. Le mot "terrains" comprend tous les biens-fonds, propriétés foncières, terres, tènements et héritages quelconques, quelle qu'en soit la tenure ;

7. Le mot " bail " s'entend de toute convention de bail ; " Bail. "

8. Le mot " taux " comprend tout taux, droit ou péage "Taux " exigible en vertu du présent acte ou de l'acte spécial, à raison de tout passager, animal, voiture, objets, marchandises, articles, matières ou choses transportés sur le chemin de fer ;

9. Le mot " effets " comprend les choses de toutes "Effets" sortes transportées sur le chemin de fer ou sur les bateaux à vapeur, et autres embarcations en dépendant ;

10. L'expression " cours supérieures " signifie les cours " Cours supérieures. " de chancellerie, du banc de la reine, et des plaids communs dans le Haut Canada, et la cour supérieure dans le Bas Canada, suivant le cas ;

11. Le mot " comté " comprend toute union de comtés, " Comté. " comté, riding ou autre division analogue d'un comté dans cette province, ou toute division d'un comté en municipalités distinctes dans le Bas Canada ;

12. le mot " chemins " signifie tous grands chemins, "Chemins." rues, ruelles et autres voies de communication publique ;

13. Le mot " shérif " comprend le sous-shérif, ou autre "Shérif." député légal compétent ; et lorsqu'il est prescrit qu'une chose doit être faite relativement à des terrains par un shérif ou greffier de la paix, l'expression " shérif, " ou l'expression " greffier de la paix, " sera interprétée en " (Greffier de la paix. " pareil cas comme signifiant le shérif ou greffier de la paix du district, comté, riding, division ou localité où ces terrains sont situés ; et si les terrains en question, appartenant à une même personne, ne sont pas situés en totalité dans le même district, comté, riding, division ou localité, la même expression sera interprétée comme signifiant le shérif ou greffier de la paix de tout district, comté, riding, division ou localité où quelque partie des dits terrains est située ;

14. Le mot " juge de paix " signifie un juge de paix "Juge de paix." agissant pour le district, comté, riding, division, cité ou localité où surgit la matière exigeant l'intervention de ce juge de paix, non intéressé dans l'affaire ; et si cette matière s'élève au sujet de terrains appartenant à une personne, mais non situés en totalité dans le même district, comté, riding, division, cité ou localité, ce mot signifiera tout juge de paix agissant pour le district, comté, riding, division, cité ou localité où partie des dits terrains est située et non intéressé dans l'affaire ; et s'il est prescrit ou réglé

"Deux juges de paix." qu'une chose doit être faite par deux juges de paix, l'expression "deux juges de paix" sera censée signifier deux juges de paix réunis et agissant ensemble ;

"Propriétaire." 15. Le mot "propriétaire," chaque fois que, suivant les dispositions du présent acte ou l'acte spécial, un avis doit être signifié à un propriétaire de terrains, ou lorsqu'il est prescrit ou réglé qu'un acte quelconque doit être fait du consentement d'un propriétaire, sera censé signifier toute corporation ou personne qui, en vertu des dispositions de cet acte ou de l'acte spécial, ou de tout acte y incorporé, aurait le droit de vendre et transporter des terres à la compagnie ;

"La compagnie." 16. L'expression "la compagnie" signifie la compagnie ou personne autorisée par l'acte spécial à construire le chemin de fer ;

"Chemin de fer." 17. L'expression "le chemin de fer" signifie le chemin de fer et les ouvrages dont la construction est autorisée par l'acte spécial ;

"Clause." 18. Le mot "clause" signifie toute section distincte du présent acte et de tout autre y mentionné et portant un numéro ;

"Actionnaire." 19. Le mot "actionnaire" signifie tout souscripteur ou porteur d'actions de l'entreprise, et s'étend aux représentants personnels de l'actionnaire, et les comprend. 14-15 V., c. 51, s. 7.

3. INCORPORATION.

Les compagnies établies en vertu d'actes spéciaux, sont déclarées des corps incorporés. 8. Toute compagnie établie par un acte spécial sera une corporation sous le non énoncé dans l'acte spécial, et sera investie de tous les pouvoirs, droits et privilèges qui sont ou pourront être nécessaires pour effectuer les intentions et les objets du présent acte et de l'acte spécial passé à cet effet, et qui seront propres à cette corporation, tels qu'énoncés ou contenus dans l'acte d'interprétation de cette province. 14-15 V., c. 51, s. 8.

4. POUVOIRS.

La compagnie aura plein pouvoir de :— 9. La compagnie aura le pouvoir et l'autorité de—

Accepter et posséder des terrains ; *Premièrement.* Recevoir, posséder et prendre tous octrois et donations volontaires de terrains et autres biens qui lui seront faits pour aider à la construction, entretien et usage du chemin de fer ; mais ces terrains et autres biens

devront être possédés et employés pour les fins pour lesquelles ils auront été donnés ou octroyés ; 14-15 V., c. 51, s. 9.

Deuxièmement. Acquérir, posséder et recevoir de toute corporation ou personne tous terrains ou autres biens nécessaires pour la construction, entretien, commodité et usage du chemin de fer, et aussi, les aliéner et vendre, ou en disposer à volonté ; En acquérir et les aliéner ;

Troisièmement. Nulle compagnie de chemin de fer ne prendra en sa possession, emploiera ou n'occupera des terrains appartenant à Sa Majesté, sans le consentement du gouverneur en conseil ; mais avec le consentement du gouverneur en conseil toute telle compagnie de chemin de fer pourra prendre et s'approprier, pour l'usage de son chemin de fer et des travaux, mais non aliéner, telle partie des terres incultes de la couronne qui n'ont pas encore été vendues ou concédées, située sur la ligne du chemin de fer, et qui sera nécessaire pour le dit chemin, ainsi que telle partie de la grève publique ou des terrains couverts par les eaux de tout lac, rivière, cours d'eau ou canal, ou de leurs lits respectifs, qui sera nécessaire pour faire, compléter et exploiter le dit chemin de fer et les ouvrages ; mais rien de contenu dans ce paragraphe ne s'appliquera aux trente et trente-et-unième paragraphes de la onzième section du présent acte. 14-15 V., c. 51, s. 9, No. 3,—16 V., c. 169, s. 8. Occuper les grèves et terrains submergés, etc ;

Quatrièmement. Faire, construire ou placer le chemin de fer à travers ou sur les terres de toute corporation ou personne quelconque, en suivant le tracé du chemin de fer, ou jusqu'à telle distance de ce tracé qui sera fixée dans l'acte spécial, bien que le nom de cette corporation ou personne ne soit pas inscrit dans le livre de référence ci-après mentionné, par erreur ou pour quelque autre cause, ou quand même une autre corporation ou personne serait mentionnée erronément comme étant le propriétaire de ces terrains, ou ayant le droit d'en faire le transport, ou y étant intéressée ; Faire passer le chemin de fer sur les terrains des corporations, etc ;

Cinquièmement. Construire, entretenir et faire fonctionner le chemin de fer à travers, le long ou sur toute rivière, cours d'eau, canal, chemin ou chemin de fer qu'il croisera ou touchera ; mais la rivière, cours d'eau, chemin, canal ou chemin de fer ainsi croisé sera remis par la compagnie en son premier état, ou en un état tel que son utilité n'en soit pas détruite ; Traverser et longer les cours d'eau, etc ;

Etablir une ou plusieurs voies ou rails, etc ; *Sixièmement.* Faire, compléter, altérer et réparer le chemin de fer en se servant d'une ou plusieurs voies, en y employant comme force motrice la vapeur ou la pression de l'atmosphère, des animaux ou des forces mécaniques, ou des combinaisons de ces différentes forces ;

Ériger les édifices et quais nécessaires, etc ; *Septièmement.* Ériger et entretenir toutes les bâtisses, stations, dépôts, quais et leurs dépendances ; et les altérer, réparer, ou agrandir à volonté, et acheter et acquérir des engins fixes ou mobiles, et des chars, wagons, chars plats, et autres machines et inventions pour la commodité et l'usage des passagers, du fret et des affaires du chemin de fer ;

Faire des embranchements ; *Huitièmement.* Construire des chemins de fer d'embranchement, s'ils sont exigés et autorisés par l'acte spécial, et les régir ; et à cette fin, exercer et posséder tous les pouvoirs, privilèges et autorité nécessaires aussi amplement que pour le chemin de fer ;

Et toutes les autres matières et choses nécessaires ; *Neuvièmement.* Construire, ériger et faire toutes les autres matières et choses qui seront nécessaires et convenables pour la construction, l'extension et l'usage du chemin de fer, en exécution et en conformité de cet acte et de l'acte spécial ;

Transporter les personnes et effets de toutes sortes ; *Dixièmement.* Prendre, transporter et voiturier les personnes et les objets de toute sorte sur le chemin de fer, régler le temps et le mode de transport, et les taux et compensation à payer, et recevoir ces taux et compensation ;

Faire des emprunts d'argent, etc. *Onzièmement.* Emprunter de temps à autre, soit dans cette province ou ailleurs, les sommes d'argent nécessaires pour achever, entretenir et faire fonctionner le chemin de fer, et à un taux d'intérêt n'excédant pas huit pour cent par année ; faire les bons, débentures et autres obligations données pour les sommes ainsi empruntées, payables soit en monnaie courante ou en monnaie sterling, et à tels lieux dans la province ou hors de la province qu'elle le trouvera à propos ; les vendre à tel et moyennant tel escompte qu'elle le jugera expédient ou nécessaire, et hypothéquer, donner en *mortgage* ou engager les terrains, taux, revenus et autres propriétés de la compagnie pour le paiement des dites sommes et des intérêts sur icelles ; mais nulle débenture ne représentera une somme moindre que cent piastres ;

Passer sur les terrains de la couronne, etc. *Douzièmement.* Pénétrer dans tous terrains appartenant à Sa Majesté sans autorisation préalable, ou dans ceux

appartenant à toute corporation ou personne quelconque, situés dans le tracé ou sur la ligne projetée du chemin de fer ;

Treizièmement. Faire tous les arpentages, relevés et autres opérations nécessaires sur ces terrains pour fixer le site du chemin de fer, et tirer et déterminer les portions de terrain qui seront nécessaires et propres pour le chemin de fer ;

Faire des relevés et arpentages ;

Quatorzièmement. Abattre ou enlever les arbres existant dans les bois, terrains ou forêts où passera le chemin de fer, jusqu'à la distance de six perches de chaque côté ;

Enlever les arbres ;

Quinzièmement. Croiser ou traverser tout autre chemin de fer, et joindre et unir le chemin de fer à tout autre chemin de fer sur tout point de son tracé, et sur les terrains de tout autre chemin de fer, avec les ouvrages nécessaires pour cette jonction ; et les propriétaires des deux chemins de fer pourront s'unir ensemble pour opérer cette intersection, et accorder des facilités pour ce faire ; et dans le cas de désaccord sur le montant de la compensation à payer pour cet objet, ou sur le point et le mode de croisement ou de jonction, la question sera décidée par des arbitres qui seront nommés par un juge des cours supérieures du Bas Canada ou du Haut Canada, suivant le cas. 14-15 V., c. 51, s. 9, No. 15.—Voir 22 V., c. 4, s. 2.

Se relier à d'autre chemin.

5. ARPENTAGES ET PLANS.

10. Des plans et arpentages seront faits et corrigés comme suit : 14-15 V., c. 51, s. 10.

Plans, relevés et arpentages.

Premièrement. Il sera fait des arpentages et nivellements des terrains à travers lesquels doit passer le chemin de fer, avec une carte ou plan d'icelui et de son cours et direction, ainsi que des terrains qu'il doit traverser et qui devront être expropriés à cette fin, suivant ce qui sera alors constaté ; également, un livre de référence pour le chemin de fer, qui contiendra—

Contenu du plan, etc.

1. Une description générale des dits terrains ;
2. Les noms des propriétaires et occupants, en autant qu'ils sont connus ; et
3. Tous les renseignements nécessaires pour bien comprendre la carte ou le plan.

Secondement. La carte ou le plan et le livre de référence

Examen et

certificat ; seront examinés et certifiés par la personne remplissant les fonctions ci-devant assignées à l'arpenteur général ou ses députés, qui en déposera des copies dans les bureaux des greffiers de paix des districts ou comtés que doit traverser le chemin de fer, ainsi que dans le bureau du secrétaire de la province, et elle en délivrera également une copie à la compagnie ;

Libre accès
aux copies,
etc. ;

Troisièmement. Toute personne aura libre accès à ces copies, et pourra en faire des extraits ou copies au besoin en payant au secrétaire de la province, ou aux greffiers de la paix, des honoraires sur le pied de dix centins pour chaque cent mots ;

Effet des tri-
plicata des
cartes, etc. ;

Quatrièmement. Les triplicata des carte, plan et livre de référence ainsi certifiés, ou une vraie copie certifiée par le secrétaire de la province ou par les greffiers de la paix, feront foi dans toute cour de justice et ailleurs ;

Omissions ;—
comment il y
sera remédié ;

Cinquièmement. Toute omission, exposé faux ou désignation fausse de ces terrains, ou des propriétaires ou occupants dans toute carte ou plan, ou livre de référence, pourra être corrigée par deux juges de paix sur une réquisition à eux adressée, après avoir donné dix jours d'avis aux propriétaires de ces terres pour faire la dite correction ; et les juges de paix en donneront certificat s'il leur appert que cette omission, exposé faux ou désignation erronée, est le résultat d'une erreur ;

Énoncé du
certificat ;

Sixièmement. Le certificat énoncera les particularités de cette omission, et en quoi elle consiste ; et il sera déposé entre les mains des dits greffiers de paix des districts et comtés respectivement dans lesquels ces terrains sont situés, et sera conservé par eux respectivement avec les autres documents auxquels il se rapporte ; et là-dessus, la dite carte ou plan ou livre de référence sera censé corrigé conformément au dit certificat ; et la compagnie pourra faire le chemin de fer suivant le certificat ;

Déviation
du plan ou
relevé primitif ;

Septièmement. Si la ligne ou direction du chemin de fer doit dévier du plan ou relevé primitif, des triplicata des plans et coupes des changements approuvés par le parlement, sur la même échelle, et contenant les mêmes détails que le plan ou arpentage primitif, seront déposés de la même manière que le plan primitif, et des copies ou extraits de ces plans et coupes qui ont rapport aux différents districts ou comtés dans ou à travers lesquels telles déviations dans la construction du chemin de fer sont autorisées, seront déposés entre les mains des greffiers de ces différents districts et comtés ;

Huitièmement. Il ne sera pas procédé à l'exécution du chemin de fer ou de la partie du chemin de fer, affecté suivant le cas, par les changements apportés au tracé, avant que le plan et livre de référence, ou les plans et coupes des changements, aient été déposés comme susdit ;

Le chemin de fer ne sera pas commencé avant le dépôt du plan ;

Neuvièmement. Les greffiers de la paix recevront et conserveront les copies des plans et arpentages primitifs, et les copies des plans et coupes des changements, et les copies et extraits d'iceux respectivement ; et ils permettront à toute personne intéressée de prendre connaissance des documents susdits, et d'en faire des copies et des extraits, sous peine d'une amende de quatre piastres ;

Les greffiers de la paix recevront copies des plans primitifs, etc. ;

Dixièmement. Toutes copies des plans, cartes et livres de référence, ou des altérations ou corrections d'iceux, ou de tous extraits d'iceux, certifiées par un greffier de la paix comme susdit, seront reçues dans toutes cours de justice ou autres lieux comme faisant foi des matières y contenues ; et le dit greffier de la paix sera tenu de délivrer ce certificat aux parties intéressées, lorsqu'il en sera requis ;

Les copies certifiées par le greffier feront foi dans les cours de justice ;

Onzièmement. Aucune déviation de plus d'un mille de la ligne du chemin de fer ou de l'emplacement qui lui est assigné sur la dite carte ou plan et dans le livre de référence ou par les plans et sections, n'aura lieu dans, à travers, sous ou sur aucune partie des terrains non indiqués sur la dite carte ou plan, et dans le livre de référence, ou les plans ou sections, ou qui se trouvent à la distance de moins d'un mille des dits tracé et emplacement, sauf dans les cas prévus par l'acte spécial ;

La ligne du chemin ne dépassera pas plus d'un mille du site marqué sur le plan ;

Douzièmement. Le chemin de fer pourra être construit à travers ou sur les terrains de toute personne le long de la ligne, ou en deça de la distance susdite de la dite ligne, quand même le nom de cette personne ne serait pas inscrit dans le livre de référence par erreur ou toute autre cause, ou quand même quelque autre personne serait désignée erronément comme étant le propriétaire de ces terrains ou ayant le droit d'en faire le transport, ou y étant intéressée ;

Erreur à l'égard du nom d'une personne inscrit sur le livre de référence ;

Treizièmement. L'étendue des terrains qui pourra être prise sans le consentement du propriétaire, n'excèdera pas trente verges de largeur, excepté dans les endroits où le chemin de fer est élevé de plus de cinq pieds au-dessus ou abaissé plus de cinq pieds au-dessous de la surface de la ligne, ou là où il est établi des doubles voies, ou érigé des stations, dépôts ou autres ouvrages, ou délivré des

Etendue de terrain que l'on pourra prendre sans le consentement du propriétaire ;

marchandises ; et alors, pas plus de deux cents verges de longueur sur cent cinquante de largeur, sans le consentement de la personne autorisée à faire la cession des dits terrains ; et les endroits où cette largeur additionnelle devra être prise, seront indiqués sur la carte ou plan, ou sur les plans ou sections, en autant qu'ils seront alors constatés, mais le défaut d'indication sur les plans n'empêchera pas que cette largeur additionnelle ne soit prise, pourvu qu'elle le soit sur la ligne indiquée ou dans les limites de distance fixées ci-dessus ;

Partie des
grèves que
l'on pourra
prendre.

Quatorzièmement. L'étendue des grèves publiques ou des terrains inondés par les rivières ou lacs de cette province, qui sera prise pour le chemin de fer, n'excèdera pas la quantité déterminée dans la clause précédente. 14-15 V., c. 51, s. 10.

6. TERRAINS, ET LEUR ÉVALUATION.

NOTE.—La section suivante est expliquée et rendue applicable par l'acte 24 V., c. 17, ss. 1 et 2, qui est reproduit à la suite du présent chapitre.

II. La cession des terrains, leur évaluation et la compensation en conséquence, seront soumises aux règles suivantes : 14-15 V., c. 51, s. 11.

Les corpora-
tions, etc.,
pourront
céder et ven-
dre leurs ter-
rains ;

Premièrement. Toutes corporations et personnes quelconques, usufruitiers, grevés de substitutions, gardiens, curateurs, exécuteurs, administrateurs et autres ayant cause, non seulement pour eux-mêmes, leurs héritiers et successeurs, mais aussi pour et au nom de ceux qu'ils représentent, soit qu'ils soient enfants nés ou à naître, aliénés, idiots, femmes sous puissance de maris, ou autres personne ou personnes saisies ou en possession de terrains, ou qui y ont des intérêts, pourront contracter, vendre et transporter à la dite compagnie les dits terrains ou terres, en tout ou en partie ; et tous contrats, marchés, ventes, transports et garanties ainsi faits seront valables en loi à toutes fins et intentions quelconques ; et les corporations ou personnes faisant tels transports comme susdit, sont par le présent acte justifiées de tout ce qu'elles pourront faire, elles ou aucune d'elles respectivement, en vertu et en conformité du présent acte ;

Effet des
transports
faits avant
le dépôt des
plans ;

Deuxièmement. Tout contrat ou arrangement fait par une partie autorisée par cet acte à transporter des terrains, avant que la carte ou plan et le livre de référence aient été déposés, et avant que les terrains nécessaires au dit chemin de fer soient désignés et constatés, sera obligatoire, et le prix convenu sera le prix que devra payer la dite

compagnie pour ces terrains, s'il sont ainsi désignés et constatés dans un an à compter de la date du dit contrat ou arrangement, et bien que les dits terrains puissent être devenus, dans l'intervalle, la propriété d'une tierce partie ; et l'on pourra prendre possession des dits terrains, et l'on s'en tiendra à l'arrangement et au prix, comme si le prix eût été fixé par une sentence d'arbitres, tel qu'il est ci-dessous prescrit, et l'arrangement tiendra lieu de la sentence d'arbitres ;

Troisièmement. Toutes corporations ou personnes qui, dans le cours ordinaire de la loi, ne peuvent vendre ou aliéner les terrains ainsi désignés et constatés, conviendront d'une rente annuelle fixe comme équivalent, et non d'un prix principal à être payé pour ces terrains ; et dans le cas où le montant de telle rente ne serait pas fixé par convention ou compromis volontaire, il sera fixé de la manière prescrite dans le présent acte, et toute procédure sera dans ce cas réglée comme il est par le présent prescrit ; et pour le paiement de la dite rente annuelle et de toute autre redevance annuelle réglée et fixée, et qui sera payée pour l'achat de tous terrains ou pour aucune partie du prix d'achat d'un terrain que le vendeur consent à laisser entre les mains de la dite compagnie, le chemin de fer et les péages y prélevés et perçus seront sujets et affectés de préférence à toutes autres réclamations ou demandes quelconques, pourvu que le titre créant la dite charge et hypothèque soit dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté qu'il appartient ;

Les corporations qui ne peuvent vendre pourront convenir d'une rente fixe ;

Quatrièmement. Lorsqu'un terrain appartient à plusieurs personnes comme propriétaires conjoints ou en commun, ou par indivis, tout contrat ou accord fait de bonne foi avec une partie ou des parties qui sont propriétaire ou propriétaires communs d'un tiers ou plus du dit terrain, relativement au montant de la compensation accordée pour le dit terrain ou pour les dommages y causés, sera également obligatoire pour les autres propriétaire ou propriétaires conjoints, ou en commun et par indivis ; et le propriétaire ou les propriétaires qui ont fait le dit accord pourront remettre la possession du terrain ou autoriser à la prendre suivant le cas ;

Propriétaires par indivis ;

Cinquièmement. Un mois après le dépôt de la carte ou plan et livre de référence comme susdit, et à compter de l'avis qui en aura été donné dans au moins un papier nouvelles, s'il y en a de publié dans chacun des districts et comtés par lesquels on se propose de faire passer le chemin de fer, on pourra s'adresser aux propriétaires des terrains ou aux personnes autorisées à vendre ces terrains

Après un mois d'avis du dépôt des plans, etc., le propriétaire sera sommé de livrer les terrains ;

ou y ayant quelque intérêt, et qui pourraient souffrir quelque dommage par l'enlèvement des matériaux ou par l'exercice de quelqu'un des pouvoirs conférés à tel chemin de fer, et faire tel accord et arrangement avec les dites personnes relativement à tels terrains ou à la compensation à payer pour les dits terrains, ou pour les dommages, ou à la manière dont la dite compensation doit être constatée, suivant que les dites parties le jugeront à propos ; et en cas de difficulté entre elles, ou aucune d'elles, toutes les questions qui s'élèveront entre elles seront réglées comme suit, savoir :

Le dépôt du plan tiendra lieu d'avis général ;

Sixièmement. Le dépôt de la carte ou plan et livre de référence, et l'avis donné comme susdit de tel dépôt, sera censé être un avis général signifié à toutes les parties des terrains qui sont nécessaires pour le dit chemin de fer et les ouvrages ;

Avis signifié à la partie adverse ;

Septièmement. L'avis signifié à la partie contiendra—

1. Une description des terrains qui doivent être pris, ou des pouvoirs que l'on a intention d'exercer relativement à tous terrains, en les désignant ;

2. Une déclaration que la compagnie est prête à payer certaine somme d'argent, ou reute, suivant le cas, comme compensation pour les dits terrains ou pour dommages ; et

3. Le nom d'une personne qui sera nommée comme arbitre de la compagnie, si son offre n'est pas acceptée, et tel avis sera accompagné du certificat d'un arpenteur juré pour le Haut Canada ou le Bas Canada, suivant le cas, non intéressé dans l'affaire, et qui ne sera pas l'arbitre nommé dans l'avis constatant :

1. Que le terrain (si l'avis est relatif à la prise de possession de terrains) indiqué sur la carte ou plan déposé comme susdit, est nécessaire pour le chemin de fer, ou se trouve dans les limites de la déviation permise par le présent ;

2. Qu'il connaît le terrain, ou le montant des dommages qui probablement résulteront de l'exercice des dits pouvoirs ; et

3. Que la somme ainsi offerte est, dans son opinion, une compensation juste pour le terrain et pour les dommages comme susdit.

Huitièmement. Si la partie adverse est hors du district ou comté où le terrain est situé, ou est inconnue, alors sur requête adressée à un juge de la cour de circuit ou de la cour de comté, suivant le cas, accompagné du certificat susdit, et d'un affidavit de quelque officier de la compagnie constatant que la partie adverse est absente, ou qu'après une recherche attentive, la personne à laquelle le dit avis devait être signifié n'a pu être trouvée, le juge n'ordonnera que l'avis comme susdit (mais sans le certificat) soit inséré au moins trois fois pendant un mois dans quelque papier-nouvelles publié dans le dit district ou comté ;

Si la partie adverse est inconnue ou absente ;

Neuvièmement. Si dans les dix jours de la signification du dit avis, ou dans le mois qui en suivra la première publication comme susdit, la partie adverse n'informe point la compagnie qu'elle accepte ses offres, ou ne donne point le nom de l'arbitre qu'elle nomme, alors le juge pourra, sur la demande de la compagnie, nommer un arpenteur juré pour le Haut ou le Bas Canada, suivant le cas, comme arbitre unique pour déterminer la compensation que la compagnie doit payer ;

Si elle n'accepte pas les offres de la compagnie, ou ne nomme pas d'arbitre ;

Dixièmement. Si la partie adverse, dans le temps prescrit ci-dessus, notifie à la dite compagnie le nom de la personne qu'elle a nommée son arbitre, alors les deux arbitres en nommeront conjointement un troisième, ou s'ils ne peuvent s'accorder sur ce troisième, le juge, sur la demande de la partie ou de la compagnie (avis ayant été préalablement donné au moins un jour entier à l'autre partie), nommera un tiers arbitre ;

Choix d'un arbitre par la partie adverse ;

Tiers-arbitre ;

Onzièmement. Les arbitres, ou deux d'entre eux, ou l'arbitre unique, ayant prêté serment devant un juge de paix du district ou comté dans lequel les terrains sont situés, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge, procéderont à constater la compensation que la compagnie doit payer, en telle manière qu'ils, ou la majorité d'eux, décideront, et la sentence des dits arbitres, ou de deux d'entre eux, ou de l'arbitre unique, sera finale et définitive ; mais nulle telle sentence ne sera rendue, ou nul acte officiel ne sera fait par la majorité d'entre eux, excepté à une assemblée tenue dans un temps et dans un lieu dont l'autre arbitre aura reçu avis au moins un jour entier d'avance, ou auxquels a été ajournée une assemblée à laquelle a assisté le troisième arbitre, mais il ne sera pas nécessaire de signifier d'avis à aucune des parties ; elle seront suffisamment averties par l'entremise de l'arbitre qu'elles auront nommé ou dont elles auront demandé la nomination ;

Devoirs des arbitres ;

Frais,—comment payés ;

Douzièmement. Dans tous les cas où il a été nommé trois arbitres, si le montant adjudgé n'exède pas celui offert, les frais d'arbitrage seront payés par la partie adverse et déduits du montant de la compensation, autrement ils seront payés par la compagnie ; et dans l'un et l'autre cas, si les parties ne s'accordent pas, les frais pourront être taxés par le juge comme susdit ;

Témoins interrogés sous serment par les arbitres ;

Treizièmement. Les arbitres, ou une majorité d'entre eux, ou l'arbitre unique, pourront, à leur discrétion, interroger sous serment ou affirmation solennelle les parties ou les témoins qui comparaitront volontairement devant lui ou devant eux, et ils pourront administrer tel serment ou affirmation ; et tout exposé faux que fera volontairement un témoin sous serment ou affirmation, sera considéré comme un parjure volontaire, et puni en conséquence ;

Délai dans lequel la sentence arbitrale sera rendue ;

Quatorzièmement. Le juge qui a nommé un tiers-arbitre ou un arbitre unique, fixera en même temps le jour auquel ou avant lequel la sentence sera rendue ; et si elle n'est pas rendue le ou avant le dit jour, ou autre jour auquel, du consentement des parties ou par l'ordre du juge, suivant le cas, elle a été ajournée (comme cela peut avoir lieu pour une cause raisonnable, sur la demande de l'arbitre unique, ou de l'un des arbitres, après avis préalable donné aux autres arbitres un jour d'avance), alors le montant offert par la compagnie comme susdit sera la compensation qu'elle aura à payer ;

Décès d'un arbitre, etc. ;

Quinzièmement. Si l'arbitre nommé par le juge, ou si l'arbitre nommé par les parties, décède avant que la sentence ait été rendue, ou est inhabile à agir, ou refuse ou néglige d'agir dans un temps raisonnable, alors, sur la demande de l'une ou l'autre des parties, tout tel juge, s'il est satisfait par affidavit ou autrement du décès, inhabilité, refus ou défaut, pourra, dans sa discrétion, nommer un autre arbitre à la place de celui qui a été d'abord nommé par le juge, et la compagnie et la partie pourront chacune nommer un arbitre à la place de l'arbitre décédé, ou autrement n'agissant pas comme susdit ; mais il ne sera pas nécessaire de recommencer ou répéter aucunes des procédures antérieures, dans aucun cas ;

La compagnie pourra se désister en payant les frais ;

Seizièmement. Tout avis relatif à des terrains comme susdit pourra être retiré, et un nouvel avis donné pour les mêmes terrains ou d'autres terrains, à la même ou à d'autres personnes ; mais en pareil cas, la responsabilité envers la personne en premier lieu notifiée pour tous dommages ou

frais par elle encourus en conséquence du premier avis et du désistement, subsistera ;

Dix-septièmement. L'arpenteur, ou toute autre personne, ^{Les arbitres non disqualifiés à raison de certaines circonstances ;} proposé ou nommé comme estimateur ou arbitre, ne sera point inhabile à agir, à raison de ce qu'il est employé par l'une ou l'autre partie, ou de ce qu'il aurait préalablement exprimé son opinion sur le montant de la compensation, ou qu'il serait parent ou allié d'aucun membre de la compagnie, pourvu qu'il ne soit pas lui-même personnellement intéressé dans le montant de la compensation ; et l'on ne pourra faire valoir aucune raison d'inhabilité contre un arbitre nommé par un juge après sa nomination, mais les objections seront faites avant, et la validité ou invalidité en sera déterminée d'une manière sommaire par le juge ;

Dix-huitièmement. L'on ne pourra faire valoir aucune cause d'inhabilité contre un arbitre nommé par la compagnie ou par la partie adverse, après que le tiers-arbitre aura été nommé ; et la validité ou l'invalidité des objections ^{L'on ne recevra aucune objection contre un arbitre, après la nomination du tiers-arbitre ;} suscitées contre tel arbitre, avant que le tiers-arbitre soit nommé, seront jugées sommairement par le juge sur la demande de l'une ou l'autre partie après un jour entier d'avis donné à l'autre ; et si les dites objections sont regardées comme valables, la nomination sera nulle, et la partie qui a offert comme arbitre la personne ainsi déclarée inhabile sera considérée comme n'ayant point nommé d'arbitre ;

Dix-neuvièmement. Nulle sentence arbitrale rendue comme ^{Vice de forme n'invalidera pas la sentence arbitrale ;} susdit ne sera invalidée pour défaut de forme ou autre objection technique, si toutes les conditions du présent acte ont été remplies, et si la sentence établit d'une manière formelle le montant adjugé, et les terres ou autres propriétés, droits ou choses dont le dit montant est la compensation ; et il ne sera pas nécessaire que la personne ou personnes auxquelles la somme doit être payée, soient nommées dans la sentence ;

Vingtièmement. Sur le paiement ou offre légale de telle compensation ou rente annuelle ainsi adjugée, convenue ou fixée comme susdit, à la partie qui y a droit, ou sur le dépôt du montant de telle compensation en la manière ci-dessous mentionnée, la sentence ou convention donnera ^{On pourra prendre possession des terrains, sur paiement ou offre de payer la somme adjugée ;} à la compagnie le pouvoir de prendre possession immédiate des dites terres, et d'exercer les droits ou de faire les choses pour lesquelles la dite compensation ou rente annuelle a été accordée ou convenue ; et si une personne ou partie offre quelque résistance ou opposition à ce qu'elle en

agisse ainsi, le juge pourra, sur preuve satisfaisante de la sentence d'arbitres ou arrangement, adresser son mandat au shérif du district ou comté, ou à un huissier, suivant qu'il le trouvera convenable dans sa discrétion, pour mettre la dite compagnie en possession et pour faire cesser toute résistance ou opposition, ce que fera le dit shérif ou huissier, en prenant avec lui l'assistance suffisante ;

Quand le warrant de possession pour-
ra émaner,
avant la sen-
tence arbi-
trale ;

Vingt-unièmement. Tel mandat pourra aussi être accordé par tout tel juge, sans telle sentence ou arrangement, sur un affidavit portant que la possession immédiate du terrain, ou pouvoir de faire la chose en question, est nécessaire pour la confection de quelque partie du dit chemin de fer que la compagnie est prête à commencer immédiatement ; et en par la dite compagnie, donnant un cautionnement à la satisfaction du dit juge, pour une somme de pas moins du double de la somme mentionnée dans l'avis, qu'elle paiera ou déposera la compensation qui sera accordée, dans un mois après la sentence rendue par les arbitres, avec intérêt depuis la prise de possession, et avec les autres frais que la compagnie devra légalement payer ;

Caution don-
née de dépo-
ser le mon-
tant de la
compensa-
tion ;

Quand la
compensa-
tion tiendra
lieu des ter-
rains ;

Vingt-deuxièmement. La compensation payée pour tous terrains pris sans le consentement du propriétaire, tiendra lieu et place des dits terrains ; et toute réclamation ou charge sur les dits terrains ou toute partie d'iceux, sera, relativement à la compagnie, convertie en une réclamation à faire valoir sur la compensation, ou à une proportion correspondante d'icelle ; et elle sera responsable en conséquence chaque fois qu'elle aura payé la dite compensation ou quelque partie d'icelle, à quelque personne qui n'y avait pas droit, sauf son recours contre cette personne ;

Hypothèques,
etc., sur les
terrains ac-
quis ou pris
dans le H. C. ;

Vingt-troisièmement. Si la compagnie a raison de craindre des réclamations ou hypothèques, ou si la personne à qui la compensation ou rente annuelle ou partie d'icelle doit être payée, refuse d'exécuter le transport de donner la garantie convenable, ou si la personne qui a droit de la réclamer ne peut être trouvée ou est inconnue à la compagnie, ou si, pour quelque autre raison, la compagnie le juge à propos, il lui sera loisible, si les terrains sont situés dans le Haut Canada, de déposer la compensation dans le bureau de quelqu'une des cours supérieures du Haut Canada, avec les intérêts sur icelle pour six mois, et de délivrer au greffier de la cour une copie authentique de l'acte de transport, ou de la décision d'arbitres ou convention, s'il n'y a pas de transport, et la dite décision d'arbitres ou convention sera ensuite considérée comme le titre de la compagnie au terrain y mentionné ;

Vingt-quatrièmement. Un avis donné en la forme, et pendant l'espace de temps que la cour fixera, sera inséré dans un journal, s'il en est publié dans le comté où les terrains sont situés, et dans la cité de Toronto, lequel avis énoncera que le titre de la compagnie, savoir, le transport, convention ou décision d'arbitres, est suivant le présent acte, et appellera toutes les personnes qui ont des droits aux dits terrains, ou à quelque partie d'iceux, ou les représentants ou les maris des personnes intéressées, à présenter leurs réclamations pour la compensation ou partie d'icelle ; et ces réclamations seront reçues et décidées par la cour, et les dites procédures éteindront à jamais toutes réclamations contre les dits terrains ou toute partie d'iceux, y compris le douaire, aussi bien que toutes hypothèques et charges dont ils pourraient être grevés ; et la cour fera tel règlement pour la distribution, le paiement et le remploi de la compensation et pour assurer les droits de toutes les parties intéressées selon que la justice et l'équité, et les dispositions du présent acte, et de l'acte spécial et de la loi, l'exigeront ;

Avis qui sera
publié ;

Vingt-cinquièmement. Les frais des procédures ou de quel qu'une de ces procédures, seront payés par la compagnie ou par toute autre partie selon que la cour ordonnera, suivant l'équité ;

Frais,—par
qui payés ;

Vingt-sixièmement. Si l'ordre de distribution susdit est obtenu moins de six mois après le dépôt de la compensation en cour, celle-ci ordonnera qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée à la compagnie ; et si par quelque erreur, faute ou négligence du fait de la compagnie, cet ordre n'est obtenu qu'après l'expiration de six mois, la cour ordonnera à la compagnie de payer aux réclamants qu'il appartient les intérêts pour un plus long espace de temps, suivant qu'il sera juste ;

Quand l'inté-
rêt sera remis
à la compa-
gnie ou payé
par elle ;

Vingt-septièmement. Si les terrains expropriés sont situés dans le Bas Canada, et si la compagnie a raison de craindre des réclamations, *mortgages*, hypothèques ou charges, ou si la personne à qui la compensation ou rente annuelle ou partie d'icelle doit être payée, refuse d'exécuter le transport et de donner la garantie convenable, ou si la personne qui a droit de réclamer la compensation ou rente ne peut être trouvée ou est inconnue à la compagnie, ou si la compagnie le juge à propos, pour quelque autre raison, il lui sera loisible de déposer la compensation entre les mains du protonotaire de la cour supérieure du district où les terrains sont situés, avec les intérêts sur icelle pour six mois, et de délivrer au dit protonotaire une copie authentique de l'acte de transport ou de la décision d'arbitres,

Ce qui sera
fait dans le
cas où les
terrains sont
situés dans le
B. C., et que
la compagnie
a lieu de
craindre que
ces terrains
soient grevés
d'hypothèques
ou autres charges ;

s'il n'y a pas en de transport ; et la dite décision d'arbitres sera ensuite considérée comme le titre de la compagnie au terrain y mentionné, et des procédures seront prises pour obtenir la confirmation du titre de la dite compagnie de la même manière que dans les autres cas de confirmation de titre, sauf qu'en addition aux énoncés ordinaires de l'avis, le protonotaire énoncera que le titre de la compagnie (savoir, le transport ou décision d'arbitres) est suivant le présent acte, et sommiera toutes les personnes qui ont des droits aux dits terrains ou à quelque partie d'iceux, ou les représentants ou les maris des personnes intéressées, à présenter leurs oppositions à la compensation ou partie d'icelle, et ces oppositions seront reçues et décidées par la cour ;

Effet d'un jugement de confirmation ;

Vingt-huitièmement. Le jugement de confirmation éteindra à jamais toutes réclamations contre le dit terrain ou partie d'icelui (y compris le douaire non encore ouvert), aussi bien que tous *mortgages*, hypothèques et charges dont il pourrait être grevé ; et la cour fera tel règlement pour la distribution, le paiement et le rempli de la compensation, et pour assurer les droits de toutes les parties intéressées, selon que la justice, l'équité et les dispositions du présent acte, et de l'acte spécial et de la loi, l'exigeront ;

Frais,—par qui payés ;

Vingt-neuvièmement. Les frais des dites procédures, ou de partie de ces procédures, seront payés par la compagnie, ou par toute autre partie que la cour ordonnera, suivant l'équité ; et si le jugement de confirmation est obtenu moins de six mois après le dépôt de la compensation entre les mains du protonotaire, la cour ordonnera qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée à la compagnie ; et si par quelque erreur, faute ou négligence du fait de la compagnie, ce jugement n'est obtenu qu'après l'expiration de six mois, la cour ordonnera à la compagnie de payer au protonotaire les intérêts pour un plus long espace de temps, suivant qu'il sera juste ;

Si le chemin passe sur les terres des sauvages ;

Trentièmement. Si le chemin de fer traverse des terrains appartenant à une tribu de sauvages de cette province, ou en sa possession, ou s'il est fait sous l'autorité de cet acte ou de l'acte spécial quelque chose qui cause des dommages à leurs terres, une compensation leur sera payée pour ces dommages en la manière prescrite relativement aux terrains et droits d'autres individus ; et chaque fois qu'il sera nécessaire que des arbitres soient choisis par les parties, l'officier supérieur du département des sauvages dans cette province est autorisé et requis par le présent acte de nommer un arbitre au nom des sauvages, et toute compensation accordée pour terrains à eux appartenant,

sera payée au dit officier supérieur pour l'usage de la dite tribu ou bande ;

Trente-unièmement. Chaque fois qu'il sera nécessaire pour la compagnie d'occuper des terrains appartenant à Sa Majesté, ou des terrains réservés pour les objets militaires ou de la marine, elle demandera, et obtiendra au préalable le permis ou le consentement de Sa Majesté sous le sceau et le sceau du gouverneur, et après avoir obtenu ce permis ou consentement, elle pourra en tout temps prendre, posséder, tenir, employer et occuper les dits terrains et en jouir pour l'usage du chemin de fer ; mais dans le cas des terrains réservés pour les usages militaires ou de la marine, nul permis ou consentement ne sera accordé que sur un rapport préalable des autorités navales ou militaires investies pour le temps d'alors des dits terrains, consentant à ce que le dit permis ou consentement soit accordé comme susdit. 14-15 V., c. 51, s. 11.

On sur les terrains appartenant à Sa Majesté.

7. CHEMINS ET PONTS.

12. Les chemins et ponts seront régis comme suit : 14-15 V., c. 51, s. 12.

Premièrement. Le chemin de fer ne longera pas un chemin existant, mais le traversera seulement dans la ligne du chemin de fer, à moins que permission ne soit obtenue à cette fin de l'autorité municipale compétente ; et il ne sera fait aucuns travaux qui pourraient obstruer le dit chemin sans le détourner de manière à laisser ouvert un bon passage pour les voitures, et sans remettre le chemin dans le même état, à peine d'une amende de quarante piastres au moins pour chaque contravention ; mais dans aucun cas, la lisse ne sera considérée comme une obstruction, si elle ne s'élève pas au-dessus ou ne s'abaisse pas au-dessous du niveau du chemin de plus d'un pouce ;

Le chemin de fer ne longera aucun chemin sans le consentement des autorités municipales ;

Deuxièmement. Nulle partie du chemin de fer qui croise un chemin sans passer sur un pont ou sous une arche, ne s'élèvera au-dessus ni ne s'abaissera au-dessous du niveau du chemin de plus d'un pouce ; et le chemin de fer pourra être porté à travers ou au-dessus de tout chemin dans les limites susdites ;

Et n'aura pas plus d'un pouce d'élévation au-dessus du chemin qu'il traverse ;

Troisièmement. L'arche de tout pont construit pour porter le chemin de fer sur ou à travers un chemin, aura et continuera d'avoir en tout temps une largeur et ouverture libre de vingt pieds au moins, et une hauteur de douze pieds au moins entre la surface du chemin et le centre de

Élévation et largeur des arches des ponts ;

l'arche, et la descente sous le dit pont n'excèdera pas un pied par vingt pieds ;

Montée des
ponts ;

Quatrièmement. La montée des ponts construits pour porter les chemins par-dessus le chemin de fer, ne sera pas de plus d'un pied par vingt pieds en sus de la montée naturelle du chemin ; et il sera construit de chaque côté du pont une bonne clôture qui devra avoir au moins quatre pieds d'élévation au-dessus du niveau du pont ;

Enseignes
aux croisements de che-
min ;

Cinquièmement. Des enseignes seront placées et maintenues au-dessus du chemin à chaque endroit où il sera traversé de niveau par le chemin de fer, à une hauteur suffisante pour qu'il y ait seize pieds entre le dit chemin et le bord inférieur des dites enseignes, sur lesquelles seront peints de chaque côté les mots : "Traverse du chemin de fer," en lettres de six pouces au moins de longueur ; et chaque contravention aux prescriptions de cette section, entraînera une amende n'excédant pas quarante piastres. 14-15 V., c. 51, s. 12.

8. CLOTURES.

Des clôtures
seront érigées
de chaque
côté du che-
min de fer.

13. Des clôtures seront érigées et entretenues de chaque côté du chemin de fer de la même hauteur et force que les clôtures ordinaires, avec des ouvertures, barrières ou poternes, et des traverses de ferme sur le chemin de fer pour l'usage des propriétaires des terres adjacentes au chemin ; aussi, à chaque croisement de chemin, des barrières suffisantes pour empêcher les bestiaux et autres animaux de venir sur le chemin de fer. 14-15 V., c. 51, s. 13.

Interpréta-
tion de cer-
tains mots.

14. Les mots "ouvertures, barrières ou poternes" seront censés être, et signifieront dans tous les cas, des barrières à coulisses communément appelées barrières à claire voie, avec moyens de fermetures convenables ; mais cela ne s'interprètera pas au profit de ceux d'entre les propriétaires et occupants de terrains traversés par des chemins de fer en cette province, qui ont reçu une compensation des compagnies de chemins de fer, à raison de ce que l'on avait omis de poser des barrières avant le dixième jour de juin, mil huit cent quarante-sept ; et cette disposition n'affectera non plus en aucune manière aucun chemin de fer construit en totalité ou en partie, le dixième jour de juin, mil huit cent quarante-sept, mais elle s'appliquera seulement aux chemins de fer qui seront construits ou commencés après ce jour. 20 V., c. 35, s. 1.

Responsabi-
lité de la
compagnie,

15. Jusqu'à ce que ces clôtures et barrières contre les animaux aient été posées, la compagnie sera responsable

de tous les dommages qui pourront être causés par ses trains ou engins aux bestiaux, chevaux et autres animaux sur le chemin de fer. 14-15 V., c. 51, s. 13.

tant que des clôtures ne sont pas posées.

16. Après que ces clôtures ou barrières auront été posées, et tant qu'elles seront entretenues en bon ordre, la compagnie ne sera pas responsable de semblables dommages, à moins qu'ils ne soient causés par négligence ou volontairement. 14-15 V., c. 51, s. 13.

Quand cesse cette responsabilité.

17. Toute personne qui guide, mène ou conduit un cheval, ou autre animal, sur le chemin de fer, et en dedans des clôtures et barrières, ailleurs que sur les traverses de ferme, sans le consentement de la compagnie, paiera pour chaque contravention une amende n'excédant pas la somme de quarante piastres, et paiera également tous les dommages soufferts par la partie lésée. 14-15 V., c. 51, s. 13.

Défense de conduire des animaux sur la voie des rails.

18. Nulle personne autre que celles attachées au chemin de fer, ou y employées, ne marchera sur la voie, sauf aux endroits où elle traverse ou longe un grand chemin. 14-15 V., c. 51, s. 13, No. 1.

Défense aux personnes d'y marcher.

19. Dans le cours de six mois après que des terrains auront été pris pour l'usage du chemin de fer, la compagnie, si elle en est requise par les propriétaires des terrains adjacents, respectivement, mais non autrement, divisera et séparera ses terrains et les tiendra constamment séparés et divisés des terres et terrains adjacents, au moyen d'une clôture de pieux ou de perches, ou d'une haie, fossé, terrassement ou autre clôture suffisante pour empêcher les cochons, moutons et bestiaux de passer ; cette clôture sera placée et faite sur les terrains ainsi pris, et sera entretenue, réparée et maintenue en bon état par la compagnie, à ses frais et dépens. 14-15 V., c. 51, s. 13, No. 2.

La compagnie tiendra ses terrains divisés et séparés de ceux de ses voisins.

9. TAUX DE PÉAGE.

20. Les taux seront établis et fixés de temps à autre par les règlements de la compagnie ou par les directeurs, s'ils y sont autorisés par les règlements, ou par les actionnaires dans les assemblées générales ; et ils pourront être exigés et reçus pour tous passagers ou objets transportés sur le chemin de fer ou les bateaux-à-vapeur appartenant à l'entreprise, et seront payés aux personnes, aux points du chemin de fer, de la manière et suivant les règles indiquées par les statuts. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Taux établis et fixés par des règlements.

Recours, si
les taux ne
sont pas
payés.

21. Dans le cas de refus ou défaut de paiement de ces taux ou de partie d'iceux, à demande, à ces personnes, ils pourront être demandés et recouvrés dans toute cour compétente ; ou les agents ou employés de la compagnie pourront saisir les objets à raison desquels ces taux doivent être payés, et les retenir jusqu'à parfait paiement ; et dans l'intervalle, les dits objets seront au risque des propriétaires. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Quand les
effets saisis
pourront être
vendus si les
taux ne sont
pas payés.

22. Si les taux ne sont pas payés dans le délai de six semaines, la compagnie aura ensuite le pouvoir de vendre la totalité ou toute partie des dits objets, et de retenir sur le produit de la vente les taux payables comme susdit, et tous les frais et dépens de la détention et de la vente, rendant le surplus, s'il en est, de l'argent réalisé au moyen de cette vente, ou les objets non vendus, à la personne qui y aura droit. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Vente des
effets saisis
ou détenus.

23. Si des objets restent entre les mains de la compagnie sans être réclamés pendant l'espace de douze mois, la compagnie pourra, à leur expiration, et en en donnant avis public pendant six semaines par une annonce dans la *Gazette du Canada*, et les autres papiers-nouvelles qu'elle croira convenable, vendre ces objets aux enchères publiques, au temps et au lieu mentionnés dans la dite annonce, et payer à même le produit de la vente, les dits taux et les frais raisonnables d'emmagasiner, de l'annonce et de la vente des dits objets ; et toute balance du produit de cette vente sera conservée par la compagnie pendant trois autres mois pour être payée à quiconque y aura droit. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Ce qui sera
fait de la
balance du
produit de la
vente.

24. Dans le cas où cette balance ne serait pas réclamée avant l'expiration du délai en dernier lieu mentionné, elle sera payée au receveur général, pour être employée aux usages généraux de la province jusqu'à ce qu'elle soit réclamée par la personne qui y aura droit. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Élévation ou
réduction des
taux.

25. Tous ces taux pourront être diminués et réduits par des règlements, et de nouveau augmentés aussi souvent qu'il sera jugé nécessaire pour les intérêts de l'entreprise ; pourvu que les mêmes taux soient exigés dans le même temps et dans les mêmes circonstances de toutes personnes et sur tous les objets, de manière à ce qu'aucun avantage, privilège ou monopole injuste ne soit accordé à aucune personne ou classe de personnes par tout règlement relatif aux taux. 14-15 V., c. 51, s. 14.

26. Dans tous les cas, les fractions de distance sur lesquelles les objets ou passagers seront transportés sur le chemin de fer, seront considérées comme des milles entiers ; et pour les fractions de tonneaux dans le poids des objets, il sera exigé et reçu des proportions de taux suivant le nombre de quarts de tonneaux y contenus, et les fractions de quarts de tonneaux seront évaluées et considérées comme des quarts de tonneaux entiers. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Une fraction de mille considérée comme un mille entier, lorsqu'il s'agit du paiement des taux.

27. Les directeurs imprimeront et afficheront, ou feront imprimer et afficher, de temps à autre, dans le bureau et dans tous les lieux où les taux doivent être perçus, et dans chaque char destiné aux passagers, dans un lieu apparent, une pancarte ou feuille imprimée indiquant tous les taux à payer, et spécifiant le prix ou somme d'argent qui sera exigée pour le transport de chaque objet. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Le tarif des taux sera affiché dans les chars ;

28. Nuls taux ne seront prélevés ou exigés avant qu'ils aient été approuvés par le gouverneur en conseil, ni avant qu'il ait été fait deux publications hebdomadaires consécutives du règlement qui fixe tels taux dans la *Gazette du Canada*, ainsi que de l'ordre en conseil l'approuvant. 14-15 V., c. 51, s. 14,—Voir 10-11 V., c. 63, s. 14.

Et approuvé par le gouverneur en conseil.

29. Tout règlement fixant et réglant les taux sera sujet à révision par le gouverneur en conseil de temps à autre, après qu'il aura été approuvé comme susdit ; et après que l'ordre en conseil, réduisant les taux fixés et réglés par un règlement, aura été publié deux fois dans la *Gazette du Canada*, les taux dont il est fait mention dans tel ordre en conseil seront substitués à ceux mentionnés dans le règlement, aussi longtemps que tel ordre en conseil ne sera pas révoqué. 14-15 V., c. 51, s. 14.

Le gouverneur pourra reviser les règlements fixant les taux.

10. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

30. Les actionnaires pourront se réunir en assemblées générales pour délibérer sur les affaires qui se rattachent ou ont trait à l'entreprise, et ils pourront à une assemblée générale annuelle élire des directeurs en la manière prescrite par la clause suivante. 14-15 V., c. 51, s. 15.

Les actionnaires pourront se réunir en assemblées générales.

11. PRÉSIDENT ET DIRECTEURS—LEUR ÉLECTION ET FONCTIONS.

31. Un bureau de directeurs chargé d'administrer les affaires de l'entreprise, et dont le nombre sera fixé par l'acte spécial, sera élu annuellement par la majorité des actionnaires votant à cette élection, à une assemblée générale

Bureau de directeurs.

dont le temps et le lieu seront fixés par l'acte spécial ; et si cette élection n'est pas faite le jour ainsi fixé, les directeurs annonceront et feront faire cette élection dans les trente jours qui suivront le jour ainsi fixé. 14-15 V., c. 51, s. 16.

Droit de voter.

32. Le jour ainsi annoncé, personne ne sera admis à voter, excepté ceux qui auraient eu le droit de voter si l'élection avait eu lieu le jour où elle devait avoir lieu. 14-15 V., c. 51, s. 16.

Manière de remplir les vacances dans le bureau.

33. Les vacances qui surviendront dans le bureau des directeurs seront remplies en la manière prescrite par les règlements. 14-15 V., c. 51, s. 16.

Nul ne sera directeur, s'il n'est actionnaire.

34. Nul ne sera directeur, s'il n'est actionnaire possédant des actions à titre absolu, et en son propre droit, et habile à voter pour élire les directeurs à l'élection où il sera choisi. 14-15 V., c. 51, s. 16.

Convocation des assemblées générales.

35. Le mode de convocation des assemblées générales, et l'époque et le lieu de la première assemblée des actionnaires pour la nomination des directeurs, seront fixés et déterminés dans l'acte spécial. *Ibid.*

Suffrages proportionnés au nombre de parts de chaque actionnaire.

36. Le nombre des voix que chaque actionnaire aura le droit de donner dans chaque occasion où les membres auront à voter, sera proportionné au nombre des actions possédées par lui, à moins qu'il en soit autrement ordonné par l'acte spécial. *Ibid.*

Tout actionnaire pourra voter par procureur.

37. Tout actionnaire, soit qu'il réside dans cette province ou ailleurs, pourra voter par procureur, s'il le juge à propos ; pourvu que ce procureur produise une procuration par écrit de son commettant, rédigée dans les termes suivants, ou dans des termes analogues, savoir :

Je, _____, de _____, l'un des actionnaires de _____, constitue par les présentes _____, de _____, mon procureur, et l'autorise, en mon absence, à voter pour moi, ou donner mon assentiment à toute affaire, matière ou chose relative à la dite entreprise, qui sera mentionnée ou proposée à toute assemblée des actionnaires de la dite compagnie, ou d'aucuns d'eux, et cela, de la manière que le dit _____ le jugera à propos. En foi de quoi, j'ai apposé aux présentes mon seing et sceau, le _____ jour de _____ mil huit cent _____. *Ibid.*

Les voix données par procuration seront valides.

38. Les voix données par procureur seront aussi valides que si les commettants eussent voté en personne ; et

toute matière ou affaire qui sera proposée ou prise en considération à toute assemblée des actionnaires sera décidée à la majorité des voix des actionnaires et des fondés de procurations données comme susdit ; et toutes les décisions et actes de la dite majorité lieront la compagnie, et seront censés les actes et décisions de la compagnie. *Ibid.*

39. Les directeurs nommés en premier lieu, et ceux qui seront nommés pour les remplacer en cas de vacance, resteront en charge jusqu'à l'élection suivante des directeurs à l'époque fixée à cette fin par les règlements, à laquelle époque il sera tenu une assemblée générale des actionnaires pour choisir les directeurs pour l'année suivante et pour délibérer sur les affaires de la compagnie. *Ibid.*

Durée de la charge de directeur.

40. En cas de décès, absence ou résignation de quel qu'un d'entre eux, les directeurs pourront en nommer un autre à sa place ; mais s'ils n'en nomment pas, le décès, absence ou résignation n'invalidera pas les actes des directeurs restants. *Ibid.*

Charges vacantes, comment remplies.

41. Les directeurs à la première assemblée, ou à quelque autre assemblée des directeurs, subséquente à l'assemblée générale annuelle, éliront l'un d'entre eux pour être président de la compagnie, lequel présidera toutes les assemblées des directeurs, lorsqu'il sera présent, et restera en charge jusqu'à ce qu'il cesse d'être directeur, ou jusqu'à ce qu'un autre président soit élu à sa place ; et ils pourront élire de la même manière un vice-président, qui présidera en l'absence du président. *Ibid.*

Président. Vice-président.

42. A toute assemblée où se trouve au moins le quorum fixé par l'acte spécial, les directeurs auront le droit d'exercer tous et chacun les pouvoirs dont les directeurs sont investis. *Ibid.*

Quorum.

43. Les actes de la majorité d'un quorum des directeurs, présents à toute assemblée régulière, seront censés être les actes des directeurs. *Ibid.*, s. 16, No. 7.

Actes de la majorité censés actes des directeurs.

44. Nul directeur ne pourra donner plus d'une voix à aucune assemblée, excepté le président qui, en cas de division égale des voix, aura la voix prépondérante. *Ibid.*

Voix prépondérante.

45. Les directeurs seront soumis à la surveillance et au contrôle des actionnaires à leurs assemblées annuelles, et à tous les règlements de la compagnie, et aux ordres et directions qui seront donnés de temps à autre aux assemblées annuelles ou spéciales, ces ordres et directions

Les directeurs soumis au contrôle des actionnaires, et aux règlements.

n'étant pas contraires aux prescriptions et dispositions expresses du présent acte ou de l'acte spécial. *Ibid.*

Les employés
de la compa-
gnie ne pour-
ront être
directeurs.

46. Nul officier ou employé de la compagnie, ni aucune personne concernée ou intéressée dans les contrats de la compagnie, ne pourra être nommé directeur ni remplir les fonctions de directeur; et nul directeur de la compagnie ne contractera, ni ne sera, directement ou indirectement pour son propre usage et bénéfice, intéressé dans aucun contrat fait avec la compagnie ne se rattachant pas à l'acquisition des terrains nécessaires au chemin de fer, ni ne sera, ni ne deviendra associé d'un entrepreneur de la compagnie; et nuls contrats pour travaux de construction ou d'entretien de chemins de fer, si ce n'est les travaux de réparations ordinaires, de nécessité immédiate, ne seront passés avant que des demandes de soumissions pour ces travaux n'aient été données par avis public pendant au moins quatre semaines dans quelque papier-nouvelles publié dans le lieu le plus voisin des travaux à faire; et s'il a été fait quelque contrat de cette nature depuis le trentième jour de juin, mil huit cent cinquante-huit, ou après que le présent acte est entré en vigueur, par ou au nom de quelque directeur, une action pourra être intentée dans toute cour de droit commun, ou autre cour de juridiction compétente contre tel directeur, par tout actionnaire de la compagnie, au bénéfice de cette dernière, pour le montant entier des profits revenant à tel directeur du contrat ainsi passé ou accompli. 14-15 V., c. 51, s. 16, No. 8,—22 V., c. 4, s. 1.

Règlements
pour l'admini-
stration des
affaires, etc.

47. Les directeurs feront des règlements pour l'administration et la disposition du capital, des propriétés et des affaires de la compagnie, qui ne dérogeront pas aux lois de la province, ainsi que pour la nomination de tous officiers, employés et ouvriers, et le règlement de leurs fonctions. 14-15 V., c. 51, s. 16, No. 9.

12. VERSEMENTS.

Versements.

48. Les directeurs pourront de temps à autre exiger des versements des actionnaires respectifs, sur le montant du capital souscrit ou dû par eux respectivement, suivant qu'ils le jugeront nécessaire, pourvu qu'il soit donné au moins trente jours d'avis pour chaque versement; et il ne sera demandé aucun versement plus fort que le montant fixé par l'acte spécial, un intervalle de deux mois au moins devant s'écouler entre chaque versement; et il ne pourra être exigé dans le cours de l'année une somme plus forte que le montant fixé par l'acte spécial. *Ibid.*, No 10.

49. Tous les avis d'assemblées ou de versements donnés aux actionnaires de la compagnie seront publiés une fois par semaine dans la *Gazette du Canada*, et la dite gazette, sur production d'icelle, sera une preuve conclusive de la suffisance des dits avis. *Ibid*, No. 24.

Publication
des avis d'as-
semblées.

50. Chaque actionnaire sera tenu de payer le montant du versement requis sur les actions possédées par lui, aux personnes, aux époques et lieux qui seront fixés de temps à autre par la compagnie ou les directeurs. *Ibid*, No. 10.

Paiement des
versements.

51. Si, avant le jour, ou le jour fixé pour le versement, un actionnaire ne verse pas la somme demandée, il sera tenu de payer les intérêts sur icelle au taux de six pour cent par année, depuis le jour fixé pour le paiement jusqu'à celui où il sera effectué. *Ibid*, No. 11.

Intérêts sur
les verse-
ments non
payés.

52. Si, à la date fixée pour faire un versement, un actionnaire fait défaut d'en payer le montant, il pourra être poursuivi devant toute cour de loi ou d'équité ayant juridiction compétente, et condamné à payer ce montant avec les intérêts à compter du jour où il aurait dû être payé. *Ibid*, No. 12.

Poursuite
pour le recou-
vrement des
versements.

53. Dans une action pour recouvrer une somme due sur un versement, il ne sera pas nécessaire de faire des allégations spéciales; mais il suffira de déclarer que le défendeur est possesseur d'une ou de plusieurs actions, en indiquant le nombre des actions, et qu'il est redevable de la somme d'argent à laquelle se montent les arrérages des versements dus pour une ou plusieurs actions, avec le nombre et le montant de chacun de ces versements, pour lesquels la compagnie a droit d'action en vertu de l'acte spécial. *Ibid*, No. 13.

Certaines for-
malités ne
sont pas né-
cessaires
dans ces pour-
suites.

54. Le certificat de possession d'une action sera admis dans toutes les cours comme preuve *prima facie* du droit d'un actionnaire, ses exécuteurs, administrateurs, successeurs ou ayants cause, à l'action y mentionnée. *Ibid*, No. 14.

Certificat de
possession
reçu comme
preuve de
propriété.

55. Néanmoins, l'absence de ce certificat n'empêchera pas le possesseur d'une action d'en disposer. *Ibid*, No. 14.

Effet de l'ab-
sence du cer-
tificat.

56. Les personnes qui négligent de payer leurs parts proportionnelles de versements comme susdit dans le délai de deux mois après la date fixée pour le paiement de ces versements, seront passibles de la confiscation de leurs actions respectives dans l'entreprise, et de tous les profits

Pénalité, en
cas de refus
de payer les
versements.

et bénéfices en provenant; et toutes ces confiscations appartiendront à la compagnie. *Ibid*, No. 15.

La confiscation n'aura lieu que lorsqu'elle est prononcée par une assemblée générale.

57. Il ne sera pas pris avantage du droit de confiscation, à moins que la confiscation n'ait été prononcée à une assemblée générale de la compagnie tenue subséquentement à la date où elle a été encourue. *Ibid*, No. 16.

Effet de la confiscation quant à la responsabilité de l'actionnaire.

58. Cette confiscation mettra l'actionnaire qui l'a subie à l'abri de toute action, procès ou poursuite quelconque, qui pourrait être commencé, ou intenté contre lui, pour n'avoir pas accompli le contrat ou autre convention passée entre le dit actionnaire et les autres actionnaires relativement à l'exécution de l'entreprise. *Ibid*, No. 16.

Actions confisquées vendues à l'enchère publique.

59. Les directeurs pourront vendre, soit aux enchères publiques ou par vente privée, et de la manière et aux conditions qu'ils jugeront convenables, toutes actions dont la confiscation a été ainsi prononcée, ainsi que les actions du fonds social qui n'ont pas été souscrites, ou donner ces actions confisquées ou non souscrites en garantie du paiement des prêts ou avances faits ou qui seront faits sur ces actions, ou de toutes sommes empruntées par la compagnie, ou qui lui seront avancées. *Ibid*, No. 17,

Le certificat du trésorier sera preuve du fait de la confiscation.

60. Un certificat du trésorier de la compagnie, constatant que la confiscation des actions a été prononcée, sera une preuve suffisante du fait y mentionné, et de leur acquisition par l'acheteur, et conjointement avec le reçu du trésorier pour le prix de ces actions, il sera un titre valide de ces actions; le certificat sera enregistré par le dit trésorier au nom des acquéreurs avec indication de leurs résidences et professions, et sera inscrit dans les livres qui devront être tenus conformément aux règlements de la compagnie; et là-dessus l'acquéreur sera censé possesseur de ces actions, et ne sera pas tenu de veiller à l'emploi du prix d'achat, et son titre ne sera invalidé par aucune informalité dans les procédures relatives à la vente, et tout actionnaire aura le droit d'acheter les actions ainsi vendues. *Ibid*, No. 18.

Intérêts alloués sur les actions payées d'avance.

61. Les actionnaires qui voudront avancer le montant de leurs actions, ou toute partie de la somme due sur les actions respectives au-delà des versements actuellement exigibles auront la liberté de ce faire; et sur les sommes principales ainsi payées à l'avance, ou telle partie d'icelles qui, de temps à autre excèdera le montant des versements alors exigibles sur les actions à raison desquelles ces avances seront faites, la compagnie pourra payer des intérêts au taux légal d'intérêt pour le temps d'alors,

suivant ce qu'il sera convenu entre les actionnaires avançant ces sommes et la compagnie ; mais ces intérêts ne seront pas payés à même le capital souscrit. *Ibid*, No. 19.

62. Les directeurs feront tenir, dresser et balancer annuellement, le trente-unième jour de décembre de chaque année, un compte fidèle, exact et détaillé des sommes prélevées et reçues par la compagnie ou par les directeurs ou gérants, ou autrement pour l'usage de la compagnie, et des frais et dépenses résultant de la construction, exécution, support, entretien et mise en opération de l'entreprise, et de toutes les autres recettes et dépenses de la compagnie ou des directeurs. *Ibid*, No. 20.

Comptes annuels.

63. Aux assemblées générales des actionnaires de l'entreprise, qui auront lieu de temps à autre comme susdit, il sera établi un dividende des bénéfices nets de l'entreprise, à moins que les dites assemblées ne décident le contraire. *Ibid*, No. 20.

Déclaration de dividende ;

64. Ce dividende sera établi pour les actions possédées par les actionnaires du fonds social de la compagnie à tel taux par action que la dite assemblée jugera convenable de fixer ou déterminer. *Ibid*, No. 20.

A raison de tant par action.

65. Il ne sera établi aucun dividende qui réduise ou diminue en aucune manière le capital de la compagnie, ou soit payé à même le capital ; et il ne sera pas non plus payé de dividende à raison d'aucune action, après le jour fixé pour le paiement d'un versement sur cette action, avant que ce versement ne soit payé. *Ibid*, No. 20.

Les dividendes ne devront pas réduire ou diminuer le capital.

66. Les directeurs de la compagnie pourront, à leur discrétion, jusqu'à ce que le chemin de fer soit achevé et livré à la circulation, payer des intérêts au taux n'excédant pas six pour cent par année sur toutes sommes dont le versement aura été demandé sur les actions, à compter des dates respectives de leur paiement, lesquels intérêts seront exigibles et payés aux époques et aux endroits que les directeurs fixeront pour ce faire. *Ibid*, No. 21.

Les directeurs pourront payer des intérêts sur les versements requis ;

67. Il ne sera pas payé aux propriétaires d'actions sur lesquelles il est dû des arrérages de versement, des intérêts sur ces actions, ou sur toute autre action possédée par le même actionnaire, tant que les dits arrérages ne seront pas payés ; et il ne sera pas payé d'intérêts à même le capital souscrit. *Ibid*, No. 21.

Mais non sur les actions sur lesquelles il est dû des arrérages.

68. Les directeurs nommeront à volonté tels officiers qu'ils jugeront nécessaires, et exigeront des garanties au

Et nommer des officiers.

moyen de cautionnements à un montant suffisant, ou autrement, du gérant et des officiers chargés de la garde et de la comptabilité des sommes qui seront prélevées en vertu de cet acte et de l'acte spécial, et pour l'exécution fidèle de leurs fonctions, suivant que les directeurs le trouveront convenable. *Ibid*, No. 22.

Droits et pouvoirs du vice-président en l'absence du président.

69. En cas d'absence ou indisposition du président, le vice-président aura tous les droits et pouvoirs du président, et pourra signer tous bons, billets, débentures et autres instruments, et passer tous les actes qui, aux termes des règlements de la compagnie, ou suivant les actes d'incorporation de la compagnie, doivent être signés, passés ou faits par le président. *Ibid*, No. 23.

Absence du président enregistrée sur les minutes, et certifiée.

70. Les directeurs pourront à toute assemblée prescrire au secrétaire d'inscrire telle absence ou indisposition dans la minute des délibérations de cette assemblée ; et un certificat signé par le secrétaire en sera délivré à toute personne qui le demandera, moyennant le paiement d'une piastre au trésorier ; et ce certificat sera pris et reçu comme une preuve *primâ facie* de cette absence ou indisposition, au temps et pendant l'espace de temps mentionnés, dans toutes cours de justice ou autrement. 14-15 V., c. 51, s. 16, No. 23.

13. ACTIONS ET TRANSFERT DES ACTIONS.

Les actionnaires pourront vendre leurs parts.

71. Les actions de l'entreprise pourront être vendues par les actionnaires au moyen d'actes par écrit exécutés en double ; l'un des doubles sera délivré aux directeurs, pour être déposé et conservé pour l'usage de la compagnie, et une entrée en sera faite dans un livre tenu pour cet objet ; mais il ne sera payé par l'acquéreur aucun intérêt sur les actions transférées, avant que le dit double ne soit délivré, déposé et entré. 14-15 V., c. 51, s. 17.

Formule d'acte de vente.

72. Les actes de vente seront dressés d'après la formule suivante, en changeant les noms et désignations des parties contractantes, suivant le cas :

" Je, A. B., en considération de la somme de _____ ,
 " à moi payée par C. D., lui vends, cède et transporte par
 " les présentes _____ action (ou actions) du capital de _____ ,
 " pour l'usage du dit C. D., ses héritiers, exécuteurs,
 " administrateurs et ayants cause, aux mêmes conditions
 " et sujet aux mêmes règles et règlements que je les pos-
 " sédais immédiatement avant l'exécution des présentes.
 " Et je, le dit C. D., conviens par les présentes d'accepter
 " la dite action (ou actions) sujet aux mêmes règles, règle-

“ ments et conditions. En foi de quoi, nous avons signé
 “ ce jour de mil huit cent ”

73. Les actions de la compagnie seront réputées meubles ; mais nulle action ne pourra être transférée à moins que tous les versements antérieurs sur icelle n'aient été payés en totalité, ou que la dite action n'ait été confisquée à raison du non paiement des versements, et nul transfert d'une partie d'une action ne sera valide. 14-15 V., c. 51, s. 17.

Actions réputées meubles, —transferts des actions.

74. Si une action de la compagnie est transmise à raison du décès, faillite ou acte de dernière volonté, donation ou testament, ou à raison du décès sans testament d'un actionnaire, ou par tout moyen légitime autre que le transfert ci-dessus mentionné, la personne à qui cette action est ainsi transmise, déposera dans le bureau de la compagnie une déclaration écrite, signée d'elle, indiquant le mode de cette transmission, ensemble avec une copie certifiée ou vérification du dit acte de dernière volonté, donation ou testament, ou des extraits suffisants d'icelui, et les autres documents et preuves qui seront nécessaires, et sans lesquels la dite personne n'aura le droit de recevoir aucune part des profits de la compagnie, ni de voter à raison de la dite action comme en étant le propriétaire. 14-15 V., c. 51, s. 17.

Si l'action est transmise autrement que par transfert.

14. MUNICIPALITÉS.

75. Toutes les corporations municipales de cette province pourront souscrire autant d'actions du capital de la compagnie qu'elles jugeront à propos, ou prêter ou garantir toute somme d'argent empruntée par la compagnie de toute corporation ou personne, ou endosser ou garantir toute débenture qui sera émise par la compagnie pour des emprunts faits par elle ; et elle aura le pouvoir de répartir et prélever à volonté, sur la totalité des biens imposables de la municipalité, une somme suffisante pour la mettre en état de liquider la dette ou remplir l'engagement ainsi contracté, et à cette fin d'émettre des débentures payables en tel temps et pour telles sommes respectivement, de vingt piastres au moins, et portant ou ne portant pas intérêt, suivant que la dite corporation municipale le jugera à propos. 14-15 V., c. 51, s. 18.

Les corporations municipales autorisées à prendre des actions.

76. Toute débenture émise, endossée ou garantie sera valide, et obligera la dite corporation municipale, si elle est signée ou endossée et contresignée par tel officier ou personne, et en la manière et forme prescrite par tout règlement de la corporation ; et il ne sera pas nécessaire

Débentures des corporations obligatoires.

que le sceau de la corporation y soit apposé, ni qu'il soit observé touchant la dite débenture aucune autre formalité que celles qui sont prescrites par le règlement. 14-15 V., c. 51, s. 18.

Elles ne pourront prendre des actions qu'en vertu d'un règlement à cet effet.

77. Nulle corporation municipale ne souscrira des actions, ni se chargera d'une dette, ni ne s'engagera en vertu de cet acte ou de l'acte spécial, à moins ou avant qu'un règlement n'ait été passé régulièrement à cette fin, et adopté du consentement préalablement obtenu de la majorité des électeurs qualifiés de la municipalité, constaté de la manière qui sera fixée par le règlement, après un avis public contenant une copie du règlement projeté, inséré au moins quatre fois dans chaque papier-nouvelles imprimé dans les limites de la municipalité, et si aucun papier-nouvelles n'y est publié, alors dans un ou plusieurs papiers-nouvelles imprimés dans la cité ou ville la plus voisine, et en circulation dans la municipalité, et affiché au moins dans les quatre endroits les plus fréquentés dans chaque municipalité. 14-15 V., c. 51, s. 18.

Le maire sera d'office directeur de la compagnie en certains cas.

78. Le maire, préfet ou *reeve*, chef d'une corporation municipale, qui a souscrit ou possède des actions de la compagnie au montant de vingt mille piastres, ou au-delà, sera et continuera à être d'office un des directeurs de la compagnie, en addition au nombre de directeurs autorisés par l'acte spécial, et aura les mêmes droits, pouvoirs et attributions que tout autre directeur de la compagnie. 14-15, V., c. 51, s. 18.

Nul maire ne pourra voter pour les directeurs des compagnies incorporées avant le 11 juin, 1853.

79. Nul maire, préfet, *reeve* ou autre principal officier, ou autre personne représentant une municipalité, ayant ou prenant des actions dans une compagnie de chemin de fer, ne votera soit directement ou indirectement à l'élection ou nomination des directeurs privés d'une compagnie de chemin de fer incorporée avant ou durant la session tenue dans la seizième année du règne de Sa Majesté, à moins que l'acte spécial d'incorporation de telle compagnie ne le prescrive expressément. 16 V., c. 169, s. 5.

15. ACTIONNAIRES.

Responsabilité des actionnaires.

80. Chaque actionnaire sera responsable individuellement envers les créanciers de la compagnie pour un montant dont il est redevable sur les actions possédées par lui, pour les dettes et obligations de la compagnie, et jusqu'à ce que le montant total de ses actions ait été payé, mais il ne pourra être poursuivi pour ces dettes qu'après qu'une saisie exécution contre la compagnie aura été rapportée sans qu'il y soit satisfait en totalité ou en

partie ; et le montant dû sur cette exécution sera le montant à recouvrer avec les dépens contre tel actionnaire. 14-15 V., c. 51, s. 19.

81. Le capital primitif pourra être augmenté à volonté indéfiniment, mais cette augmentation devra être sanctionnée par un vote donné personnellement ou par procureur par les actionnaires possédant au moins les deux tiers de toutes les actions, à une assemblée convoquée expressément à cette fin par les directeurs, par un avis par écrit adressé à chaque actionnaire, et à lui signifié personnellement, ou à lui convenablement adressé et déposé au bureau de poste le plus voisin du lieu où il réside, au moins vingt jours avant cette assemblée, indiquant le temps, le lieu et l'objet de l'assemblée, et le montant de l'augmentation ; et les délibérations de cette assemblée seront insérées dans les minutes des délibérations, et là-dessus le capital pourra être augmenté jusqu'au montant sanctionné par ce vote. 14-15 V., c. 51, s. 19.

Augmen-
tation du capi-
tal.

82. Les fonds de la compagnie ne pourront être employés à l'acquisition d'actions de son propre capital, ni de celui d'aucune autre compagnie. 14-15 V., c. 51, s. 19.

Défense
d'employer
les fonds de la
compagnie à
l'acquisition
d'actions dans
d'autres com-
pagnies.

16. POURSUITES POUR COMPENSATION, AMENDES ET PÉNALITÉS, ET PROCÉDURES Y RELATIVES.

83. Toute action pour compensation de dommages ou torts éprouvés à raison du chemin de fer, sera intentée dans le cours des six mois qui suivront la date où le dommage supposé a été éprouvé, ou s'il y a continuité de dommage, alors dans les six mois qui suivront la date où le fait qui cause le dommage aura cessé, et non après ; et les défendeurs pourront plaider par une dénégation générale, et citer cet acte et l'acte spécial et les faits spéciaux dans tout procès y relatif, et ils pourront prouver que les faits causant le dommage sont autorisés par cet acte ou par l'acte spécial. 14-15 V., c. 51, s. 20.

Temps limité
pour intenter
des actions en
dommages.

84. Quiconque gêne ou interrompt par quelque moyen, ou quelque manière que ce soit, le libre usage du chemin de fer ou des chars, embarcations, engins ou autres ouvrages dépendant du chemin de fer ou s'y rattachant, sera pour chaque contravention coupable d'un délit, et sur conviction sera puni de la détention dans la prison commune du district ou comté où la conviction a eu lieu, ou dans le pénitencier provincial pendant cinq ans au plus. 14-15 V., c. 51, s. 20.

Pénalité con-
tre ceux qui
obstruent ;

85. Quiconque, volontairement ou malicieusement, et au préjudice du chemin de fer, brise, renverse, endommage

Ou endom-
magent le
chemin de
fer.

ou détruit aucune partie d'icelui, ou quelque bâtisse, station, dépôt, quai, embarcations, objets, machines ou autres ouvrages ou inventions dépendant du chemin de fer ou s'y rattachant, ou cause tout autre tort ou dommage, ou gêne ou interrompt volontairement ou malicieusement le libre usage du chemin de fer, embarcations ou ouvrages, ou gêne, retarde ou empêche l'exécution, l'achèvement, la réparation ou l'entretien du dit chemin de fer, embarcations ou ouvrages, sera jugé coupable d'un délit, à moins que la contravention commise ne soit déclarée félonie par quelque autre acte ou loi, auquel cas telle personne sera déclarée coupable de félonie ; et la cour par laquelle et devant laquelle la personne sera jugée et condamnée aura le pouvoir et l'autorité de faire punir cette personne de la même manière que les personnes coupables d'un simple délit ou de félonie (suivant le cas) doivent être punies suivant les lois en vigueur dans cette province. 14-15 V., c. 51, s. 20.

Mode de recouvrer les amendes.

86. Toutes les amendes et confiscations imposées par le présent acte ou l'acte spécial, ou qui seront imposées par aucun règlement, desquelles amendes ou confiscations le prélèvement et le recouvrement ne sont pas spécialement réglés par le présent acte, seront, sur la preuve de l'offense, devant un ou plusieurs juges de paix pour le district, comté ou endroit où l'offense a été commise, soit sur la confession de la partie ou des parties, ou sur le serment ou affirmation de tout témoin digne de foi, lequel serment ou affirmation sera administré sans honoraire ni rétribution, prélevées par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant, par un mandat sous le seing et sceau ou les seings et sceaux de tels juge ou juges de paix. 14-15 V., c. 51, s. 20.

Emploi des deniers provenant des amendes et pénalités.

87. Toutes amendes, pénalités et confiscations dont l'application n'est pas spécialement réglée par le présent, seront payées entre les mains du trésorier de la compagnie, et seront appliquées et employées à l'usage du chemin de fer, et le surplus des deniers prélevés par telle saisie et vente, déduction faite de la pénalité et des frais de prélèvement et du recouvrement d'icelles, sera remis au propriétaire des effets ainsi saisis et vendus. 14-15 V., c. 51, s. 20.

Emprisonnement à défaut de paiement.

88. Si les meubles et effets ne suffisent pas pour prélever la pénalité et les frais et dépens, le contrevenant sera envoyé à la prison commune du comté ou district où il aura été condamné, pour y demeurer, sans être admis à donner caution, pour telle période de temps n'excédant pas un mois, que les dits juge ou juges de paix jugeront à

propos, à moins que la dite pénalité ou confiscation, et tous les frais en dépendant, ne soient payés avant l'expiration de cette période de temps.

89. Mais toutes telles personne ou personnes pourront, Appel. dans les quatre mois après la conviction, en appeler à la cour des sessions générales de quartier qui seront tenues dans et pour le comté ou district. 14-15 V., c. 51, s. 20.

90. Toute contravention à cet acte ou à l'acte spécial, Contraven-
tion à cet
acte, réputée
délit. commise par la compagnie ou par toute autre partie, et pour laquelle aucune peine ou pénalité n'est prononcée par cet acte, sera un simple délit, et sera punie en conséquence ; mais l'infliction de cette peine n'exemptera pas la compagnie, si elle a commis la contravention, de la confiscation prononcée par cet acte et l'acte spécial, des privilèges à elle conférés par les dits actes, si, en vertu des dispositions de ces actes ou de la loi, cette contravention entraîne la confiscation. 14-15 V., c. 51, s. 20.

17. RÈGLEMENTS, AVIS, ETC.

91. Tous les règlements, règles et ordres régulièrement Règlements
d'après par
écrit et
signés par le
président ; passés, seront rédigés par écrit, et signés par le président ou la personne qui préside l'assemblée où ils auront été adoptés, et ils seront déposés dans le bureau de la compagnie ; et une copie imprimée de la partie de ces règlements, règles ou ordres qui intéresse toute autre personne que les membres ou employés de la compagnie, sera affichée ouvertement dans chaque char destiné aux voyageurs et dans tous les endroits où des taux doivent être payés, et de la même manière aussi souvent qu'il y sera fait des changements ou modifications ; et toute copie d'iceux ou de quelqu'un d'iceux, certifiée conforme par le président ou le secrétaire, sera considérée comme authentique, et fera foi dans toute cour, sans qu'il soit besoin d'autre preuve. 14-15 V., c. 51, s. 20, No. 6.

92. Tous ces règlements, règles ou ordres seront soumis Et approuvés
par le gou-
verneur,
s. 20. au gouverneur, pour son approbation. 14-15 V., c. 51, s. 20.

93. Les copies des minutes des délibérations et résolu- Copie des mi-
nutes reçues
comme
preuve. tions des actionnaires de la compagnie, à toute assemblée générale ou spéciale, et des minutes des délibérations et résolutions des directeurs, à leurs assemblées, tirées du registre des minutes tenu par le secrétaire de la compagnie, et par lui certifiées copies conformes tirées du dit registre des minutes, feront foi *primâ facie* de ces délibéra-

tions et résolutions dans toutes les cours de juridiction civile. *Ibid*, No. 7.

Avis donné
par le secrétaire, réputé
le fait des
directeurs.

94. Tous les avis donnés par le secrétaire de la compagnie, par l'ordre des directeurs, seront censés des avis donnés par les directeurs de la compagnie. 14-15 V., c. 51, s. 20, No. 7.

18. SERVICE DU CHEMIN DE FER.

Les employés
porteront des
insignes.

95. Chaque employé de l'entreprise, de service dans un char destiné aux voyageurs, ou aux stations des voyageurs, portera sur son chapeau ou casquette un insigne indiquant son emploi ; et sans cet insigne, il n'aura pas le droit de demander ou recevoir d'aucun passager le prix de son passage ou son billet, ni d'exercer aucune des fonctions de son emploi, ni de se mêler en aucune manière des passagers ou de leurs bagages et effets. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Les trains
partiront à
des heures
régulières.

96. Les trains partiront et voyageront à des heures régulières qui seront fixées par avis public, et contiendront assez de place pour le transport de tous les passagers et objets qui se présenteront ou seront présentés dans un temps raisonnable avant l'heure du départ pour être transportés, au point de partance, et aux jonctions d'autres chemins de fer, et aux stations et relais établis pour recevoir et débarquer les passagers et les objets sur la route. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Les passagers
et effets se-
ront trans-
portés, sur
paiement du
prix de pas-
sage ou fret.

97. Ces passagers et objets seront pris, transportés et débarqués aux dits lieux, moyennant le paiement du taux, fret ou prix de passage autorisé par la loi. 14-15 V., c. 51, s. 21.

La compa-
gnie respon-
sable en cas
de refus ou
négligence.

98. Toute personne lésée par quelque défaut ou refus à cet égard, aura une action contre la compagnie. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Contremar-
ques atta-
chées aux
effets.

99. Des contremarques seront attachées par un employé ou agent de la compagnie à tout article de bagage ayant un manche, poignée ou moyen d'attache quelconque, et un double de cette contremarque sera délivré au passager qui présente cet article. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Pénalité pour
refus de don-
ner des con-
tre-marques.

100. Si cette contremarque est refusée au passager sur sa réquisition, la compagnie lui paiera la somme de huit piastres, qui pourra être recouvrée par action civile ; et de plus, aucun prix de passage ou taux ne sera exigé ou reçu de ce passager, et s'il a payé son passage, le prix lui en

sera remboursé par le conducteur chargé du train. 14-15 V., c. 51, s. 21.

101. Tout passager qui produit cette contremarque pourra lui-même être témoin dans tout procès intenté par lui contre la compagnie, pour prouver le contenu et la valeur de son bagage qui ne lui aura pas été remis. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Le passager sera témoin dans sa propre cause.

102. Les chars destinés aux bagages, fret, marchandises ou bois de construction, ne seront pas placés en arrière de ceux des passagers ; et s'il en est ainsi placé, l'employé ou agent qui fait ou souffre sciemment cet arrangement, et le conducteur du train, seront chacun d'eux coupables d'un délit, et punis en conséquence. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Les chars aux bagages seront placés devant ceux des passagers.

103. Chaque engin mobile sera muni d'une cloche pesant au moins trente livres, ou d'un sifflet à vapeur. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Chaque locomotive sera munie d'une cloche ou sifflet.

104. La cloche ou le sifflet sera sonné à la distance de quatre-vingts perches au moins avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un chemin, et continuera à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que l'engin ait traversé le chemin, sous peine pour chaque contravention d'une amende de huit piastres qui sera payée par la compagnie, qui sera également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention ; et la moitié de l'amende et des dommages sera imputée par la compagnie et prélevée par elle sur l'ingénieur qui était chargé de conduire le dit engin, et qui aura négligé de faire sonner le sifflet ou la cloche comme susdit. 14-15 V., c. 51, s. 21.

La cloche ou sifflet sera sonné à chaque croisement de chemin.

105. Toute personne chargée de conduire un engin mobile, ou agissant comme conducteur d'un char ou d'un train de chars, et qui sera ivre sur le chemin de fer, sera réputée coupable d'un délit. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Conducteurs ivres.

106. Les passagers qui refusent de payer leur passage pourront être expulsés des chars par le conducteur du train et les employés de la compagnie avec leurs bagages, sans avoir recours à un emploi inutile de la force, à toute station ordinaire, ou près de toute maison, selon que le conducteur le jugera à propos, après avoir arrêté le train. 14-15 V., c. 51, s. 21.

Les passagers qui refusent de payer leur passage, pourront être expulsés.

107. Nul passager blessé pendant qu'il est sur la plate-forme d'un char, ou sur un char à bagage, bois ou

Les passagers blessés sur la plate-

forme d'un
char, n'auront
pas droit à
des domma-
ges.

fret, en violation des règlements imprimés, affichés alors dans un endroit apparent à l'intérieur des chars destinés aux passagers faisant partie du train, ne pourra réclamer de dommages pour ce qu'il aura souffert. pourvu qu'il se trouvât alors assez de place en dedans des chars destinés aux passagers pour que ceux-ci y logeassent commodément. 14-15 V., c. 51, s. 21.

19. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

La compa-
gnie ne sera
pas tenue de
veiller à
l'exécution
des fidéicom-
mis.

108. La compagnie ne sera pas tenue de veiller à l'exécution d'aucun fidéicommis, formel ou tacite, auquel les actions pourraient être soumises ; et le reçu de la personne au nom de laquelle une action est inscrite dans les livres de la compagnie, ou si une action est inscrite au nom de plus d'une personne, le reçu d'une des personnes nommées dans le registre des actionnaires sera une décharge en faveur de la compagnie pour tout dividende ou autre somme d'argent payable à raison d'une action, nonobstant tout fidéicommis auquel l'action pourrait être sujette, et soit que la compagnie ait eu ou n'ait pas eu avis des fideicommis ; et la compagnie ne sera pas obligée de veiller au remploi des deniers payés sur ces reçus. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Transport des
malles de Sa
Majesté, etc.

109. La malle de Sa Majesté, les forces navales ou militaires de Sa Majesté, ou la milice, et toutes artilleries, munitions, approvisionnements ou autres effets à leur usage, et tous hommes de police, constables et autres personnes voyageant pour le service de Sa Majesté, seront transportés en tout temps, quand l'exigeront le maître général des postes provinciales, le commandant des forces, ou toute personne ayant la surintendance ou le commandement d'un corps de police, par tous les moyens à la disposition de la compagnie, si besoin est, sur son chemin de fer, aux termes et conditions et sous les règlements que le gouverneur en conseil établira. 14-15 V., c. 51, s. 22,—12 V., c. 28, s. 1.

Le gouver-
neur pourra
exiger l'usage
de tout télé-
graphe, etc.

110. Le gouverneur ou toute personne par lui à ce autorisée, pourra exiger de la compagnie qu'elle mette à la disposition exclusive du gouvernement tout télégraphe électrique, appareils et opérateurs qu'elle pourra avoir ; et elle recevra ensuite une compensation raisonnable pour ce service. 14-15 V., c. 51, s. 22.

La législa-
ture pourra
faire des dis-
positions ul-
térieures.

111. Toutes autres dispositions que pourra plus tard établir la législature de cette province relativement au transport de la malle ou des forces de Sa Majesté, ou d'autres personnes et articles comme susdit, ou relative-

ment aux taux de péages à cet égard, ou concernant en aucune manière l'emploi de télégraphes électriques, ou autres services que la compagnie sera tenue de rendre au gouvernement, ne seront pas considérées comme une infraction aux privilèges que l'on entend conférer par le présent acte ou l'acte spécial. 14-15 V., c. 51, s. 22.

112. Une liste exacte et régulière des noms et résidences des différents actionnaires sera dressée et inscrite dans un livre qui sera tenu pour cet objet, aussi bien que des différentes personnes qui de temps à autre deviendront propriétaires d'actions ou auront droit à des actions, et aussi un compte-rendu de tous les autres actes, délibérations et transactions de la compagnie et des directeurs en exercice. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Liste des
noms et rési-
dences des
actionnaires.

113. Un plan et profil du chemin de fer complété, et des terrains expropriés ou obtenus pour l'usage du chemin de fer, seront dressés dans un délai raisonnable après l'achèvement de l'entreprise, et déposés dans le bureau des commissaires des travaux publics, et des plans semblables des parties du chemin de fer situées dans les différents comtés, seront déposés dans les bureaux d'enregistrement des comtés où ces parties de chemin de fer seront respectivement situées. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Un plan, etc.,
du chemin de
fer sera dé-
posé dans le
bureau des
travaux pu-
blics.

114. Chaque plan sera dressé suivant l'échelle et sur le papier qui seront de temps à autre désignés par le commissaire-en-chef des travaux publics, et sera certifié et signé par le président ou l'ingénieur de la corporation. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Sur quelle
échelle et pa-
pier ce plan
sera dressé.

115. Après qu'un chemin de fer aura été, en tout ou en partie, ouvert au public, il sera soumis annuellement aux trois branches de la législature dans les premiers quinze jours qui suivront l'ouverture de chaque session du parlement provincial, subséquente au jour où le chemin de fer ou partie d'icelui aura été livré à la circulation, un tableau contenant un compte détaillé assermenté par le président, ou en son absence, par le vice-président, des deniers reçus et dépensés par la compagnie, et un état par classe des passagers et objets transportés par elle avec une copie certifiée du dernier tableau annuel. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Compte rendu
à la législa-
ture.

116. Les dispositions nouvelles que la législature pourra établir par la suite relativement à la forme ou aux détails de ce tableau, ou à la manière de l'attester ou soumettre, ne seront pas considérées comme une infraction aux pri-

On pourra en
varier la
forme ou les
détails.

vilèges accordés à la compagnie par le présent acte. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Dix pour cent
devront être
dépensés
dans les trois
années à
compter de
la passation
de l'acte spé-
cial.

117. Si la construction du chemin de fer n'a pas été commencée, et si dix pour cent du montant total du capital n'y ont pas été dépensés dans le cours de trois années après la passation de l'acte spécial, ou si le chemin de fer n'est pas terminé et mis en opération dans le cours de dix années après la passation de l'acte spécial, l'existence de la compagnie comme corporation et ses pouvoirs cesseront. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Le parlement
pourra ré-
duire les taux
du chemin de
fer.

118. La législature de cette province pourra à volonté réduire les taux du chemin de fer, mais non sans le consentement de la compagnie, ni de manière à réduire à moins de quinze pour cent par année les profits sur le capital dépensé pour sa construction ; ni à moins qu'à la suite d'un examen fait par les commissaires des travaux publics du montant des recettes et dépenses de la compagnie, il ne soit reconnu que le revenu net provenant de toutes sources pour l'année écoulée, excède quinze pour cent du capital réellement dépensé. *Ibid.*

Effets d'une
nature dange-
reuse ;

119. Nul n'aura le droit de transporter ou d'exiger que la compagnie transporte sur son chemin de fer, de l'eau-forte, huile de vitriol, poudre, allumettes chimiques, ou autres objets qui, au jugement de la compagnie, seraient dangereux de leur nature ; et si quelque personne expédie par le chemin de fer de semblables objets sans en marquer distinctement la nature sur l'extérieur du paquet qui les contient, ou en donner avis par écrit au teneur de livre, ou aux autres employés de la compagnie auxquels ils auront été délivrés, elle paiera à la compagnie une somme de vingt piastres pour chaque contravention. *Ibid.*

Pourront être
refusés.

120. La compagnie pourra refuser de recevoir des paquets qu'elle suppose contenir des objets dangereux de leur nature, ou exiger qu'ils soient ouverts pour s'en assurer. *Ibid.*

Contrefaçon
des débentu-
res, etc., ré-
putée félonie.

121. Le délit de contrefaçon des débentures, ou coupons de débentures, émises en vertu de l'autorité du présent acte ou de l'acte spécial, ou l'offre de ces débentures ou coupons, sachant qu'ils sont contrefaits, ou de complicité à cette contrefaçon ou offre, soit avant soit après le fait, sera réputé félonie, et puni en conséquence. 14-15 V., c. 51, s. 22.

La compa-
gnie tenue de
faire et entre-

122. La compagnie fera et entretiendra toutes les clôtures, chemins et cours d'eau, sur les terrains apparte-

nant à la compagnie, et possédés par elle, et sera sujette à tous les règlements municipaux et dispositions passés à cet effet, et à tous les règlements, et à toutes charges publiques, municipales ou locales, suivant le cas, dans tout comté, paroisse ou township du Bas Canada que traversera le chemin de fer; et la compagnie pourra, pour toute infraction, être poursuivie par les officiers de la municipalité, devant la cour des commissaires ou la cour de circuit dans la juridiction de laquelle les clôtures, chemins ou cours d'eau seront situés; et la signification de la sommation à tout greffier ou officier chargé de la section du chemin de fer située dans cette juridiction, ou au dépôt le plus voisin du chemin de fer, sera une signification régulière à la compagnie. *Ibid.*

tenir les clôtures, chemins, etc., dans le B. C.

123. Tout acte spécial de chemin de fer sera un acte public. *Ibid.*

Acte spécial réputé acte public.

124. La législature pourra à volonté déclarer nulle ou dissoudre toute corporation établie sous l'autorité du présent acte; mais cette dissolution n'aura pas l'effet d'enlever ou diminuer aucun recours contre cette corporation, ses actionnaires, officiers ou employés, pour toute obligation qu'elle aurait pu contracter précédemment. *Ibid.*

La législature pourra dissoudre toute corporation formée en vertu de cet acte.

125. Rien de contenu dans le présent acte ne dérogera en quoi que ce soit aux droits de Sa Majesté, ou de toute autre personne, corporation ou corps collégial, sauf les exceptions mentionnées au présent acte. *Ibid.*

Réserve des droits de Sa Majesté.

126. Nul amendement ou changement fait au présent acte ne sera considéré comme une infraction des privilèges de toute autre compagnie autorisée à construire un chemin de fer en vertu d'aucun acte passé le ou depuis le trente août, mil huit cent cinquante-et-un, ou d'aucun acte de cette session, ou d'aucune session future, dans lequel le présent sera incorporé. 14-15 V., c. 51, s. 22.

Nul amendement à cet acte, ne sera considéré comme une infraction des privilèges de la compagnie.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES POUR TOUS LES CHEMINS DE FER.

127. A moins qu'il ne soit autrement prescrit, les sections suivantes s'appliqueront à tout chemin de fer construit ou à construire dans cette province. 16 V., c. 169, s. 10.

Interprétation.

20. POUVOIRS.

128. Toute compagnie de chemin de fer incorporée pourra construire un embranchement ou des embranchements n'excédant pas six milles de longueur à partir de tout terminus ou station du chemin de telle compagnie, chaque fois qu'un règlement le sanctionnant aura été passé par le

Autorisation de construire des embranchements, à certaines conditions.

conseil municipal de la municipalité dans les limites de laquelle tel embranchement est situé ; et nul embranchement, quant à la qualité et construction du chemin, ne sera sujet à aucune des restrictions qui sont contenues dans l'acte spécial d'incorporation de telle compagnie ou dans le présent acte ; et nulle disposition contenue dans l'un ou l'autre des dits actes n'autorisera aucune compagnie à prendre pour tel embranchement les terrains appartenant à qui que ce soit sans que le consentement de telle partie ait été préalablement obtenu. 16 V., c. 169, s. 9.

Le parcours de la ligne d'un chemin de fer pour être changé en tout temps, pour certaines fins,

129. Toute compagnie de chemin de fer qui désirera en aucun temps changer le parcours d'aucune partie de sa ligne de chemin de fer, dans le but d'en diminuer les courbes, d'en réduire la pente, ou de faire quelque autre chose à la dite ligne de chemin de fer, ou dans un but d'intérêt public, pourra faire tel changement ; et toutes et chacune des clauses du présent acte s'appliqueront aussi amplement à la partie d'aucune telle ligne de chemin de fer ainsi changée en aucun temps ou devant l'être, qu'à la ligne primitive ; mais nulle compagnie de chemin de fer n'aura le droit d'étendre sa ligne de chemin de fer au-delà des termini mentionnés dans son acte d'incorporation. 22 V. (1858), c. 4, s. 2.

Mais pas avant d'en avoir adressé la demande au bureau des commissaires des chemins de fer.

130. Nulle compagnie de chemin de fer ne se prévendra d'aucun des pouvoirs mentionnés dans le quinzième paragraphe de la neuvième section de cet acte, sans adresser une demande à cet effet au bureau des commissaires des chemins de fer, constitué par la cent soixante-et-dix-huitième section de cet acte ; et il sera donné par écrit avis de telle demande à toute autre compagnie de chemin de fer intéressée, en transmettant tel avis par la malle, ou autrement, à l'adresse du président, surintendant, directeur gérant ou secrétaire de toute telle compagnie de chemin de fer pour l'approbation du mode de croisement, jonction ou intersection projetée ; et lorsque telle approbation aura été obtenue, il sera loisible à l'une ou l'autre compagnie de chemin de fer, dans le cas de désaccord sur le montant de la compensation à payer, de procéder au règlement de telle compensation en la manière prescrite dans le dit paragraphe. 22 V., c. 4, s. 2,—14-15 V., c. 51, s. 9, No. 15.

Les compagnies des chemins de fer pourront faire des arrangements entre elles concernant le trafic

131. Les directeurs de toute compagnie de chemin de fer pourront entrer en aucun temps, et de temps à autre, en arrangement avec toute autre compagnie, soit en cette province soit ailleurs, pour le règlement et l'échange de trafic à transporter aux chemins de fer et des chemins de fer des dites compagnies, et pour le transport du trafic

par les dits chemins de fer respectivement ou pour aucun de ces objets séparément, et pour la distribution et la répartition des péages, taux et charges se rattachant à ce trafic, et en général à l'administration et au fonctionnement des chemins de fer ou d'aucun d'eux ou d'aucune section d'iceux, et de tous chemins de fer qui s'y relient, pour un espace de temps n'excédant point vingt-et-un ans, et pourvoir soit par l'entremise d'un procureur, soit autrement, à la nomination d'un comité ou de comités conjoints pour mieux mettre à exécution tout tel arrangement, avec tels pouvoirs et fonctions qui pourront être considérés nécessaires, sujet au consentement des deux tiers des actionnaires votant en personne ou par procureur. 22 V., c. 4, s. 2.

NOTE.—*La section précédente est amendée par l'acte 24, V., c. 17, s. 4. Voir à la suite de ce chapitre.*

132. Les dispositions des trois dernières sections de cet acte s'appliqueront, à compter de sa mise en vigueur, à tout chemin de fer qui est ou qui sera fait en cette province, mais elles ne s'appliqueront à aucune chose faite antérieurement au trentième jour de juin, mil huit cent cinquante-huit. 22 V., c. 4, s. 2.

21. TERRAINS ET LEUR ÉVALUATION.

133. Nulle compagnie de chemin de fer ne prendra en sa possession, n'emploiera ou n'occupera les terrains appartenant à Sa Majesté, sans le consentement du gouverneur en conseil; mais avec le consentement du gouverneur en conseil, toute telle compagnie de chemin de fer pourra prendre et approprier pour l'usage de son chemin de fer et de ses travaux, mais non aliéner, telle partie des terres incultes de la couronne qui n'ont pas encore été vendues ou concédées, située sur la ligne du dit chemin de fer, et qui pourra être nécessaire pour le dit chemin, ainsi que telle partie des terrains couverts par les eaux de tout lac, rivière, cours d'eau ou canal, ou de leurs lits respectifs qui pourra être trouvée nécessaire pour faire, compléter et exploiter le dit chemin de fer et ouvrages; mais rien de contenu dans cette section ne s'appliquera au trentième et trente-unième paragraphes de la onzième section de cet acte. 16 V., c. 169, s. 8.

22. LES TERRAINS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER SERONT TENUS EN BON ORDRE.

134. Chaque compagnie de chemin de fer, soit que quelqu'une des clauses ou dispositions du présent acte

fer et appartenant à la compagnie, seront ensemençés, etc.

soit ou ne soit pas refondue dans l'acte d'incorporation de telle compagnie, fera en sorte que tout terrain défriché adjacent à son chemin de fer et appartenant à telle compagnie, soit ensemençé de graine de foin ou gazon, et fera en sorte, autant qu'il sera en son pouvoir, que tel terrain soit couvert d'herbe ou de gazon, s'il ne l'est pas déjà, et fera couper et tenir coupés constamment ou déraciner les chardons et autres plantes nuisibles croissant sur tel terrain. 16 V., c. 169, s. 7.

Pénalité en cas de négligence de ce faire.

135. Si une compagnie de chemin de fer fait défaut d'observer les prescriptions de la dernière section qui précède dans vingt jours après qu'elle aura été requise de s'y conformer par une notification du maire, *reeve* ou principal officier de la municipalité du township ou comté dans lequel tel terrain est situé, la compagnie encourra une amende de deux piastres pour l'usage de telle municipalité pour chaque jour durant lequel elle négligera de faire toute chose qu'elle sera légalement requise de faire par telle notification ; et le dit maire, *reeve* ou officier fera faire toutes les choses que la dite compagnie a été légalement requise de faire par telle notification, et à cette fin il pourra entrer en personne et avec ses aides ou ouvriers sur tel terrain, et telle municipalité pourra recouvrer les dépenses et frais encourus pour ce faire, et la dite amende avec dépens, dans toute cour ayant juridiction dans les causes civiles jusqu'à concurrence du montant qu'elle entend recouvrer. 16 V., c. 169, s. 7.

23. CHEMINS ET PONTS.

La compagnie ne gênera pas la libre navigation des rivières, etc.

136. Nulle telle compagnie ne pourra gêner ou arrêter la libre navigation d'aucune rivière, cours d'eau ou canal, vers ou à travers ou le long duquel son chemin de fer sera dirigé. 16 V., c. 169, s. 8.

Règlements à l'égard des chemins de fer qui passent sur une rivière, canal, etc.

137. Si le chemin de fer est dirigé à travers une rivière navigable ou canal, la compagnie laissera des ouvertures entre les culées ou piliers de son pont ou viaduc sur iceux, et les fera de telle hauteur au-dessus de la surface de l'eau, ou construira tel pont-levis ou pont-tournant sur telle rivière ou sur toute la largeur du canal, et sera sujette à tels règlements quant à l'ouverture de tel pont-levis ou pont-tournant que le gouverneur en conseil établira de temps à autre. 16 V., c. 169, s. 8.

Les plans seront soumis au gouverneur en conseil ;

138. Il ne sera loisible à aucune telle compagnie de construire aucun quai, pont, jetée, ou autre ouvrage sur ou à travers une rivière navigable, lac ou canal, ou sur la grève, lit, ou terrains couverts par les eaux d'iceux, avant

d'avoir préalablement soumis le plan et le site projeté de tel ouvrage au gouverneur en conseil, et les avoir fait approuver par lui ; et il ne sera pas dévié de tel plan et site approuvés par lui sans son consentement. 16 V., c. 169, s. 8. *Ante*, s. 9, No. 3.

139. Rien de contenu dans les cent trente-troisième, cent trente-sixième, cent trente-septième et cent trente-huitième sections, ou dans les trentième ou trente-unième paragraphes de la onzième section du présent acte, n'aura l'effet de limiter ou affecter aucun pouvoir donné expressément à toute compagnie de chemin de fer par son acte spécial d'incorporation ou tout acte spécial l'amendant. 16 V., c. 169, s. 8.

Sauf et excepté qu'il soit autrement prescrit par l'acte spécial.

140. Le gouverneur en conseil, sur le rapport du bureau des commissaires des chemins de fer, pourra autoriser ou obliger toute compagnie de chemin de fer à construire des ponts fixes et permanents, ou à substituer les dits ponts aux ponts-levis, tournants ou mobiles sur la ligne du dit chemin de fer, dans le délai fixé par le gouverneur en conseil ; et la dite compagnie, pour chaque jour, après l'expiration du délai ainsi fixé, qu'elle se servira des dits ponts-levis, tournants ou mobiles, sera passible envers Sa Majesté d'une amende de deux cents piastres ; et la dite compagnie de chemin de fer ne pourra substituer aucun pont-levis, tournant, ou autre pont mobile à un pont fixe et permanent déjà construit, sans en avoir au préalable obtenu l'assentiment du gouverneur en conseil. 20 V., c. 12, s. 7.

Le gouverneur pourra obliger la compagnie de construire des ponts fixes et permanents, au lieu de ponts mobiles.

141. Dans tous les cas où un chemin de fer, commencé après le vingt-sept mai, mil huit cent cinquante-sept, pourra être construit, ou dont la construction pourra être autorisée, de manière à traverser un chemin à barrières, une rue ou autre voie publique de niveau, le bureau des commissaires des chemins de fer, s'il juge la chose nécessaire à la sûreté publique, pourra, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, autoriser et requérir la compagnie propriétaire du dit chemin de fer, dans le temps voulu par le dit bureau, de faire passer le dit chemin, rue ou voie publique au-dessus ou au-dessous du dit chemin de fer, au moyen d'un pont ou d'une arche, au lieu de le faire traverser sur le même niveau, ou d'exécuter les autres travaux que la nature du cas suggérera au dit bureau, comme étant les mieux adaptés à faire disparaître ou diminuer le danger qu'offrent ces traverses de niveau ; et toutes les dispositions de la loi qui peuvent s'appliquer en aucun temps à la prise de possession de terrains par les compagnies de chemins de fer, et à leur évaluation et à

Certains pouvoirs délégués aux commissaires relativement aux traverses des chemins publics.

leur cession, et à la compensation en résultant, s'appliqueront au cas où des terrains seront requis pour la construction d'aucun ouvrage pour effectuer les changements des dites traverses de niveau. 20 V., c. 12, s. 11.

Précautions
ultérieures.

142. Toute compagnie de chemin de fer placera un officier à chaque point sur sa ligne qui se trouve traversé de niveau par un autre chemin de fer; et nul train ne passera sur telle traverse qu'après que le signal aura été donné au conducteur que le chemin est libre. 20 V., c. 12, s. 11.

Nouvelles
précautions
lorsque les
chars traversent la ligne
d'un autre
chemin de
fer;

143. Toute locomotive, ou engin de chemin de fer, ou convois de chariots sur tout chemin de fer, s'arrêteront avant de traverser la voie d'aucun autre chemin de fer de niveau, pendant au moins trois minutes. 20 V., c. 12, s. 11.

On la partie
populeuse
d'une cité,
ville, etc.

144. Nulle locomotive ou engin de chemin de fer ne traversera la partie populeuse d'une cité, ville ou village avec une vitesse de plus de six milles à l'heure, à moins que la voie n'ait des clôtures convenables. 20 V., c. 12, s. 11.

On avance,
la locomotive
étant en
arrière.

145. Chaque fois qu'un train de chars avance en sens inverse dans une cité, ville ou village, la locomotive se trouvant en arrière, la compagnie placera sur le dernier char du train, une personne dont le devoir sera d'avertir les personnes qui se tiendraient sur la voie du dit chemin de fer ou la traverseraient à l'approche du dit train, sous peine d'une amende de cent piastres pour chaque contravention à ces dispositions. 20 V., c. 12, s. 11.

Les piétons
se serviront
des ponts
construits
pour eux, si la
compagnie en
a établi de
tels.

146. Si le bureau des commissaires des chemins de fer ordonne à une compagnie de chemin de fer de construire à ou près, ou au lieu de telle traverse de niveau d'un chemin à barrières ou autre chemin public comme susdit, des pont ou ponts pour les piétons au-dessus de son chemin de fer, dans le but de permettre aux personnes passant à pied le long du dit chemin à barrières ou chemins publics, de traverser le dit chemin de fer au moyen de tels pont ou ponts, alors et dans tel cas, à compter de l'achèvement des dits pont ou ponts pour les piétons, dont la construction sera ainsi requise, et tout le temps que la dite compagnie les tiendra en bon ordre, les piétons sur le dit chemin à barrières ou grand chemin ne pourront se servir de la dite traverse de niveau, excepté pendant le temps qu'elle servira au passage des voitures, charrettes, chevaux ou animaux le long du dit chemin. 20 V., c. 12, s. 12.

147. Il ne sera permis de laisser errer sur tout grand chemin dans les limites d'un demi mille du point d'intersection de tout grand chemin et chemin de fer de niveau, nul cheval, mouton ou cochon ou autre bétail, à moins que ces animaux ne soient sous la charge de quelques personnes ou personnes tenues de les empêcher d'errer ou de s'arrêter sur le dit grand chemin à l'intersection d'un chemin de fer. 20 V., c. 12, s. 16.

Défense de laisser errer les animaux sur un chemin, s'il est éloigné de moins d'un demi mille d'un chemin de fer.

148. Tous les animaux ainsi trouvés errants en contravention à la section précédente, seront mis en fourrière par toute personne qui les trouvera errants, dans le lieu d'enclos le plus voisin de l'endroit où ils seront ainsi trouvés; et le gardien de la fourrière, sous les soins duquel ils seront placés, les retiendra en la même manière et sous les mêmes règlements quant aux soins à en prendre et à la manière d'en disposer, que dans le cas du bétail mis en fourrière pour empiétements sur la propriété privée. 20 V., c. 12, s. 16.

En cas de contravention, il pourront être mis en fourrière;

149. Nulle personne dont le bétail, ainsi errant contrairement aux dispositions de la dite section, sera tué par un train à tel point d'intersection, n'aura droit d'action contre une compagnie de chemin de fer à raison de la destruction de tel bétail. 20 V., c. 12, s. 16.

Et s'ils sont tués, le propriétaire n'aura aucun recours.

150. A chaque traverse de chemin et de ferme, sur le niveau des chemins de fer en cette province, les traverses devront avoir sur les deux côtés, dans ces endroits, d'assez bonnes clôtures pour permettre que les chars passent en sûreté. 20 V., c. 12, s. 18.

Clôtures posées aux traverses.

24. RÈGLEMENTS RELATIFS AUX TAUX DE PÉAGE.

151. Les règlements de toute compagnie de chemin de fer établissant dans l'acte spécial les taux qui seront perçus sur tel chemin, et relativement à laquelle il a été inséré une disposition portant que tel chemin de fer sera soumis aux dispositions de tout acte général concernant les chemins de fer, seront soumis à l'approbation du gouverneur en conseil; et nul règlement d'une compagnie de chemin de fer en cette province pour imposer ou modifier les taux, et par lequel on entend lier toute partie autre que les membres, officiers et serviteurs de la compagnie, n'aura de force ou effet avant d'avoir été approuvé et sanctionné par le gouverneur en conseil. 10-11 V., c. 63, s. 14,—12 V., c. 28, s. 2.

Les règlements imposant des taux de péages seront approuvés par le gouverneur.

25. CLAUSES PÉNALES.

152. Quiconque, volontairement ou malicieusement, déplace ou enlève une aiguille ou lisse d'un chemin de

Punition de ceux qui endommagent

un chemin de fer dans le but de causer préjudice à quelqu'un.

Et si le dommage est causé de fait.

fer, ou brise, arrache, endommage ou détruit une lisse ou pont ou clôture d'un chemin de fer, ou partie d'iceux, ou obstrue de quelque manière que ce soit telle voie ou lisse de chemin de fer, ou pont de chemin de fer, dans le but de causer préjudice à quelqu'un, ou aux effets transportés sur ou le long de tel chemin de fer, ou de mettre en danger la vie des individus, sera coupable de délit, et puni par l'emprisonnement et les travaux forcés dans la prison commune de la division territoriale dans laquelle la dite offense est commise ou jugée, pendant une période de pas plus d'une année à compter de sa conviction ; et si, en conséquence de tel acte fait avec l'intention susdite, une personne ainsi passant sur ou le long de tel chemin de fer éprouve de fait quelque blessure, ou si des effets transportés sur ou le long du dit chemin de fer sont endommagés, telle blessure ou dommage aggraveront l'offense et en feront une félonie, et exposeront le délinquant à un emprisonnement dans le pénitencier provincial pour deux ans, ou dans tout autre lieu de détention, pour une période de plus d'un an, mais de moins de deux ans. 16 V., c. 169, s. 1.

Si quelqu'un est tué, l'offense sera un délit, et punissable en conséquence.

153. Si quelque personne, volontairement et malicieusement, déplace ou enlève une aiguille ou lisse d'un chemin de fer, ou brise, arrache, endommage ou détruit une lisse de chemin de fer, ou pont ou clôture d'un chemin de fer, ou partie d'iceux, ou obstrue de quelque manière que ce soit un rail ou lisse de chemin de fer, ou pont de chemin de fer, ou fait faire quelque chose que ce soit qui arrête, obstrue, brise, affaiblisse, endommage ou détruise quelqu'engin, machine ou construction, ou quelque matière ou chose qui s'y rattache, dans l'intention de causer préjudice à qui que ce soit ou à des effets transportés sur ou le long d'aucun tel chemin de fer ; et si, par suite de ce fait, une personne est tuée ou perd la vie, le contrevenant sera censé coupable d'homicide sans préméditation, et sur preuve du fait, sera puni par l'emprisonnement dans le pénitencier provincial, pour une période de pas moins de dix, ni de plus de quatre ans. 16 V., c. 169, s. 2.

Destruction d'une bâtisse, etc., arrêt d'un engin, — réputés délits.

154. Quiconque, volontairement et malicieusement, fait ou fait faire quelque acte par lequel une bâtisse, clôture, construction ou ouvrage d'un chemin de fer, ou quelque engin, machine ou structure, ou aucune autre matière ou chose s'y rattachant, est arrêtée, obstruée, brisée, affaiblie ou détruite, sera coupable de délit et condamné à l'emprisonnement et aux travaux forcés, pour une période de pas plus d'un an, dans la prison commune

de la division territoriale dans laquelle telle offense a été commise ou jugée. 16 V., c. 169, s. 3.

155. Quiconque, à dessein, s'oppose à l'exécution des devoirs d'un inspecteur de chemin de fer, encourra, pour chaque offense, sur conviction du fait devant un juge de paix ayant juridiction dans l'endroit où l'offense a été commise, une amende n'excédant pas quarante piastres ; et à défaut du paiement immédiat de la pénalité ainsi imposée, ou dans le délai fixé par le dit juge de paix, le dit juge de paix, ou tout autre juge de paix ayant juridiction dans l'endroit où réside le contrevenant, pourra emprisonner le contrevenant pour une période n'excédant pas trois mois,—le dit emprisonnement devant cesser lors du paiement de la pénalité ; et il sera fait rapport de toute pénalité de cette nature à la session suivante de la cour des sessions de quartier en la manière ordinaire. 20 V., c. 12, s. 3.

Punition de ceux qui s'opposent à l'exécution des devoirs d'un inspecteur de chemin de fer.

156. Toute compagnie de chemin de fer, aussitôt que faire se pourra, après la réception d'un ordre ou avis du bureau des commissaires des chemins de fer, en donnera connaissance à ses officiers et serviteurs, en une ou plusieurs des manières mentionnées dans la section cent soixante-et-trois de cet acte. 20 V., c. 12, s. 15.

La compagnie tenue de signifier les ordres du bureau à ses officiers.

157. Tous les ordres du dit bureau des commissaires des chemins de fer, seront censés avoir été communiqués à la dite compagnie de chemin de fer, en donnant un avis signé par le président, et contresigné par le secrétaire du dit bureau, et délivré au président, vice-président, directeur gérant, secrétaire ou surintendant de la dite compagnie, ou laissé au bureau de la dite compagnie. 20 V., c. 12, s. 15.

Ce qui sera réputé une signification suffisante.

158. Si un employé ou serviteur, ou personne dans l'emploi d'une compagnie de chemins de fer, enfreint volontairement ou par négligence un règlement ou ordonnance légalement établi par telle compagnie et en force, ou un ordre ou avis du bureau des commissaires des chemins de fer, dont copie lui a été délivrée ou a été affichée ou soumise à son examen dans quelque endroit où son emploi ou ses devoirs, ou d'aucun d'eux, doivent être accomplis, alors si telle contravention cause du dommage à une propriété ou personne, ou expose une propriété ou personne au danger de souffrir quelque dommage, ou rend tel danger plus grand qu'il n'aurait été sans la dite contravention, quoiqu'il ne s'en suive effectivement aucun dommage, telle contravention sera un délit, et la personne convaincue du fait sera sujette à être punie par l'amende ou l'emprisonnement.

Punition des officiers qui enfreignent les règlements de la compagnie.

sonnement, ou par les deux à la fois, à la discrétion de la cour devant laquelle telle conviction aura été obtenue, et suivant que telle cour considérera l'offense prouvée, comme plus ou moins grave, ou le dommage, ou le risque de dommage à la personne ou à la propriété comme plus ou moins considérable, de façon néanmoins que nulle telle amende n'excède la somme de quatre cents piastres, ni tel emprisonnement le terme de cinq années; et tel emprisonnement, s'il est de deux ans ou plus, sera subi dans le pénitencier provincial. 19-20 V., c. 11, s. 1.

Pénalité.

159. Si la dite contravention ne cause aucun dommage ni à la propriété ni à la personne, ou si elle n'expose aucune personne ou propriété au danger de souffrir un dommage, ou si elle ne rend pas le risque plus grand qu'il aurait été sans la dite contravention, alors le dit employé, serviteur ou autre personne coupable de la contravention, encourra une pénalité qui n'excèdera pas le montant de trente jours de gages, et qui ne sera pas moindre que quinze jours de gages que le contrevenant reçoit de la dite compagnie, à la discrétion du juge de paix devant qui telle conviction sera obtenue; et telle pénalité sera recouvrable avec dépens devant tout juge de paix ayant juridiction dans l'endroit où l'offense a été commise, ou dans l'endroit où le contrevenant sera trouvé, sur le serment d'un témoin digne de foi autre que le dénonciateur. 19-20 V., c. 11, s. 1.

Emploi des deniers provenant de la pénalité.

160. Une moitié de telle pénalité appartiendra à Sa Majesté pour les usages publics de la province, et l'autre moitié au dénonciateur, à moins qu'il ne soit un employé ou serviteur, ou personne au service de la compagnie, dans lequel cas il sera témoin compétent, et toute la pénalité appartiendra à Sa Majesté pour les fins susdites. 19-20 V., c. 11, s. 1.

La compagnie pourra déduire le montant de la pénalité sur les gages du contrevenant.

161. Dans tous les cas, la compagnie pourra, sous le présent acte, payer le montant de la pénalité et les dépens, et les recouvrer de la personne qui a commis l'offense, ou les déduire de son salaire ou de ses gages. 19-20 V., c. 11, s. 1.

Elle pourra aussi imposer des pénalités pour toute contravention à ses règlements.

162. Toute compagnie de chemin fer pourra, par règlement, imposer à tout employé ou serviteur, ou personne qui, avant la contravention à tel règlement, en a eu avis régulier, et qui se trouve au service de la compagnie, une pénalité au profit de la compagnie, qui ne sera pas de moins de trente jours de gages de tel employé ou serviteur pour toute contravention à tel règlement, et retenir

cette pénalité sur le salaire ou les gages du contrevenant. 19-20 V., c. 11, s. 2.

163. L'avis du règlement ou de tout ordre ou avis du bureau des commissaires des chemins de fer pourra être prouvé en constatant qu'une copie du dit règlement a été laissée à l'officier, serviteur ou personne, ou qu'il en a signé une copie, ou qu'une copie en a été affichée dans quelque endroit où son ouvrage ou ses devoirs, ou aucun d'eux, devraient être accomplis. 19-20 V., c. 11, s. 2.

Preuve de la signification de tout ordre ou règlement.

164. Telle preuve, avec preuve de la contravention, sera une réponse et défense suffisantes pour la compagnie dans toute poursuite contre elle pour recouvrer le montant ainsi retenu ; et telle amende sera en sus et à part de la pénalité établie par les précédentes sections numérotées de cent cinquante-huit à cent soixante-et-un. 19-20 V., c. 11, s. 2.

Quand cette preuve sera une défense pour la compagnie.

26. SERVICE DU CHEMIN DE FER.

165. Il ne sera pas ouvert de chemin de fer ou partie de chemin de fer pour le transport des passagers, avant l'expiration d'un mois à compter du jour où la compagnie à laquelle le dit chemin de fer appartient, aura donné avis par écrit au bureau des commissaires des chemins de fer de son intention de ce faire, ni avant l'expiration de dix jours à compter de l'avis par écrit que la dite compagnie aura donné au dit bureau des commissaires des chemins de fer, du temps auquel le dit chemin ou partie de chemin de fer sera, dans son opinion, suffisamment complété pour transporter les passagers sans danger, et prêt à être inspecté. 20 V., c. 12, s. 4.

Le chemin de fer ne sera ouvert qu'après avis donné un mois d'avance du projet de l'ouvrir.

166. Si un chemin de fer, ou partie de chemin de fer est ouvert sans les avis préalables ci-dessus mentionnés, la compagnie à laquelle le dit chemin de fer appartient, sera passible envers Sa Majesté d'une amende de deux cents piastres, pour chaque jour que le dit chemin ou partie de chemin de fer restera ouvert, jusqu'à ce que les dits avis aient été dûment donnés et que les délais soient expirés. 20 V., c. 12, s. 5.

Pénalité en cas de contravention.

167. Si l'inspecteur ou les inspecteurs des chemins de fer font, après l'inspection de tout chemin de fer, rapport par écrit au dit bureau, que dans son ou leur opinion il est dangereux d'ouvrir le dit chemin ou partie de chemin de fer, en conséquence de l'imperfection des ouvrages, ou de celle de la voie permanente, ou de l'insuffisance de l'organisation pour faire fonctionner le dit chemin de fer,

Les commissaires des chemins de fer pourront retarder l'ouverture du chemin, avec l'assentiment du gouverneur en conseil.

et donne les raisons à l'appui de cette opinion, le bureau des commissaires des chemins de fer, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, et chaque fois qu'il sera fait un nouvel examen et rapport comme susdit, pourra ordonner et enjoindre à la compagnie à laquelle le dit chemin de fer appartient, de retarder la dite ouverture pendant un temps n'excédant pas un mois à la fois, jusqu'à ce qu'il apparaisse au dit bureau que l'ouverture du chemin peut avoir lieu sans danger pour le public. 20 V., c. 12, s. 6.

Pénalité, si le chemin est ouvert contrairement à l'ordre des commissaires.

168. Si un chemin ou partie de chemin de fer est ouvert en contravention à tel ordre ou injonction de la part du bureau des commissaires des chemins de fer, la compagnie à laquelle le chemin de fer appartient, sera passible envers Sa Majesté d'une amende de deux cents piastres pour chaque jour qu'il restera ouvert contrairement au dit ordre ou injonction. 20 V., c. 12, s. 6.

Dans quelle circonstance, tel ordre sera obligatoire pour la compagnie.

169. Nul ordre comme susdit ne sera obligatoire à l'égard d'aucune compagnie, à moins qu'une copie du rapport des inspecteur ou inspecteurs, sur lequel le dit ordre est fondé, en soit en même temps délivrée à la compagnie. 20 V., c. 12, s. 6.

Chaque fois que les chars doivent traverser un pont-levis, etc., les trains seront arrêtés pendant trois minutes.

170. Dans tous les cas où un chemin de fer traverse un pont-levis ou pont-tournant sur une rivière, canal ou cours d'eau navigable, sujet à être ouvert pour les fins de la navigation, les trains devront dans tous les cas être arrêtés au moins pendant trois minutes, afin de s'assurer du gardien du pont que le pont est fermé et en ordre parfait pour passer; et à défaut d'arrêter ainsi pendant l'espace de trois minutes, la compagnie de chemin de fer sera passible d'une amende ou pénalité de quatre cents piastres. 16 V., c. 169, s. 6.

La compagnie prendra des arrangements pour entretenir une communication constante entre les conducteurs des chars et des engins, et pour arrêter les chars, etc.

171. Toute compagnie de chemin de fer qui entretient sur sa ligne un service de convois pour le transport des voyageurs, aura et emploiera sur ces convois les appareils et arrangements les plus propres à établir des communications immédiates et satisfaisantes entre les conducteurs des chars et ceux des locomotives, tandis que les convois sont en marche, et des moyens efficaces pour appliquer les freins aux roues du *truck* de la locomotive ou tender, ou des deux, ou de tous ou d'aucun des chars ou voitures composant les convois, par le moyen de l'engin ou autrement, à la volonté du conducteur de la locomotive ou de toute autre personne chargée de ce devoir, et pour détacher la locomotive, le tender et les chars ou voitures les uns des autres, à l'aide de tel pouvoir ou moyen, ainsi que les appareils et arrangements qui seront les plus propres

à assurer la stabilité et la sécurité des sièges ou fauteuils dans les chars ou voitures ; et elle changera ses appareils et arrangements, ou substituera de nouveaux appareils et arrangements, suivant qu'elle en recevra l'ordre de temps à autre du bureau des commissaires des chemins de fer, avec l'assentiment du gouverneur en conseil. 20 V., c. 12 s. 10.

172. Chaque compagnie de chemin de fer établira des statuts, règles et règlements qui seront observés par les conducteurs des convois et ceux des locomotives, et par les autres officiers et serviteurs de la compagnie, aussi bien que par les autres compagnies et personnes qui font usage du chemin de fer de la compagnie, et les règlements relatifs à la construction des chars et autres voitures dont on se servira dans les convois sur le chemin de fer de la compagnie, pour assurer l'emploi convenable des dits moyens de communication, d'application des freins, et de séparation des chars. 20 V., c. 12, s. 10.

173. Toute compagnie de chemin de fer qui néglige de se conformer aux dispositions énoncées dans la cent soixante-et-onzième section de cet acte, sera passible envers Sa Majesté d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, pour chaque jour que continuera cette négligence. 20 V., c. 12, s. 10.

174. Chaque compagnie de chemin de fer, dans les dix jours qui suivront les premiers jours de janvier et de juillet de chaque année, présentera au bureau des commissaires des chemins de fer, attesté sous le serment du président, du secrétaire ou du surintendant de la compagnie, un rapport spécial et fidèle de tous les accidents et sinistres (soit aux personnes ou aux propriétés) qui sont arrivés sur le chemin de fer de la compagnie pendant le semestre qui précède chacune de ces dites périodes, indiquant :

1. La cause et la nature des accidents et sinistres ;
2. Les endroits où ils sont arrivés, et soit de jour ou de nuit ;
3. La gravité et l'étendue de ces accidents, et les particularités y relatives ; et
4. Elle présentera aussi en même temps une vraie copie des statuts de la compagnie et des règles et règlements alors en vigueur pour la régie de la compagnie et de son chemin de fer. 20 V., c. 12, s. 14.

Le bureau
prescrira la
manière dont
ces rapports
seront faits.

175. Le bureau des commissaires des chemins de fer pourra de temps à autre, ordonner et prescrire la manière dont ces rapports seront faits ; et il pourra ordonner et prescrire à toute compagnie de chemin de fer de préparer et de lui remettre de temps à autre, en sus des rapports périodiques, des rapports des accidents sérieux qui pourront avoir lieu dans le cours des affaires sur le chemin de fer de la compagnie, soit que les voyageurs aient souffert ou non, en la manière et forme que le bureau le jugera nécessaire, et selon qu'il pourra le requérir pour son information, en vue de la sûreté publique. 20 V., c. 12 s. 14.

Pénalité, en
cas de négligence.

176. Si ces rapports, attestés comme il est dit plus haut, ne sont pas transmis aux différentes époques ci-dessus prescrites, ou dans les quatorze jours après qu'ils ont été demandés par le bureau, chaque compagnie en défaut sera passible envers Sa Majesté d'une amende de cent piastres pour chaque jour que la compagnie néglige de les transmettre. 20 V., c. 12, s. 14.

Ces rapports
réputés com-
munications
privilegiées.

177. Tous ces rapports sont considérés comme des communications privilégiées, et ne pourront servir de preuve dans aucune cour de justice quelconque. 20 V., c. 12, s. 14.

27 BUREAU DES COMMISSAIRES DES CHEMINS DE FER, SES DEVOIRS, ETC.

Etablis-
sement d'un
bureau de
commissai-
res.

178. Le receveur général, le ministre des finances, le commissaire des travaux publics et le maître général des postes provinciales, constitueront un bureau des commissaires des chemins de fer ; et chacun de ces officiers sera membre du bureau en vertu de sa charge, et tant et aussi longtemps seulement qu'il exercera sa charge ; et celui d'entre les officiers que les membres du bureau choisiront sera le président et l'organe officiel du bureau ; le secrétaire du département des travaux publics sera le secrétaire du bureau ; et tout rapport agréé par la majorité des membres du bureau, sera considéré comme le rapport du bureau. 14-15 V., c. 73, s. 17,—22 V., c. 3, (1859.)

Ses devoirs.

179. Le bureau des commissaires des chemins de fer aura et remplira, en sus de ses autres pouvoirs et devoirs, les pouvoirs et devoirs prescrits par le présent acte, et il pourra, de temps à autre, nommer une personne compétente pour être secrétaire du bureau au lieu du secrétaire du département des travaux publics. 20 V., c. 12, s. 1,—22 V. (1859), c. 3.

Le bureau
pourra nom-
mer un secré-
taire.

28. INSPECTEURS DES CHEMINS DE FER, LEURS DEVOIRS, ETC.

180. Le gouverneur en conseil pourra nommer et autoriser des personnes compétentes, n'excédant pas le nombre de trois, dont le devoir sera, de temps en temps, de faire l'inspection de tous chemins de fer construits ou en voie de construction ; et chaque personne ainsi autorisée pourra, en tout temps convenable, sur la production de sa délégation, si elle en est requise, procéder à l'examen du chemin de fer, des stations, clôtures ou barrières, croisements de chemins, barrières contre les animaux, travaux et bâtisses, et des engins, chars et charriots en dépendant. 20 V., c. 12, s. 2.

Inspecteurs
des chemins
de fer.

Leurs
devoirs.

181. Chaque compagnie de chemin de fer et ses officiers et directeurs devront communiquer aux inspecteurs des renseignements complets et des explications correctes et fidèles qui seront à leur connaissance et qu'il leur sera possible de donner sur tous les sujets dont les dits inspecteurs s'enquerront, et soumettre aux inspecteurs tous les plans, spécifications, dessins et documents relatifs à la construction ou reconstruction, à la réparation ou à l'état de réparation du chemin de fer, ou de toute partie du chemin de fer, soit pont, conduit souterrain, soit toute autre partie du chemin. 20 V., c. 12, s. 2.

Les compa-
gnies tenues
de donner des
renseigne-
ments aux
inspecteurs.

182. Chaque inspecteur aura le droit de se servir des lignes de télégraphe et du mécanisme qui se trouvent dans les bureaux ou sous le contrôle de toute compagnie de chemin de fer, dans le but de communiquer par ce moyen avec aucun des officiers de la compagnie, ou de transmettre ses ordres relativement au chemin de fer. 20 V., c. 12, s. 2.

Les inspec-
teurs pour-
ront se servir
des lignes té-
légraphiques,
et dans quel
but.

183. Les opérateurs ou officiers employés dans les bureaux du télégraphe de la compagnie, ou sous son contrôle, se conformeront sans retards inutiles à tous les ordres de l'inspecteur pour effectuer ces communications et transmettre ces messages ; et tout opérateur ou officier qui refusera ou négligera de ce faire, sera passible, pour chaque offense, d'une amende de quarante piastres. 20 V., c. 12, s. 2.

Les opéra-
teurs et
autres se con-
formeront
aux instruc-
tions des
inspecteurs.

184. L'autorité d'un inspecteur sera suffisamment établie par la production d'un écrit le nommant inspecteur de chemins de fer ou d'aucun chemin de fer en particulier, signé du président du bureau des commissaires des chemins de fer, et contresigné par le secrétaire. 20 V., c. 12, s. 2.

Autorité des
inspecteurs ;
comment
prouvée.

Tout pont de chemin de fer condamné par les commissaires et inspecteurs, sera réparé par la compagnie.

185. Toutes les fois qu'un pont, conduit souterrain, viaduc, clôture, croisement de chemins ou barrières pour les animaux, tunnel ou autre partie d'un chemin de fer, construit ou en voie de construction, ou quelque locomotive, char ou chariot en usage ou destiné au service d'un chemin de fer, aura été condamné sur le rapport d'un inspecteur ou inspecteurs par le bureau des commissaires des chemins de fer, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, ou que des changements ou réparations, ou la substitution d'un nouveau pont, conduit souterrain, viaduc ou tunnel, ou de tous matériaux pour l'usage du chemin de fer, seront requis par le bureau des commissaires de chemins de fer avec l'assentiment du gouverneur en conseil, la compagnie à laquelle appartient le chemin de fer ou qui en a l'usage ou le contrôle, procédera, après en avoir reçu avis par écrit signé par le président du bureau et contresigné par le secrétaire, à réparer les défectuosités existantes dans ces parties du chemin de fer, ou dans la locomotive, char ou chariot qui a été ainsi condamné, ou à faire les changements, réparations ou substitutions mentionnés plus haut, qui ont pu être requis par le bureau, tel que prescrit ci-dessus. 20 V., c. 12, s. 8.

Quand les inspecteurs pourront faire défense de faire passer des convois de chars sur un chemin de fer.

186. Si, dans l'opinion d'un inspecteur des chemins de fer, il est dangereux que des convois ou voitures passent sur un chemin de fer ou partie de chemin de fer, avant que les changements, substitutions ou réparations nécessaires n'aient été faits, ou qu'aucun char, voiture ou locomotive y soit employé à faire le service, cet inspecteur pourra empêcher de suite tout convoi ou voiture de passer sur le chemin ou partie de chemin de fer, ou l'emploi de tel char, voiture ou locomotive, en délivrant ou faisant délivrer au président, directeur gérant ou au secrétaire ou au surintendant de la compagnie qui a la propriété ou l'usage du chemin de fer, ou à aucun officier ayant l'administration ou le contrôle de la marche des trains d'aucun convoi ou locomotive sur tel chemin de fer, un avis par écrit à cet effet, ainsi que les raisons qui l'engagent à ce faire, dans lequel il énoncera distinctement les défectuosités ou la nature du danger à redouter. 20 V., c. 12, s. 9.

Les commissaires pourront modifier le rapport des inspecteurs;

187. L'inspecteur en fera aussitôt rapport au bureau des commissaires des chemins de fer, qui, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, pourra ratifier, modifier ou rejeter l'acte en ordre de l'inspecteur; et telle ratification, modification ou rejet sera communiqué à la compagnie du chemin de fer intéressée. 20 V., c. 12, s. 9.

188. Le bureau des commissaires des chemins de fer, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, pourra limiter le nombre, le temps ou la vélocité de la marche des convois ou voitures sur tel chemin de fer ou partie de chemin de fer, jusqu'à ce que les changements ou réparations qu'il jugera suffisants aient été faits, ou pendant le temps qu'il jugera convenable ; et la compagnie qui a la propriété ou l'usage du chemin de fer, se conformera aussitôt à l'ordre de l'inspecteur ou du bureau, en en recevant avis comme il est dit plus haut ; et pour toute négligence de la part de la compagnie de chemin de fer de se conformer à cet avis, elle sera passible envers Sa Majesté d'une amende de deux mille piastres. 20 V., c. 12, s. 9.

Et limiter la
vélocité des
chairs.

Pénalité en
cas de négligence de la
part de la
compagnie.

189. Chaque compagnie de chemin de fer, aussitôt que possible, et au moins dans les quarante-huit heures qui s'écouleront après tout accident sur le chemin de fer de cette compagnie, qui a occasionné des contusions et blessures sérieuses aux voyageurs ou qui a brisé ou endommagé quelque pont ou conduit souterrain, viaduc ou tunnel sur le chemin de fer ou en dépendant, de manière à la rendre impraticable, devra immédiatement en donner avis au bureau des commissaires des chemins de fer ; et toute compagnie qui néglige sciemment de donner pareil avis, sera passible envers Sa Majesté d'une amende de deux cents piastres, pour chaque jour que la négligence continuera. 20 V., c. 12, s. 13.

Avis des acci-
dents sera
donné aux
commissai-
res.

190. Nulle inspection faite en vertu du présent acte, ni rien de contenu au présent acte, ou fait ou ordonné, ou omis d'être fait ou ordonné en vertu des dispositions du présent acte, n'exonérera, ni ne sera interprété de manière à exonérer une compagnie de chemin de fer des obligations ou responsabilités que la loi impose envers Sa Majesté ou envers toute personne, ou envers la femme, ou le mari, le père, la mère ou l'enfant, l'exécuteur ou administrateur, le tuteur ou le curateur, l'héritier ou autre représentant de toute personne, pour toute action ou omission de la part de la compagnie, ou pour tout tort, négligence ou défaut, délit ou méfait de la compagnie, ni de manière à diminuer les obligations ou responsabilités en question, ou à affaiblir ou à diminuer les obligations ou responsabilités de la compagnie en vertu des lois actuelles de cette province. 20 V., c. 12, s. 17.

Nulle inspec-
tion n'aura
l'effet d'exo-
nérer la com-
pagnie.

20. FONDS DES CHEMINS DE FER.

191. A compter du vingt-septième jour de mai, mil huit cent cinquante-sept, tout chemin de fer alors construit ou qui le sera ensuite, paiera au receveur général,

Fonds d'ins-
pection des
chemins de
fer.

aussitôt qu'une partie en sera en opération, une somme annuelle qui sera fixée par le gouverneur en conseil, n'excédant pas dix piastres par mille de chemin de fer construit et en usage, et cette somme devra être payée semi-annuellement le premier jour de janvier et le premier jour de juillet, chaque année, et formera pour les fins du présent acte un fonds spécial qui sera appelé "le fonds d'inspection des chemins de fer." 20 V., c. 12, s. 19.

30. APPLICATION DE CERTAINES CLAUSES.

Ce qui sera compris par l'expression "compagnie de chemin de fer."

192. Dans l'interprétation de la cent quarantième à la cent cinquantième, de la cent cinquante-cinquième à la cent cinquante-septième, de la cent soixante-cinquième à la cent soixante-et-dix-septième, et de la cent soixante-et-dix-neuvième à la cent quatre-vingt-onzième sections de cet acte, l'expression "compagnie de chemin de fer," comprendra tout propriétaire, ou locataire, ou entrepreneur exploitant un chemin de fer construit ou en opération sous l'autorité d'un acte du parlement. 20 V., c. 12, s. 21.

31. RECouvreMENT ET EMPLOI DES PÉNALITÉS.

Recouvrement et emploi des pénalités.

193. Toutes les pénalités encourues sous l'autorité d'aucune des sections du présent acte mentionnées dans la dernière section, à l'exception de celles imposées par la cent cinquante-cinquième section, pourront être recouvrées au nom de Sa Majesté par le procureur général de Sa Majesté, dans toute cour ayant juridiction; et toutes les pénalités recouvrées en vertu des autres sections mentionnées plus haut, seront payées au receveur général au crédit du "fonds d'inspection des chemins de fer." 20 V., c. 12, s. 20.

23 VICTORIA, CHAPITRE 29. (CANADA.)

ACTE POUR AMENDER L'ACTE DES CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 19 mai, 1860.]

Préambule.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre demeure en vigueur pour les compagnies de chemins de fer organisées avant ou en vertu du chapitre 66 des Statuts refondus du Canada, ci-dessus reproduit.

1. Les juges de paix d'un comté dans le Haut Canada, Nomination de constables pour servir sur les chemins de fer. assemblés en sessions générales de quartier de la paix, et tout juge de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure, ou tout greffier de la paix, ou tout greffier de la couronne, ou tout inspecteur et surintendant de police, dans le Bas Canada, sur la requête du bureau des directeurs de quelque compagnie de chemin de fer, dont le chemin de fer passe dans les limites de la juridiction locale de ces juges de paix, juge, greffier, ou inspecteur et surintendant de police, selon le cas, sur la requête de quelque commis ou agent de telle compagnie à ce autorisé par tel bureau, pourront à leur discrétion nommer des personnes qui leur seront recommandées pour cette fin par tel bureau de directeurs, commis ou agent, pour agir comme constables sur et le long de tel chemin de fer; et chaque personne ainsi nommée prêterà un serment ou fera une déclaration solennelle en la forme ou à l'effet suivant, savoir :

" Je, A. B., ayant été nommé constable sur et le long du Serment d'office. (nommez le chemin de fer) en vertu des dispositions de (ici insérez le titre du présent acte), jure que je servirai bien et fidèlement notre Souveraine Dame la Reine, dans la dite charge de constable, sans faveur ni affection, malice ni mauvais vouloir, et que je ferai tout en mon pouvoir pour maintenir la paix et prévenir les violations de la paix; et tant que je remplirai la dite charge, je m'acquitterai au meilleur de mon habilité et de mon jugement, des devoirs qui en dépendent, d'une manière fidèle et conforme à la loi : Ainsi, Dieu me soit en aide."

Ce serment, ou cette déclaration, sera administré dans le Haut Canada par tout tel juge de paix, et dans le Bas Canada par tout tel juge, greffier, ou inspecteur et surintendant de police; et chaque constable ainsi nommé, et qui aura prêté tel serment ou fait telle déclaration comme susdit, aura plein pouvoir d'agir comme tel constable pour la conservation de la paix et pour la protection de la personne et de la propriété contre les félonies et autres actes illégaux, sur tel chemin de fer, et sur aucun des ouvrages s'y rattachant, et sur et près des trains, chemins, quais, jetées, débarcadères, entrepôts, terrains et dépendances appartenant à telle compagnie, soit qu'ils se trouvent dans le comté, la cité ou le district ou autre juridiction locale dans les limites de laquelle il aura été nommé, ou dans tout autre endroit que traverse tel chemin de fer ou auquel il se termine, ou que traverse un chemin de fer qui pourrait être exploité ou loué par telle compagnie de chemin de fer, et dans tous endroits pas plus éloignés qu'un quart de mille de tel chemin de

Qui administrera le serment.

Pouvoirs de ces constables, et à quelles localités ils s'étendront.

Devoirs de
tels constables.

fer ou chemins de fer; et il aura tous les pouvoirs, protection et privilèges pour l'arrestation des délinquants, tant le jour que la nuit, et pour l'accomplissement de toutes choses nécessaires pour la prévention, la découverte et la poursuite des ténies et autres offenses, et pour la conservation de la paix, que possède tout constable dûment nommé dans sa juridiction constabulaire; et il sera loisible à tout tel constable d'amener les personnes qui peuvent être punissables par conviction sommaire pour toute contravention aux dispositions du présent acte ou des actes ou règlements concernant tout tel chemin de fer, devant un juge ou des juges de paix nommés pour un comté, une cité, un district et pour quelqu'autre juridiction locale que peut traverser tel chemin; et chaque tel juge aura le pouvoir de juger ces affaires comme si la contravention eût été commise et comme si la personne eût été prise dans les limites de sa propre juridiction locale.

Par qui les
constables
pourront être
démis.

2. Deux juges de paix dans le Haut Canada, et tout juge de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure, ou greffier de la paix, ou greffier de la couronne, ou inspecteur et surintendant de police, dans le Bas Canada, pourront démettre tout tel constable qui pourra agir dans les limites de leurs diverses juridictions; et le bureau des directeurs de telle compagnie de chemin de fer, ou tout commis ou agent de telle compagnie, autorisé à cet effet par le bureau, pourra démettre tout tel constable qui pourra agir sur tel chemin de fer; et lors de toute telle démission, tous les pouvoirs, protection et privilèges d'aucune telle personne en raison de telle nomination, cesseront entièrement; et aucune personne ainsi démise ne sera nommée de nouveau ou n'agira comme constable pour tel chemin de fer, sans le consentement de l'autorité par laquelle elle aura été démise.

Les noms des
constables se-
ront inscrits
dans le bu-
reau du greffier de la
paix.

3. Toute telle compagnie de chemin de fer fera inscrire dans le bureau du greffier de la paix de chaque comté, cité, district ou autre juridiction locale dans laquelle tel chemin de fer pourra passer, le nom et la désignation de chaque constable ainsi nommé à sa demande, la date de sa nomination et l'autorité qui l'aura faite, et aussi le fait de chaque démission de tout tel constable, la date d'icelle et l'autorité qui l'aura faite, dans une semaine après la date de telle nomination ou démission, suivant le cas; et tout tel greffier de la paix tiendra cette liste dans un livre qui sera ouvert à l'inspection du public, exigeant seulement l'honoraire que le gouverneur en conseil pourra autoriser de temps à autre, et en telle forme que le gouverneur en conseil pourra de temps à autre prescrire.

Honoraires.

4. Tout tel constable coupable de négligence ou de non accomplissement de ses devoirs comme tel, sera passible, sur conviction sommaire dans tout comté, cité, district ou autre juridiction locale dans laquelle tel chemin de fer pourra passer, d'une amende de pas plus de quatre-vingts piastres, dont le montant pourra être déduit de tout salaire dû à tel délinquant, si tel constable reçoit un salaire de la compagnie de chemin de fer, ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de pas plus de deux mois, dans la prison de tel comté, cité, district ou autre juridiction locale.

Punition des constables coupables de négligence.

5. Toute personne qui attaquera un constable nommé comme susdit, ou lui résistera ou qui incitera quelqu'un à l'attaquer ou lui résister, dans l'exécution de son devoir, sera passible pour tout tel délit, sur semblable conviction sommaire, d'une amende de pas moins de quatre-vingts piastres, ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de pas plus de deux mois, dans telle prison comme susdit.

Et des personnes leur résistant.

6. Toute personne qui perforera, percera, coupera, ouvrira, ou autrement endommagera quelque tonneau, boîte ou caisse contenant du vin, des spiritueux, ou autres liqueurs, ou toute caisse, boîte, sac, enveloppe, ballot ou rouleau de marchandises, dans, sur ou près de quelque char, wagon, bateau, navire, entrepôt, station, quai, jetée, ou terrains de ou appartenant à telle compagnie de chemin de fer, avec l'intention félonieuse de voler, ou de prendre illégalement d'une autre manière ou endommager le contenu ou toute autre partie d'iceux, ou qui boira illégalement, ou versera ou laissera volontairement couler ou se perdre toutes telles liqueurs ou quelque partie d'icelles, sera passible, pour chaque tel délit, sur semblable conviction sommaire, d'une amende de pas plus de vingt piastres en sus de la valeur des marchandises ou des liqueurs ainsi prises ou détruites, ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de pas plus d'un mois, dans telle prison comme susdit.

Punition pour ouvrir illégalement des paquets de marchandises dans les stations de chemins de fer.

7. Pour toute contravention aux dispositions du présent acte, punissable par conviction sommaire, il sera loisible de procéder contre le contrevenant, soit en la manière prescrite par le présent acte, ou suivant les dispositions de l'acte *concernant les devoirs des juges de paix, hors des sessions, relativement aux ordres et convictions sommaires*, étant le cent troisième chapitre des Statuts refondus du Canada, relativement à tous actes et contraventions mentionnés au dit acte ; et il sera permis de se servir, de suivre et d'adopter toutes ou chacune des formules, direction, modes

Comment il sera procédé contre les délinquants.

Statuts refondus du Canada, chap. 103.

de procédure, recours et procédures (tant à l'égard des témoins et parties qu'à l'égard de tous autres) mentionnés ou prescrits au dit acte, dans toutes plaintes, poursuites, convictions, saisies et ventes, et procédures pour contraventions au présent acte.

Appels en
tels cas.

8. Dans tous les cas de plainte par procédure sommaire devant un juge de paix dans le Haut Canada, contre toute personne pour infraction à aucune des dispositions du présent acte, toutes décisions, convictions et ordres faits par tel juge de paix seront sujets à appel en la manière et en vertu des dispositions prescrites dans l'acte *relatif aux appels dans les cas de conviction sommaire*, étant le cent quatorzième chapitre des Statuts refondus pour le Haut Canada.

Disposition
pour la répa-
ration des
passages à
niveau.

Le certificat
de l'inspecteur
sera
final.

Proviso.

9. Chaque fois qu'un passage à niveau sur un chemin de fer sera en mauvais ordre, le préfet, maire, *reeve*, ou autre officier principal de la municipalité ayant juridiction sur le chemin de fer ainsi traversé, pourra signifier en la manière ordinaire à la compagnie un avis pour la requérir de faire de suite les réparations nécessaires; et si la compagnie ne le fait pas de suite, le dit officier pourra transmettre une copie de l'avis ainsi signifié à l'inspecteur des chemins de fer; et sur ce il sera du devoir du dit inspecteur, avec toute la diligence possible, de fixer un jour pour visiter les lieux, et il donnera avis par la maille à tel préfet, maire ou *reeve*, et à la compagnie, du jour ainsi fixé; et au jour ainsi fixé il examinera tel passage à niveau, et tout certificat sous sa signature sera final sur la matière en dispute entre les parties; et si le dit inspecteur décide que des réparations sont nécessaires, il en spécifiera la nature dans son dit certificat, et ordonnera à la compagnie de les faire; et sur ce la compagnie, avec toute la diligence possible, se conformera aux prescriptions du dit certificat; et au cas de défaut de ce faire, la municipalité, dans la juridiction de laquelle le dit passage sera situé, pourra faire les dites réparations, et elle pourra recouvrer les frais, dépenses et déboursés faits ou encourus pour ces réparations par action contre la compagnie, dans toute cour ayant juridiction compétente, comme deniers déboursés pour l'usage de la compagnie; pourvu toujours que ni cette clause ni aucun acte fait en vertu d'icelle n'aient l'effet d'affecter aucune autre responsabilité de telle compagnie à cet égard.

Lorsqu'un
juge de comté
sera intéressé
dans les ter-
res requises
pour un che-
de fer.

10. Lorsqu'un juge d'une cour de comté dans le Haut Canada aura un intérêt dans les terrains pris ou requis dans le comté où il est juge, par aucune compagnie de chemin de fer pour les besoins du chemin de fer, tout

juge d'aucune des cours supérieures à Toronto exercera dans ce cas, à la demande de telle compagnie, tous pouvoirs donnés au juge de la cour de comté par la onzième clause de l'acte des chemins de fer, dans les cas où il, le juge de la cour de comté, n'est pas intéressé.

11. Les dispositions du présent acte s'appliqueront à tout chemin de fer fait ou à faire dans cette province. Application.

12. Le présent acte pourra être cité comme " l'acte d'amendement de l'acte des chemins de fer de 1860." Titre de cet acte.

24 VICTORIA, CHAPITRE 17. (CANADA.)

ACTE POUR EXPLIQUER ET AMENDER L'ACTE DES CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 18 mai, 1861.]

CONSIDÉRANT qu'il existe des doutes quant à la ques- Preamble.
tion de savoir—si les recteurs en possession de terres d'église dans le Haut Canada, les corporations ecclésiastiques et autres, les syndics aux terres affectées aux églises et aux écoles, ou les uns ou les autres, les exécuteurs nommés par des testaments dans lesquels ils ne sont revêtus d'aucun contrôle sur les immeubles du testateur, les administrateurs de personnes décédées *ab intestat*, mais saisies à leur décès de biens immeubles,—sont autorisés par la onzième section de l'acte des chemins de fer à vendre ou aliéner aucune de ces terres à des compagnies de chemin de fer pour l'usage et occupation de telles compagnies ; et considérant qu'il est désirable de lever tous doutes à cet égard et d'amender le dit acte des chemins de fer en la manière ci-dessous mentionnée ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre demeure en vigueur pour les compagnies organisées avant ou en vertu du chapitre 66 des Statuts refondus du Canada, ci-dessus reproduit.

1. L'intention et le sens véritables de la section susdite de l'acte mentionné ci-dessus ont été et sont, que les diverses personnes et parties ci-dessus désignées, quant aux terres désignées plus haut dans le présent acte, peuvent exercer et exerceront tous les pouvoirs énoncés dans le premier paragraphe de la onzième section susdite Certains transports aux compagnies de chemin de fer en vertu de la sect. 11 de l'acte des chemins de fer, déclarés valides.

de l'acte des chemins de fer, à l'égard d'aucune de ces terres dont une compagnie de chemin de fer peut avoir besoin pour son usage et occupation; et tout transport fait sous l'autorité du premier paragraphe susdit, confèrera à la compagnie de chemin de fer en devenant l'acquéreur, la propriété absolue des terres décrites dans l'acte, quit-tes et nettes de tous fidéicommiss, restrictions et limitations quelconques.

La sect. 11 des
Stat. ref.
Can., cap. 66,
s'appliquera.

2. Toutes les dispositions contenues dans la section et dans l'acte sus-mentionnés, concernant les arbitrages et la mise en possession et le titre de telles terres, et l'emploi du prix d'achat, s'appliqueront à toutes les parties et à toutes les terres mentionnées dans le présent acte et dans le paragraphe susdit; et nulle compagnie de chemin de fer ne sera responsable de l'emploi du prix d'achat de terres acquises par elle pour son utilité, s'il est payé au propriétaire de la terre ou payé en cour pour son bénéfice.

Disposition si
le juge de
comté est in-
téressé.

3. Lorsqu'un juge de comté aura ou a des intérêts dans les terres acquises ou requises dans le comté dans lequel il est juge, par une compagnie de chemin de fer pour l'utilité d'un chemin de fer, tout juge quelconque de l'une des cours supérieures du Haut ou du Bas Canada exercera, en tel cas, à la réquisition de telle compagnie, tous les pouvoirs conférés au juge de la cour de comté par la onzième section susdite du dit acte, dans les cas où le juge de comté n'est pas lui-même intéressé.

Section 131
amendée.

4. La cent trente-unième section de l'acte des chemins de fer est par le présent amendée, en y ajoutant le proviso qui suit :

Les compa-
gnies de che-
min de fer de-
vront s'accor-
der toute faci-
lité pour l'ex-
pédition du
trafic, sans
préférence ou
avantage.

Pourvu, toujours, que chaque compagnie de chemin de fer accordera, dans les limites de ses pouvoirs respectifs, toutes les facilités raisonnables à toute autre compagnie de chemin de fer pour lui permettre de recevoir, expédier et délivrer le trafic venant des différents chemins de fer appartenant à ces compagnies ou exploités par elles respectivement, et pour permettre le retour des chars, plateformes, trucks, et autres voitures; et nulle telle compagnie ne donnera ni ne continuera à donner de préférence ou d'avantage à une compagnie en particulier ou à une espèce particulière de trafic, et nulle telle compagnie n'exposera non plus aucune compagnie en particulier ou aucune espèce particulière de trafic à des dommages ou désavantages d'aucune nature que ce soit, et chaque compagnie de chemin de fer, possédant ou exploitant un chemin de fer qui forme partie d'une ligne continue de chemin de fer, ou qui coupe un autre chemin de fer, ou dont le terminus,

station ou quai de l'une est à proximité du terminus, station ou quai de l'autre, accordera toutes les facilités possibles pour permettre de recevoir et expédier, par l'un de ces chemins de fer, tout le trafic apporté par l'autre, sans délai inutile, et sans préférence ou avantage ou dommage comme il est dit plus haut, et de manière à ne pas offrir d'obstacle à la circulation de ces chemins de fer comme ligne continue de communication, et de manière à ce que toutes les facilités possibles puissent en tout temps, par les moyens susdits, être échangées entre les dites compagnies de chemin de fer; et toute convention entre deux ou un plus grand nombre de compagnies de chemin de fer, contrairement aux dispositions prescrites ci-dessus, faite après la passation du présent acte, sera illégale, nulle et non avenue.

Les conventions faites en contre-venant à cet acte, seront nulles.

5. Si un officier, serviteur ou agent d'une compagnie de chemin de fer, préposé à la surveillance du trafic à une de ses stations ou dépôts, refuse ou néglige de recevoir, transporter ou délivrer à une station ou dépôt de la compagnie auquel ils sont destinés, les passagers, marchandises ou effets apportés, transportés ou délivrés à lui-même ou à la compagnie, pour être transportés sur la ligne ou le long de la ligne de son chemin de fer, à partir du chemin de fer de toute autre compagnie coupant le chemin de fer en premier lieu mentionné ou en étant à proximité,—ou contrevient de toute manière que ce soit aux dispositions de la section précédente, la compagnie de chemin de fer en premier lieu mentionnée ou tel officier, serviteur ou agent, encourra, personnellement, pour chaque cas de refus ou négligence, une amende n'excédant pas cinquante piastres en sus des dommages réels éprouvés; et cette amende pourra être recouvrée, avec dépens, d'une manière sommaire, devant un juge de paix, par la compagnie du chemin de fer ou par toute autre partie lésée par la négligence ou le refus, et sera affectée à l'usage et au bénéfice de la compagnie ou autre partie lésée.

Amendes imposées aux compagnies ou à leurs officiers, refusant ou négligeant d'expédier le trafic tel que requis ci-dessus.

Comment recouvrées et affectées.

6. Pour les fins des deux sections qui précèdent, le mot "trafic," comprendra non seulement les voyageurs et leurs bagages, effets, animaux et objets transportés par chemin de fer, mais aussi, les chars, plateformes et voitures de toute espèce destinés à la circulation sur un chemin de fer; le mot "chemin de fer," comprendra toutes les stations et dépôts du chemin de fer; l'expression "compagnie de chemin de fer," comprendra tous les individus, possédant, louant ou exploitant un chemin de fer; et un chemin de fer sera réputé être à proximité d'un autre

Interprétation du mot "trafic."

"Chemin de fer."

"Compagnie de chemin de fer."

chemin de fer chaque fois qu'une partie de l'un sera dans un rayon d'un milie de quelque partie de l'autre.

Cet acte formera partie de l'acte des chemins de fer.

7. Le présent acte formera partie de l'acte des chemins de fer, et sera interprété comme s'appliquant à toute compagnie de chemin de fer incorporée ou qui sera incorporée à l'avenir, à laquelle s'appliquent les dispositions du dit acte des chemins de fer, et sera mis à effet en conséquence.

L'intérêt du prix d'achat ou la rente des propriétés requises pour l'exploitation du chemin, censé partie de ses frais d'exploitation.

8. L'intérêt du prix d'achat ou la rente d'aucune propriété immobilière acquise ou prise à bail par toute compagnie de chemin de fer et nécessaire pour l'exploitation de tel chemin de fer, et le prix d'achat d'aucune propriété immobilière ou chose sans lesquelles le chemin de fer ne pourrait être exploité, seront considérés former partie des frais d'exploitation de tel chemin de fer et seront défrayés comme tels, à même les revenus du chemin de fer.

40 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE CONCERNANT LE FONDS CONSOLIDÉ DES CHEMINS DE FER DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

[Sanctionné le 28 décembre, 1876.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Création du fonds.

1. Il sera et il est par le présent établi un fonds pour les chemins de fer de la province de Québec, appelé : "Le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec."

Composition du fonds.

2. Ce fonds se composera des débentures de cette province ou du produit de toutes débentures de cette province qui ont été jusqu'ici ou qui seront ci-après émises, négociées et vendues en vertu de tout acte de la législature de cette province, passé ou qui sera passé, et de toutes balances non dépensées de toutes sommes maintenant entre les mains du trésorier de cette province ou qui tomberont ci-après entre ses mains pour aider à la construction de tout chemin de fer ayant maintenant droit à une subvention ou qui pourra ci-après y avoir droit, ou pour construire le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Toutes les débentures ou souscriptions municipales mentionnées dans la cédule A du chap. 2, 39 Viet., des Statuts de cette province, entreront aussi dans ce fonds et en formeront partie.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à même le dit fonds, payer à toute compagnie de chemin de fer ayant droit à une subvention en vertu de tout acte de cette province, ou aux commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, telle subvention à tel temps et en tels montants que par la loi ils ont droit d'avoir et de réclamer.

Emploi des deniers du fonds.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il juge à propos de le faire, à même le dit fonds, avancer aux commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, telle somme ou sommes de deniers n'excédant pas en tout \$3,000,000 qu'il jugera nécessaire.

Avance de \$3,000,000 aux commissaires du ch. de fer Q. M. O. et O.

Dans ce cas et lorsque telle avance sera faite, les dits commissaires devront remettre au trésorier de cette province, sur les bons que, par la section 25 du dit acte, ils sont autorisés à émettre, une somme équivalant au montant de telle avance. Et les dits bons seront de suite portés au dit fonds et en formeront partie ; et l'intérêt que porteront ces bons sera déduit des profits nets du dit chemin et porté au crédit du dit fonds pour en former partie, tant que ces bons resteront entre les mains du trésorier de cette province.

Remise de bons au trésorier.

Intérêt des bons.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, lorsqu'il jugera à propos de le faire, engager les dits bons comme garantie collatérale de toute avance de deniers faite ou requise pour les fins du présent acte, ou ordonner l'émission, la négociation et la vente, par le trésorier de cette province, des susdits bons ou de toute partie d'iceux, sujet à tels termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer ou prescrire.

Ces bons pourront être engagés ou négociés par le gouvernement.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par endossement sur les dits bons ou autrement, selon qu'il pourra déterminer, garantir le paiement régulier, exact et ponctuel de l'intérêt que porteront les dits bons ou le paiement régulier, exact et ponctuel de l'intérêt et du principal des dits bons.

Garantie du gouv. pour l'intérêt et le principal.

7. Pour faire disparaître tous doutes, il est par les présentes déclaré qu'au cas où la dite province avancera tout ou partie du montant des dits bons, elle sera substituée et subrogée dans tous les droits et pouvoirs, privilèges et avantages accordés ou que l'on voulait accorder, conférés ou autorisés d'être conférés aux porteurs des dits bons ou débentures, ou à tout fidéicommissaire ou fidéicommissaires d'iceux ; et au cas où les dits bons tomberont entre les mains du dit trésorier tel que ci-haut prévu, tous les pouvoirs, privilèges et autorité conférés aux dits commis-

Subrogation de la province dans les droits, etc., conférés aux porteurs.

Droits des commissaires conférés au trésorier.

Rang de la province. saires à l'égard des dits bons, ou qu'ils ont pouvoir ou autorité de conférer à d'autres en vertu des sections 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 de la 39^{ème} Vict., chapitre 2, ou en vertu de toute autre section du dit acte, seront conférés au trésorier de la province et par lui exercés ou seront par lui conférés à d'autres, aussi complètement et aussi efficacement que les dits commissaires pourraient le faire ; et le même rang et la même priorité dans les revenus du dit chemin seront conservés et assurés à la dite province, comme si les dits bons eussent été vendus à la dite province par les commissaires.

Proviso. 8. Rien dans cet acte n'aura l'effet d'amender ou révoquer les statuts en force par lesquels une aide ou subside était accordé à une compagnie quelconque de chemin de fer.

Acte en force. 9. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

41 VICTORIA, CHAPITRE 1. (QUÉBEC.)

ACTE RELATIF AU FONDS CONSOLIDÉ DES CHEMINS DE FER DE CETTE PROVINCE, (40 VICT., CH. 2.)

[Sanctionné le 9 mars, 1878.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Placement ou vente des bons municipaux appartenant au fonds. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, lorsqu'il le jugera opportun, placer, par voie de garantie collatérale, les bons ou débentures municipales ou toute partie d'icelles appartenant au fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec, pour toute avance de sommes d'argent faite ou requise pour mettre les commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en état de construire le dit chemin de fer, ou pour aucune des fins du présent acte, ou des actes de cette province, 39 Vict., ch. 2, et 40 Vict., chap. 2 ; ou pourra ordonner la négociation et la vente, par le trésorier de cette province, des dits bons ou débentures ou d'une partie d'icelles, sujet aux termes et conditions qu'il pourra décider ou prescrire.

Autorisation d'un emprunt de \$3,000,000 au lieu de celui des com. Q. M. O. et O. 2. Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra autoriser le trésorier de cette province à contracter un emprunt et, pour cette fin, à émettre, vendre et négocier des bons ou débentures de la province, jusqu'à un montant n'excédant pas trois millions de piastres ; mais dans ce cas, ces derniers bons ou débentures seront

substituées à l'emprunt de trois millions de piastres que les dits commissaires de chemin de fer étaient autorisés à faire, en vertu de la 39^{ème} Vict., chap. 2, section 25, ainsi qu'aux bons ou débentures que les dits commissaires étaient par le dit acte autorisés à émettre, et ils en tiendront lieu et place.

3. Les produits de la vente de ces bons ou débentures substituées, formeront partie du fonds consolidé des chemins de fer, en autant qu'il sera nécessaire pour rembourser au dit fonds ou mettre en ligne de compte, toute avance faite d'après l'acte 40 Vict., chap. 2, sect. 4.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil devra, avant de faire telle émission, s'entendre avec les porteurs des bons des dits commissaires de chemin de fer émis jusqu'à, pour la remise et l'annulation des dits bons et débentures, aux conditions qu'il croira justes et convenables.

5. Toute émission de bons ou débentures de la province, faite en vertu du présent acte, prendra, gardera et aura les mêmes privilèges et avantages et le même rang et priorité sur le revenu ou loyer du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, que les bons ou débentures des dits commissaires de chemin de fer auraient pris et eu en vertu du dit acte 39 Vict., chap. 2; et les revenus ou loyers nets du dit chemin seront employés et appliqués, conformément aux termes du dit acte, au paiement et à la décharge de l'intérêt et du fonds d'amortissement, résultant des dits bons ou débentures substituées.

6. Tels bons ou débentures substituées seront émises dans la forme et suivant le mode et les conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire dans l'intérêt de la province.

7. Ces bons seront payables dans trente ans, en monnaie courante ou sterling, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq par cent par année. Un fonds d'amortissement d'un par cent par année sera établi pour leur rachat.

8. Il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos de le faire, d'avancer aux dits commissaires de chemins de fer, sur le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec, une somme de trois millions cent seize mille neuf cent cinquante-six piastres; et cette avance devra être remboursée au dit fonds consolidé des chemins de fer, aussitôt que possible.

Cas d'insuffi-
sance du
fonds des
chemins de
fer.

9. Dans le cas où le dit fonds consolidé des chemins de fer ne serait pas, pour une cause quelconque, suffisant pour rencontrer tout subside payable à tout chemin de fer y ayant droit en vertu des dispositions d'aucun acte de la législature, ce déficit sera comblé et le subside sera payé à même le fonds consolidé du revenu de cette province.

Droits des
municipali-
tés, sauve-
gardés.

10. Rien de contenu dans le présent acte ne sera interprété de manière à affecter les droits des municipalités ou corporations mentionnées dans la cédule A de l'acte 39 Vict., chap. 2, en ce qui concerne l'intérêt qui doit leur être payé, sur leurs souscriptions, conformément à la loi.

39 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE RELATIF A LA CONSTRUCTION DU "CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL."

[Sanctionné le 24 décembre, 1875.]

Préambule.

ATTENDU que "la compagnie du chemin de fer de la rive Nord" et "la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental," jusqu'ici connues sous le nom de "la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord," ont respectivement signifié au lieutenant-gouverneur leur impuissance à poursuivre la construction des dites lignes de chemin; et attendu qu'elles ont respectivement déclaré être prêtes à faire la cession, au gouvernement de la province de Québec, de la propriété et des droits des dites corporations, si le gouvernement consentait à entreprendre la construction des chemins de fer, avec les embranchements d'iceux aux Grandes Piles et à Saint-Jérôme; et attendu qu'il est de l'intérêt public que les dits chemins soient construits et de là prolongés comme ci-après exposé; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—La section 1 est remplacée par l'acte 44-45 V., c. 2, s. 1, qui est imprimée à la suite de cet acte, mais est reproduite ici pour donner suite à tout acte, qui se lit comme suit:

Chemin de fer
à construire.

Etendue.

Embranche-
ments

1. Un chemin de fer sera construit partant du port de Québec et s'étendant depuis l'eau profonde dans le dit port, *viâ* Montréal, au point, dans le comté de Pontiac, qui paraîtra le plus avantageux, pour faire aboutir dans la suite le dit chemin de fer à la portion subventionnée du chemin de fer du Canada Central et à tout chemin de fer quelconque, selon que le lieutenant gouverneur en conseil pourra déterminer dans la suite, y compris un embranchement depuis la cité des Trois-Rivières aux Grandes Piles et un autre de Sainte-Thérèse à Saint-Jérôme; et le dit

chemin sera désigné et connu sous le nom du "chemin Nom. de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

2. Le dit chemin de fer sera un ouvrage public appartenant à la province de Québec, possédé pour l'utilité publique de la dite province, et sera construit à voie de quatre pieds huit pouces et demi, et sur telles rampes, en tels endroits, de telle manière, avec tels matériaux, et d'après telles spécifications, que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et fixera, comme étant les mieux adaptés aux intérêts généraux de la province, le tout sujet à tous les contrats existants que la législature de la province de Québec peut par le présent acte ou dans la suite ratifier et confirmer.

3. La construction du dit chemin de fer et son administration seront sous le contrôle de trois commissaires nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels resteront en office durant bon plaisir.

Ils seront désignés par et sous le nom de "commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental;" et lorsqu'ils agiront comme tels dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par cet acte, ils n'encourront aucune responsabilité personnelle.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil devra et pourra nommer un ingénieur-en-chef et des ingénieurs, sur la ligne entière ou sur une section ou partie du dit chemin, qui resteront en charge durant bon plaisir, et à qui les dits commissaires, par leurs ordres donnés de temps à autre, confieront la surveillance générale des travaux qui doivent être exécutés ou complétés en vertu du présent acte.

5. Les commissaires devront et pourront, sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, nommer et employer un secrétaire, tels ingénieurs, arpenteurs et autres officiers, et aussi tels agents, serviteurs et travailleurs, que dans leur discrétion ils pourront considérer nécessaires et convenables pour l'exécution des pouvoirs et des devoirs qui leur sont dévolus et imposés en vertu du présent acte.

6. Les commissaires auront plein pouvoir et autorité, par eux-mêmes, leurs ingénieurs, agents, travailleurs, serviteurs et contracteurs, et les serviteurs et les travailleurs des dits contracteurs,

1. D'examiner, explorer et arpenter la ligne actuellement projetée du chemin de fer, depuis Québec, vers l'ouest et les alentours;

Entrer sur les terres ; 2. Et à cette fin de pénétrer sur tout terrain public, ou sur le terrain de toute corporation ou de toute personne quelconque ;

Tracé ; 3. De faire des arpentages, des examens ou tels autres arrangements, sur les dits terrains, nécessaires pour confirmer, changer, établir ou localiser le site du chemin de fer, et pour déterminer et connaître toutes portions de terres qui seront nécessaires et convenables au chemin de fer ;

Abattis. 4. Et en outre d'abattre ou de transporter tous les arbres qui pourront se rencontrer dans les bois, sur les terres, ou dans les forêts où passera le chemin de fer, à une distance de quatre perches de chaque côté d'icelui.

Résolutions de la cie du ch. de la R. N. confirmées. 7. Les résolutions passées le onzième jour d'août dernier par les directeurs de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord et subséquemment, savoir, le vingt-deuxième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-quinze, telles que ratifiées et confirmées par une résolution des actionnaires de la compagnie, ayant pour but d'investir et de transporter toute la propriété de la dite compagnie de chemin de fer, dans et à la dite province de Québec, seront, en tous temps et lieux, considérées comme entières, finales, complètes et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques ; et toute la propriété et les droits d'actions de la dite corporation et toutes les franchises et privilèges d'icelle, seront et sont par les présentes remis à Sa Majesté pour l'utilité publique de cette province ; et l'enregistrement d'une copie des dites résolutions, au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement de cette province, dans laquelle sont situées des terres qui en aucun temps jusqu'à cette date ont été transportées ou engagées à la dite compagnie, aura la même force et le même effet que si les dites terres avaient été spécialement mentionnées dans les dites résolutions, et y eussent été séparément, spécialement et expressément décrites, nonobstant toute disposition de la loi ou acte à ce contraire.

Effets.

Enregistrement, et son effet.

Cession de la cie du ch. M. O. et Oc. confirmée. 8. Le transport et cession fait le deuxième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-quinze, devant M^{re} Dumouche, notaire public, par et entre la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, et la province de Québec, ayant pour but d'investir et de transporter toute la propriété de la dite compagnie de chemin de fer dans et à la dite province de Québec, seront considérés comme étant entiers, définitifs, complets et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques ; et toute la propriété de la dite corporation et tous les droits et privilèges d'icelle, par iceux transportés de fait ou

Effets.

d'intention, seront et sont par le présent acte cédés à Sa Majesté pour l'utilité publique de cette province ; et l'enregistrement d'une copie des dits transport et cession au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement de cette province, dans laquelle sont situées les terres, qui en aucun temps, jusqu'à ce jour, ont été transportées ou engagées à dite compagnie, aura la même force et le même effet que si les dites terres avaient été spécialement mentionnées dans le dit contrat ou convention et que si elles y eussent été séparément, spécialement et expressément décrites, nonobstant toute disposition de loi ou acte quelconque à ce contraire.

Enregistre-
ment et son
effet.

9. Le contrat passé en la cité de Québec, le vingt-quatrième jour de septembre dernier, devant Mtre Ph. Huot et confrère, notaires, entre l'honorable Charles B. de Boucherville, représentant la province de Québec, et l'honorable Thomas McGreevy, pour la construction et l'achèvement de cette portion du dit chemin de fer entre l'eau profonde dans le port de la cité de Québec et la cité de Montréal et l'embranchement aux Grandes Piles, est confirmé et ratifié par le présent acte.

Contrat avec
l'hon. M. Mc-
Greevy con-
firmé.

10. Le contrat passé devant Mtre Dumouchel, notaire public, en la cité de Québec, le seizième jour de novembre dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, entre l'honorable Charles B. de Boucherville, représentant la province de Québec, et Duncan Macdonald, pour la construction et l'achèvement de la portion du dit chemin de fer entre la cité de Montréal et le village d'Aylmer, dans le comté d'Ottawa, avec l'embranchement à Saint-Jérôme, est par le présent acte ratifié et confirmé.

Contrat avec
M. D. Macde-
onald con-
firmé.

11. Les dispositions de "*l'Acte des chemins de fer de Québec, 1869*," en autant qu'elles peuvent s'appliquer à l'entreprise autorisée par le présent acte, et en autant qu'elles ne sont pas changées par les dispositions du présent acte ou contraires à icelui, s'appliqueront au dit chemin de fer, dans toute l'étendue de leur application à icelui, et seront interprétées comme faisant partie du présent acte.

Application
de l'acte des
ch. de fer de
Québec.

Les dits commissaires en localisant le chemin de fer, dont la construction est autorisée par le présent acte à tout endroit ou point où le dit chemin n'est pas encore localisé, auront le droit de se prévaloir du dépôt déjà fait par la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental ou par la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, dans le bureau des greffiers de la paix pour les districts ou comtés, que

Le dépôt des
plans déjà
fait peut
servir.

Copie sera
déposée au
dép. des T. P.

le dit chemin de fer devait traverser, et ils seront tenus de faire déposer, sans retard, une copie complète de tels plans et livres de renvoi au bureau du département des travaux publics, et tel dépôt sera considéré comme étant fait en conformité des dispositions de "*l'Acte des chemins de fer de Québec, 1869,*" au sujet des plans et arpentages, et sera considéré comme étant une base suffisante pour toute procédure qui pourrait être prise en vertu du dit acte des chemins de fer, avec la même étendue et de la même manière, que si les dits commissaires avaient fait et corrigé des cartes ou plans ou des livres de renvoi, et les avaient déposés, avec des copies d'iceux, conformément aux premier et second paragraphes de la huitième section du dit *Acte des chemins de fer de Québec, 1869.* Et les copies actuellement déposées dans le dit bureau des greffiers de la paix, et la copie qui en sera déposée dans le département des travaux publics, en conformité du présent acte, seront considérées, acceptées, traitées et reçues à tous égards, comme si elles avaient été faites et déposées par les commissaires, en vertu des dispositions de la dite huitième section.

La ligne
adoptée est la
vraie ligne;
mais peut
être modifiée.

La ligne précédemment adoptée par le chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, à moins qu'elle ne soit changée par les dits commissaires, est par le présent acte déclarée être à l'avenir, la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Montréal et Aylmer, et de l'embranchement de Saint-Jérôme, mais cette localisation sera sujette à tout changement qui pourra être fait sur icelle, conformément à la dite huitième section du dit acte de chemin de fer; lequel changement sera fait en la manière prescrite dans la dite section.

Procédés
d'expropria-
tion et d'ac-
quisition;
commencés
peuvent être
continues.

Dans le cas où des procédures auraient été commencées par le dit chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, ou par le chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, pour l'expropriation ou l'acquisition de terres nécessaires au dit chemin de fer, et n'auraient pas été complétées, les commissaires auront le droit de continuer les dites procédures, en vertu des dispositions du dit "*Acte des chemins de fer de Québec, 1869;*" pourvu que les propriétaires ou les personnes intéressées dans les dites terres produisent devant les commissaires leur consentement écrit à cet effet; mais les dits commissaires pourront discontinuer toutes procédures antérieures de la part de la dite compagnie et pourront reprendre les dites procédures *de novo*, sous l'autorité du dit acte des chemins de fer de Québec; et dans l'évaluation des dites propriétés, une allowance pourra être faite aux dits propriétaires ou personnes intéressées, pour tout dommage fait et réel qui aurait pu leur être causé par la discontinuation des procé-

Consente-
ment requis.

Peuvent être
repris; dé-
dommagem-
ent à payer.

dures premières ; mais nul dommage général ou indirect ne leur sera accordé à ce sujet.

Le dépôt des cartes, plans et livres de renvoi, partout où il est fait par ou de la part de la dite compagnie du chemin de fer de la rive Nord, et toutes les évaluations, soumissions, dépôts d'argent, et toutes autres démarches et procédures faites par ou de la part de la dite compagnie relativement à l'acquisition ou l'expropriation de tout terrain ou propriété requis pour les fins du dit chemin de fer, bénéficieront à la dite province, et les dits commissaires auront le pouvoir de reprendre telle procédure, à n'importe quel point où elle se trouvera, et de la continuer et compléter, de la même manière que si elle avait été faite par la compagnie, et ils pourront la discontinuer ou en entamer d'autres, suivant qu'ils le jugeront à propos.

Dépôts faits
par la cie du
ch. de la R. N.
servent.

Procédés
d'expropria-
tion et d'ac-
quisition.

12. Les dits commissaires pourront faire des contrats et stipulations avec toutes personnes, corporations, gardiens, tuteurs, curateurs et fidéicommissaires quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs hoirs, successeurs et ayants cause, mais aussi pour et au nom de ceux qu'ils représentent, qu'ils soient mineurs, absents, aliénés, femmes mariées, ou autrement incapables de passer des contrats, au sujet de l'achat de tout terrain ou autre propriété nécessaire à la construction, entretien et usage du chemin de fer, aux prix qui pourront être convenus entre eux ; et pourront aussi passer des contrats et stipulations avec ces personnes et corporations, au sujet du montant de la compensation à payer pour tous dommages soufferts par elles, à raison de toute chose faite en vertu et sous l'autorité du présent acte.

Contrats avec
personnes ca-
pables et re-
présentants
des incapables.

13. Quant à cette portion du dit chemin de fer, entre Aylmer susdit et le point dans le comté de Pontiac, qui sera déterminé comme étant le plus avantageux pour traverser la rivière Ottawa, de manière à relier cette portion du dit chemin de fer à la portion subventionnée du chemin de fer du Canada Central, les dits commissaires devront la construire, par soumission et contrat, après que les plans et les spécifications d'icelle auront été régulièrement publiés ; et ils devront accepter les soumissions de tels contracteurs qui leur paraîtront posséder une capacité suffisante, l'expérience et les moyens nécessaires pour faire l'ouvrage ou telles portions de l'ouvrage pour lesquelles ils peuvent contracter ; pourvu toutefois que les dits commissaires ne soient pas tenus d'accepter la plus basse (ou aucune) des soumissions dans le cas où ils croiraient devoir agir ainsi, dans l'intérêt du public, et pourvu aussi, que nul contrat, sous l'autorité de cette section, ne soit conclu par les commissaires, avant qu'il

Construction
de la partie de
Aylmer à
Pontiac.

Soumissions.

Approbation du lieut.-gouv. en c. ait été préalablement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Stipulations des contrats. **14.** Le contrat qui sera ainsi conclu devra être accompagné des cautionnements et contiendra les dispositions nécessaires à l'effet de retenir une partie des prix stipulés qui sera gardée comme fonds de réserve, pendant les périodes de temps et aux conditions, qui paraîtront nécessaires pour la protection des intérêts publics, et l'entier accomplissement du contrat.

Certificats pour les paiements. **15.** Aucune somme d'argent ne sera payée à un contracteur, avant que l'ingénieur-en-chef n'ait certifié que les travaux pour lesquels on en a compte de l'exécution desquels, cette somme est demandée, ont été dûment faits, ni avant que tel certificat n'ait reçu l'approbation des commissaires.

Membres de la législature. **16.** Nul membre de la législature ne pourra être commissaire, en vertu du présent acte, ni ne pourra occuper un emploi rémunératif sous les commissaires, ni être nommé à tel emploi, ni être contracteur ou partie à un contrat avec les commissaires, pour la construction du chemin de fer ou d'une partie quelconque d'icelui.

Examen des procédures des coms. **17.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, ou toutes personne ou personnes nommées par lui, auront le pouvoir d'examiner en tout temps, tous les contrats et procédures des commissaires, ainsi que leurs comptes.

Salaires des coms. et employés. **18.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le taux du salaire ou compensation, pour les commissaires et l'ingénieur-en-chef, et approuvera tous les autres salaires qui seront accordés par les commissaires, sujet dans tous les cas, à la révision et à la confirmation de la législature.

Suspension des travaux. **19.** Le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir, en tout temps, de suspendre les travaux jusqu'à la session prochaine de la législature.

Paiement aux coms. **20.** Les commissaires, de temps à autre, seront payés, à leur demande, par le trésorier de la province, de toutes les sommes d'argent qui pourront être requises pour les fins du présent acte, de telle manière, en tel temps, et jusqu'à concurrence de telles sommes, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, ordonner de payer.

21. Les commissaires seront tenus de fournir des Comptes à
comptes par trimestre (ou plus souvent si le lieutenant-
gouverneur en conseil le demande) au trésorier de la
province, de toutes les dépenses et engagements faits et
contractés, en vertu du présent acte. ournir.

22. Les commissaires pourront faire tels engagements Arrange-
avec la compagnie du chemin de fer du Canada Central, ments avec le
qui pourront être approuvés par le lieutenant-gouverneur Canada Cen-
en conseil, pour l'extension du dit chemin de fer du Ca-
nada Central, depuis le terminus Est de la portion sub-
ventionnée d'icelui, ou depuis tel autre point de jonction
avec la dite portion subventionnée d'icelui qui pourra
être choisi, jusqu'à la rivière Ottawa, à l'opposé du termi-
nus Ouest du chemin de fer dont la construction est autori-
sée par le présent acte, ou pour la construction d'un pont sur
la dite rivière au dit terminus en dernier lieu mentionné ;
et aussi faire tels arrangements, pour le passage des con-
vois du dit chemin, et pour le transport de marchandises,
fret et de passagers, sur la dite portion subventionnée du
dit chemin de fer du Canada Central, et sur le chemin de
fer du Pacifique du Canada, ou un embranchement d'i-
celui, qui pourront être approuvés par le lieutenant-gou-
verneur en conseil, mais ces arrangements ne seront obli-
gatoires et définitifs qu'après l'approbation de la législa-
ture de la province de Québec. tral.

23. Pour la construction de cette dite portion du dit Demande
chemin de fer, s'étendant depuis le point fixé ou à être d'une légis-
fixé, dans le comté de Pontiac, jusqu'au terminus oriental lation fédérale,
de la dite portion subventionnée du chemin de fer du pour la partie
Canada Central, dans la province d'Ontario, ou jusqu'à tel de Aylmer à
point d'icelui qui pourra être choisi comme point de jon-
ction, les dits commissaires auront également plein pou-
voir et autorité, en leur qualité de commissaires susdits,
de s'adresser au parlement de la Puissance du Canada,
pour demander l'autorisation de construire telle portion
du dit chemin de fer, sujet à tels règlements et directions
que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prescrire,
et à tels termes et conditions, et avec tels pouvoirs, fran-
chises et restrictions que le dit parlement de la Puissance
du Canada jugera à propos de donner et accorder. Pontiac.

24. Toute cette partie des sections deuxième et cin- Octrois de
quième de l'acte de cette province, 34 Vict., ch. 21, la terres aux
section troisième de l'acte de cette province, 36 Vict., ch. deux clea,
42, et toute autre disposition de loi, par lesquelles une ré- révoqués.
serve de terres a été faite, soit à la compagnie du chemin
de fer de la rive Nord ou à l'embranchement des Grandes

Piles, soit à la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, sont révoquées ; et les dites terres sont par le présent acte réunies aux terres publiques de la province de Québec, aussi pleinement et entièrement que si les dites sections ou dispositions n'avaient jamais été passées.

Emprunt de
\$3,000,000 par
les coms.

25. Les dits commissaires sont autorisés à prélever, par voie d'emprunt, une somme n'excédant pas trois millions de piastres pour la construction du dit chemin, et de ses embranchements, et à émettre des bons ou débentures à cet effet ; et ils pourront être autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil, à garantir au nom de la province, que le dit chemin de fer sera complété et mis en opération.

Garantie.

Bons.

26. Ces bons ou débenture seront signées par l'un des commissaires, contresignées et enregistrées dans un livre spécial par le secrétaire des dits commissaires, et certifiées, par le trésorier de la province, comme émanant en vertu du présent acte.

Intérêt.

Ils seront faits payables dans trente ans, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas six par cent par an, payable tous les six mois, sur présentation des coupons d'intérêts qui y seront annexés.

Coupons.

Les coupons d'intérêts annexés aux débentures, seront signés par le secrétaire des dits commissaires.

Où et com-
ment paya-
bles.

27. Les dits commissaires pourront émettre ces bons payables en Canada ou ailleurs, et en monnaie courante ou en monnaie sterling, selon qu'ils le croiront plus convenable pour en faciliter la négociation.

Négociation
des bons.

28. Les dits commissaires pourront vendre les bons ou débentures émises en vertu du présent acte, et en disposer à tels prix dont ils pourront convenir et que le lieutenant-gouverneur en conseil approuvera ou prescrira ; et ils pourront garantir le paiement régulier du principal et de l'intérêt de ces bons par première hypothèque ou *mortgage* sur la dite ligne de chemin de fer et sur les terrains, bâtiments, matériel roulant et outillage et sur toutes autres propriétés et leurs revenus ; et les dits commissaires seront tenus, de temps à autre, d'exécuter tout titre ou autre instrument que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver qui pourra être nécessaire pour parfaire la charge destinée à être créée par cette hypothèque, et pour parfaire la sûreté qu'elle est destinée à donner, et de permettre que cette charge soit rendue parfaitement efficace par son enregistrement, conformément aux lois de cette province.

Garantie des
intérêts.

Mortgage.

Mode de ga-
rantie.

29. Toute telle hypothèque pourra, de temps à autre, être consentie en faveur de toute corporation, personne ou personnes, dans le Royaume-Uni ou dans la Puissance du Canada ou ailleurs, comme fidéicommissaires des porteurs des bons susdits, lesquels bons feront mention de la dite hypothèque, et seront contresignés par les fidéicommissaires ou l'un d'eux, ou en leur nom, par quelque personne dûment autorisée par eux à cet effet, pour identifier ces bons comme étant ceux qui doivent être garantis par la dite hypothèque ; mais toute banque ou société financière légalement constituée, pourra être aussi nommée fidéicommissaire, et est par le présent acte autorisée à accepter cette charge et à remplir les devoirs s'y rattachant tels que décrits dans l'hypothèque.

Hypothèque
à qui con-
sentie.

Fidéicom-
missaires.

30. Toute telle hypothèque pourra autoriser les fidéicommissaires à prendre possession du chemin de fer, des terrains et autres propriétés y compris, et les exploiter et vendre, à défaut par les dits commissaires de payer les intérêts sur les bons ou parties d'iceux qui seront garantis par telle hypothèque, et cela à la suite de tels délais respectivement et tels termes et conditions dont les dits commissaires pourront convenir, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver ou prescrire, tel que spécifié dans la dite hypothèque.

Prise de pos-
session du
chemin à dé-
faut de paie-
ment.

31. Après l'enregistrement régulier et conforme aux lois de la province, de toute telle hypothèque, ou celui d'une copie authentique notariée de cette hypothèque, dans les bureaux de toutes les divisions d'enregistrement où sera située quelque partie du chemin de fer, des terrains ou autres propriétés qu'elle pourra grever, et sans l'enregistrement d'aucun des bons émis, la dite hypothèque, pour les fins des présentes et de l'emprunt qu'il autorise, aura priorité à dater de son enregistrement sans égard à la date ou aux dates de l'émission des bons qu'elle doit garantir, et à quelques date ou dates subséquentes qu'ils seront émis ; et sauf le cas d'une prescription différente dans l'hypothèque, tous les bons qui seront émis, sous sa garantie, seront par elle garantis *pari passu*, et n'auront aucune priorité les uns sur les autres à raison des dates particulières de leurs émissions, ni pour aucune autre raison.

Effet de l'en-
registrement.

Priorité.

32. Les fidéicommissaires pourront en tout temps, en leur propre nom, et sans le concours ou la coopération d'aucun des porteurs de bons, exercer tous les droits à eux conférés par la dite hypothèque, et faire exécuter dans l'intérêt et pour la protection des porteurs de bons, tous contrats qu'ils auront pu passer avec les dits commissaires pour la construction du chemin de fer, ou avec toutes

Pouvoirs des
fidéicomms.

autres personnes, et cela précisément de la même manière que si tels contrats et la dite hypothèque eussent été passés et consentis à eux pour leur propre bénéfice, et que s'ils étaient les porteurs de tous les bons émis en vertu de l'hypothèque et destinés à être garantis par elle, et à cette fin, s'il y a nécessité, ils pourront plaider et se défendre en leur propre nom, dans toute action ou poursuite dans toute cour de la province de Québec.

Comptes à rendre par les dits coms.

33. Il pourra être posé comme condition de la dite hypothèque, que dès que les dits fidéicommissaires se seront décidés à prendre possession du dit chemin de fer, et l'auront mis en opération, ils seront tenus et obligés de rendre des comptes à époques déterminées, aux commissaires, des produits et recettes du dit chemin, et à payer aux dits commissaires tout surplus de revenu en sus de ce qui est requis pour le paiement des réclamations des dits porteurs de bons, et en sus des frais d'exploitation et d'entretien du dit chemin, le tout sujet à telle pénalité qui pourra être stipulée et établie dans et par la dite hypothèque.

Surplus du revenu.

Fonds d'amortissement.

34. Il est par le présent établi un fonds d'amortissement auquel les dits commissaires devront verser une somme annuelle de un pour cent sur le montant des bons ou débentures émises en vertu du présent acte ; et cette somme sera par eux remise au trésorier de la province en paiements semi-annuels égaux, et placée et accumulée sous la direction du dit trésorier.

Rachat des bons.

35. Ce fonds d'amortissement pourra être employé au rachat des débentures ainsi émises, d'après les instructions du trésorier de la province, telles que approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rang des réclamations sur le chemin.

36. Sur les revenus du dit chemin, après le paiement des dépenses courantes, d'entretien et d'exploitation, les premières réclamations à payer seront les intérêts des bons ou débentures émises par les dits commissaires en vertu du présent acte, et les sommes destinées au fonds d'amortissement créé en vertu de la section 34 ; et les secondes réclamations seront les intérêts payables aux corporations municipales comme ci-dessous ; et la balance sera la propriété de la couronne et fera partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Balance.

Octrois municipaux investis dans le chemin.

37. Les octrois municipaux ou les souscriptions de stock mentionnés dans la cédule A annexée au présent acte, faits en vertu des différents règlements les autorisant en faveur de la dite compagnie du chemin de fer de

la rive Nord et de la dite compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, jusqu'ici nommée "la compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord," seront et sont investis dans le "chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," et payés au trésorier de la province.

38. Les corporations qui ont fait de tels octrois ou qui ont souscrit le dit stock ne seront pas admises à plaider, par voie d'exception ou pour modifier leurs engagements, le laps d'une période de temps écoulé, ou la négligence de la part des dites compagnies ou d'aucune d'elles dans l'accomplissement des conditions ou de quelqu'une des conditions sous lesquelles les dits octrois ou souscriptions de stock ont été faites ; et les dits divers règlements sont par le présent acte déclarés obligatoires, légaux et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques ; et les dites corporations seront tenues et obligées respectivement, d'exécuter, d'émettre et de délivrer au trésorier de la province le total de leurs bons ou débentures respectives, dont l'émission est autorisée par les dits règlements ; et le trésorier, au besoin et suivant le cas, pourra négocier ces bons ou débentures.

Les octrois et les règlements sont obligatoires.

Remises et négociation des bons municipaux.

39. Les divers montants des souscriptions des corporations municipales au fonds social, soit de "la compagnie du chemin de fer de la rive Nord," soit de "la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal," et des bonus accordés à ces compagnies, comprenant les sommes déjà payées, seront réputées être un placement fait sur le dit chemin, portant des intérêts payables par les dits commissaires aux dites corporations, jusqu'à concurrence de cinq par cent par an sur leurs montants respectifs, selon que les revenus annuels du dit chemin le permettront, après le paiement des dépenses courantes, d'entretien et d'exploitation, des intérêts des bons ou débentures émises en vertu de la section 25 et du fonds d'amortissement créé par la section 34 ; les dits intérêts ne devant commencer à courir qu'après que tout le chemin sera complété et mis en opération.

Intérêts à payer sur ces octrois.

40. Les balances des différents subsides ou aides accordées, par les actes de cette province actuellement en force, à "la compagnie du chemin de fer de la rive Nord," et à "la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal," et les sommes souscrites par les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, et les diverses autres corporations et municipalités, seront payées par le trésorier de la province aux dits commissaires pour les fins du présent acte, et seront employées sur les parties du

La balance des subsides et des octrois mun. sera payée aux coms.

Son emploi. chemin pour lesquelles ces subsides, aides et souscriptions ont été accordées ; et les dits paiements seront faits sujets aux dispositions du proviso se rapportant au chemin depuis la cité des Trois-Rivières jusqu'aux Grandes Piles et à l'établissement d'une ligne de vapeurs sur le Saint-Maurice, contenu dans le premier paragraphe de la section 16 de l'acte de cette province, 37 Vict., ch. 2, et aussi au proviso contenu dans la section 21 du dit acte.

Subside additionnel de \$2,327,000.

41. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder aux dits commissaires, pour la construction du chemin de fer construit en vertu du présent acte, un autre subside additionnel de deux millions trois cent vingt-sept mille piastres, comme représentant la valeur de l'octroi en terres accordé aux chemins de fer de la rive Nord et de colonisation du Nord de Montréal.

Louage du chemin.

42. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, dès que le dit chemin, ou aussitôt qu'une section d'icelui aura été complétée, louer le dit chemin ou la dite section du dit chemin, à une ou plusieurs personnes ou à une corporation, sujet à l'approbation de la législature.

Investissement général dans le chemin.

43. Et pour éviter tous doutes, il est par le présent acte décrété que le "chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental" est par le dit présent acte investi de tous les droits, pouvoirs, immunités, franchises, privilèges et actif, jusqu'ici octroyés par tous actes quelconques, soit à la compagnie du chemin de fer de la rive Nord, soit à la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, sujet toutefois à tous changements, restrictions ou limitations contenus dans le présent acte, et en autant que cette législature peut disposer des droits, pouvoirs, immunités, franchises, privilèges et actif octroyés par le parlement de la Puissance du Canada à la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental.

Directeurs abolis.

44. Nonobstant toute chose au présent acte contraire, contenue dans les actes ci-dessus cités ou dans un règlement quelconque, également ci-dessus mentionné, les dites diverses corporations n'auront au'un droit de nommer des directeurs ou d'être représentées par des directeurs, dans l'administration des affaires de la compagnie ; et les corps des directeurs, qui pouvaient exister en vertu des dispositions des dits actes, sont par le présent acte abolis.

Droits des actionnaires in-

45. Le contrat ou la convention ci-dessus mentionnée, pour le transport des droits et de l'actif de la dite compa-

gnie du chemin de fer de la rive Nord et de la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, à la province de Québec, étant ratifiée, les droits des actionnaires individuels dans les dites compagnies seront cédés et remis aux dits commissaires en leur dite qualité de commissaires, pour le plus grand avantage et l'utilité de la province. dividuels cédés aux coms.

Le stock des actionnaires individuels, dans les dites compagnies, ou autant d'icelui, qui aura été payé, leur sera remboursé. Stock à rembourser.

46. Et il est de plus décréte que les dits commissaires en leur dite qualité, par et avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, pourront et sont par le présent autorisés à s'adresser au parlement de la Puissance du Canada, pour obtenir toute législation qui peut être jugée nécessaire pour les fins du présent acte. Une législation fédérale peut être demandée.

47. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction. Acte en force.

CÉDULE A.

I. Souscriptions et octrois municipaux en faveur du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal.

La cité de Montréal.....	\$1,000,000	en parts.
Le comté d'Ottawa.....	200,000	"
La paroisse de St-André.....	25,000	"
Le village de Ste-Thérèse de Blainville.....	12,000	"
La paroisse de Ste-Thérèse.....	12,000	"
Le village de St-Jérôme.....	15,000	"
La paroisse de St-Jérôme.....	10,000	"
Le village de Ste-Scholastique.....	10,000	"
Le village de St-Jérusalem d'Argenteuil (Lachute).....	25,000	bonus.
Le village de la côte St-Louis.....	25,000	en parts.

II. Souscriptions municipales en faveur du chemin de fer de la rive Nord.

La cité de Québec.....	\$1,000,000	en parts.
La " des Trois-Rivières.....	100,000	"
La paroisse de St-Sauveur de Québec.	25,000	"

41-42 VICTORIA, CHAPITRE 3. (QUÉBEC.)

ACTE POUR PLACER LE "CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL" SOUS LE CONTRÔLE DU COMMISSAIRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

[Sanctionné le 20 juillet, 1878.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Contrôle du
chem. de f. Q.
M. O. et Oc.

1. A dater de la mise en force du présent acte, le "chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental" sera sous le contrôle du commissaire de l'agriculture et des travaux publics ; et la commission créée en vertu de l'acte 39 Vict., ch. 2, cessera d'exister.

Certains pou-
voirs confé-
rés au com.
ag. et tr. p.

2. Tous les pouvoirs conférés et les devoirs imposés, en vertu de l'acte 39 Vict., ch. 2, et de tout autre acte ou loi, aux commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, seront transférés et conférés au commissaire de l'agriculture et des travaux publics et exercés par lui.

Contrats, etc.,
exécutés sous
son autorité.

Tous contrats, obligations, marchés ou engagements, légalement faits et consentis par ou avec les dits commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, *ès-qualités*, seront maintenus à l'usage de Sa Majesté, et pourront être observés et exécutés sous l'autorité du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, comme s'ils eussent été faits et consentis avec Sa Majesté sous l'autorité de l'acte 32 Vict., ch. 15, et de ses amendements.

Pouvoirs des
com. ajoutés
à ceux du
com.ag.et t. p.

3. Les pouvoirs des commissaires par le présent transférés au commissaire de l'agriculture et des travaux publics, seront, en ce qui concerne les travaux et le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ajoutés aux pouvoirs que le dit commissaire peut, *ès-qualité*, avoir concernant ces travaux et chemin, considérés comme travaux publics, sous l'autorité de l'acte 32 Vict., ch. 15, et de ses amendements, et le dit commissaire pourra, en tout ce qui concernera ces travaux et chemin, exercer tous les pouvoirs à lui accordés par aucun des actes plus haut cités et applicables à tel cas, sans comprendre, cependant, le pouvoir d'expropriation pour le dit chemin, lequel ne sera exercé que par et en vertu des dispositions de "L'Acte des chemins de fer de Québec, 1869," et de ses amendements.

Proviso.

4. Le présent acte viendra en force aussitôt qu'un Acte en force-ordre en conseil à cet effet aura été passé et publié.

43-44 VICTORIA, CHAPITRE 44. (QUÉBEC.)

ACTE CONCERNANT LE "CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL."

[Sanctionné le 30 juin, 1880.]

ATTENDU qu'un pont a été commencé entre les cités de Hull et d'Ottawa, pour prolonger le "chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," et qu'il est urgent de continuer le dit pont, afin de permettre, dans le plus court délai possible, au dit chemin, de se relier au chemin de fer du Canada Central, dans la cité d'Ottawa, ainsi qu'aux autres lignes de chemin de fer de la province d'Ontario, aboutissant au même centre ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, déclare et décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire terminer le pont déjà commencé sur la rivière Ottawa, entre les cités de Hull et d'Ottawa, pour prolonger le "chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," jusqu'à la dite cité d'Ottawa.

Préambule.
Achèvement
du pont de
Hull, auto-
risé.

2. A cet effet, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra permettre l'acquisition des terrains nécessaires, et autoriser la construction des bâtisses requises pour une station de trafic et de passagers, dans la dite cité d'Ottawa.

Pouvoir d'ac-
quérir ter-
rains à cet
effet.

3. Les pont, bâtisses et station susdits, seront considérés comme portion intégrante du "chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," sous les dispositions de l'acte de cette province, 39 Vict., ch. 2, et ses amendements.

Le pont et
autres cons-
tructions,
considérés
comme for-
mant partie
du ch. Q. M.
O. et O.

4. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

Acte en force.

44-45 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE CONCERNANT LE CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL ET LA RATIFICATION DE CERTAINS ARRANGEMENTS QUI S'Y RAPPORTENT.

[Sanctionné le 30 juin, 1881.]

Preamble.

ATTENDU que, par l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 2, le gouvernement de Québec a été autorisé à construire, et a construit, le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; que la construction du chemin a été commencée en vertu du dit acte, sous le contrôle de trois commissaires, et continuée sous l'autorité du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, en vertu de l'acte 41-42 Vict., chap. 3;

Attendu que, par le dit acte, 39 Vict., chap. 2, le parcours du chemin devait être comme suit: "partant du port de Québec et s'étendant depuis l'eau profonde, dans le dit port, *viâ* Montréal, au point dans le comté de Pontiac, paraissant le plus avantageux, pour faire aboutir, dans la suite, le dit chemin de fer, à la portion subventionnée du chemin de fer "Canada Central;"

Attendu de plus, que, par suite d'un changement de tracé, de graves difficultés sont survenues au sujet des arrangements financiers faits entre le gouvernement et la cité de Montréal, relativement au dit chemin, et sanctionnés par la législature, la dite cité prétendant que les conditions auxquelles elle avait souscrit la somme de un million de piastres pour la construction de la section Ouest du dit chemin, avait été par là même, grandement affectée et altérée;

Attendu que, pour régler ces difficultés, des arrangements nouveaux ont été conclus entre le commissaire de l'agriculture et des travaux publics *ès-qualité* et la corporation de la cité de Montréal, conformément à certaines résolutions passées par le conseil de la dite cité, et qu'il est de l'intérêt de la province, que ces résolutions et les arrangements conclus entre le gouvernement et la cité de Montréal soient ratifiés et confirmés;

Attendu que, d'après les dispositions de l'acte 43-44 Vict., chap. 47, le gouvernement de Québec a le droit, par proclamation à cet effet, de déclarer qu'il entend exécuter les travaux que la compagnie organisée par le dit acte, avait demandé à la législature à être autorisée de faire, et qu'en conséquence des pouvoirs à lui accordés par les dispositions du dit acte, le gouvernement de Québec a, en date du quatrième jour d'avril dernier, fait émaner une proclamation en conformité du dit acte;

Attendu qu'il est opportun que le gouvernement cons-

truisse un embranchement reliant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, au chemin de fer du Grand Tronc du Canada, à partir d'un certain point entre les stations du Sault-au-Récollet et du *Mile End*, sur la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et se reliant au chemin de fer du Grand Tronc du Canada, à un point sur sa ligne, près de la station de Dorval, dans la paroisse de Lachine ;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec a été forcé, afin de se procurer le *ballast* absolument nécessaire pour compléter la section Est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, de faire construire une voie ferrée entre la ville de Joliette et un endroit dans la paroisse de Ste-Elizabeth, où se trouve située une carrière de gravier actuellement en exploitation pour le compte du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; et que, pour se rendre à cette carrière de gravier, les trains du dit chemin de fer sont obligés de passer sur tout le parcours du chemin de fer de Joliette, s'étendant de la jonction de Lanoraie à la ville de Joliette ;

Attendu qu'il est opportun d'acquérir la propriété du chemin de la compagnie de Joliette, ainsi que la propriété de l'embranchement reliant la ville de Berthier à la station de Berthier, sur le parcours de la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, afin d'établir un service régulier et un tarif uniforme entre ces embranchements et la ligne principale ;

Attendu qu'il est opportun de faire déclarer que les dits embranchements et partie de chemin, formeront partie de la voie principale du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;

Attendu qu'il est utile d'assurer au dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, la plus grande somme possible de trafic local ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les résolutions récitées dans la cédule A du présent acte, adoptées par le conseil de la cité de Montréal, le 15 de novembre, 1880, relativement au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sont, par le présent acte, ratifiées et confirmées, déclarées légales, finales, complètes et obligatoires à toutes fins que de droit, nonobstant tout règlement, ordre ou résolutions antérieures du conseil de la dite cité, et tout statut ou loi à ce contraire.

Résolutions
récitées dans
la cédule A,
ratifiées, etc.

2. Le rapport ré cité dans la cédule B du présent acte, d'un comité de l'honorable conseil exécutif, en date du 26 novembre, 1880, et approuvé par le lieutenant-gouver-

Rapport ré-
cité dans la
cédule B, rati-
fié, etc.

neur le 30 novembre, 1880, est aussi ratifié et confirmé, déclaré valide, légal et obligatoire à toutes fins que de droit, nonobstant tout statut ou loi à ce contraire.

Résolution
récitée dans
la cédule C,
ratifiée, etc.

3. La résolution récitée dans la cédule C du présent acte, adoptée par le conseil de la cité de Montréal, le 19 de janvier, 1881, concernant l'extension du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, aux casernes de la porte de Québec à Montréal, est ratifiée et confirmée, déclarée valide, légale et obligatoire à toutes fins que de droit, nonobstant tout statut ou loi à ce contraire.

Changements
dans le tracé
du chemin de
fer, ratifiés,
etc.

4. Les changements faits dans le courant de l'année 1878, sur l'ordre du commissaire de l'agriculture et des travaux publics *es-qualité*, relativement au tracé du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, par la voie de St-Martin, entre St-Vincent de Paul et la jonction de St-Martin, dans le comté de Laval, sont par le présent acte, ratifiés, confirmés et légalisés à toutes fins que de droit.

Portion du
chemin de fer
entre St-Vin-
cent de Paul
et la jonction
de St-Martin,
rendue per-
manente.

5. La portion du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre St-Vincent de Paul et la dite jonction de St-Martin, sera à l'avenir considérée comme une ligne permanente et faisant partie intégrante du dit chemin de fer, de la même manière que si ce tracé eût été autorisé par l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 2.

Terminus à
Montréal,
fixé.

6. Le terminus du dit chemin de fer est fixé à Montréal, par le présent acte, à l'endroit connu sous le nom de "Casernes de la porte de Québec," dans la dite cité.

S. 1 de 39 V.,
ch. 2, abrogée
et remplacée.

7. La section première de l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 2, est abrogée et remplacée par la suivante, laquelle sera considérée avoir toujours été la section 1ère du dit acte :

Chemin de
fer à cons-
truire.

Etendue.

Embranchement.

"1. Un chemin de fer sera construit partant du port de Québec et s'étendant depuis l'eau profonde, dans le dit port, par voie de la jonction de St-Martin, dans le comté de Laval jusqu'à Montréal, et de la dite jonction de St-Martin, au point dans le comté de Pontiac, qui paraîtra le plus avantageux, pour faire aboutir dans la suite le dit chemin de fer, à la portion subventionnée du chemin de fer du "Canada Central," et à tout chemin de fer quelconque, selon que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer dans la suite, y compris un embranchement depuis la cité des Trois-Rivières aux Grandes Piles, et un autre, de Ste-Thérèse à St-Jérôme ; et le dit

chemin sera désigné et connu sous le nom de : " chemin Nom.
de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

8. La localisation du dit chemin telle que maintenant Souscriptions
existante et rendue permanente par le présent acte, n'affecte- municipales,
ra en rien les souscriptions municipales, qui seront non affectées.
considérées avoir été faites pour le chemin de fer tel que
décrit dans la section précédente.

9. Les dispositions de l'acte refondu des chemins de fer, L'acte refon-
1880, et toutes autres dispositions de loi, concernant le du ch. de f.
chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 1880, rendu
au sujet de travaux et entreprises quelconques y men- applicable.
tionnés, seront applicables au présent acte, en tant que
compatibles et propres à mener à bonne fin, la construc-
tion et le parachèvement du dit chemin de fer de Québec,
Montréal, Ottawa et Occidental.

10. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, Construction
d'ordonner la construction d'un embranchement devant d'un embran-
relier le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et chement pour
Occidental au chemin de fer du Grand Tronc du Canada, relier le ch. Q.
le dit embranchement partant d'un point quelconque, M. O. et O. au
entre les stations du Sault-au-Récollet et du *Mile End* Grand Tronc
et rejoignant la dite ligne, du chemin de fer du Grand du Canada.
Tronc du Canada, à un point sur la ligne de ce dernier, Etendues.
près de la station de Dorval ; pourvu que le coût de la Provisio.
construction du dit chemin ne dépasse pas la somme de
cent mille piastres.

11. Le dit embranchement formera partie de la ligne L'embranchement formera
principale du dit chemin de fer de Québec, Montréal, partie du ch.
Ottawa et Occidental, comme si cet embranchement eût Q. M. O. et O.
été autorisé par l'acte 39 Vict., chap. 2.

12. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, Acquisition
d'autoriser le commissaire des chemins de fer, à acquérir du chemin de
de la compagnie du chemin de fer de Joliette, la propriété fer de Joliette.
de son chemin, depuis le fleuve St-Laurent à Lanoraie,
jusqu'à la ville de Joliette, pour un prix n'excédant pas la
somme de soixante-et-cinq mille sept cent cinquante
piastres.

13. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, Acquisition
d'autoriser le commissaire des chemins de fer, à acquérir de l'embran-
l'embranchement de Berthier, s'étendant depuis la ville chement de
de Berthier, jusqu'à la station de Berthier sur la ligne du Berthier.
chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental,
y compris le droit de passage, les quais, les stations et la
voie d'évitement allant aux usines de l'Union sucrière, le

tout pour une somme n'excédant pas vingt-neuf mille piastres.

Comp. du c. f. Joliette autorisée à transporter ses propriétés au gouvernement.

14. La compagnie du chemin de fer de Joliette est autorisée par le présent acte, à faire le transport au gouvernement de cette province, de toutes les propriétés mobilières et immobilières, et de tous les droits qu'elle possède en vertu de sa charte.

Embranchement de Berthier, ligne de Joliette et voie construite dans la ville de Joliette, déclarés faire partie du ch. de f. Q. M. O. et O.

15. L'embranchement de Berthier, ainsi que la ligne de la compagnie de Joliette, et la continuation de la voie ferrée actuellement construite depuis la ville de Joliette, jusqu'à un point dans la paroisse de Sainte-Elizabeth où se trouve une carrière de gravier, sont, par le présent, déclarés faire partie du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, comme si les dispositions de l'acte 39 Vict., chap. 2, s'appliquaient à la construction de ces lignes.

Lettres patentes pour construire un embranchement à ou près de Ste-Thérèse.

Etendue.

16. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder des lettres patentes permettant à une compagnie de construire un embranchement partant d'un point, sur la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à ou près de la paroisse de Ste-Thérèse et s'étendant jusqu'à un autre point, dans la paroisse de St-Joseph, en passant par le village de St-Eustache, le dit embranchement ne devant pas excéder une longueur de dix milles.

Lettres patentes pour construire un embranchement de La Chute.

Etendue.

17. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder des lettres patentes permettant à une compagnie quelconque de construire un embranchement partant d'un point, dans la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil (La Chute) et allant à un autre point, dans la paroisse de St-André, dans le comté d'Argenteuil.

Comment seront régies les compagnies ainsi constituées.

18. Les compagnies constituées par lettres patentes, en vertu des deux sections précédentes, seront régies et auront tous les pouvoirs conférés par l'acte refondu des chemins de fer de Québec 1880, aux compagnies régulièrement incorporées.

Bonus à la compagnie de jonction de Pontiac et du Pacific pour tenir lieu de la construction du chemin.

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil, au lieu de construire la partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental comprise entre le village d'Aylmer et un endroit dans le comté de Pontiac qui sera le plus convenable pour relier le dit chemin avec la partie subventionnée du chemin de fer "Canada Central," tel que prescrit dans l'acte 39 Vict., chap. 2, et ses amendements, pourra accorder un *bonus* de six mille piastres par millo-

sur une longueur n'excédant pas quatre-vingt-cinq milles, à la compagnie du chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique, (*The Pontiac Pacific Junction Railway Company*) pour chaque mille que la dite compagnie de chemin de fer construira entre le dit village d'Aylmer ou la cité de Hull et la ville de Pembroke; ce *bonus* sera payable à ^{Paiement du} ~~bonus.~~ mesure que chaque dix milles du dit chemin sera mis en bon état d'exploitation, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

20. Les cédules annexées au présent acte seront con- ^{Cédules (ont} ~~siderées en faire partie.~~ ^{partie de} ^{cette acte.}

21. Le présent acte viendra en force le jour de sa ^{Acte en force} ~~sanction.~~

CÉDULE A.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée mensuelle du conseil, ajournée lundi, le quinze novembre, mil huit cent quatre-vingt.

PRÉSENTS :

Son honneur le maire suppléant, l'échevin Gilman.

Echevins : Laurent, Grenier, Hood, Donovan, Holland, Généreux, Robert, Allard, Greene, McShane, Hagar, Jeannotte, Ganthier, Lavigne, Watson, Mooney, Dubuc, Fairbairn, Wilson, McCord, Proctor, Kennedy, Thibault.

L'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du comité spécial sur la proposition du gouvernement, au sujet du terminus du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, étant lu, les rapports suivants sont présentés et lus :

A la cité de Montréal :

Le comité spécial sur le chemin de fer fait respectueusement rapport :

Sur la lettre ci-annexée de l'hon. J. A. Chapleau, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, en date du 5 novembre, 1880, exposant les conditions auxquelles le gouvernement règlera la question du terminus du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en cette cité ;

Qu'après avoir réservé les procédures et les arrangements pris et conclus au sujet de cette question depuis

longtemps pendante, l'honorable M. Chapleau soumet les conditions suivantes, comme les bases de l'arrangement qui devra être conclu entre le gouvernement et la corporation, à savoir :

1. Le gouvernement prolongera, à ses frais, dans une année à dater de ce jour, la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis son terminus à Hochélaga jusqu'à la propriété connue sous le nom de : " Les casernes de la porte de Québec," en suivant la ligne indiquée sur le plan transmis au gouvernement par votre corporation, c'est-à-dire, en longeant le fleuve Saint-Laurent depuis Hochélaga jusqu'aux casernes, ou, si le coût de l'expropriation n'est pas plus élevé, en suivant une ligne directe depuis la station de Hochélaga, jusqu'au lot vacant en arrière de la prison commune de Montréal, et de là, traversant la rue Ste-Marie et longeant le fleuve en suivant la ligne ci-dessus mentionnée.

2. Le gouvernement construira une station convenable pour le fret et les passagers et les autres édifices dépendant d'une station, sur la propriété des casernes.

3. Il construira de plus, sur les terrains qui lui appartiennent, en arrière de la prison de Montréal, les remises pour locomotives, les ateliers et toutes les autres constructions nécessaires pour la section Ouest du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; une station d'accommodation sera aussi érigée dans le voisinage immédiat de la prison, la corporation donnant, pour la construction de cette partie du chemin, le droit de traverser la rue Ste-Marie, de la manière la plus commode pour la circulation des voitures et des piétons dans la dite rue.

4. La corporation, de son côté, s'engagera à faire l'expropriation des lopins de terrain nécessaires pour la construction du dit chemin de fer, moins cependant celle des lots appartenant déjà au gouvernement, et pour cette expropriation, le gouvernement s'engage à payer une somme n'excédant pas \$132,000, si, toutefois, cette somme est requise pour le complet paiement de tous les lots ainsi expropriés.

5. Le gouvernement s'engage à obtenir pour la corporation de la cité de Montréal, à la prochaine session de la législature, les pouvoirs d'expropriation nécessaires, si cela est requis.

6. La corporation cèdera gratuitement au gouvernement les lopins de terrain ci-haut mentionnés, savoir :

(1.) La propriété connue sous le nom de : " les casernes de la porte de Québec," de 252,404 pieds en superficie ;

(2.) Les parties du carré Dalhousie, des rues Saint-Paul et Lacroix, etc., etc., indiquées sur le plan soumis au gouvernement, comprenant 53,596 pieds carrés ;

(3.) Le terrain et les bâtiments du magasin militaire, comprenant 12,256 pieds carrés ;

7. La corporation donnera, comme contribution pour la construction du pont de Hull, une somme de \$50,000, aussitôt que ce pont sera ouvert au trafic, et que les arrangements actuellement proposés, auront été acceptés par la corporation et par le gouvernement ;

8. La corporation, en outre, abandonnera toutes les réclamations, droits et intérêts qu'elle peut prétendre avoir, à raison de la somme de \$346,644 déjà payée au gouvernement pour la construction du dit chemin de fer, la dite somme ainsi que les nouvelles concessions de lopins de terrain et d'argent étant considérées comme règlement final ;

Que, dans l'opinion de votre comité, l'offre contenue dans la première partie de la condition numéro un, d'amener le dit chemin de fer depuis Hochélaga jusqu'à la propriété des casernes de la porte de Québec, au moyen d'une ligne longeant le fleuve Saint-Laurent, se recommande d'elle-même à la considération favorable du conseil, et votre comité recommande respectueusement de l'adopter, sujet aux conditions numéros deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit de la dite lettre ; mais avec l'entente que le nombre de pieds carrés de terrain qui sera cédé par la cité, tel que mentionné dans la condition numéro six, sera sujet à vérification par l'ingénieur de la cité, suivant les plans et les titres, et que la somme de \$50,000 qui sera payée par la corporation pour la construction du pont de Hull, sera payable seulement lorsque les chars pourront se rendre jusqu'à la station projetée des casernes de la porte de Québec ;

Au cas où le gouvernement se déciderait à adopter et à construire la ligne mentionnée dans la dernière partie de la condition numéro un, savoir : suivant une ligne droite depuis la station d'Hochélaga jusqu'au lot vacant en arrière de la prison de Montréal, puis de là, traversant la rue Ste-Marie et longeant le fleuve jusqu'aux casernes de la porte de Québec, votre comité n'est pas d'avis que la corporation aide la construction de cette ligne autrement que par la cession gratuite de la propriété des casernes de la porte de Québec, des parties de la place Dalhousie et des rues Saint-Paul et Lacroix susdites, et par la contribution de \$50,000 pour le pont de Hull susdit ; et en faisant cette recommandation, votre comité croit qu'il

est de son devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait, qu'en suivant cette ligne, le chemin de fer devra traverser huit ou neuf rues, ce qui sera une grande cause de danger pour la vie et la propriété, pour ne rien dire des graves inconvénients et des interruptions de communication que cela occasionnera au public dans cette importante partie de la ville.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé)

H. A. NELSON,
J. GRENIER,
M. LAURENT,
THOS. D. HOOD,
E. K. GREENE,
J. McSHANE, JNR.

Chambre du Comité.
Hôtel-de-Ville,
Montréal, 9 novembre, 1880. }

Le comité des finances fait respectueusement rapport :
Que, conformément aux instructions du conseil, il a pris en considération le rapport ci-annexé du comité spécial du chemin de fer, concernant la localisation du terminus et des ateliers du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et qu'il concourt dans la recommandation faite dans ce rapport.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé)

H. A. NELSON,
M. LAURENT,
E. K. GREENE,
J. GRENIER,
J. H. MOONEY,
E. A. GÉNÉREUX,
J. McSHANE, JNR.

Chambre du Comité,
Hôtel-de-Ville,
Montréal, 9 novembre, 1880. }

L'échevin Grenier propose, secondé par l'échevin Hood, que ces rapports soient adoptés.

L'échevin Jeannotte propose en amendement, secondé par l'échevin Gauthier :

Que le dit rapport du comité spécial du chemin de fer soit amendé, en retranchant tous les mots après les mots : " que dans l'opinion de votre comité, " et en y substituant les mots suivants :

“ Que le conseil est d'opinion que la ligne en dernier lieu mentionnée dans la lettre de l'honorable premier ministre, c'est-à-dire, partant d'Hochélagas et allant en droite ligne, jusqu'au lot passant en arrière de la prison de Montréal, delà, traversant la rue Sainte-Marie et longeant le bord du fleuve jusqu'aux casernes de la porte de Québec, avec les dépôts et les ateliers en arrière de la prison et une station à la rue Sainte-Catherine, est fort avantageux au faubourg de Québec en particulier, et à toute la ville en général ;

Qu'en conséquence, le conseil accepte la dernière proposition, qui n'est que l'exécution partielle des promesses et des conventions faites par la corporation comme par le gouvernement, et un acte de justice envers cette partie de la ville, avec l'entente, cependant, que le nombre de pieds carrés de terrain qui sera cédé par la corporation, tel que mentionné dans la lettre de l'honorable M. Chapleau, sera sujet à vérification par l'ingénieur de la cité, suivant les plans et les titres, et que la somme de \$50,000 qui sera payée par la corporation, pour la construction du pont de Hull, sera payable seulement lorsque les chars pourront se rendre jusqu'à la station projetée des casernes de la porte de Québec ;

Ce conseil croit qu'il est de son devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'en suivant la ligne longeant le bord du fleuve depuis Hochélagas jusqu'à la prison (les quais entre ces deux endroits n'ayant que 80 pieds de largeur) on fera beaucoup de tort au commerce et à la navigation, et l'on mettra en danger la vie et la propriété, pour ne rien dire des grands inconvénients et des dépenses encore plus grandes qui seront occasionnés au commerce et à la navigation, ainsi qu'au public de cette partie importante de la ville.”

Le conseil se divise sur cette proposition :

Pour : MM. Gauthier et Jeannotte—2.

Contre : MM. Thibault, Kennedy, Proctor, McCord, Thos. Wilson, Fairbairn, Dubuc, Mooney, Watson, Lavigne, Hagar, McShane, Greene, Allard, Robert, Gagnéux, Holland, Donovan, Hood, Grenier et Laurent—21.

L'amendement est en conséquence rejeté.

L'échevin Jeannotte propose alors en amendement, secondé par l'échevin Gauthier :

Qu'un espace de cinquante pieds de largeur, le long de la ligne de la rue Notre-Dame, en avant de la station projetée, soit réservé pour les fins de l'élargissement de la dite rue.

Le conseil se divise sur cet amendement :

Pour : MM. Gauthier et Jeannotte—2.

Contre : MM. Thibault, Kennedy, Proctor, McCord, Thos. Wilson, Fairbairn, Dubuc, Mooney, Watson, Lavigne,

Hagar, McShane, Greene, Allard, Robert, Généreux, Holland, Donovan, Hood, Grenier et Laurent—21.

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors mise aux voix, le conseil se divise :

Pour : MM. Kennedy, Proctor, McCord, Thos. Wilson, Fairbairn, Dubuc, Mooney, Watson, Lavigne, Hagar, McShane, Greene, Allard, Robert, Généreux, Holland, Donovan, Hood, Grenier et Laurent—20.

Contre : MM. Thibault, Gauthier et Jeannotte—3.

Le vote affirmatif l'emporte et la motion principale est en conséquence adoptée.

(Certifié)

(Signé)

CHAS. GLACKMEYER,

Greffier de la cité.

LETTRE de l'honorable monsieur Chapleau se rapportant au rapport susdit du comité spécial sur le chemin de fer.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX
PUBLICS.

Québec, 5 novembre, 1880.

A son honneur le maire,

Aux échevins et aux citoyens de la cité de Montréal.

Messieurs,

Depuis la dernière entrevue que le gouvernement de Québec a eu l'honneur d'avoir avec les membres du comité que votre conseil avait délégués pour s'occuper du règlement de la question de la station terminale du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, j'ai soumis au conseil exécutif les propositions que j'avais émises devant votre comité.

J'ai maintenant l'honneur de vous représenter :

Qu'il est de la plus haute importance, tant pour la cité de Montréal que pour le gouvernement de Québec, de régler définitivement la question si longtemps débattue et trop longtemps ajournée du terminus du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental dans la cité de Montréal ;

Que les conditions du règlement originellement voté par le conseil ont déjà été considérablement modifiées par des arrangements nouveaux intervenus entre le gouvernement de Québec et la corporation de Montréal, savoir : par les arrangements et la législation de 1875 et par le

compromis auquel la corporation de Montréal en était venue, au mois de février, 1879.

Que, dès le 25 mai, 1877, le gouvernement de Québec avait informé votre corporation, qu'il était prêt à placer le terminus du dit chemin de fer et à faire construire une station de passagers et de fret ainsi que des boutiques et usines pour la partie Ouest du dit chemin, dans la partie Est de la cité de Montréal, pourvu que la corporation remplit ses obligations.

Que cette offre du gouvernement fut malheureusement refusée par une résolution du conseil de votre corporation en date du 30 mai, 1877, laquelle résolution fut cependant mise de côté par une autre de votre conseil, en date du 21 février, 1879 ;

Que depuis cette époque, une des conditions importantes des arrangements et de la législation de 1875, savoir : le point de jonction des deux lignes du chemin de fer venant respectivement de Québec et d'Ottawa, à Montréal, qui devait être aux termes de ces arrangements dans les limites mêmes de la cité, a été modifiée et changée irrévocablement par le fait accompli de la construction du chemin jusqu'à Saint-Martin ;

Que le 15 mars, 1880, à une entrevue qui eut lieu à Montréal entre le gouvernement et les délégués de la corporation, cette dernière fit offrir au gouvernement, de régler d'une manière définitive la question du site du terminus du chemin, ainsi que toutes les questions se rattachant aux obligations réciproques du gouvernement à la corporation ;

Qu'à cette entrevue, la corporation proposa au gouvernement que, dans le cas où ce dernier construirait une station terminale à l'endroit connu sous le nom de : " propriété des casernes de la porte de Québec," la corporation s'engagerait à ne prétendre à aucune réclamation contre le gouvernement au sujet des \$346,644 déjà payées par elle pour la construction du dit chemin, et à ne soulever aucune objection pour la non-exécution des conditions du gouvernement vis-à-vis la corporation, dans la construction du dit chemin, et à donner en sus, au gouvernement : 1o, une somme de \$50,000 en argent, cette somme devant être considérée comme la contribution de la cité de Montréal à la construction du pont de Hull ; 2o, la propriété des casernes proprement dite, savoir : 252,404 pieds carrés ; 3o, certaine étendue de terrains formant actuellement partie du carré Dalhousie et des rues St-Paul, Lacroix, etc., etc., savoir : 53,596 pieds carrés ; 4o, la propriété de tous les magasins militaires attenants à la dite propriété des casernes, le tout couvrant une étendue de 12,256 pieds carrés, suivant le plan

qui fut transmis alors, de la part de votre corporation, à ce département.

Cette proposition de la corporation devait tenir lieu de règlement final entre le gouvernement et elle-même, et devait remplacer toutes dispositions contenues soit dans les règlements ou dans les arrangements de la corporation et du gouvernement et ce nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraires.

Que, subséquemment, par une lettre que j'adressais à votre corporation, dans le cours du mois d'avril dernier, j'insistai, avant de faire connaître les intentions du gouvernement sur ces nouvelles propositions, pour que, dans le cas d'une entente, la corporation se chargeât elle-même des expropriations qui seraient nécessaires pour la construction de la ligne depuis Hochélagà jusqu'aux "casernes," et des édifices d'une station à ce dernier endroit, d'après les plans alors soumis, le gouvernement promettant, si l'arrangement proposé était accepté, de payer pour les dites expropriations, une somme n'excédant pas \$120,000 et 10 0/0 en plus sur cette dernière somme, pour parfaire, si nécessaire, le paiement de ces expropriations, la corporation devant payer elle-même toute somme au-delà de ces \$120,000 et des 10 0/0 en plus qu'il faudrait payer pour les dites expropriations ;

Qu'à une séance du 30 avril dernier, le comité spécial chargé par votre corporation de l'affaire du Q. M. O. et O., recommanda l'acceptation de la proposition contenue dans ma lettre, en demandant que la corporation fût revêtue de l'autorité nécessaire pour procéder aux dites expropriations, au cas où les pouvoirs déjà conférés à la cité par sa charte ne suffiraient pas, et à une séance subséquente du conseil, le rapport et la recommandation du dit comité furent acceptés.

Qu'en raison de tout ce que dessus, le gouvernement en est venu aux conclusions suivantes, qu'il soumet à votre honorable conseil, et dont il demande la coopération :

1. Le gouvernement prolongera, à ses frais et dans le délai d'une année à compter de cette date, la ligne du Q. M. O. et O., de son terminus actuel à Hochélagà, jusqu'aux terrains connus sous le nom de : "terrains des casernes de la porte de Québec," en suivant la ligne indiquée dans le plan transmis au gouvernement par votre corporation, savoir : en longeant le fleuve St-Laurent depuis Hochélagà jusqu'aux casernes, ou bien si le prix d'expropriation n'est pas plus élevé, en suivant une ligne directe de la station d'Hochélagà jusqu'aux terrains vacants en arrière de la prison commune de Montréal, et de là, en traversant la rue Ste-Marie, longeant le fleuve comme par la ligne précédemment indiquée.

2. Le gouvernement construira une station convenable

de fret et de passagers et les autres bâtisses nécessaires à une station terminale, sur le dit terrain des casernes.

3. Il construira en outre, sur les terrains qui lui appartiennent et qui sont situés en arrière de la prison de Montréal, les remises des engins, les ateliers de construction et les usines nécessaires pour la section Ouest du Q. M. O. et O.; une station d'accommodation devra aussi être établie dans le voisinage immédiat de la prison commune de Montréal, la corporation s'obligeant d'accorder pour la construction de cette partie du chemin, le droit de traverser la rue Ste-Marie, de la manière la plus convenable possible pour la circulation des voitures et des piétons dans la dite rue.

4. De son côté, la corporation se chargerait d'exproprier les terrains nécessaires pour la construction du dit chemin, moins, toutefois, les terrains appartenant déjà au gouvernement, et pour cette expropriation, le gouvernement s'engage à payer une somme de pas plus de \$132,000, si, toutefois, cette somme est requise pour le paiement complet de tous les terrains ainsi expropriés.

5. Le gouvernement s'engage de demander, pour la corporation de la cité de Montréal, à la prochaine réunion de la législature, les pouvoirs nécessaires d'expropriation, si besoin est.

6. La corporation cèdera *gratis* au gouvernement les terrains ci-haut mentionnés, savoir :

(1.) La propriété proprement dite des casernes, superficie de 252,404 pieds ;

(2.) Les portions du carré Dalhousie et des rues St-Paul, Lacroix, etc., etc., désignées dans le plan transmis au gouvernement, comprenant 53,596 pieds carrés ;

(3.) Les terrains et les bâtisses des magasins militaires, comprenant 12,256 pieds carrés.

7. La corporation donnera, comme contribution à la construction du pont de Hull, une somme de \$50,000, aussitôt que ce pont sera ouvert au trafic et aussitôt que les arrangements actuellement proposés, seront acceptés par la corporation et le gouvernement.

8. La corporation, en fait, renoncera à toutes réclamations, droits ou intérêts qu'elle pourrait prétendre avoir au sujet de la somme de \$346,644 qu'elle a, avant aujourd'hui, payée au gouvernement pour la construction du dit chemin, la dite somme, ainsi que les nouvelles con-

cessions de terrains et d'argent devant être considérées comme un règlement final et sans retour.

J'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) J. A. CHAPLEAU,

Premier et Commissaire de
l'agriculture et des travaux publics.

Québec, 5 novembre, 1880.

CÉDULE B.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable conseil exécutif, en date du 26 novembre, 1881.—approuvée par le lieutenant-gouverneur, le 30 novembre, 1880.

Relativement au terminus du chemin de fer Q. M. O. & O., en la cité de Montréal.

L'honorable commissaire de l'agriculture et des travaux publics, dans un rapport en date du vingt-six novembre courant (1880), expose que, dans le commencement du mois courant, le gouvernement de Québec a fait à la corporation de la cité de Montréal, des propositions formelles, en vue d'arriver à un arrangement définitif de part et d'autre, relativement à la localisation du terminus du chemin de fer Q. M. O. & O., et à la construction de la gare et des usines, en la cité de Montréal.

Que les propositions du gouvernement ayant été prises en considération par la corporation de la cité de Montréal, cette dernière a, dans la séance du conseil de ville, tenue à Montréal, le 15 novembre courant, adopté un ordre du jour par lequel elle a accepté les propositions du gouvernement, lesquelles sont mentionnées au long dans le procès-verbal dont copie est annexée au susdit rapport de l'honorable commissaire, de cette séance du conseil et qui se résumant comme suit :

“ Dans son désir de terminer cette affaire, le gouvernement de Québec informe le conseil que, s'il accepte les propositions du gouvernement, les modifications que paraît vouloir le conseil, quant à la vérification de l'étendue du terrain à être cédée par la corporation, la date du paiement des cinquante mille piastres pour le pont de Hull, et le projet d'une voie allant en ligne droite d'Ho-

chélaga au terrain de la prison, seront acceptées par le gouvernement, c'est-à-dire que :

10. La quantité de pieds en superficie du terrain à être cédée au gouvernement par la corporation, et mentionnée dans les propositions écrites du gouvernement, sera sujette à vérification par l'ingénieur de la cité, suivant les plans et les titres ;

20. La somme de cinquante mille piastres (\$50,000), attribuée à la construction du pont de Hull, sera payée par la corporation au gouvernement, lorsque les trains seront prêts à entrer dans la station des casernes de la porte de Québec ;

30. Si le gouvernement adoptait comme tracé, la ligne droite d'Hochélagà aux terrains en arrière de la prison, et de là le long du fleuve jusqu'au terrain des casernes, la contribution de la corporation à la construction du chemin et du dépôt terminal, se bornerait à la cession gratuite du terrain des casernes et des portions convenables du carré Dalhousie et des rues St-Paul et Lacroix, et au don de cinquante mille piastres (\$50,000), pour le pont de Hull, ainsi que dit plus haut.

Du moment que votre conseil signifiera au gouvernement qu'il accepte ses propositions avec les modifications susdites, des ordres seront donnés pour en assurer l'exécution immédiate."

Qu'ainsi, le conseil de ville de Montréal a accueilli favorablement et adopté, dans sa séance du quinze novembre courant, les propositions du gouvernement tendant à un règlement définitif de la question du terminus, etc., à Montréal, sujettes aux modifications dont il est question dans le procès-verbal de la dite séance.

Vu qu'il est opportun de mettre de suite à exécution les clauses de l'arrangement ainsi accepté de part et d'autre, lequel constitue un règlement définitif de cette importante question du terminus de ce chemin de fer à Montréal, à des conditions satisfaisantes pour tout le monde, l'honorable commissaire recommande qu'il soit autorisé à prendre acte de cette acceptation des propositions du gouvernement, par le conseil-de-ville de Montréal, telle que formulée dans sa lettre à la dite corporation, en date du cinq novembre courant, et dans le procès-verbal de la dite séance du quinze novembre courant, avec les modifications y mentionnées et à signifier à la corporation de la cité de Montréal, que le gouvernement accepte les termes de l'arrangement définitif de la question du terminus, etc., à Montréal, tels que porté dans le dit procès-verbal.

L'honorable commissaire recommande de plus, qu'il soit autorisé à mettre à exécution le dit arrangement, à ordonner les travaux requis pour cet objet, et à signer

tous tels actes et documents nécessaires pour la mise à effet du dit arrangement.

Le comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du lieutenant-gouverneur.

(Certifié)

FÉLIX FORTIER,
Greff. Cons. Ex.

CÉDULE C.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée du conseil-de-ville, tenu le 19 janvier, 1881.

Soumis et lu, une lettre de l'honorable M. Chapleau, en date du 17 janvier, 1881, transmettant une copie de l'ordre en conseil concernant l'extension du chemin de fer de Q. M. O. et O., jusqu'aux casernes de la porte de Québec.

Sur motion de l'échevin Laurent, secondée par l'échevin Nelson, il est résolu que, dans le but de mettre à effet sans plus de délai, la proposition contenue dans la lettre du 17 courant de l'honorable premier de la province de Québec, à son honneur le maire, suggérant que ce conseil consente à procéder immédiatement à l'expropriation des propriétés requises pour la continuation du chemin de fer de Q. M. O. et O. le long du fleuve, jusqu'aux casernes de la porte de Québec, un comité spécial soit nommé, avec plein pouvoir et autorité de conférer avec le gouvernement de Québec, et de déterminer le mode de procédure qui sera adopté, de manière à mettre à effet la dite expropriation, le dit comité devant être composé des échevins Nelson, Grenier, Allard, Laurent, Hood, Greene et McShane.

(Certifié)

CHAS. GLACKMEYER,
Greffier de la cité.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée du comité spécial sur l'extension du chemin de fer, tenue le 22 janvier, 1881.

Présents : Les échevins Nelson, Laurent, Grenier, Allard et Greene.

Soumis et lu, la lettre de l'honorable M. Chapleau, en date du 17 janvier courant, au sujet de l'extension du

chemin de fer de Q. M. O. et O., jusqu'à la propriété des casernes de Québec.

Résolu : Que la proposition de nommer deux personnes, pour obtenir la partie de la propriété pour telle extension qui pourra être acquise par arrangement à l'amiable, soit approuvée, et que Jean-Baptiste Resther, architecte, soit nommé par ce comité, pour agir avec les messieurs qui seront choisis par le gouvernement dans ce but ; et que l'échevin Laurent soit prié d'assister et de coopérer avec ces messieurs pour obtenir le résultat que l'on a en vue.

(Certifié)

CHARLES GLACKMEYER,

Greffier de la Cité.

EXTRAIT de la lettre de l'honorable J. A. Chapleau, commissaire des chemins de fer, en date du 17 janvier, 1881, à son honneur le maire de la cité de Montréal.

“ Maintenant, il ne reste plus que la question d'expropriation qui pourrait retarder la mise à exécution de notre arrangement.

Je désire informer votre conseil que, si la corporation de Montréal consent à accepter le mode d'expropriation prescrit pour la construction du chemin de fer, le gouvernement commencera les procédés d'expropriation immédiatement, et c'est, après tout, le meilleur plan à suivre.

Si, au contraire, vous préférez faire ces expropriations d'après le système suivi pour les améliorations municipales, il vous faudra attendre qu'une législation spéciale vous soit donnée à cet effet, et cela entraînera nécessairement des délais assez considérables.

En attendant, le gouvernement est prêt à nommer une personne qui s'occupera, avec celle que la corporation nommera de son côté pour le même objet, de l'expropriation dans tous les cas où il serait possible de la faire de gré à gré avec les propriétaires.

J'ai raison de croire que, par ce moyen, l'on pourrait acquérir, sans avoir recours à des arbitrages forcés, la presque totalité des terrains requis pour la construction du chemin.

Sur réception de votre réponse, le gouvernement nommera de suite la personne en question, afin de procéder sans délai.”

(Signé)

J. A. CHAPLEAU,

Commissaire

45 VICTORIA, CHAPITRE 19. (QUÉBEC.)

ACTE POUR DÉCRÉTER ET CONFIRMER LA VENTE DE CETTE PARTIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL S'ÉTENDANT DE MONTRÉAL À SAINT-JÉRÔME, AYLME ET LA CITÉ D'OTTAWA.

[Sanctionné le 1er mai, 1882.]

Préambule.

ATTENDU que le gouvernement de la province de Québec a fait un contrat avec la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, pour vendre à cette compagnie la partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental s'étendant de Montréal à St-Jérôme, Aylmer et la cité d'Ottawa, lequel contrat porte la date du quatrième jour de mars, 1882; et attendu qu'il est à propos d'approuver et de ratifier ce contrat et de faire des dispositions pour sa mise à exécution; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat de
vente approu-
vé et ratifié.

1. Le dit contrat de vente, dont copie, avec cédule, est annexée au présent acte comme appendice A, est par le présent approuvé et ratifié, et le gouvernement est par le présent acte, autorisé à accomplir et exécuter les stipulations de ce contrat conformément à leur teneur.

Compagnie
du chemin de
fer du Pacifi-
que, rendue
propriétaire
de partie du
chemin de fer
Q. M. O et O.

2. Conformément à ce contrat, la compagnie du chemin de fer du Pacifique est par le présent acte, revêtue du droit de propriété de cette partie du dit chemin de fer entre Montréal, St-Jérôme, Aylmer et la cité d'Ottawa inclusivement, ainsi que de tous les terrains et propriétés mentionnés et désignés en termes généraux ou autrement dans ce contrat, malgré que ces propriétés ne soient pas désignées dans le contrat par tenants et aboutissants ou sous les numéros qu'ils portent au cadastre,—nonobstant toutes dispositions contraires du code civil du Bas Canada à ce sujet.

Hypothèques
créées par ce
contrat, en fa-
veur du gou-
vernement,
déclarées va-
lides et obli-
gatoires.

Les hypothèques stipulées et créées par ce contrat en faveur du gouvernement de la province de Québec sont par le présent acte, déclarées valides et obligatoires pour la compagnie, avec le même effet et la même valeur quant aux propriétés ainsi hypothéquées et grevées, que si ces propriétés étaient désignées dans ce contrat par tenants et aboutissants ou sous les numéros qu'ils portent au cadastre, conformément aux dispositions du code civil du Bas Canada, et le rang et la priorité du gouvernement de cette province comme créancier hypothécaire sur le dit chemin de fer et ses dépendances, et sur les dites propriétés immobilières transportées au dit chemin de

fer, seront conservés avec le même effet et de la même manière que si ce contrat eût été dûment enregistré le jour de la passation du présent acte contre le dit chemin de fer et autres propriétés immobilières, dans chacun des bureaux d'enregistrement des différentes divisions d'enregistrement dans lesquelles le dit chemin de fer et propriétés immobilières ou aucune partie d'iceux sont sis et situés, conformément aux dispositions du code civil du Bas Canada, à la date de ce contrat.

3. Et attendu que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique a acquis de la compagnie du chemin de fer des Laurentides et de la compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache, leurs chemins de fer respectifs communément appelés : "Embranchement de Saint-Eustache" et "Embranchement de Saint-Lin," respectivement, par et en vertu des deux actes suivants, savoir :

*Préambule
relativement
à l'acquisition
de cer-
tains chemins
par la compa-
gnie.*

1o. Un acte de vente du chemin de fer des Laurentides, dûment consenti par et au nom de la dite compagnie de chemin de fer, sous son sceau, à Montréal susdit, le treizième jour de mars, 1882, dont copie est annexée au présent acte comme appendice B ;

2o. Un acte de vente du chemin de fer de Saint-Eustache, dûment consenti par et au nom de la dite compagnie de chemin de fer, sous son sceau, à Montréal susdit, le treizième jours de mars, 1882, dont copie est annexée au présent acte comme appendice C ;

Et attendu que, par le dit contrat en premier lieu mentionné entre le gouvernement de la province de Québec et la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, cette dernière compagnie a hypothéqué les dits embranchements de Saint-Lin et de Saint-Eustache, comme garantie pour le paiement du prix d'achat stipulé dans le contrat ci-haut mentionné en premier lieu ; et attendu qu'il est à propos que ces ventes et cette hypothèque soient confirmées et ratifiées par le présent acte ; En conséquence, il est en sus décrété comme suit :

Les dites ventes du chemin de fer des Laurentides et de l'embranchement de Saint-Eustache sont par le présent acte, approuvées et confirmées, et l'hypothèque créée sur ces chemins de fer respectivement par le dit contrat de vente en premier lieu mentionné, est aussi ratifiée et confirmée par le présent acte, et déclarée être une première charge sur chacun des dits chemins de fer et leurs dépendances respectivement ; le tout aux termes et conditions mentionnés dans ces différents contrats.

*Ventes de ces
chemins, ap-
prouvées et
confirmées et
hypothèques
créées, aussi
ratifiées et
confirmées,
etc.*

Dépôt par la compagnie si certaines débentures ne peuvent être remises au gouvernement.

4. Si la compagnie du chemin de fer du Pacifique ne peut remettre au gouvernement toutes les débentures émises par la compagnie du chemin de fer des Laurentides, elle devra déposer entre les mains du trésorier de la province, une somme d'argent dont le montant sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil comme représentant la valeur des dites débentures.

Acte en vigueur.

5. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

APPENDICE A.

LE PRÉSENT CONTRAT, fait en double, ce quatrième jour de mars, mil huit cent quatre-vingt-deux, entre SA MAJESTÉ LA REINE, agissant pour et au nom de la province de Québec, par l'HONORABLE JOSEPH A. CHAPLEAU, premier ministre et commissaire des chemins de fer de la dite province, ci-après désignée sous le nom de : " Le gouvernement, " et la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, corps politique et incorporé, dûment incorporé par lettres patentes de la Puissance du Canada, agissant aux présentes, par DUNCAN MCINTYRE et RICHARD B. ANGUS, vice-présidents d'icelle, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau des directeurs de la dite compagnie, ci-après appelée: " La compagnie,"

ATTESTE :

Vente de la section ouest du chemin de fer Q. M. O. et O. avec certains embranchements, etc.

1. Que le gouvernement, sujet à la ratification de la législature de la dite province de Québec, ainsi qu'il est ci-après pourvu, a vendu, cédé et transporté, et par les présentes vend, cède et transporte, à la compagnie, acceptant comme ci-dessus, cette partie du chemin de fer maintenant connu sous le nom de : " Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, " qui se trouve entre les cités de Montréal et Aylmer, toutes deux inclusivement, avec l'embranchement et le pont dans la dite cité d'Ottawa, ainsi que l'embranchement jusqu'à la ville de St-Jérôme ; et tous les terrains, propriétés, droits et privilèges qui leur appartiennent ou qui sont tenus ou ont été acquis par le dit gouvernement pour les fins de cette partie du chemin de fer susdit, ou qui sont accessoires, ou en rapport avec iceux, comprenant aussi tous les instruments, outils, machineries et biens mobiliers de tous genres qui sont maintenant en usage sur la partie susdite du dit chemin de fer, et pour la maintenir en opération, à l'exception des magasins ; mais le gouvernement

Propriétés réservées par le gouvernement

réserve de la dite vente, les terrains et propriétés situés dans la cité de Montréal, connus sous le nom de : "Propriété Belle-Rive," étant le numéro 1593 du cadastre du quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, et la moitié nord de la propriété connue sous le nom de : "Propriété Macdonald," qui est désignée sous le numéro 615 des plan et livre de renvoi officiels du même quartier.

Dans la présente vente sont comprises la propriété connue et désignée sous le numéro 1581 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie susdit, communément appelée : "La propriété de la prison," et sur laquelle les boutiques du chemin de fer susdit sont maintenant en construction, bornée en front par la rue Ste-Catherine, d'un côté par l'avenue Colborne, de l'autre côté par les numéros 1577, 1578 et 1579, du plan officiel susdit, et en arrière, par le mur en pierre qui se trouve derrière la prison de Montréal, ainsi que la propriété située à Hoché-laga connue sous le nom de : "Ancien Hôpital Militaire," désignée au cadastre du village incorporé d'Hoché-laga, sous les numéros 149 et 150.

Il est cependant stipulé que cette réserve de la propriété Belle-Rive n'a lieu seulement et exclusivement que pour les fins du reste du dit chemin de fer et pour aucune autre fin quelconque ; que les hangards pour le fret de la compagnie seront érigés sur cette partie de la propriété Macdonald qui lui est présentement vendue, et que la dite propriété servira exclusivement à des fins de chemin de fer, et ne pourra être utilisée pour aucune autre fin quelconque, ainsi que tous les droits, privilèges et droits de propriété acquis ou tenus par le gouvernement pour les fins de, ou en relation avec l'embranchement proposé du dit chemin de fer, à un point de jonction avec le chemin de fer du Grand-Tronc, à l'ouest de la dite cité de Montréal.

La description ci-dessus comprend, sans le nommer ou désigner plus spécialement (sous la réserve susdite), toutes propriétés qui sont maintenant possédées par le gouvernement, comme accessoires ou relativement à la partie susdite du dit chemin de fer, depuis son terminus, sur la propriété connue sous le nom de "casernes de la porte de Québec," dans la cité de Montréal, inclusivement, jusqu'à ses terminus, à Aylmer, Ottawa et St-Jérôme, tous inclusivement, ainsi que l'embranchement proposé ci-dessus mentionné.

2. Le gouvernement a aussi vendu, cédé et transporté, et par les présentes, vend, cède et transporte à la compagnie, acceptant comme susdit, une partie du matériel roulant et de l'outillage qui se trouve maintenant sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental jusqu'à concurrence de la somme de \$450,000.00, d'après

Propriétés comprises dans l'acte de vente.

Etendue de la réserve de la propriété Belle-Rive et de la propriété Macdonald.

Ce que comprend la réserve ci-dessus décrite.

Effets, etc., vendus à la compagnie dans une certaine proportion.

les prix mentionnés dans la cédule ci-annexée, ainsi que des approvisionnements de magasins, jusqu'à concurrence de la somme de \$80,000.00, au prix coûtant, l'outillage et le matériel roulant devant être pris à même ceux qui existent actuellement sur le dit chemin de fer, en proportion équitable, quant à la qualité et aux quantités, d'après le détail contenu dans la cédule ci-dessus mentionnée, et les approvisionnements de magasins seront pris dans des proportions semblables, et quant à la qualité, parmi les approvisionnements de magasins qui sont maintenant possédés par le gouvernement pour les fins du chemin de fer susdit, et si les parties aux présentes ne peuvent s'entendre quant aux proportions dans lesquelles les dits outillage, matériel roulant et approvisionnements de magasins seront respectivement pris par elle ou quant à la qualité d'iceux, tout différend à ce sujet sera déterminé par les surintendants du matériel de traction du gouvernement et de la compagnie qui, dans le cas de divergence, auront le pouvoir de nommer une troisième personne comme tiers-arbitre, et dans ce cas, la majorité d'entre eux sera finale.

Arbitrage s'il y a du différend à ce sujet.

Continuation de certains travaux commencés à Montréal par le gouvernement.

Hangar ds sur la propriété Macdonald.

Station aux casernes de la porte de Québec.

Paiement par la compagnie.

Embranchement entre la station Dorval et Montréal.

3. Il est de plus stipulé entre les parties aux présentes, que les différents travaux de construction qu'on exécute maintenant dans et près de la cité de Montréal, pour les fins du chemin de fer susdit, comprenant une double voie jusqu'à la gare des casernes de la porte de Québec, seront continués et complétés par le gouvernement d'après les contrats qui sont maintenant en existence, et conformément à ces contrats, en autant qu'il existe des contrats à cette fin, et s'il n'en existe pas, alors d'une manière convenable ; le gouvernement construira aussi sur la partie de la propriété Macdonald maintenant vendue, un hangar à fret pour l'usage de la compagnie, de quarante pieds par quatre cents pieds, qui ne coûtera pas moins de dix mille piastres, le plan devant en être approuvé par la compagnie. Et une station sera construite par la compagnie sur la propriété susdite des casernes de la porte de Québec, dans le délai d'un an de la date des présentes, au coût de pas moins de \$60,000.00, et la compagnie paiera au gouvernement à même le prix d'achat ci-dessous mentionné la somme de \$240,000.00, en considération de son obligation de faire exécuter les contrats susdits et de faire construire le dit hangar à fret, et ces paiements seront faits au fur et à mesure que les travaux progresseront, et la dite compagnie pourra se réserver, à même le prix d'achat, la dite somme de \$60,000.00 pour la station susdite.

4. Et il est de plus stipulé entre les parties aux présentes, qu'un embranchement du dit chemin de fer sera construit depuis un point sur sa ligne principale, au nord de la station du *Mile-End*, à un point de jonction avec le

chemin de fer du Grand-Tronc entre la station de Dorval et Montréal ; les points de jonction devant être choisis par la compagnie. A même le prix d'achat, une somme de \$100,000 sera dépensée sous la direction et la surveillance de la compagnie, pour la construction de cet embranchement, et en considération de la dite somme, la compagnie s'engage par les présentes, à faire et compléter la construction de cet embranchement, de la même qualité que le reste du chemin de fer susdit, et ce, dans le délai d'une année à compter des présentes.

Somme à
dépenser à cet
effet et obliga-
tion de la
compagnie.

5. Cette vente, cession et transport, ainsi que les conventions susdites, sont ainsi faits, pour et en considération de la somme de \$4,000,000, à même lesquelles la compagnie paiera la somme susdite de \$300,000 pour compléter les travaux de construction susdits, dans et près de Montréal, dans les proportions ci-dessus mentionnées, et la somme de \$100,000 pour l'embranchement susdit jusqu'au chemin de fer du Grand-Tronc, suivant qu'elles seront requises de temps en temps, pour exécuter les contrats susdits ainsi que les autres termes et conditions mentionnés aux présentes. La compagnie paiera aussi au gouvernement une autre somme de \$600,000 par échéances annuelles de \$100,000 payables à la fin de chaque année, le premier jour de mars, le premier desquels deviendra dû le premier de mars, 1883, avec intérêt à raison de cinq pour cent par an au même temps que l'intérêt sur la balance du prix de vente, ainsi qu'il est ci-après pourvu, et quant à la balance de \$3,000,000, la compagnie s'engage à payer l'intérêt sur icelle au gouvernement à raison de cinq pour cent par an, semi-annuellement, les premiers jours de mars et de septembre de chaque année à commencer le premier de septembre prochain, avec le droit en faveur de la compagnie, de payer le dit montant en capital de \$3,000,000, au gouvernement, en aucun temps, après avoir donné un avis de six mois de son intention de lui faire ce paiement, et le droit au gouvernement de demander et exiger le paiement de la balance due sur le capital, en aucun temps après l'expiration de vingt années depuis la date des présentes, en donnant six mois d'avis préalable de cette demande.

Prix de vente
et conditions

Et la dite vente, cession, transport et conventions sont ainsi faits pour et moyennant les autres considérations suivantes, savoir :—

Autres consi-
dérations de
vente.

6. Qu'en autant que la dite acquisition du dit chemin est constituée par les présentes une extension du chemin de fer canadien du Pacifique, le terminus Est du dit chemin de fer du Pacifique, y compris le dépôt pour les passagers, sera fixé et restera perpétuellement à l'endroit connu sous le nom de : "Casernes de la porte de Québec,"

Endroit du
terminus Est
et dépôt des
passagers à
Montréal.

Proviso.

dans la cité de Montréal, à moins que plus tard, la compagnie n'étende son chemin de fer du Pacifique jusqu'à la cité de Québec, dans lequel cas le terminus Est sera fixé dans la dite cité de Québec, la station de Montréal pour les passagers restant toujours aux dites casernes de la porte de Québec.

Obligation du gouvernement quant à l'embranchement Saint-Charles, etc.

7. Et attendu qu'il est d'une importance essentielle au gouvernement et à la compagnie, qu'il soit établi un service de bateaux sur le Saint-Laurent, entre la cité de Québec et la Pointe-Lévis, et qu'une branche de l'Intercolonial soit construite à la Pointe-Lévis, vers l'est, connue sous le nom de : " Embranchement de Saint-Charles, " de manière à pouvoir transférer les chars d'une rive à l'autre, et faire passer les trains du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ceux de l'Intercolonial, d'une ligne à l'autre, sans déchargement ; En conséquence il est convenu que le gouvernement fera tous ses efforts pour obtenir du gouvernement de la Puissance, la construction des travaux nécessaires à cet effet, pour tel service de steamers sur le côté sud du St-Laurent, à la Pointe-Lévis, et pour tel embranchement, dans le plus court délai possible ; et du moment que le gouvernement aura obtenu le consentement du gouvernement de la Puissance il devra remplir sa part d'obligations sur le côté nord pour compléter ces travaux.

Taux pour le transport du fret et des voyageurs.

8. Que le fret et les voyageurs à longue destination, seront transportés sur l'un ou l'autre des dits chemins de fer ou sur aucune partie d'iceux, y compris les branches déjà bâties ou qui seront bâties, ou appartenant ou devant être acquises par les propriétaires respectifs des deux chemins, y compris les ponts et tunnels, aux taux pour fret et voyageurs qui seront établis par la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour tout trafic venant d'au-delà ou allant au-delà d'Ottawa, et pour tout trafic eudeçà d'Ottawa, dans aucune direction, à des taux à être fixés de temps à autre entre le gouvernement ou ses représentants et la compagnie. Et si les dites parties ne peuvent s'accorder, tels taux seront fixés par le ministre des chemins de fer de la Puissance, à la demande d'aucune des parties, après en avoir donné avis à l'autre. Et tels taux seront divisés entre le gouvernement ou ses représentants et la compagnie, en proportion du nombre de milles que tel trafic aura parcouru sur chacun des chemins, sans rien charger pour les ponts et tunnels ; le même taux par mille devant être chargé sur tel ponts et tunnels que sur les autres parties du chemin.

Comment fixés si les parties ne s'accordent pas.
Division de ces taux.

Bénéfice de ces taux dans le cas d'arrangement avec d'autres compagnies.

9. Que si aucune des parties fait des arrangements spéciaux avec aucune autre compagnie de chemin de fer, pour le fret ou les voyageurs devant passer par aucune voie appartenant à cette autre compagnie, l'autre partie

ou ses représentants, aura le droit de bénéficier de tels taux spéciaux pour son propre trafic, en autant que ces arrangements peuvent s'appliquer à tel trafic.

10. Que le gouvernement et ses représentants expédieront avec une diligence égale à celle des trains express, tous les convois d'émigrants partant de la cité de Québec pour l'ouest, et tiendront ces trains comme trains spéciaux, à l'arrivée des navires océaniques amenant tels émigrants, chaque fois que la compagnie notifiera et requerra le gouvernement ou ses représentants d'expédier tels trains spéciaux d'émigrants, et qu'elle sera prête elle-même à les expédier de cette manière. Et le gouvernement et ses représentants fourniront aussi une prompte et rapide expédition à toutes malles étrangères que la compagnie aura à transporter. Et le gouvernement et ses représentants accorderont aussi à la compagnie des taux spéciaux au rabais, n'excédant pas un demi centin la tonne, par mille, pour tout charbon expédié de Québec pour son chemin de fer, pour l'usage de la compagnie, sans charger de *mileage* pour les chars ; la compagnie fournissant ses chars sans *mileage*, et payant tel *mileage* dû à aucune compagnie de chemin de fer pour l'usage de ses chars en transportant tel charbon sur le chemin de fer du gouvernement ; mais le gouvernement ne chargera rien pour traîner tels chars sur son chemin quand ils seront vides.

Trains d'émigrants.

Expédition des malles étrangères.

Taux pour charbon expédié de Québec pour l'usage de la compagnie.

11. Que la compagnie accordera au gouvernement ou ses représentants, le droit de parcours pour toujours, depuis la jonction de Saint-Martin jusqu'à la cité de Montréal et les points intermédiaires sur le chemin maintenant vendu, mais sans avoir le droit de faire de trafic local sur telle portion de chemin, excepté en autant qu'il sera réglé à l'amiable entre les parties au présent contrat, que le gouvernement pourra transporter les voyageurs à la station ou de la station de Saint-Martin, à ou de Montréal au nom de la compagnie, à des conditions qui seront déterminées dans cette entente. Et la compagnie permettra aussi au gouvernement ou à ses représentants, pour les fins du dit chemin de fer, l'usage en commun des stations, plates-formes, et de toutes gares, bâties ou qui seront bâties entre la dite jonction et Montréal, pour les voyageurs embarquant ou débarquant ; aussi le droit pour le gouvernement, de construire des lignes d'évitement et des hangars à fret, de quarante pieds par deux cents pieds au *Mile-End*, avec le droit d'y arriver, et le droit d'accès à la station projetée des casernes de la porte de Québec pour ses voyageurs et trains de voyageurs, avec l'usage exclusif à cette station, d'un bureau d'enregistrement des marchandises, d'un bureau pour les agents, d'une chambre pour le bagage et d'une chambre pour les officiers du

Droit de parcours du gouvernement depuis la jonction St-Martin à Montréal.

Usage des stations, etc.

chemin possédé par le gouvernement ou ses représentants, avec l'usage en commun des salles d'attente et de tout ce qui se rapporte à la station, le tout à la condition que le gouvernement et ses représentants paient un loyer de cinq mille piastres par année pour tel usage, contribuant au maintien et au bon ordre de la voie et des lignes d'évitement depuis la jonction de Saint-Martin à la dite station de Montréal, dans la proportion de l'usage qu'en fera le gouvernement et ses représentants calculé par le nombre de roues ; et sans aucune autre charge quelconque pour le privilège accordé par les présentes. Et la compagnie mettra aussi à part et donnera au gouvernement, à une place convenable à Hochélağa, pour les fins du dit chemin de fer, un espace de quatre acres de terre, qui devra être appliqué à cet usage seulement, avec le droit d'accès à ce terrain, dont la location sera fixée par une entente entre les parties. Et si, en aucun temps, la compagnie décide de construire une autre voie, pour faire une double voie depuis la jonction de Saint-Martin ou depuis le pont de *Back River* au terminus dans la cité de Montréal, le gouvernement et ses représentants paieront la proportion calculée annuellement sur le nombre de roues, de l'intérêt sur le coût de cette voie à raison de cinq par cent par année.

Terrain réservé au gouv. à Hochélağa.

Effet de la construction d'une double voie depuis la jonction St-Martin à Montréal, quant aux taux.

Garantie contre réclamations, charges, etc.

12. Et il est convenu par les présentes, que le gouvernement fait la dite vente, transport et cession, avec garantie contre toutes réclamations, charges, hypothèques, obligations et servitudes sur la propriété vendue par les présentes. Mais la compagnie sera obligée de payer l'intérêt sur le montant d'achat stipulé dans les présentes, ainsi que les dits divers versements se montant à \$600,000, malgré la preuve qu'il y aura des obligations ou empêchements sur la portion du dit chemin de fer vendu par les présentes, tant que la compagnie ne sera pas troublée par le créancier possesseur de ces réclamations.

Garantie du paiement des \$3,600,000.

13. Et comme garantie du paiement de la dite somme de \$3,600,000 et des intérêts susdits, la compagnie engage et hypothèque la dite portion du dit chemin de fer dont la vente est convenue par les présentes ; et tous les terrains, bâtisses et dépendances, cédés par les présentes ; et tout l'outillage et le matériel roulant qu'il y a comme immeubles par destination ; et de plus engage et hypothèque les deux différentes branches du dit chemin de fer connues sous le nom de : " Branche de Saint-Eustache " et " Branche de Saint-Lin, " et tous les terrains, bâtisses et dépendances, outillage et matériel roulant appartenant aux deux dites branches, qui peuvent être décrites plus amplement comme suit, savoir :

La dite branche de Saint-Eustache, commençant à un point de jonction avec la portion du chemin de fer vendu par les présentes près du village de Sainte-Thérèse et s'étendant à la station de la dite branche dans le village de Saint-Eustache, ayant à peu près sept milles et demi de long avec toutes les propriétés et dépendances qui s'y rattachent ;

Et la dite branche de Saint-Lin, autrement appelée et connue du nom de : "Chemin de fer des Laurentides," commençant au point de jonction de cette ligne avec la branche de Saint-Jérôme du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, près du dit village de Ste-Thérèse et s'étendant à quinze milles au terminus du dit chemin, dans le village de Saint-Lin, avec toutes les propriétés, matériel roulant et dépendances qui s'y rattachent ;

Mais il est convenu par les présentes, que si les titres de la dite compagnie à la dite branche de Saint-Eustache et de la branche de Saint-Lin, comme propriétaire de ces chemins, ne sont pas confirmés et validés par la législature de la province de Québec, à la session qui doit avoir lieu bientôt, l'hypothèque précédente sur les dites branches et leurs dépendances, sera *ipso facto* cancellée et annulée ; et la compagnie donnera d'autres garanties pour le paiement de la dite somme de \$600,000, d'après un arrangement à l'amiable.

14. Que, dans le but d'éviter aucun accident et délai, et donner l'usage conjoint de la dite portion du dit chemin situé entre la jonction de Saint-Martin et le terminus de Montréal inclusivement, sans confusion ou obstruction, l'expédition et la direction de tous les trains et engins sur la dite portion du dit chemin et la conduite de tous les employés engagés dans telle expédition et direction, seront sous la surintendance et le contrôle exclusif des officiers de la compagnie. Et le gouvernement sera responsable pour tous les dommages faits au chemin ou aux ponts, causés par aucune défectuosité dans son matériel roulant ou son équipement, ou par la négligence ou la malice de ses employés. Et si, sur la plainte de la compagnie, il est établi qu'aucun employé du gouvernement a été coupable de désobéissance aux ordres ou d'insubordination dans telle expédition et direction de trains, tel employé sera, ou démis par le gouvernement ou déplacé de telle manière qu'il n'ait plus la permission d'exercer ses fonctions sur le dit chemin sous le contrôle de la compagnie. Et d'un autre côté, la compagnie sera responsable de tous les délais et accidents causés par la négligence ou la malice de ses employés dans le règlement de cette direction et expédition.

Défaut de confirmation des titres par la législature.

Contrôle de l'expédition des trains et des employés.

Responsabilité du gouv't. dans certains cas.

Insubordination des employés du gouvernement.

Responsabilité de la compagnie dans certains cas.

Ligne d'évitement à Hochélagà pour certaines fins.

Frais de cette ligne.

Ligne d'évitement jusqu'à la propriété Belle-Rive.

Maintien du chemin, etc., en bon état de réparation, etc., exploitation, etc.

Arbitrage, si des différends s'élèvent à ce sujet.

Défaut de réparer dans le temps voulu.

Effet de ce défaut.

Effet de ce défaut.

Effet du défaut de payer l'intérêt dû

15. Que, dans le but de relier le chemin de fer avec les hangards à fret sur la dite propriété Macdonald, et avec les hangards de la compagnie en arrière de la prison de Montréal, la compagnie établira et construira une branche ou ligne d'évitement, depuis la ligne principale à Hochélagà jusqu'à la dite propriété avec double voie, l'une pour le hangard à fret du gouvernement, et l'autre pour le hangard à fret de la compagnie, avec ligne d'évitement dans les dites boutiques, au frais conjoints du gouvernement et de la compagnie, sur un plan qui sera adopté par les parties ici présentes, égal en qualité au restant du dit chemin ; les parties ici présentes devant faire les avances nécessaires pour telle construction dans la proportion d'un tiers par le gouvernement ou ses représentants, et deux tiers par la compagnie, au fur et à mesure que les travaux avanceront. Et la compagnie permettra qu'il soit fait par le gouvernement, une ligne d'évitement convenable, depuis la ligne principale, longeant le fleuve jusqu'à la dite propriété Belle-Rive.

16. La compagnie maintiendra le chemin de fer vendu par les présentes, en bon et efficace état de réparation, et devra l'exploiter efficacement au moyen d'un nombre suffisant de trains par jour, pour transporter le trafic du fret et des voyageurs avec toute la régularité et l'expédition nécessaires, entretenant au moins un train de voyageurs par jour dans chaque direction, et si, en aucun temps, avant le paiement de la dite balance du dit prix, la compagnie laisse le dit chemin de fer ou le matériel se détériorer, elle sera obligée de le réparer ou de le remplacer par un matériel en aussi bon ordre et condition qu'il l'est à présent, dans trente jours après avoir reçu avis du gouvernement de le faire. Et s'il s'élève quelque dispute relativement à telle réparation ou à l'insuffisance de telle réparation, telle dispute sera référée à l'arbitrage et à la décision de trois personnes désintéressées, dont l'une sera nommée par chacune des parties, et la troisième par le ministre des chemins de fer de la Puissance ; et si la compagnie ne fait pas ces réparations dans la période ou, en cas de dispute, ne se conforme pas à la décision des arbitres, le délai accordé par les présentes, pour le paiement de la dite somme de \$600,000, ou d'aucune portion de cette somme non encore due alors, sera *ipso facto* supprimé, et la compagnie paiera immédiatement au gouvernement tout le montant qui vient d'être mentionné ou aucune partie de ce montant non encore payé, avec tous les intérêts dus.

17. Si, en aucun temps, la compagnie fait défaut pendant trente jours de payer l'intérêt dû en vertu des pré-

sentes conditions de vente, le délai accordé par les présentes, pour le paiement du capital portant tel intérêt, sera *ipso facto* supprimé, et la compagnie sera dès lors obligée de payer au gouvernement tout le montant de tel capital avec les intérêts accrus.

dans le temps requis.

18. La compagnie maintiendra et exécutera tous contrats pour le trafic faits par le gouvernement selon leurs dispositions, et tous les permis gratuits de circulation pour l'année courante donnés par le gouvernement et encore en force, desquels contrats et permis de circulation une liste sera fournie par le gouvernement à la compagnie, le jour ou avant que la présente convention devienne en force et en opération. Et la compagnie devra s'abstenir, en autant que dans son opinion la chose sera compatible avec l'exploitation efficace du chemin, de troubler ou de renvoyer les employés du gouvernement maintenant engagés sur la portion du dit chemin maintenant vendu, sans un avis ou une indemnité raisonnable; et les employés du gouvernement qui ont été jusqu'à présent employés dans la direction et la conduite de toute ligne, seront l'objet d'une entente entre le gouvernement et la compagnie, leur position et leurs intérêts devant recevoir la considération voulue.

Maintien des contrats pour trafic faits par le gouvernement et certains permis de circulation.

Employés du gouvernement, protégés.

19. Sur la demande de la compagnie et à ses dépens, le gouvernement devra, de temps à autre, ultérieurement faire, exécuter et délivrer à la compagnie tels actes bons et valides de la cession d'aucune propriété immobilière vendue, transférée et cédée ou que c'est l'intention de vendre, transférer et céder par les présentes, selon que l'on croira en avoir besoin, d'après l'avis d'un homme de loi pour rendre telle cession des propriétés de la compagnie complète et valide.

Livraison d'actes à la compagnie par le gouvernement à certaines conditions.

20. Et il est finalement convenu que ce contrat est ainsi fait sujet à l'approbation et à la confirmation de la législature de la province de Québec, à la prochaine session, et devra prendre effet lors de telle approbation ou confirmation; et le gouvernement convient, par les présentes, de le soumettre à la dite législature, au premier jour convenable, et de soumettre à la législature, telle mesure qui sera jugée nécessaire pour confirmer pleinement et d'une manière finale ce traité, et pour le rendre valide et efficace en loi, dans tous ses détails.

Confirmation du contrat par la législature, obligatoire.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en double à Montréal, dans la province de Québec, les jour et an sus-nommés.

En présence de

J. J. C. ABBOTT,)
L. A. SENÉCAL,)

J. A. CHAPLEAU,
D. MCINTYRE,
R. B. ANGUS,
C. DRINKWATER,
Secrétaire, C. P. R. Co.

Sceau de la corp.)
de la)
C. P. R. C.)

CÉDULÉ

MENTIONNÉE DANS LE CONTRAT CI-ANNEXÉ.

ÉTAT DU MATÉRIEL ROULANT, tel que LOCOMOTIVES, CHARS DE PASSAGERS et de FRET, CHARRUES À NEIGE, *Flangers*, etc., comparé au même état de mars, 1880 ; montrant si les additions à l'ancien stock ont été faites par achat ou par la fabrication dans nos boutiques.

Décembre, 1881.

CLASSE DES CHARS.	STOCK, Mars, 1880.	Construit dans les boutiques du c. de f. Q. M. O. & O.	Acheté.	NOTRE TOTAL, 1881.	VALEUR PRÉSENTE DE CHAQUE.	VALEUR TOTAL.
CHARS A VOYAGEURS.						
Char officiel (neuf).....		1	.....	1	\$12,000	\$12,000
Char du palembre.....	1	.....	.....	1	3,500	3,500
Chars palais dortoirs.....		2	.....	2	13,225	26,450
Chars dortoirs.....		2	.....	2	9,000	18,000
Chars palais.....	2	2	.....	4	7,000	28,000
Chars de 1ère classe. (Voir note 1).....	12	.....	.....	12	4,000	48,000
Chars de seconde classe..	12	4	.....	16	2,225	35,600
Chars à bagage.....	8	.....	.....	8	2,200	17,600
Chars à bagage et à fumer.	7	.....	.....	7	600	4,200
Chars à bagage de transit et express.....		4	.....	4	650	2,600
Chars d'excursion.....			10	10	1,080	10,800
Chars à rue.....			1	1	600	600
						\$207,350

NOTE.

No 1.—Les chars de 1ère classe Nos 13 et 14 consistent en chars dortoirs nommés "Québec" et "Ottawa," ce qui fait deux de moins en 1881 qu'en 1880.

ETAT DU MATÉRIEL ROULANT, tel que LOCOMOTIVES,
CHARS DE PASSAGERS et de FRET, CHARRUES À NEIGE,
Flangers, etc.—(Suite.)

CLASSE DES CHARS	STOCK, Mars, 1880.	Construit dans les boutiques du c. de f. Q. M. O. & O.	ACHETÉ.	NOMBRE TOTAL, 1881.	VALEUR PRÉSENTE DE CHAQUE.	VALEUR TOTALE.
<i>Chars à fret</i> (Voir Note 2)						
Chars à boîte.....	151	92	228	466	650	\$302,900
Chars plate-forme.....	302	22	10	334	500	167,000
Chars à foin (temporaire- ment).....	.....	.....	90	90	625	56,250
Chars à bétail.....	19	.....	.....	19	500	9,500
Chars pour les tourne- freins.....	2	6	.....	8	850	6,800
Chars pour l'outillage....	1	2	.....	3	550	1,650
Chars réservoirs à l'eau..	1	.....	.....	1	700	700
<i>Flangers</i>	2	4	.....	6	900	5,400
Charrues à neige.....	8	.....	.....	8	1,500	12,000
Charrues en fer pour l'a- vantage des loco- motives.....	.....	.....	.....	12	32	384
						<u>\$562,584</u>
Valeur totale des chars à voyageurs et à fret....	.....	.....	.....	.....	.....	<u>\$769,935</u>
Locomotives.....	.....	.....	.....	36	7,700	\$277,200
Locomotive à Calumet...	.....	.....	.....	1	1,500	1,500
						<u>\$278,700</u>

Grand total du matériel roulant..... \$1,048,634.

(Signé)

A. DAVIS.

NOTE.

No 2.—char à boîte; No 200 détruit par le feu, octobre 1881, à Buckingham; No 212 détruit par le feu à la jonction de St-Martin, novembre 1881; Nos 215, 218 et 248 perdus, ce qui explique la différence de 5 dans le total.

La cédule qui précède est celle à laquelle il est référé dans le traité ci-annexé.
MONTRÉAL, 4 mars, 1882.

APPENDICE B.

LE PRÉSENT CONTRAT, fait en double ce treizième jour de mars, mil huit cent quatre-vingt-deux, entre la compagnie du chemin de fer des Laurentides, corps politique et incorporé, dûment incorporé, agissant aux présentes par Louis Adélarde Senécal, le président d'icelle, et la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, corps politique et incorporé, dûment incorporé par lettres patentes de la Puissance du Canada, agissant aux présentes par Duncan McIntyre et Richard B. Angus, vice-présidents d'icelle, le dit Louis Adélarde Senécal étant dûment autorisé aux fins des présentes, par résolutions du bureau des directeurs de la dite compagnie du chemin de fer des Laurentides et des actionnaires d'icelle respectivement, et les dits Duncan McIntyre et Richard B. Angus étant dûment autorisés aux fins des présentes, par une résolution du bureau des directeurs de la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique,

ATTESTE :

10. Que, sujet à la ratification de la législature de la province de Québec, ainsi qu'il est ci-après pourvu, la dite compagnie du chemin de fer des Laurentides a vendu, cédé et transporté et par les présentes, vend, cède et transporte avec garantie de titres et contre toutes hypothèques ou charges quelconques, à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, acceptant comme ci-dessus, tout son chemin de fer depuis la jonction à Ste-Thérèse, sur l'embranchement St-Jérôme du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à son terminus actuel dans la ville de St-Lin, dans le district de Joliette, avec tous et chacun les dépendances, terrains, propriétés, bâtisses, gares, outillage, magasins, approvisionnements, outils et matériel roulant, appartenant actuellement à ou étant la propriété de la dite compagnie du chemin de fer des Laurentides, tels qu'ils se trouvent et existent maintenant ; et avec lesquels la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique déclare, par les présentes, être contente et satisfaite.

Vente du chemin de fer des Laurentides à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, etc., avec garantie de titres.

20. La dite vente, cession et transport sont aussi faits pour et considération du rachat par la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, des bons ou débetures émis jusqu'à cette date par la dite compagnie de chemin de fer des Laurentides et se montant à la somme de trois cent mille piastres, avec aussi tous les coupons non

Considérations de la vente et conditions.

encore payés ou rachetés par la compagnie ; la dite compagnie du chemin de fer des Laurentides déclarant, par les présentes, qu'il n'a pas été émis par elle, un montant de plus de trois cent mille piastres de ces bons ou dében- tures jusqu'à cette date.

Obligation de
maintenir le
chemin en
bon état de
réparation et
de l'exploiter.

30. La dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique s'oblige aussi par ces présentes, pour et en con- sidération de la dite vente, de maintenir le chemin de fer vendu en bon et efficace état de réparation, et devra l'ex- ploiter efficacement au moyen d'un nombre suffisant de trains par jour pour transporter le trafic du fret et des voyageurs avec toute la régularité et l'expédition nécessaires, entretenant au moins un train de voyageurs par jour dans chaque direction.

Continuation
et maintien
de la jonction
du chemin de
fer des Lau-
rentides.

Et attendu que la dite compagnie du chemin de fer des Laurentides a depuis longtemps mis en opération et exploité un chemin de fer depuis la paroisse de Saint-Lin, à travers la paroisse de Ste-Anne des Plaines, à l'endroit appelé Hochélagu, près de la cité de Montréal, en se jo- gnant au chemin de fer ci-devant connu sous le nom de : "Chemin de fer de colonisation de Montréal," et plus tard acquis par le gouvernement de la province de Québec, et depuis lors connu sous le nom de : "Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," la dite compa- gnie du chemin de fer canadien du Pacifique s'oblige et s'engage aussi à continuer et maintenir la dite jonction du chemin de fer des Laurentides avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, telle jonction étant sur la partie d'icelle dernièrement acquise par la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Confirmation
de contrat par
la législature,
obligatoire.

40. Il est de plus convenu, que ce contrat est aussi fait sujet à la confirmation de la législature de la province de Québec, à sa session actuelle, et que la dite compagnie du chemin de fer des Laurentides, en obtenant de la législa- ture de Québec, la confirmation des présentes, obtiendra aussi l'insertion d'une clause dans l'acte de confirmation, par laquelle il sera pourvu que la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique sera mise en parfaite possession du dit chemin de fer des Laurentides, libre et quitte de toute responsabilité envers aucunes personnes ou corps quelconques, sauf la considération du présent acte, laissant à telles personnes ou à tels corps, leurs droits et privilèges respectivement contre la dite compagnie, s'en- gageant à liquider toutes telles réclamations et d'en exonérer et décharger la dite compagnie du chemin de fer du Pacifique.

50. Il est de plus convenu, que les présentes auront force et effet aussitôt que la confirmation de la législature, mentionnée dans la dernière clause, aura été obtenue ; mais que les présentes deviendront nulles et de nul effet à moins que la dite législation, confirmant les présentes et conférant la dite propriété à la compagnie, libre et quitte de toutes charges sur icelle, ne soit obtenue de la législature pendant la présente session, et aussi à moins qu'un acte de la législature, confirmant la vente à la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, de la dite partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ne soit passé pendant la présente session.

Entrée en
vigueur des
présentes.

En foi de quoi les parties ont signé les présentes, à Montréal, les jour et an sus-nommés.

En présence de
J. J. C. ABBOT,

Compagnie du chemin de fer des
Laurentides,

L. A. SENÉCAL,
Président.

Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique,

D. MCINTYRE,
Vice-Président.

R. B. ANGUS,
Vice-Président.

[L. S.]

C. DRINKWATER,

Secrétaire.

APPENDICE C.

CE CONTRAT, fait en double ce treizième jour du mois de mars, mil huit cent quatre-vingt-deux, entre la compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache, corps politique et dûment incorporé par lettres patentes de la province de Québec, et la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, corps politique et incorporé par lettres patentes de la Puissance du Canada, la dite compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache agissant aux présentes par Jean-Baptiste Renaud, écuyer, le président d'icelle, dûment autorisé aux fins des présentes, par une résolution du bureau des directeurs de la dite compagnie mentionnée en dernier lieu, et la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique agissant aux présentes par Duncan McIntyre et Richard B. Angus, vice-présidents d'icelle, étant dûment autorisés aux fins des présentes, par une résolution du bureau des directeurs de la dite compagnie,

ATTESTE :

Vente du chemin depuis la jonction de Ste-Thérèse, etc., avec garantie de titres, etc.

10. Que, sujet à la ratification des actionnaires de la dite compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache, et aussi à la ratification de la législature de la province de Québec, tel que ci-après pourvu, la dite compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache, vend, cède et transporte à la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, ce acceptant, tout son chemin de fer depuis la jonction à Ste-Thérèse avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à son terminus actuel dans le village de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne, avec garantie de titres, et contre toutes hypothèques ou charges quelconques, et avec toutes et chacune des propriétés, bâtisses et dépendances d'icelle, appartenant actuellement ou étant la propriété de, ou possédé par le dit chemin de fer de Saint-Eustache, dans leur état actuel.

Considérations de vente et conditions.

20. La dite vente, cession et transport sont ainsi faits pour et en considération de la somme de cinquante mille piastres, payables après la ratification des présentes, comme il a été précédemment stipulé, et immédiatement après que la construction du dit chemin sera complétée, le dit chemin devant être de la même qualité, et sur le même pied que la ligne principale du dit chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, avec toutes les clôtures et dépendances requises, mais sans matériel.

Pouvoir de continuer le chemin jusqu'à St-Joseph.

30. La dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique aura le pouvoir de continuer la dite ligne du chemin de fer de Saint-Eustache, où elle a son terminus à présent, à un point dans la paroisse de St-Joseph, à ou près de la ballastière dont on doit se servir.

Obligation de maintenir et exploiter le chemin.

40. La dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique s'oblige à maintenir le dit chemin en bon et efficace état de réparation, et devra l'exploiter efficacement au moyen d'un nombre suffisant de trains par jour pour transporter le trafic du fret et des voyageurs avec toute la régularité et l'expédition nécessaires, entretenant au moins un train de voyageurs par jour dans chaque direction.

Confirmation par la législature, obligatoire.

50. Il est par les présentes stipulé, que ce contrat est ainsi fait sujet à l'approbation et à la confirmation des actionnaires de la dite compagnie, et aussi de la législature de la province de Québec, à sa session actuelle ; et la dite compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache, en obtenant de la législature de Québec la ratification des présentes, doit aussi obtenir l'insertion d'une clause dans l'acte affectant cette ratification, par laquelle il sera pourvu que la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique sera mise en possession du dit chemin de fer de Saint-Eustache, libre et quitte de toute responsabilité envers toute

personne ou corps quelconque, sauf, toutefois, la considération du présent acte, laissant à telle personne et à tel corps, leurs droits et réclamations respectifs envers la dite compagnie du chemin de fer de Saint-Eustache. La dite dernière compagnie s'engageant à régler toutes telles réclamations dont la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique sera exonérée et déchargée. Règlement
des réclama-
tions.

60. Il est de plus convenu, que les présentes auront force et effet aussitôt que la confirmation de la législation, mentionnée dans la dernière clause, aura été obtenue; mais que les présentes deviendront nulles et de nul effet à moins que la dite législation, confirmant les présentes et conférant la dite propriété à la compagnie, libre et quitte de toutes charges sur icelle, ne soit obtenue de la législature pendant la présente session, et aussi à moins qu'un acte de la législature, confirmant la vente à la dite compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, de la dite partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ne soit passé pendant sa présente session. Entrée en
force des pré-
sentes.

En foi de quoi les parties ont signé les présentes, à Montréal, les jour et an sus-nommés.

En présence de

A. C. WURTELE.

Chemin de fer St-Eustache,
J. B. RENAUD,
Président.

La compagnie du chemin de fer
canadien du Pacifique par

D. McINTYRE,
Vice-Président.

R. B. ANGUS,
Vice-Président.

[L.S.]

C. DRINKWATER,

Secrétaire C. P. R. Co.

45 VICTORIA, CHAPITRE 20. (QUÉBEC.)

ACTE POUR DÉCRÉTER ET CONFIRMER LA VENTE DE CETTE PARTIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL, CONNUE SOUS LE NOM DE : "SECTION EST," ET S'ÉTENDANT DEPUIS LA JONCTION DE SAINT-MARTIN JUSQU'À LA CITÉ DE QUÉBEC.

[Sanctionné le 27 mai, 1882.]

Préambule.

ATTENDU que le gouvernement de la province de Québec a fait un contrat pour la vente et l'exploitation permanente de cette partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, connu sous le nom de : "Section Est," et s'étendant de la jonction de Saint-Martin, jusqu'à la cité de Québec inclusivement, lequel contrat portant la date du quatrième jour de mars, 1882, ainsi que son annexe, ont été soumis à la ratification de la législature ; et attendu qu'il est opportun d'approuver et de ratifier le dit contrat et de faire des dispositions pour sa mise à exécution ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Contrat approuvé et ratifié.

1. Le dit contrat, dont copie avec son annexe, est attachée au présent acte, est par le présent approuvé et ratifié, et le gouvernement est autorisé à en remplir et exécuter les conditions suivant leurs termes et teneur.

Constitution de corporation par charte.

2. Dans le but de constituer en corporation, les personnes mentionnées dans le dit contrat, et celles qui leur seront associées dans l'exécution de l'entreprise, et de leur conférer les pouvoirs nécessaires pour leur permettre de remplir le contrat, suivant ses termes et conditions, le lieutenant-gouverneur pourra leur accorder, en conformité du dit contrat, sous le nom corporatif de : "Compagnie du chemin de fer du Nord," (*North Shore Railway*) une charte leur conférant les immunités, privilèges et pouvoirs énoncés dans l'annexe du dit contrat attachée au présent acte ; et la dite charte, après avoir été publiée dans la Gazette Officielle de Québec, avec tout arrêté ou tous arrêtés du conseil exécutif s'y rattachant, aura la même force et le même effet que si elle était un acte de la législature de Québec, et sera réputée un acte d'incorporation selon l'intention et la teneur du dit contrat.

Nom de la corporation.

Effet de la charte.

Possession et droit d'exploitation de certaines parties du chemin de fer Q. M. O. et O., transférés à la corporation après

3. Lors de l'organisation de la compagnie et du dépôt entre les mains du gouvernement, de la somme de cinq cent mille piastres en argent, à compte du prix de vente, et en considération de l'achèvement et de l'exploitation efficace et perpétuelle du dit chemin de fer et de ses

embranchements par la dite compagnie, tel que stipulé au dit contrat, le gouvernement pourra transférer à la dite compagnie, la possession et le droit d'exploitation de la dite partie du chemin de fer connue sous le nom de : "Section Est," et s'étendant de la jonction de St-Martin, jusqu'à la cité de Québec inclusivement, ainsi que de ses embranchements tels que décrits au dit contrat, et la dite partie de chemin et ses embranchements ainsi que tous les terrains et propriétés mentionnés au contrat, malgré que ces propriétés ne soient point désignées par tenants ou aboutissants ou sous le numéro du cadastre conformément au code civil, deviendra et sera ensuite la propriété absolue de la compagnie, le tout, néanmoins, aux termes et conditions, et sous les restrictions et réserves stipulées au dit contrat.

l'exécution de
certaines con-
ditions, etc.

4. Le privilège de bailleur de fonds pour la garantie du paiement de la balance du prix de vente, en capital et intérêt, et l'hypothèque spéciale de cinq cent mille piastres créés en faveur du gouvernement de la province de Québec, par la clause vingt du dit contrat, sont par le présent acte, déclarés valides et obligatoires pour la compagnie, avec le même effet et la même valeur quant aux propriétés ainsi hypothéquées et grevées, que si ces propriétés étaient désignées dans ce contrat, par tenants et aboutissants ou sous les numéros qu'ils portent au cadastre, conformément aux dispositions du code civil du Bas Canada ; et le rang et la priorité du gouvernement de cette province comme créancier privilégié et hypothécaire sur le dit chemin de fer et ses dépendances, et sur les dites propriétés immobilières transportées au dit chemin de fer, seront conservés avec le même effet et de la même manière que si le contrat eût été dûment enregistré le jour de la passation du présent acte, contre le dit chemin de fer et autres propriétés immobilières, dans chacun des bureaux d'enregistrement des différentes divisions d'enregistrement dans lesquelles le dit chemin de fer et propriétés immobilières ou aucune partie d'iceux sont sis et situés, conformément aux dispositions du code civil du Bas Canada, à la date de ce contrat.

Privilège de
bailleur de
fonds pour
paiement de
la balance du
prix de vente
et hypothèque
spéciale
de \$500,000
déclarés valides et obligatoires, etc.

5. Lorsque la compagnie aura fait, en exécution de ce contrat, des travaux pour un montant de deux cent mille piastres, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, main-levée de l'hypothèque de cinq cent mille piastres mentionnée au dit contrat, sera donnée de la part du gouvernement par avis à cet effet, dans la Gazette Officielle de Québec, et cet avis aura l'effet d'une radiation hypothécaire.

Main-levée de
l'hypothèque
de \$500,000,
donnée après
l'exécution de
certaines
obligations.

Même main-levée chaque fois qu'il est fait un paiement sur le prix de vente.

Chaque fois qu'il sera fait un paiement sur le prix de vente par la dite compagnie, le trésorier de la province devra en donner un avis dans la Gazette Officielle de Québec, lequel aura aussi l'effet d'une radiation hypothécaire partielle ou totale, suivant le cas, à toute fin que de droit.

Préambule.

6. Et attendu que, par les clauses 16 et 17 du contrat, le gouvernement cède à la compagnie, tous ses droits contre les cités des Trois-Rivières et de Québec, relativement à leurs souscriptions respectives de cent mille piastres et d'un million de piastres, et qu'il est opportun d'établir certaines dispositions à ce sujet, il est encore décrété comme suit :

Quand les débetures de la cité des Trois-Rivières deviennent exigibles.

Les débetures de la cité des Trois-Rivières ne seront exigibles par la compagnie, qu'après l'exécution des travaux mentionnés dans la clause 16 du contrat ; mais il sera loisible à la cité des Trois-Rivières et à la compagnie, de convenir du montant de débetures qui pourra être livré après l'exécution d'aucune des trois obligations mentionnées dans la dite clause 16.

Pouvoir du gouvernement de faire des arrangements avec la cité de Québec relativement à sa souscription.

7. Nonobstant la clause 17 du contrat, il sera loisible au gouvernement de faire des arrangements avec la cité de Québec, relativement à sa souscription en faveur du chemin de fer de la rive Nord, et dans ce cas, la compagnie n'aura ni les obligations ni les avantages mentionnés dans la dite clause 17, et sera aussi déchargée de l'obligation des travaux d'achèvement de la rue St-André, du prolongement du chemin jusqu'à l'eau profonde sur le bassin de la princesse Louise et du déplacement de la voie sur la rue du Prince-Edouard. Mais tels arrangements devront être faits dans les trois mois de la passation du présent acte, et à l'expiration de ce délai, s'il n'y a pas eu d'arrangements, la dite clause 17 aura son plein effet.

Temps pour faire des arrangements, limité.

Acte en force.

8. Le présent acte deviendra en force le jour de sa sanction.

CONTRAT ENTRE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LE SYNDICAT
DU CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD.

Le quatrième jour du mois de mars, mil huit cent quatre-vingt-deux, en la cité de Montréal, par le présent document signé en double.

SA MAJESTÉ LA REINE, agissant pour et au nom de la province de Québec, par l'honorable J. A. CHAPLEAU,

premier ministre et commissaire des chemins de fer de cette province, désigné ci-après sous le nom de : "Gouvernement," et l'honorable THOMAS MCGREEVY, de la cité de Québec ; ALPHONSE DESJARDINS, de la cité de Montréal ; ALDÉRIC OUMET, de la cité de Montréal, tous trois membres de la chambre des communes du Canada, et LOUIS ADÉLARD SENÉCAL, gentilhomme de la cité de Montréal, désignées ci-après sous le nom de : "Syndicat," ont arrêté entr'eux les conventions suivantes, sujettes à la ratification de la législature de la province de Québec, ainsi qu'il est ci-après pourvu :

1. Le gouvernement vend, avec garantie contre tous troubles, hypothèques, évictions et empêchements quelconques, au syndicat, ce acceptant :

Vente de la section Est du chemin Q. M. O. et O., avec certains embranchements.

Cette partie du chemin de fer maintenant connue comme la section Est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis la jonction à St-Martin, de cette section Est avec la section Ouest du même chemin, vendus par le gouvernement à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, par contrat de ce jour, quatre mars, mil huit cent quatre-vingt-deux, jusqu'au terminus de cette section Est, dans la cité de Québec ;

Les embranchements de ce chemin, connus sous les noms d'embranchements "des Piles," "de Joliette," "de Berthier," et de "la ligne de ceinture des Trois-Rivières," le premier de ces embranchements, celui des Piles, s'étendant depuis sa jonction avec le chemin vendu, à environ deux milles de la cité des Trois-Rivières, jusqu'à son terminus à l'endroit communément appelé les Grandes-Piles ; le second, celui de Joliette, depuis le village de Lanoraie, dans le district de Joliette, jusqu'à son terminus à St-Félix de Valois ; le troisième, celui de Berthier, depuis la station du chemin de fer, à Berthier, district de Richelieu, jusqu'à son terminus dans la ville de Berthier ; le quatrième, savoir, la ligne de ceinture des Trois-Rivières, comprenant les deux lignes qui s'étendent depuis le chemin de fer jusqu'au port des Trois-Rivières.

2. Sont compris dans la présente vente :—

Propriétés comprises dans la vente.

a. L'ancienne cour à bois du gouvernement, à Québec, désignée au cadastre du quartier Saint-Pierre sous le numéro 1950 ;

b. Le terrain qui appartient actuellement au gouvernement dans l'emplacement connu sous le nom de : "La Pointe-au-Lièvre," dans ou près de la cité de Québec, désigné au cadastre du quartier Saint-Roch sous les numéros 1, 2, 3 et 4 ;

c. Le terrain situé dans la cité de Montréal, connu sous

le nom de : " Propriété Belle-Rive. " désigné au cadastre du quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, sous le numéro 1593 ;

d. La moitié sud de la propriété située dans la cité de Montréal, connue sous le nom de : " Propriété Macdonald, " désignée au cadastre du quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, sous le numéro 615 ;

e. Un terrain, situé à Hochélaga, de quatre arpents en superficie, que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique doit livrer au gouvernement en vertu du contrat susdit ;

f. Tous les terrains, gares, bâtisses, quais, lignes télégraphiques, etc., etc., dépendant des chemins de fer vendus par les présentes ;

g. L'outillage actuellement en usage, et le matériel roulant qui dépend du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental et de ses embranchements, déduction faite de cette partie de l'outillage et du matériel roulant qui doit être livrés à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, en vertu de la vente que lui a consentie le gouvernement ;

h. Tous les biens et effets appartenant au gouvernement qui se trouvent actuellement dans les magasins, sur la voie et sur les propriétés dépendantes du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, déduction faite de ce qui doit revenir à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, en vertu du susdit contrat de vente.

Description
ci-dessus, non
limitative.

3. La description ci-dessus n'est pas limitative, l'intention des parties étant d'inclure dans ce contrat tout ce qui dépend du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental et lui est accessoire, moins ce qui a été vendu à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Cession de
certains
droits et pri-
vilèges.

4. Le gouvernement cède et transporte par la présente vente, au syndicat, tous les droits et privilèges se rattachant aux chemins de fer cédés et vendus par les présentes qui lui sont acquis en vertu de la loi et de ses autres titres, de quelque nature qu'ils soient, et notamment tous les droits et privilèges que le gouvernement a acquis et qui lui sont réservés par le contrat de vente susdit, qu'il a consenti à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le gouvernement subrogeant le syndicat dans tous tels droits et privilèges.

Obligations
du gouverne-
ment quant

5. Le gouvernement s'oblige, en outre, à faire tous ses efforts, afin d'obtenir pour le syndicat, du gouvernement de la Puissance, un traité pour le transport des marchandises

sur le chemin de fer Intercolonial, et aussi la construction d'un embranchement du dit chemin de fer Intercolonial, depuis la paroisse de St-Charles jusqu'à la Pointe-Lévis, et la construction par le gouvernement fédéral, à Lévis, des quais, engins, machines et autres ouvrages nécessaires pour l'établissement d'une traverse, par bateaux-à-vapeur, de Québec (au terminus du chemin de fer vendu) jusqu'à Lévis (au terminus de l'embranchement susdit de St-Charles), pour le transport des chars sans déchargement, et aussi sa contribution pour moitié dans le coût et les frais de bateaux traversiers qui seront requis.

6. De son côté, le syndicat s'oblige à remplir et à exécuter, au lieu et place du gouvernement, et à ses propres frais, chacune des obligations auxquelles est actuellement tenu le gouvernement, en vertu du contrat qu'il a fait avec la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, et, notamment, celle de faire et exécuter les travaux et constructions, dans la cité de Montréal et ses environs, que le gouvernement s'est obligé par le contrat susdit de faire et exécuter, et le syndicat paiera la part du gouvernement dans l'embranchement d'Hochélagas, à la propriété Macdonald et à la propriété de la prison, et en considération de cet engagement de la part du syndicat, le gouvernement lui transporte par les présentes, les deux cent quarante mille piastres que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique doit lui payer pour la confection des travaux.

Obligations du syndicat quant à certains travaux dans la cité de Montréal.

7. Le syndicat s'oblige à faire et à compléter les travaux d'extension requis pour mettre les chemins qu'il acquiert en communication directe avec le chemin de fer Intercolonial, et à faire et à construire, au terminus, à Québec, les quais, engins, machines et autres ouvrages requis pour l'établissement de la traverse dont il est question plus haut, et, de plus, à contribuer pour moitié dans le coût et les frais des bateaux traversiers qui seront requis. Au nombre des ouvrages que le syndicat s'oblige à faire, sont ceux décrits et énumérés dans la cédule A annexée aux présentes.

Idem quant à certains travaux à Québec.

8. Le syndicat prend les chemins qu'il acquiert dans l'état où ils se trouvent actuellement; il s'oblige sous les conditions ci-après mentionnées, à faire tous les travaux mentionnés dans la cédule B, pour la réparation et la complétion des chemins, et il s'oblige, en outre, à tenir continuellement les dits chemins en bon ordre.

Idem, quant à la complétion et réparation des chemins.

9. Le syndicat s'oblige à faire circuler sur les chemins de fer vendus, autant de convois qu'il sera nécessaire

Nombre des convois qui doivent circuler

pour suffire aux besoins du trafic, et au moins un convoi à passagers sur tout le parcours des chemins, dans chaque direction, tous les jours, les dimanches exceptés.

Obligation du syndicat quant au trafic sur les chemins.

10. Le syndicat se charge de l'exécution de tous les contrats relatifs au trafic sur les chemins vendus, qui lient le gouvernement, et les profits qui accroîtront sur iceux, à compter de la livraison des chemins vendus, iront au syndicat.

Permis de circulation donnés pour l'année courante par le gouvernement.

11. Le syndicat admettra les permis de circulation et billets de passage qui auront été donnés par le gouvernement pour l'année courante.

Département des mécaniciens, ateliers etc., fixés à Québec.

12. Le département des mécaniciens, le bureau des ingénieurs et les ateliers de construction et de réparation du dit chemin, seront dans la cité de Québec, et le syndicat gardera à son service, autant que, dans son opinion, la chose sera compatible avec la bonne administration de son chemin, les employés actuellement au service du gouvernement ; et le syndicat ne congédiera sans cause, aucun des employés actuels, sans lui donner au moins un mois d'avis ou une compensation raisonnable.

Prix de vente et conditions.

13. Cette vente est faite pour le prix de \$4,000,000, en déduction duquel le syndicat devra payer, lors de la livraison, une somme de \$500,000, et sur la balance de \$3,500,000 le gouvernement pourra, en donnant un avis préalable de six mois au syndicat, exiger un autre paiement de \$500,000, après l'expiration de l'année qui suivra le premier paiement ; et à l'expiration de cinq ans à partir de la livraison, le gouvernement aura, en tout temps, le droit, en donnant au syndicat un an d'avis, d'exiger le paiement intégral de toute balance qui restera alors due sur le prix de vente susdit, et dans tous les cas, cette balance deviendra due et exigible à l'expiration de vingt ans.

Pouvoir d'acquitter prix de vente.

14. Le syndicat pourra, en tout temps, acquitter son prix de vente, en donnant au gouvernement un avis préalable de six mois.

Intérêt sur la balance du prix de vente.

15. L'intérêt courra sur la balance du prix de vente, à raison de cinq pour cent par an du jour de la livraison, et sera payable le premier de mars et de septembre de chaque année à commencer le 1er septembre prochain.

Complétion de la ligne de ceinture des Trois-Rivières.

16. Le syndicat s'oblige à faire les travaux nécessaires pour compléter la ligne de ceinture des Trois-Rivières, ainsi qu'à remplacer par des rails d'acier ceux qui sont

actuellement sur l'embranchement des Piles, au fur et à mesure qu'il deviendra nécessaire de les renouveler, et à établir une ligne de bateaux-à-vapeur entre les Grandes-Piles et la Tuque ; mais le syndicat ne sera tenu de remplir aucune de ces trois obligations, que dans le cas où il touchera les débentures, au montant de cent mille piastres, qui ont été votées par la cité des Trois-Rivières, le gouvernement subrogeant le syndicat dans tous ses droits contre la cité des Trois-Rivières à cette fin.

17. Le gouvernement cède et transporte au syndicat, tous ses droits contre la corporation de la cité de Québec relativement au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et il s'oblige à lui remettre, lors de la livraison des chemins, les débentures que la corporation de la cité de Québec a données à compte de sa souscription, au montant de \$400,000 (toute débenture qui ne pourra pas être livrée par le gouvernement, devra être payée au pair). En outre, le gouvernement subroge le syndicat dans tous les droits qu'il peut avoir et réclamer sur la propriété située à Québec, communément appelée : "Terrains du Palais," en face de la propriété connue sous le nom de : "Parc à bois du gouvernement." En considération de ce transport, le syndicat assume toutes les obligations du gouvernement vis-à-vis de la corporation de la cité de Québec, et s'oblige, en outre, à payer au gouvernement, lors de la livraison des chemins, une somme de \$500,000.

Transport des droits du gouvernement contre la corporation de Québec.

Subrogation des droits du gouvernement dans certaines propriétés.

18. Dans le cas où le syndicat ne tiendrait pas les dits chemins ou aucune partie d'iceux, ou leur matériel roulant, en bon ordre, il devra pourvoir à réparer ce défaut et à tout remettre en bon ordre, sous un délai de trente jours après en avoir reçu avis du gouvernement. Et s'il arrivait qu'il y eût divergence d'opinion sur le mauvais état du ou des dits chemins, ou du matériel roulant, ou sur les réparations à faire, ce différend sera soumis à l'arbitrage de trois personnes désintéressées, dont une sera nommée par chacune des parties à ce contrat, et la troisième par le ministre des chemins de fer de la puissance du Canada. Et si le syndicat refuse ou néglige pendant trente jours, après tel avis, ou dans le cas de divergence, après la signification de la sentence arbitrale, de faire les réparations requises ou ordonnées, alors le délai, pour le paiement de la balance due sur le capital, cessera, et, nonobstant toute disposition contenue aux présentes, la dite balance deviendra exigible en totalité immédiatement.

Délai pour réparer et mettre les chemins en bon ordre.

Arbitrage à défaut d'entente.

Effet du défaut de se conformer à cette obligation dans le temps voulu.

19. Dans le cas où le syndicat négligerait ou refuserait de faire aucun des paiements de capital ou d'intérêts

Effet de défaut de payer capital ou intérêt

dans le temps
voulu.

stipulés aux présentes, lors de leur échéance, et que cette négligence ou ce refus durerait pendant trente jours, le montant entier du capital stipulé aux présentes, qui n'aura pas encore été payé, deviendra immédiatement dû et exigible.

Garantie hy-
pothécaire
sur les che-
mins vendus.

20. Les chemins vendus et livrés, leurs dépendances et leur matériel roulant, ainsi que les propriétés ci-dessus décrites et qui sont comprises dans la présente vente, seront et demeureront hypothéqués pour la garantie du paiement du prix de vente, en capital et intérêts, et de plus, jusqu'à concurrence d'une somme de \$500,000, pour la due exécution des travaux mentionnés dans les cédules A et B ; mais cette dernière hypothèque deviendra nulle du moment que des travaux à un montant de \$200,000 auront été faits à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qui devra alors donner main levée de cette hypothèque.

Incorporation du syndicat par la législature, prévue.

Effet de l'incorporation.

21. Le syndicat sera constitué en compagnie incorporée à la prochaine session de la législature de la province de Québec, avec tous les pouvoirs requis pour lui permettre d'exécuter le présent contrat. Cette condition est de rigueur. Et, à dater de l'incorporation de la compagnie, tous les droits et privilèges conférés au syndicat par les présentes, passeront à la compagnie, qui sera, dès lors, assujettie à toutes les obligations assumées par le syndicat, et, dès ce moment, la responsabilité individuelle des membres du syndicat cessera.

Soumission du contrat pour ratification, à la législature.

22. Le gouvernement s'oblige à soumettre le présent contrat à la ratification de la législature de Québec, à sa prochaine session.

Et les parties ont signé.

CÉDULE A.

(*Estimés approximatifs.*)

TRAVAUX REQUIS POUR RACCORDER LE CHEMIN DE FER
Q. M. O. ET O. AVEC LE CHEMIN DE FER
INTERCOLONIAL,.....ET LE SERVICE
DES BATEAUX TRAVERSISERS.

10. Acquisition, location, ou construction de quais
(ceux en usage actuellement coûtent \$6,500 par
année), soit un capital de\$130,000

2o. Travaux sur les quais, hangars, voies d'évitement, etc., etc	\$30,000
3o. La moitié du coût des bateaux traversiers et de leurs accessoires.....	90,000
	<hr/>
	\$250,000
	<hr/>

CÉDULE B.

(Estimés approximatifs.)

TRAVAUX À MONTRÉAL.

Prolongement de la ligne et construction de bâtiments sur le terrain Belle-Rive	\$50,000
---	----------

TRAVAUX GÉNÉRAUX.

Ballast pour compléter la voie jusqu'à Québec.....	\$33,000
--	----------

TRAVAUX À TROIS-RIVIÈRES.

Comprenant les travaux sur le chemin de ceinture,—la substitution des rails d'acier aux rails de fer sur le chemin de ceinture et sur l'embranchement des Piles,—travaux sur les quais,—navigation sur le Saint-Maurice depuis les Grandes-Piles jusqu'à la Tuque.....	\$140,000
--	-----------

TRAVAUX À QUÉBEC.

Ateliers,—achèvement de la rue St-André,—prolongement de la ligne jusqu'à eau profonde sur les quais du bassin "Louise,"—déplacement de la voie sur la rue du Prince-Edouard, soit en expropriant un côté de la rue ou en changeant complètement la voie, et en passant sur les terrains connus sous le nom de Pointe-au-Lièvre.	\$225,000
	<hr/>
	\$448,000
	<hr/>

(Ces derniers ouvrages sont compris dans les obligations entre le gouvernement et la cité de Québec, que le syndicat offre d'assurer.)

Les cédules A et B ci-haut, sont celles auxquelles il est référé dans le contrat ci-annexé.

MONTRÉAL, 4 mars, 1882.

ANNEXE

AU PRÉCÉDENT CONTRAT.

CONSTITUTION DE LA COMPAGNIE EN CORPORATION.

Certaines personnes incorporées.

1. L'hon. Thomas McGreevy, M.P., MM. Pierre V. Valin, M.P., James Gibb Ross, armateur, Nazaire Turcotte, importateur, Wm. J. Withall, négociant, Guillaume Bresse, manufacturier, Charles Samson, négociant, tous de la cité de Québec ; William E. Carrier, manufacturier, de la ville de Lévis ; Téléphore E. Normand, écr., de la cité des Trois-Rivières ; Alphonse Desjardins, M.P., Matthew Hamilton Gault, M.P., Louis Adélar Senécal, entrepreneur de chemins de fer, John McDougall, manufacturier, Victor Hudon, manufacturier, Alexander Buntin, manufacturier, Wilfrid Prévost, avocat, Jean-Baptiste A. Mongenais, marchand, J. Moise Dufresne, marchand, Jean-Baptiste Renaud, directeur de banque, Guillaume Boivin, manufacturier, David Morrice, marchand, Robert Cowan, manufacturier, tous de la cité de Montréal ; l'hon. Bradley Barlow, sénateur, de la ville de St-Albans, Vermont, Etats-Unis ; et R. J. Kimball, banquier, Louis Belloni, propriétaire de mines, de la cité de New-York, Etat de New-York, Etats-Unis, et telles autres personnes et corporations qui deviendront actionnaires de la compagnie par le présent constituées, seront et sont constituées corps politique et corporation, sous le nom de : " Compagnie du chemin de fer du Nord," (*North Shore Railway.*)

Capital social de la compagnie.

2. Le capital social de la compagnie sera de un million de piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, lesquelles seront transférables de telle manière et à telles conditions que pourront prescrire les statuts de la compagnie.

Quand le contrat sera censé transféré à la compagnie.

3. Dès que le capital social de la compagnie sera souscrit, et que cinquante pour cent de cette somme auront été versés, et qu'un dépôt de cinq cent mille piastres aura

été fait entre les mains du trésorier de la province de Québec, en argent, pour l'objet et conformément aux conditions stipulées dans le précédent contrat, le dit contrat deviendra et sera transféré à la compagnie, sans qu'il soit nécessaire d'exécuter aucun acte ou instrument à cet effet ; et ces conditions une fois remplies, la compagnie sera investie de tous les droits des acquéreurs nommés dans le dit contrat, et elle sera tenue à l'exécution et assujettie à la responsabilité résultant de tous leurs devoirs et obligations, dans la même mesure et de la même manière que si le dit contrat eût été consenti par elle, et non par les dits acquéreurs,—et dès lors, les acquéreurs, comme particuliers, cesseront d'avoir aucun droit ou intérêt dans le dit contrat, et ils ne seront assujettis à aucune obligation ou responsabilité créée par le contrat autrement que comme membre de la corporation par le présent constituée. Et les dites conditions relatives à la souscription du capital, à son versement partiel, et au dépôt de cinq cent mille piastres, étant remplies à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, la publication par le secrétaire provincial, dans la Gazette Officielle de Québec, d'un avis de transfert du contrat à la compagnie, sera une preuve probante de tel transfert.

Investissement de certains droits et obligations.

Ce qui sera une preuve du transfert.

4. Toutes les immunités et tous les pouvoirs nécessaires ou utiles à la compagnie, pour qu'elle remplisse, exécute, fasse exécuter et se prévale de chaque condition, stipulation, obligation, devoir, droit, recours, privilège et avantage convenus, mentionnés ou énoncés dans le dit contrat, sont, par le présent, conférés à la compagnie. Et les dispositions spéciales ci-après établies, ne seront pas censées porter atteinte ou déroger à la généralité des immunités et pouvoirs qui lui sont, par le présent, ainsi conférés.

Immunités et pouvoirs conférés à la compagnie.

DIRECTEURS.

5. L'hon. Thomas McGreevy, M.P., MM. Pierre V. Valin, M.P., James Gibb Ross, armateur, Nazaire Turcotte, importateur, Wm. J. Withall, négociant, Guillaume E. Bresse, manufacturier, Charles Samson, négociant, tous de la cité de Québec ; William E. Carrier, manufacturier, de la ville de Lévis ; Téléphore E. Normand, écr., de la cité des Trois-Rivières ; Alphonse Desjardins, M.P., Matthew Hamilton Gault, M.P., Louis Adélar Senécal, entrepreneur de chemins de fer, John McDougal, manufacturier, Victor Hudon, manufacturier, Alexander Buntin, manufacturier, Wilfrid Prévost, avocat, Jean-Baptiste A. Mongenais, marchand, J. Moïse Dufresne, marchand, Jean-Baptiste Renaud, directeur de banque, Guillaume

Premiers directeurs de la compagnie.

Majorité. Boivin, manufacturier, David Morrice, marchand, Robert Cowan, manufacturier, tous de la cité de Montréal ; l'hon. Bradley Barlow, sénateur, de la ville de St-Albans, Vermont, Etats-Unis ; et R. J. Kimball, banquier, Louis Belloni, propriétaire de mines, de la cité de New-York, Etat de New-York, Etats-Unis, sont, par le présent, constitués les premiers directeurs de la compagnie ; et la majorité des directeurs, le président compris, devra être composée de sujets britanniques. Le conseil des directeurs ainsi constitué, aura tous les pouvoirs par le présent conférés aux directeurs de la compagnie, et ils resteront en charge jusqu'à la première réunion annuelle des actionnaires de la compagnie.

Pouvoir du conseil des directeurs.

Qualités pour devenir directeurs. 6. Chacun des directeurs de la compagnie par le présent nommés, ou qui par la suite seront nommés ou élus, devra être porteur d'au moins cent actions du fonds social de la compagnie. Mais le nombre des directeurs que les actionnaires éliront à l'avenir, et qui n'excèdera pas neuf, sera déterminé par statut de la compagnie. Leur élection se fera au scrutin.

Nombre des directeurs.

Leur élection. Comité exécutif pour la gestion des affaires. Ses pouvoirs et son président. 7. Le conseil de direction pourra choisir parmi ses membres, un comité exécutif composé d'au moins trois directeurs, pour la gestion ordinaire des affaires de la compagnie, et auquel seront confiés tels pouvoirs et devoirs que détermineront les statuts de la compagnie. Le président sera *ex-officio* membre de ce comité.

Siège des affaires de la compagnie. 8. Le siège des affaires de la compagnie sera établi dans la ville de Québec ; mais la compagnie pourra vaquer à ses affaires dans toute localité où il sera besoin, et où les directeurs ou actionnaires pourront se réunir lorsqu'ils y seront convoqués, ainsi que le prescriront les statuts de la compagnie. La compagnie ouvrira aussi, et tiendra ouvert à Montréal, constamment durant les heures d'affaires, un bureau où pourront lui être signifiés toutes procédures judiciaires, ou actes extra-judiciaires, pour toutes affaires émanant du district de Montréal.

Proviso.

Bureau d'affaires de la compagnie.

9. La première assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie, pour l'élection des directeurs, aura lieu le premier mercredi de juin, mil huit cent quatre-vingt-deux, au bureau de la compagnie, à Québec ; et l'assemblée générale annuelle des actionnaires, pour l'élection des directeurs et l'expédition des affaires en général, aura lieu, à l'avenir, le même jour, chaque année, et au même lieu. Avis de chacune de ces assemblées sera publié pendant

1ère assemblée des actionnaires.

Assemblées générales annuelles subséquentes.

ACTIONNAIRES.

deux semaines dans la Gazette Officielle de Québec, et par telle autre voie de publicité qui sera, de temps à autre, prescrite par les statuts de la compagnie.

Avis de convocation.

10. Les assemblées générales spéciales des actionnaires pourront être convoquées ainsi que le prescriront les statuts. Et avis de ces assemblées sera donné de la même manière que pour les assemblées générales annuelles, mention étant faite du motif de leur convention.

Assemblées générales spéciales.

Avis à cet effet.

11. Le dit bureau des directeurs pourra employer un ou plusieurs des directeurs comme directeur ou directeurs rémunérés, pourvu, toujours, qu'aucune personne ne sera directeur, à moins qu'elle ne soit porteur ou propriétaire d'au moins cent actions dans le fonds de la compagnie, ni à moins qu'elle ne soit pas arriérée dans aucun versement sur icelles.

Directeurs rémunérés.

Leurs qualifications.

Et le dit bureau pourra également pourvoir à la rémunération de tout comité exécutif de tels directeurs, au transport du capital social et des actions, à l'enregistrement et l'inscription du capital, des actions et des délibérations, et au transport des obligations enregistrées ; au paiement des dividendes et des intérêts, et à toutes autres matières que le dit contrat ou le présent acte autorise. Mais tels statuts de la compagnie n'auront aucune force ou vigueur après la prochaine assemblée générale des actionnaires qui suivra l'adoption de ces statuts, à moins qu'ils ne soient approuvés par cette assemblée.

Pouvoir de rémunérer des comités exécutifs, etc.

Approbation des règlements après l'assemblée générale.

12. Tout conseil municipal d'une municipalité qui accordera, après la passation de cet acte, un bonus en aide à l'un des dits chemins de fer ou ses embranchements contrôlés par la compagnie, pour un montant de pas moins de vingt mille piastres, aura droit de nommer une personne, chaque année, pour être directeur de la compagnie, outre tous les autres directeurs autorisés par le présent acte, mais telle municipalité n'encourra aucune responsabilité par la nomination de tel directeur, et n'aura pas le droit de voter sur ses actions, à l'élection des directeurs.

Pouvoir des conseils municipaux accordant aide, de nommer un directeur.

13. Aux élections des directeurs, en vertu du présent acte, et dans la transaction de toutes affaires aux assemblées générales des actionnaires, chaque actionnaire aura droit à autant de votes qu'il possèdera d'actions sur lesquelles les versements demandés auront été payés, et à toute assemblée de tels actionnaires, il pourra voter par procuration, pourvu que telle procuration soit donnée à un actionnaire de la compagnie.

Droit de vote des actionnaires.

Montant des
demandes de
versements
après le 1er.

14. Après le premier versement auquel il est pourvu par le présent acte, nulle demande de versement sur les actions non libérées ne pourra excéder vingt pour cent.

CHEMIN DE FER ET LIGNE DE TÉLÉGRAPHE.

Pouvoir d'ac-
quérir et ex-
ploiter lignes
de chemins de
fer.

15. La compagnie pourra acquérir, entretenir et exploiter une ligne continue de chemin de fer, d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, lequel chemin de fer s'étendra depuis l'endroit connu sous le nom de : Jonction de St-Martin, jusque dans les limites de la cité de Québec, ainsi que sur les branches connues sous le nom de : Branche de Joliette, branche de Berthier, branche des Piles et chemin de ceinture des Trois-Rivières, et sur tous autres embranchements qui seront par la suite construits par la dite compagnie, lesquels seront de la largeur susdite, et sur tout prolongement de la dite ligne principale de chemin de fer qui sera par la suite, fait ou acquis par la compagnie, lesquelles dites lignes et branches constitueront la ligne de chemin de fer ci-après appelée : " LE CHEMIN DE FER DU NORD, " (*North Shore Railway.*)

Idem, lignes
de télégra-
phes, etc.

16. La compagnie pourra construire, entretenir et exploiter une ligne continue de télégraphe, et des lignes de téléphone, sur tout le parcours du chemin de fer du Nord ou sur une partie quelconque de ce chemin, et pourra aussi construire ou acquérir par achat, bail ou autrement, toutes autres lignes de télégraphe en correspondance avec cette ligne sur le parcours du dit chemin de fer, et pourra entreprendre la transmission de dépêches pour le public, par cette ligne ou ces lignes de télégraphe ou de téléphone, et recevoir des rétributions pour ce service ; ou elle pourra prendre à bail, cette ou ces lignes de télégraphe ou de téléphone, ou toute partie de ces lignes ; et si elle juge à propos d'entreprendre la transmission de dépêches pour rétribution elle sera assujettie aux dispositions des quatorzième et seizième sections du chapitre soixante-sept des Statuts refondus du Canada. Et elle pourra utiliser tout perfectionnement qui pourra être inventé par la suite (sujet aux droits des brevetés) pour télégraphier ou téléphoner, et tous autres moyens de communication que la compagnie pourra, en tout temps par la suite, juger utiles et avantageux.

POUVOIRS.

Application
de l'acte re-
fondu des c.
mins de fer de
Québec, 1880.

17. L'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880, en tant que ces dispositions sont applicables à l'entreprise autorisée par cette charte, et en tant qu'elles ne sont pas incompatibles ou contradictoires avec les dispositions de

celle-ci, et sauf et excepté tel que ci-après prescrit, est incorporé dans le présent acte.

18. Les troisième et quatrième paragraphes de la section vingt-deux de l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880, seront subordonnés aux dispositions suivantes, savoir : que si avant l'achèvement du paiement pour le prix d'achat du dit chemin de fer, ou pour les constructions comprises dans le dit contrat, un transfert paraissait avoir été fait de quelque action ou part de la compagnie, ou si la transmission de quelque action est effectuée en vertu des dispositions du dit paragraphe quatre, à une autre personne, qu'elle soit ou non actionnaire de la compagnie, et si le conseil juge qu'il n'est pas à propos que la personne à laquelle ce transfert sera fait ou cette transmission effectuée, soit acceptée comme porteur de ces actions transférées ; les directeurs pourront, par résolution, opposer leur veto à ce transfert ou à cette transmission ; et après cela, et jusqu'après l'achèvement du dit paiement pour le prix d'achat du dit chemin de fer, et pour les constructions comprises dans le dit contrat, cette personne ne sera pas reconnue comme porteur de telles actions ainsi transférées dans la compagnie ; et l'actionnaire primitif ou sa succession, selon le cas, resteront assujettis à toutes les obligations d'un actionnaire de la compagnie, et auront tous les droits conférés à un actionnaire en vertu du présent acte ; mais si le transfert de telles actions a été opéré du consentement du conseil de direction, alors toute responsabilité de l'actionnaire primitif cessera. Mais toute société possédant des actions libérées de la compagnie, pourra transférer ces actions, en tout ou en partie, à tout membre de cette société ayant déjà un intérêt comme tel dans ces actions, sans être assujettie à tel veto. Et au cas où tel veto sera exercé, il sera pris note du transfert ou de la transmission ainsi empêché, afin qu'il soit inscrit dans les livres de la compagnie, après l'achèvement du paiement pour le prix d'achat du chemin de fer et des travaux comme susdit ; mais jusqu'à tel achèvement, le transfert ou la transmission ainsi empêché, ne conférera aucuns droits, et n'aura aucun effet quelconque en ce qui concerne la compagnie.

Certaines dispositions du susdit acte, subordonnées à certaines dispositions.

Transfert d'actions.

19. La dite compagnie devra fournir toutes les facilités raisonnables à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean, à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, ainsi qu'au chemin de fer Intercolonial et au Québec Central, pour la réception, l'expédition et la livraison du trafic des chemins de fer des dites compagnies, respectivement, ainsi que pour le retour des voitures, plates-formes et autres véhicules.

Obligation de fournir facilités quant au trafic, à certaines compagnies de chemins de fer.

Pouvoir d'acquérir et exploiter certaines lignes de chemins de fer sur autorisation des actionnaires, etc.

Certains engagements confirmés.

des pouvoirs quant à l'émission de ses obligations sur ces lignes.

Proviso, quant aux détenteurs d'hypothèques.

Pouvoirs de construire chantiers, élévateurs, quais, etc., sur le parcours du chemin de fer du Nord ;

20. La compagnie, en vertu de l'autorisation d'une assemblée générale spéciale de ses actionnaires, et comme prolongement du chemin de fer qu'elle est par le présent autorisée à exploiter et à terminer, pourra acheter ou acquérir, par bail ou autrement, et posséder ou exploiter une ligne ou des lignes de chemin de fer, prolongeant son chemin à l'Est de Québec, sur la rive Nord du St-Laurent, ou se raccordant par voies latérales, au dit chemin sur la dite rive Nord du St-Laurent, ou elle pourra acquérir des droits de circulation sur aucun de ces dits chemins de fer actuellement construits ou à construire, et plus spécialement, elle aura le pouvoir d'exercer, sans autre législation, les droits de circulation avec ses engins et ses trains, et tous les privilèges qui lui sont conférés par le présent contrat, sur cette partie du chemin de fer cédé à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, depuis la jonction de St-Martin jusqu'à la station aux casernes de la porte de Québec, dans la cité de Montréal, et tous les engagements et obligations pris par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique envers le gouvernement de la province de Québec, sont, par le présent, confirmés, ratifiés et transférés, en ce qui concerne la partie du chemin de fer de Québec à Saint-Martin, à la compagnie du chemin de fer du Nord (*North Shore Railway*), qui pourra exercer, sans restriction, tous les pouvoirs conférés par législation, au gouvernement de la province de Québec, en relation avec la dite ligne du chemin de fer depuis Québec jusqu'à Montréal, entr'autres le droit de prolonger le dit chemin, directement depuis St-Vincent de Paul jusqu'à Montréal. Et la compagnie possèdera, à l'égard de toutes lignes de chemins de fer ainsi achetées ou acquises, et devenant la propriété de la compagnie, les mêmes pouvoirs au sujet de l'émission d'obligations sur ces lignes, ou aucune d'entre elles, que ceux possédés par elles pour sa ligne principale, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres par mille. Mais cette émission d'obligation ne préjudiciera en rien, aux droits d'aucun détenteur d'hypothèque ou autre redevance déjà existante, sur aucune ligne de chemin de fer ainsi achetée ou acquise ; et le montant des obligations, dont l'émission est par le présent autorisée sur cette ligne de chemin de fer, sera réduit du montant des hypothèques ou redevances dont elle sera ainsi grevée.

21. La compagnie aura, en autant que cette législature peut le conférer, le pouvoir et l'autorisation de construire et entretenir des chantiers, élévateurs, quais, cales et jetées en tout endroit où elle acquerra de l'autorité compétente, l'usage ou la propriété des terrains ou travaux utilisés,

sur le parcours du dit chemin de fer du Nord (*North Shore Railway*) ou en rapport avec lui, et à tous ses terminus des eaux navigables, pour la commodité et le service des vapeurs et élévateurs; et aussi d'acquérir et exploiter des élévateurs, prendre des arrangements avec tous navires à vapeur et autres, pour le transport des cargaisons et voyageurs sur aucun point qui pourra se relier au chemin de fer du Nord (*North Shore Railway*), ainsi que de tenir des bateaux traversiers pour les voyageurs et le trafic, dans la dite province de Québec, en rapport avec le dit chemin de fer, et de faire tous contrats et arrangements avec toute personne ou corporation quelconque qui sont, par le présent acte, autorisés à cet effet, pour les objets sus-mentionnés ou autrement pour l'avantage de la compagnie.

Prendre des arrangements avec navires à vapeur pour transports;

OBLIGATIONS.

22. La compagnie, sur l'autorisation d'une assemblée générale spéciale des actionnaires, convoquée à cet effet, pourra émettre des obligations hypothécaires jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille piastres par mille du chemin de fer du Nord, pour les fins de l'entreprise autorisée par le présent acte, lesquelles constitueront, après le privilège de bailleur de fonds et l'hypothèque spéciale créés par la clause vingt du dit contrat, une première hypothèque, et auront priorité sur le dit chemin de fer construit ou acquis, et qui sera construit ou acquis par la suite, et sur ses biens et propriétés meubles et immeubles acquis et à acquérir par la suite, y compris le matériel roulant et l'outillage, et sur ses péages et revenus (déduction faite sur tels péages et revenus des frais d'exploitation), et sur les immunités de la compagnie, le tout tel qu'il sera déclaré et décrit comme étant ainsi hypothéqué dans tout acte d'hypothèque tel que ci-après prescrit. Et telles hypothèque et priorité pourront être établies par un acte ou des actes d'hypothèque consentis par la compagnie, sur autorisation de ses actionnaires, exprimée par une résolution adoptée à telle assemblée générale spéciale; et tout tel acte pourra contenir telle description de la propriété hypothéquée par tel acte, et telles conditions au sujet du paiement des obligations garanties par l'hypothèque, et de l'intérêt qu'elle portera, et énoncer les recours dont jouiront les détenteurs de ces obligations ou leurs fiduciaires, à défaut de paiement, et la manière d'user de ces recours, et pourra prescrire telles déchéances et pénalités pécuniaires, à défaut de tel paiement, qui pourront être approuvées par cette assemblée. Et tel acte d'hypothèque, ainsi que ses dispositions faites en vertu du présent, et telles autres de ses stipulations qui auront pour but (avec la même approbation) de conférer

Tenir des bateaux traversiers, etc.
Montant de l'émission des obligations de la compagnie pour certaines fins.

Leur privilège.

Mode de l'établissement.

Contenu de l'acte d'hypothèque.

Validité de tel acte.

tels plus amples et autres pouvoirs et privilèges, à tel ou tels fiduciaires et à tels porteurs d'obligations, qui ne seront pas contraires à la loi ou aux dispositions du présent acte, seront valides et obligatoires.

Interprétation de l'expression : "frais d'exploitation."

23. L'expression : "frais d'exploitation," signifiera et comprendra tous les frais d'entretien du chemin de fer et des stations, bâtiments, ateliers et dépendances s'y rattachant, ainsi que du matériel roulant et autres effets et outillage employés dans son exploitation ; et aussi tous tels péages, loyers ou montants annuels qui pourront être payés pour le louage des locomotives, des voitures ou wagons loués à la compagnie ; et aussi les rentes, redevances ou intérêts sur les terres appartenant à la compagnie qui les aura achetés sans les avoir payés ou sans les avoir payés en entier ; et aussi toutes les dépenses relatives à l'exploitation du chemin de fer et à son trafic, y compris les fournitures en magasin et les articles de consommation ; aussi les contributions, taxes, assurances et indemnités à payer par suite d'accidents ou de pertes ; aussi tous les salaires et gages des personnes employées dans et pour l'exploitation du chemin de fer et du trafic, et tous les frais de bureau et d'administration, y compris le traitement des directeurs, les frais d'agence, de justice et autres du même genre.

Dénominations sous lesquelles les obligations sont émises.

Mode de les négocier.

Emission d'actions ou échanges de ces obligations.

24. Les obligations dont l'émission est autorisée par le présent acte, sur la garantie du chemin, pourront être émises, en tout ou en partie, sous les dénominations de piastres, livres sterling ou francs, ou sous toutes les dénominations ou aucune d'elles, et les coupons pourront être, pour le paiement, en dénominations semblables à celles de l'obligation à laquelle ils sont attachés. Et toutes ou chacune de ces obligations pourront être engagées, négociées ou vendues à telles conditions et à tel prix que le déterminera, de temps à autre, le conseil d'administration. Et les statuts de la compagnie pourront prescrire, qu'après l'émission de toute obligation, cette dernière pourra être remise à la compagnie par le porteur, et la compagnie pourra, en échange, émettre en faveur de tel porteur, des actions de la compagnie, lesquelles actions pourront être enregistrées ou inscrites au siège principal de la compagnie ou ailleurs, de la manière et avec tels droits, gages, privilèges ou priorité, à tel endroit, et à telles conditions que pourront le prescrire les statuts de la compagnie.

Enregistrement des obligations aux actes d'hypothèques, non nécessaire.

25. Il ne sera pas nécessaire, pour conserver la priorité, le gage, la charge, l'hypothèque ou le privilège censés attachés à ou être créés par aucune obligation émise ou aucun acte d'hypothèque exécuté en vertu des dispositions

du présent acte, que cette obligation ou cet acte soit enregistré d'aucune manière ou dans aucun endroit quelconque. Mais tous tels actes d'hypothèque seront déposés au bureau du secrétaire provincial, et avis de ce dépôt sera donné dans la Gazette Officielle de Québec. Et de la même manière, toute convention conclue par la compagnie, en vertu de la vingt-neuvième section du présent acte sera aussi déposée au même bureau. Et une copie de tout tel acte d'hypothèque ou convention certifiée conforme par le secrétaire provincial ou son député, sera reçue dans toutes cours de justice comme preuve *primâ facie* de l'original, sans preuve des signatures ou du sceau apposés sur tel original.

Dépôt de ces actes, etc.

Effet de ce dépôt et du certificat à cet effet.

26. Si, en aucun temps, quelque convention est faite entre la compagnie et quelques personnes se proposant de devenir porteurs d'obligations de la compagnie, ou est contenue dans un acte d'hypothèque exécuté sous l'empire du présent acte, restreignant l'émission d'obligations par la compagnie en vertu des pouvoirs conférés par le présent acte, ou définissant ou limitant l'exercice de ces pouvoirs, la compagnie ne pourra, après qu'il en aura été fait dépôt au bureau du secrétaire provincial, comme il est prescrit plus haut, agir en vertu de ces pouvoirs autrement que selon la définition, les restrictions ou les limites prescrites par la dite convention. Et dès ce moment nulle obligation émise par la compagnie, et nul ordre donné, nulle résolution adoptée ou mesure prise par la compagnie, ou par le conseil de direction, contrairement aux termes de cette convention, ne sera valide ou n'aura effet.

Effet du dépôt au bureau du sec. prov. d's conventions faites entre la compagnie et des personnes voulant devenir porteurs d'obligations.

EXÉCUTION DES ENGAGEMENTS.

27. Lieront la compagnie, tout contrat, convention ou engagement, certificat d'action ou marché fait, et toute lettre de change tirée, acceptée ou endossée, et tout billet et chèque fait, souscrit ou endossé au nom de la compagnie, par tout agent, officier ou employé de la compagnie, en conformité générale de ses attributions, d'après les statuts de la compagnie ; et dans aucun cas il ne sera nécessaire que le sceau de la compagnie soit apposé à aucune telle lettre de change, billet, chèque, contrat, convention, engagement, marché ou certificat d'action, ou de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque statut ou quelque vote ou ordre spécial, et la personne agissant ainsi comme agent, officier ou employé de la compagnie, n'encourra individuellement, pour cela, aucune responsabilité que ce soit envers les tiers ; pourvu, toutefois, que rien dans le présent acte, ne puisse être interprété comme autorisant la com-

Engagements qui lieront la compagnie.

Proviso.

pagnie à émettre aucun effet payable au porteur, ou aucun billet à ordre destiné à circuler comme valeur monétaire ou comme billet de banque, ou à faire des opérations de banque ou d'assurance.

Nomination
de personnes
autorisées à
répondre aux
tiers-saisies.

Lieu où se
font les déclara-
tions.

28. Il sera loisible à la compagnie, dans le but de répondre aux tiers-saisies, de nommer une ou plusieurs personnes, dont les noms seront déposés au bureau du protonotaire, qui seront autorisées à faire, en cour, la déclaration requise pour la procédure légale en ces cas. Telles déclarations devront être faites dans les bureaux du protonotaire de Montréal et de Québec seulement, et suffiront pour toutes les parties de la province ; et chaque fois que cette déclaration sera en satisfaction d'un jugement émanant d'un autre district, le protonotaire devra transmettre cette déclaration au greffier de la cour qui aura lancé la tiers-saisie, et la procédure sera considérée complète à toutes fins que de droit. Ces déclarations devront être faites au bureau du protonotaire de Montréal, pour tous les districts couverts par la juridiction d'appel à Montréal, et au bureau du protonotaire à Québec, pour tous les districts couverts par la juridiction d'appel à Québec.

Experts dans
certains cas.

Leurs devoirs
quant aux
frais.

Tiers-experts.

Proviso, si la
compagnie
est forcée d'a-
bandonner
l'exploitation
du chemin.

29. Si le gouvernement et la compagnie ne pouvaient s'entendre, quant à savoir si des travaux faits ou des matériaux fournis, en vertu du contrat précédent, sont raisonnablement conformes ou non aux dispositions du dit contrat, ou quant à toute autre question de fait, le sujet du désaccord sera, de temps à autre, soumis à la décision de trois experts, dont l'un sera choisi par le gouvernement, un autre par la compagnie, et le troisième par les deux experts ainsi choisis ; et ces experts décideront laquelle des parties devra payer les frais de l'expertise. Et dans le cas où deux de ces experts ne pourraient s'entendre sur le choix d'un troisième, le dernier sera nommé sur la demande de l'une des parties, après avis donné de l'autre partie, par un juge de la cour supérieure pour la province de Québec. Et la décision rendue par les experts, ou par la majorité d'entr'eux, sera définitive. Pourvu, toutefois, qu'en aucun cas où la compagnie se verrait forcée, par défaut d'exécution des dites conventions ou autrement, d'abandonner l'exploitation du dit chemin de fer, aucune remise ne pourra lui être faite, soit des sommes déjà payées par elle d'avance ou autrement, soit comme compensation des travaux qu'elle aurait pu exécuter, suivant les cédulas annexées au précédent contrat, soit pour autres travaux faits ou pour matériel acquis par elle, à moins que la demande de telle remise ne soit présentée régulièrement devant la législature, et adoptée par un vote des deux

tiers de la chambre d'assemblée, et par la majorité du conseil législatif.

30. Tout acte de transport de terre de la compagnie pourra être fait selon la formule ordinaire pour ces cas, et pourra être enregistré complètement, sur l'affidavit de l'un des témoins de son exécution, fait devant les officiers ordinairement autorisés à recevoir tel affidavit, et un acte en telle forme ou rédigé dans tel sens sera un transport légal et valide des terres et des immeubles y mentionnés pour toutes fins quelconques, et son enregistrement aura le même effet que si tel acte avait été passé devant notaire ; et afin que tous tels actes soient dûment enregistrés, tous les registrateurs, dans leurs comtés respectifs, seront pourvus par eux et aux frais de la dite compagnie, d'un livre contenant des copies de la formule, une copie devant être imprimée sur chaque page avec les blancs nécessaires pour chaque cas de transport, et sur la production des dits actes, ils les entreront et enregistreront sous sommaire, dans le dit livre, et feront une entrée sur les dits actes ; et les registrateurs exigeront et recevront de la dite compagnie, pour tous frais de tel enregistrement, outre les timbres voulus, cinquante centins et pas plus, et le dit enregistrement sera considéré valide en loi, nonobstant tout acte ou disposition à ce contraire.

Forme de transport de terre de la compagnie et enregistrement des actes, etc.

Frais d'enregistrement.

45 VICTORIA, CHAPITRE 21. (QUÉBEC.)

ACTE AFFECTANT LE PRIX DE LA VENTE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL AU PAIEMENT DE LA DETTE CONSOLIDÉE DE LA PROVINCE.

[Sanctionné le 27 mai, 1882.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le prix de la vente des deux sections du chemin de fer de " Québec, Montréal, Ottawa et Occidental " sera affecté au paiement de la dette consolidée de la province.

Emploi du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O.

2. Ce prix entrera dans les fonds créés pour l'amortissement des emprunts effectués en vertu des actes 37 Vict., chap. 2 ; 39 Vict., chap. 4, et 41 Vict., chap. 1.

Destination de ce prix.

3. La somme de trois millions de piastres, payable suivant les conditions du contrat de vente de la section Ouest, après avis de six mois, ou après l'expiration de vingt

Application de \$3,000,000, produit de la vente de la partie Ouest.

années, par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, sera appliquée au paiement de l'emprunt de trois millions de piastres, fait en vertu de l'acte 41 Vict., chap. 1, ce qui comblera le fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Application
de \$3,500,000,
produit de la
vente de la
partie Est.

4. La somme de trois millions, cinq cent mille piastres, payable à terme, suivant les conditions du contrat de vente de la section Est, par la compagnie du chemin de fer du Nord, sera appliquée au paiement pour autant de l'emprunt fait en vertu de l'acte 39 Vict., chap. 4; et la somme de cinq cent cinquante-neuf mille, sept cent soixante-et-treize piastres et trente-trois centins, sera prise sur le reste du prix de vente des deux sections, pour combler le fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Application
du prix de
vente des
deux sections.

5. La balance du prix de vente des deux sections sera appliquée au paiement pour autant de l'emprunt fait en vertu de l'acte 37 Vict., chap. 2, et fera partie du fonds d'amortissement créé pour le rachat de cet emprunt.

Placement
par le trésorier
des sommes
payées à
compte.

6. Le trésorier de la province devra, de temps à autre, faire des placements conformément aux instructions qui pourront lui être données par le lieutenant-gouverneur en conseil, de toutes sommes qui seront payées à compte du prix de vente, et ces placements appartiendront au fonds d'amortissement dont ils doivent faire partie suivant leur origine.

Application
de certains
intérêts.

7. Les intérêts des balances entre les mains des acquéreurs, et ceux provenant des placements qui seront faits par le trésorier, de sommes qui seront payées à compte du prix, seront appliqués au paiement des intérêts sur les emprunts ci-dessus mentionnés, suivant l'affectation des capitaux.

Prix de vente
et intérêts,
non applica-
bles à d'au-
tres fins que
celles men-
tionnées.

8. Il est interdit au trésorier de la province d'employer, même temporairement, les deniers provenant du prix de la vente du chemin de fer de " Québec, Montréal, Ottawa et Occidental " et les intérêts qui en proviendront, à aucune autre fin qu'à celle ci-dessus décrétée.

Compte rendu
à Sa Majesté.

9. Il sera rendu compte à Sa Majesté, des placements et de l'emploi régulier des sommes provenant du prix de la vente du chemin de fer de " Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," ainsi que des intérêts.

Acte en
vigueur.

10. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 4. (QUÉBEC.)

ACTE POUR ABOLIR LA CHARGE DE COMMISSAIRE DES
CHEMINS DE FER ET POUR D'AUTRES FINS.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de
la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La charge de commissaire des chemins de fer est abolie. Charge de com., abolie.
2. Tous les documents et archives actuellement en la possession du commissaire des chemins de fer seront transférés aux archives du département de l'agriculture et des travaux publics et en formeront partie. Transfert des archives.
3. Le commissaire de l'agriculture et des travaux publics aura et possédera, sujet à la section 9 du statut 48 Victoria, chapitre 6, tous les pouvoirs, et remplira tous les devoirs qu'il avait et remplissait jusqu'à l'époque de la division du département de l'agriculture et des travaux publics en vertu du statut 43-44 Victoria, chapitre 3. Pouvoirs remis au com. de l'ag. et des trav. publ.
4. Le statut 43-44 Victoria, chapitre 3, et le statut 44-45 Victoria, chapitre 6, sont révoqués. Statuts révoqués.
5. La section 2 du statut 45 Victoria, chapitre 2, telle que amendée par le statut 48 Victoria, chapitre 6, section 2, est de nouveau amendée en retranchant dans la dernière ligne les mots : " et le commissaire des chemins de fer." S. 2, de 45 V., c. 2, amendée.
6. La section 9 du statut 48 Victoria, chapitre 6, est amendée en retranchant dans les troisième et quatrième lignes les mots : " surgissant dans le département des chemins de fer." S. 9, de 48 V., c. 6, amendée.

NOTE.—La dite section 9 de 48 V., c. 6, est abrogée par l'acte 49-50 V., c. 99, s. 9.

7. Le paragraphe 2 de la section 2 et la section 7 du statut 32 Victoria, chapitre 3, se liront et s'interpréteront comme s'ils comprenaient le solliciteur général et sa charge. S. 2, de s. 2, et s. 7, de 32 V., c. 3, interprétés.

8. Le présent acte viendra en force le premier juillet prochain. Entrée en vig. de l'acte.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER.

32 VICTORIA, CHAPITRE 52. (QUÉBEC.)

ACTE POUR L'ENCOURAGEMENT DE CERTAINS CHEMINS A LISSES DE COLONISATION.

[Sanctionné le 5 avril, 1869.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 33 V., c. 35 ; 34 V., cc. 21 et 22 ; 35 V., cc. 22 et 23 ; 36 V., c. 42 ; 37 V., c. 2 ; 38 V., c. 2 ; 39 V., c. 3 ; 40 V., c. 3 ; 41 V., c. 2 ; 44-45 V., c. 3 ; 45 V., c. 23, et 47 V., c. 70.

Subvention
accordée à
certains che-
mins de fer.

1. Une subvention provinciale, jusqu'à concurrence du montant, de la manière, et sujette aux conditions et restrictions ci-après mentionnées, est par le présent acte garantie pour la construction en bois, et l'entretien et l'exploitation des voies de communication suivantes projetées de chemins à lisses de colonisation, savoir :

Chemin à lisses de Québec à Gosford,
Chemin à lisses de Lévis à Kennébec,
Chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal, et
Chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Conditions,
montant et
durée de la
subvention.

2. Pour toute longueur continue et non interrompue, pas moindre que quinze milles, de chacun des dits chemins à lisses, qui aura été construite en bois, et sera mise en opération *bonâ fide* à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, le ou avant le premier jour de juillet, mil huit cent soixante-et-douze, il sera payé à même le fonds consolidé du revenu de la province,—par paiements annuels à échoir le premier jour de septembre de chacune des vingt années suivant immédiatement le premier de ces paiements, durant lesquelles cette longueur de chemin sera *bonâ fide* maintenue en opération non interrompue,—mais non autrement, ni pour une période de temps plus longue,—un subside aux taux de trois pour cent sur le montant des frais *bonâ fide* de leur construction ; ces frais, cependant (à moins que ce ne soit pour des ponts exceptionnels), ne devant pas excéder, en moyenne, le montant de cinq mille piastres par mille.

Comment les
ponts seront
estimés pour
les calculs du
subsidi.

3. En faisant le calcul de ce subside, tout pont construit sur une rivière ou ruisseau d'une largeur excédant cinquante verges à l'époque des eaux hautes, dont le coût raisonnable et réel, à tel endroit et sur tel plan, avec les matériaux, et d'après le genre de construction qui auront été préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur

en conseil, sera démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, excéder cinq mille piastres, sera considéré être un pont exceptionnel, et un subside sera alloué pour ce pont, non d'après sa longueur, mais au taux exceptionnel de trois pour cent annuellement sur le montant établi du coût *bonâ fide* d'icelui, n'excédant pas cependant le total que le lieutenant-gouverneur en conseil, dans chaque cas, limitera et allouera expressément comme étant la valeur juste et réelle d'icelui pour faire le calcul de ce subside.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, prendre les mesures qui seront jugées opportunes pour pourvoir au paiement de tout tel subside, ou d'aucune partie ou montant d'icelui, à tous les porteurs de créances de la compagnie qui y a primitivement droit ; et pour assurer ce paiement, il pourra émettre toutes espèces de bons (*débetures*), bordereaux (*scrips*) ou certificats conditionnels, avec ou sans coupons y attachés, payables à ordre ou au porteur, et autrement, en telle forme, jusqu'à concurrence de tels montants et sujets à toutes telles dispositions à leur égard qui seront considérées être dans l'intérêt public.

5. Lorsqu'une moitié continue d'aucun tel chemin à lisses, ou pas moins de vingt-cinq milles continus d'une longueur non interrompue d'icelui, auront été achevés, et seront *bonâ fide* mis en opération,—faits qui devront être prouvés d'une manière satisfaisante,—le lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande faite à cet effet par la compagnie, pourra déclarer la moitié du subside d'icelle avoir été, et être à l'avenir, convertie en un subside payable, non pas à la condition ci-dessus énoncée du maintien continu du chemin à lisses en opération *bonâ fide*, mais aux termes et sujet aux conditions ci-après ; et lorsque la totalité, ou pas moins de cinquante milles continus d'une longueur non interrompue de ce chemin auront été achevés et seront *bonâ fide* en opération,—faits qui devront être prouvés d'une manière satisfaisante,—le lieutenant-gouverneur en conseil, sur semblable demande, pourra déclarer la totalité du subside d'icelui avoir été, et être à l'avenir, convertie de la même manière ;

2. Si la compagnie qui sollicite cette conversion de subside, demande que la ligne principale de son chemin, ou le juste équivalent d'icelle, à part de tous embranchements ou lignes de prolongement autorisés, soit considérée (pour cette fin seulement) comme formant la totalité de tel chemin, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra donner tous ordres en conséquence ; et dans ce cas, la

Mode de paiement du subside.

Après l'achèvement de la moitié ou de la totalité du chemin le subside pourra être converti en subside payable sous d'autres conditions.

Pour cette conversion la ligne principale pourra être considérée comme la totalité.

créance de cette compagnie deviendra et sera, sur ce, limitée seulement à cette ligne principale ou à ce qui sera déclaré être son équivalent ;

Proviso.

3. Cette conversion n'aura pas cependant l'effet, en aucun cas, d'affecter aucune partie de ce subside représentée par des bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats conditionnels qui seront encore en circulation ;

Lient-gouv.
pourra émet-
tre des débentures.

4. Sans dépasser les limites qui viennent d'être fixées relativement au montant, le lieutenant-gouverneur en conseil, pour sûreté du paiement de ce subside converti, aux porteurs de créances de la compagnie qui y a primitivement droit, pourra émettre toutes espèces de bons (*débentures*), bordereaux (*scrips*) ou certificats, avec ou sans coupons y attachés, payables à ordre ou au porteur, et autrement, en telle forme, pour tels montants et sujets à telles dispositions à leur égard qui seront jugées être dans l'intérêt public ;

Les débentures seront soit pour le montant annuel du subside soit pour les intérêts du subside capitalisé.

5. Ces bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats convertis pourront en toute circonstance être émis,—selon ce que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera être le plus dans l'intérêt public,—soit pour assurer le paiement annuel du montant de ce subside converti, pour le nombre d'années requis, ou pour assurer le paiement des intérêts aux taux de six pour cent par année, sur la valeur de ce subside converti, capitalisés au même taux de six pour cent, et payables en ce qui concerne le capital dans pas moins de vingt, ni plus de trente ans à compter de la date de cette capitalisation ; et seront payables à tous *bonâ fide* porteurs de créances de la compagnie, quoiqu'ils ne le seraient pas à la compagnie lors même qu'elle en serait encore en possession, nonobstant que la compagnie ait négligé de maintenir le chemin à lisses en opération continue *bonâ fide* pendant toute la durée des termes de paiement du dit subside ;

Fonds d'amortissement pour rencontrer le subside capitalisé.

6. Dans le cas d'émission de ces bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats capitalisés, le trésorier de la province fera placer annuellement, comme fonds d'amortissement pour leur rachat, en bons publics de la Puissance ou de cette province, une somme égale à la différence existant entre le montant de l'intérêt annuel sur ces bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats capitalisés et celui du subside converti, représenté par iceux ;

Après l'émission des débentures le chemin sera sujet à inspection, etc.

7. Chaque fois que des bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats convertis auront été ainsi émis, la totalité du chemin à lisses en question et toutes ses propriétés, appartenances et outillage seront sujets à l'avenir à toutes telles inspections spéciales par le bureau des chemins de fer, ou autrement, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner ou autoriser de temps à autre, et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en aucun temps,

enjoindre à la dite compagnie de faire, dans le délai raisonnable qui sera fixé, toutes les réparations, ou de faire toute autre chose qui, à la suite de cette inspection, sera jugée nécessaire afin de conserver la totalité du dit chemin, avec ses propriétés, appartenances et outillage, dans un parfait état d'efficacité en vue de son exploitation convenable ;

8. Si, en aucun temps, la compagnie refuse de se soumettre à cette inspection spéciale, ou si elle intervient à l'encontre d'icelle, ou souffre qu'il y soit fait quelque obstacle, ou si elle refuse ou néglige de faire (dans le délai raisonnable qui sera fixée) toute telle chose qui lui sera ordonnée par le lieutenant-gouverneur en conseil à raison d'icelle, ou si elle néglige de maintenir le chemin à lisses en opération continue *bonâ fide* pendant toute la durée des termes de paiement du subside, alors, immédiatement après et en vertu du premier paiement qui sera subséquemment fait à même le fonds consolidé du revenu de la province, à compte d'aucun de ces bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats en circulation, la totalité du chemin à lisses et tous ses propriétés, appartenances et outillage, et tous les privilèges de la compagnie, deviendront et seront *ipso facto* la propriété de la couronne, et lui seront transférés pour servir aux usages publics de la province, sujet seulement aux fidéicommiss qui auront été ou seront à l'avenir déclarés législativement ou reconnus comme s'y rattachant ; et, comme étant ainsi transférés, ils seront à l'avenir possédés, administrés, et il en sera disposé (par vente ou autrement) par tel département ou officier public, et de telle manière qui aura été ou qui sera à l'avenir prescrite à cette fin par le pouvoir législatif ; et, comme constituant la première charge privilégiée (*trust*) sur iceux et par préférence à tout autre, tous les produits qui en résulteront, quel que soit le montant de leur réalisation, seront portés jusqu'à concurrence d'autant au crédit de la province, à ou en vue de l'acquit de ce premier paiement ci-haut mentionné, et de tous les paiements ultérieurs à compte des dits bons, bordereaux (*scrips*) ou certificats en circulation.

Si la compagnie refuse de se soumettre à l'inspection, etc., le chemin, etc., passera à la couronne.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du bureau des chemins de fer, pourra, de temps à autre, déterminer par des règlements généraux ou spéciaux, selon que les circonstances le requerront, ce qui sera ou ne sera pas considéré être un maintien et une exploitation *bonâ fide* des différents chemins à lisses mentionnés au présent acte ; et ils seront, pour toutes les fins du présent acte, considérés être en opération *bonâ fide* tant et aussi longtemps seulement que, dans ce qui rapporte à l'administration et à l'exploitation d'iceux, ils se seront

Ce qui sera considéré un maintien suffisant du chemin.

soumis à ces règlements et qu'ils les auront mis à effet de bonne foi.

Dispositions
spéciales
pour che-
mins de
Sherbrooke,
etc., et de la
vallée de St-
François, etc.

7. Dans le cas de fusion des deux compagnies projetées pour la construction des chemins à lisses connus, respectivement, sous le nom de chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec, et de chemin à lisses de la vallée de St-François et Kennébec, ou de l'organisation de l'une d'elles seulement,—ou de la construction et de la mise en opération par l'une d'elles seulement, dans le cours de l'année, d'une longueur continue de chemin, pas moindre que quinze milles,—cette compagnie amalgamée, ou l'une ou l'autre des dites compagnies, selon le cas, aura également droit à une subvention provinciale suivant la teneur des sections précédentes du présent acte ; et autrement, elles auront droit chacune d'elles à une subvention,—mais seulement jusqu'à concurrence d'un subside limité au taux de un et demi pour cent, au lieu de trois pour cent annuellement.

Dispositions
spéciales
pour chemin
de Trois-
Rivières aux
Grandes
Piles.

8. Dans le cas de l'organisation, avant le premier de juillet, mil huit cent soixante-et-dix, d'une compagnie pour la construction et l'exploitation d'un chemin à lisses de bois de colonisation entre Trois-Rivières et les Grandes Piles, cette compagnie aura droit à une subvention provinciale suivant la teneur des six premières sections du présent acte, mais jusqu'à concurrence d'un subside fixé au taux de six au lieu de trois pour cent annuellement, et pour telle longueur continue et non interrompue de chemin pas moindre que quinze milles, qui aura pu être construite et mise *bonâ fide* en opération le ou avant le premier de juillet, mil huit cent soixante-et-treize, et sujette à cette autre condition-ci : c'est qu'avant de commencer les travaux sur ce chemin, le lieutenant-gouverneur en conseil aura donné son approbation et son assentiment au tracé d'icelui, sur le rapport du bureau des chemins de fer.

Titre abrégé.

9. L'expression : " L'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869," sera une citation suffisante du présent acte.

33 VICTORIA, CHAPITRE 35. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER L'ACTE DE SUBVENTION DES CHEMINS À LISSES DE COLONISATION DE 1869.

[Sanctionné le 1^{er} février, 1870.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par l'acte 34 V., c. 20, qui est reproduit ci-dessous.

1. La section huit de l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869 est, par le présent acte, amendée, en substituant aux mots "soixante-et-dix," qui s'y lisent, les mots "soixante-et-douze," et aux mots "soixante-et-treize," y insérés, les mots "soixante-et-quinze."

Sec. 8 de l'acte de subvention des chemins, etc., de 1869, amendée.

2. La compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal aura droit, en se conformant aux dispositions du dit acte, à la subvention garantie par le dit acte, nonobstant que le chemin de la dite compagnie soit construit, en tout ou en partie, en fer.

Comp. de ch. du nord de Montréal aura droit à la subvention etc.

34 VICTORIA, CHAPITRE 21. (QUÉBEC.)

ACTE POURVOYANT À L'OCTROI DE CERTAINES TERRES POUR VENIR EN AIDE AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER Y NOMMÉES.

[Sanctionné le 24 décembre, 1870.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 35 V., c. 23 ; 36 V., c. 42 ; 37 V., c. 2, et 39 V., c. 2, s. 24.

1. Sur et à même les terres publiques de cette province, il est présentement mis à part, pour être employées aux fins du présent acte, certaines terres, ci-après désignées, couvrant une superficie de trois millions, deux cent huit mille, cinq cents acres, c'est-à-savoir : toutes les terres décrites dans la cédule annexée au présent acte sous les titres de blocs A, B, C et D, et comprises dans les quatre blocs ou étendues de territoire colorés en rouge et marqués respectivement A, B, C et D, sur une certaine copie lithographiée d'une carte de la province de Québec, dressée au département des terres de la couronne par Eugène Taché, assistant-commissaire des terres de la couronne, et datée Québec, mil huit cent soixante-et-dix, laquelle copie lithographiée est déposée dans le bureau du greffier du conseil législatif de cette province, comme partie des archives pour tous les objets du présent acte, et dont copies en grand ou sur une échelle plus petite, certifiées par le dit greffier, seront considérées authentiques pour toutes les fins légales.

3,208,500 acres de terre mis à part pour les fins de cet acte.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux dispositions de la section suivante, accorder à la compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du St-Maurice, qui doit mainte-

2,000,000 d'acres de telle terre pourront être accordés à la compagnie du

chemin de fer
du nord à
certaines con-
ditions.

nant être appelée la compagnie du chemin de fer de la rive nord, pour la construction du chemin de fer de la rive nord, de Québec à Montréal, et celle du chemin des Grandes Piles, et pour l'établissement d'une ligne de bateaux-à-vapeur sur le St-Maurice, tel que mentionné dans le statut de la ci-devant province du Canada, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer et de la navigation du St-Maurice, " deux millions d'acres de terre à être choisis et répartis par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du commissaire des terres de la couronne, dans les blocs A, B, C et D, en proportion correspondante, quant à la quantité et à la qualité, à ceux qui sont par le présent acte accordés pour la construction d'un chemin de fer de Montréal à Aylmer.

Conditions
auxquelles
l'octroi pour-
ra être accor-
dé.

3. La dite compagnie n'aura droit au dit octroi qu'aux conditions suivantes seulement :

1. Les dits chemins de fer devront être complétés et mis en opération à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le St-Maurice mise en opération ; il sera, cependant, loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera établi que la dite compagnie procède avec activité à la construction de ses travaux, de lui accorder, à mesure que vingt-cinq milles de chemin auront été terminés, une partie des dites terres, proportionnée à cette longueur de chemin ;

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la dite compagnie, sans tenir compte toutefois des directeurs *ex-officio*, ni des directeurs représentant des municipalités, et nulle cité, ville ou municipalité ne pourra être représentée dans la dite compagnie par un plus grand nombre de directeurs que ne l'est le lieutenant-gouverneur en conseil.

Anciens oc-
trois de terre
révoqués.

4. Tous les octrois de terre accordés à la dite compagnie ou à la compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice, par différents actes passés par le parlement de la ci-devant province du Canada, et la garantie d'un subside, donnée pour la construction d'un chemin à lisses de bois entre les Trois-Rivières et les Grandes Piles, par " l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, " sont par le présent acte révoqués et abrogés.

10,000 acres de
terre par
mille pour-
ront être ac-
cordés à cer-
taines con-
ditions au
chemin de co-

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux dispositions de la section suivante, accorder à la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, pour la construction d'un chemin de fer, de Montréal à Aylmer, par la rive nord de l'Ottawa, dix

mille acres de terre par chaque mille du dit chemin de fer, à être choisis et répartis par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du commissaire des terres de la couronne, dans les dits blocs marqués A, B, C et D, en proportion correspondante, quant à la quantité et la qualité, avec les terres par le présent acte accordées pour la construction du chemin de fer de la rive Nord, comme susdit.

Colonisation du nord de Montréal.

6. La dite compagnie du chemin de fer à lisses de colonisation du nord de Montréal ne sera en droit de réclamer le dit octroi, qu'aux conditions suivantes seulement :

Conditions auxquelles ces octrois pourront être accordés.

1. Le chemin de fer de Montréal à Aylmer devra avoir été complété et mis en opération ; mais, à mesure que la compagnie aura terminé vingt-cinq milles de chemin, le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra lui accorder une étendue correspondante des dites terres, au taux réduit de cinq mille acres par chaque mille de chemin qui sera complété dans la section s'étendant de Montréal à Grenville, et à un taux augmenté proportionnellement pour chaque mille terminé sur la section entre Grenville et Aylmer ;

2. Le dit chemin à lisses devra se relier à celui de la rive nord, de Québec à Montréal, à un point qui sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans tenir compte cependant des directeurs *ex-officio*, ni des directeurs représentant des municipalités ; et nulle cité, ville ou municipalité ne pourra être représentée dans la dite compagnie par un plus grand nombre de directeurs que ne l'est le lieutenant-gouverneur en conseil.

7. L'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, ne s'appliquera plus à la section du dit chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, qui formera partie de la route conduisant de Montréal à Aylmer.

32 V., ch. 52, non applicable à une certaine section du dit chemin.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sujet aux dispositions de la section suivante, pourra accorder à la compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, dix mille acres de terre par chaque mille de son chemin de fer, qui sera construit depuis la frontière de cette province jusqu'à la Rivière-du-Loup ou à Kamouraska ou à quelque point intermédiaire entre ces deux localités ; les dites terres à être choisies et réparties par le

12,000 acres de terre par mille pourront être accordés au chemin de Québec et du Nouveau-Brunswick à même des terres de certains cantons.

lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du commissaire des terres de la couronne, dans les townships de Packington, Bottsford et Robinson, et dans le territoire avoisinant la ligne de division entre cette province et le Nouveau-Brunswick, à l'est du dit chemin.

Certaines limites de bois non comprises dans les octrois.

9. Toutes les étendues de terre aujourd'hui occupées en vertu de licences accordées pour la coupe du bois, comprises dans les limites des blocs B, C et D, décrits dans la cédule annexée au présent acte, comme ci-dessus mentionné, en seront exceptées, et une superficie correspondante au déficit créé par ces limites actuellement en existence, sera mise à part pour les fins du dit octroi, à même les terres de la couronne non encore occupées dans le voisinage le plus rapproché des dits blocs B, C et D.

Conditions préalables à l'octroi.

10. La dite compagnie en dernier lieu mentionnée ne sera en droit de réclamer le dit octroi, que lorsque le dit chemin de fer, en dernier lieu cité, aura été complété et mis en opération jusqu'à la Rivière-du-Loup ou à Kamouraska, ou à un point intermédiaire entre ces deux localités ; mais il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, d'accorder à la dite compagnie, à mesure qu'elle aura construit vingt-cinq milles de chemin, une quantité proportionnelle des dites terres.

Autres conditions.

11. Tout octroi accordé à la dite compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, sera fait à la condition que la moitié des terres ainsi octroyées, soit concédée par la dite compagnie à des colons qui les occuperont et les défricheront, et cela, conformément aux conditions et aux prix qui seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du commissaire des terres de la couronne ; mais ce prix ne devra jamais être moindre qu'une piastre par chaque acre.

Délai de sec. 2 de 32 Vic., c. 52, prolongé.

12. Le délai mentionné dans la seconde clause de l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, est par le présent étendu au premier jour de juillet mil huit cent soixante-quinze.

Le dit acte s'applique à la compagnie du chemin de fer International de St-François et Mégantic.

13. Le dit acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, et l'extension de délai mentionnée dans la précédente section, s'appliqueront à la compagnie du chemin de fer International de St-François et Mégantic incorporée par un acte du parlement du Canada, d'une manière aussi entière et effective que si le dit chemin de fer eût été originairement compris et désigné dans l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, mais seulement pour la longueur d'icelui qui com-

mence au point où le dit chemin de fer se détache de la ligne du chemin de fer du Grand Tronc ; et le dit acte en dernier lieu mentionné ne s'appliquera plus au chemin de la vallée de St-François et Kennébec.

14. Le subside pourvu en faveur de la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, par l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, s'appliquera et s'étendra également à toutes les lignes de chemin de fer mentionnées dans l'acte de la présente session, intitulé : " Acte pour amender la charte de la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska," pourvu que tel subside ne soit pas payé ou payable sur une longueur de chemin plus grande que celle qui sera complétée, et ne s'étende pas, en aucun cas, à plus de cent cinquante milles.

Extension de l'aide accordé à la compagnie de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

15. Des lisses en fer pourront être posées au lieu de lisses en bois sur les chemins mentionnés dans le dit acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, sans affecter le droit d'obtenir le subside qui leur est assuré par le dit acte pour la construction de ces chemins.

Lisses en fer substituées aux lisses en bois sans préjudice à l'aide.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra se réserver, aussi bien que pour toute compagnie de chemin de fer à laquelle il l'accordera, le droit de prendre sans compensation, sur les terres octroyées par le présent acte, toute étendue de terre qu'il jugera nécessaire pour la voie et les stations de tout chemin de fer qui passera sur les terres ainsi octroyées.

Terres pourront être réservées pour voie et stations du chemin de fer

17. Dans le cas où l'une des compagnies ci-dessus désignées n'aurait pas *bonâ fide* commencé la construction de sa voie dans le cours de deux ans après le premier jour de mai prochain, elle perdra tous droits à un octroi de terres sous l'autorité du présent acte.

Chemins de fer devront être commencés avant le 1er mai, 1873.

18. Les sections onze et quinze de l'acte constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, c'est-à-dire, l'acte du parlement du Canada, trente-trois Victoria, chapitre cinquante-six, y compris la cédule qui se rattache à la dite quinzième section, sont par le présent acte, en tant qu'elles se rapportent à des matières et sujets qui tombent sous la juridiction et le contrôle de la législature de cette province, confirmées et décrétées, aussi amplement et efficacement que si les dispositions d'icelles étaient tout au long décrétées dans le présent acte, et elles auront effet, nonobstant l'article 2130 du code civil.

Secs. 11 et 15 de l'acte du Canada, 33 V., c. 56, confirmées.

2130 C. C.

C É D U L E .

BLOC A.

Le territoire compris sous cette désignation, se trouvant situé dans le comté de Pontiac, à l'extrémité occidentale de cette province, et étant traversé par la branche principale de la rivière Ottawa et par celle dite de la rivière Abittibi, est borné comme suit, savoir :

A commencer au point d'intersection du méridien de l'embouchure de la rivière Blanche, sur le lac Témiscamingue, avec l'arrière ligne de la réserve des sauvages, située entre cette dernière rivière et le lac des Quinze, au point A, tel qu'indiqué sur la carte ci-dessus mentionnée ; de là, en prolongeant cette ligne méridienne la distance de trente-et-un milles, ou environ, jusqu'à la hauteur des terres qui séparent les eaux du St-Laurent de celles de la Baie d'Hudson jusqu'à B ; de cet endroit, en suivant une ligne courant nord 71° est astronomiquement, la distance de 64 milles jusqu'en C ; de là, dans une direction vrai sud, la distance de soixante milles jusqu'à D ; d'où, en suivant la course ouest astronomique, la distance d'environ vingt-trois milles, ou environ, jusqu'à l'intersection de la baie la plus méridionale du lac Missizowaja, au point E ; puis cotoyant les rives est et nord du dit lac et celle du lac des Quinze, jusque vis-à-vis l'endroit où il se décharge par la rivière du même nom, au lieu désigné par la lettre F ; ensuite, remontant dans une direction générale nord, jusqu'en G, au poteau planté par l'arpenteur Charles Bouchette, en 1854, pour marquer l'angle nord-est de la réserve des sauvages précitée ; puis suivant la limite nord de la dite réserve jusqu'à son intersection avec le méridien de l'embouchure de la rivière Blanche, au point du départ en A, la distance d'environ quinze milles et demi.

Le dit bloc A comprenant une étendue de territoire de un million, huit cent vingt-sept mille, quatre cents acres en superficie.

BLOC B.

Le territoire ainsi désigné, comprenant l'île du lac Edouard, et arrosé par la rivière Batiscan et celle dite à Pierre, étant situé partie dans le comté de Portneuf, et partie dans celui de Québec, est borné comme suit, savoir :

A commencer à la lettre A, sur la dite carte, au point d'intersection de la ligne d'exploitation tirée durant l'été de mil huit cent soixante-et-dix, par l'arpenteur Ignace

Déry, avec la rive nord de la rivière à Pierre; de là, suivant cette même ligne déjà établie sur la source nord 45° ouest, astronomiquement, jusqu'à la rencontre de la rivière Batiscan, distance de dix milles et trente-cinq chaînes, et poursuivant dans la même direction la longueur de neuf milles environ jusqu'à la ligne d'exploration tracée par MM. les arpenteurs Eugène Casgrain et H. Legendre, en mil huit cent soixante-et-neuf, au point B; de là, à angle droit en suivant la dite ligne d'exploration, la distance d'environ trois milles jusqu'à D, à sa jonction avec le bras sud-ouest de la rivière Batiscan, dite rivière Jeannotte, et remontant la rive gauche de la dite rivière et suivant ses sinuosités jusqu'à son origine dans le lac Edouard, et longeant la rive sud de ce lac jusqu'à son extrémité orientale, et remontant jusqu'à sa source (à l'endroit marqué D) la petite rivière qui s'y décharge en cet endroit. De ce point le dit bloc devant être limité, vers le nord, par une ligne courant vrai est, environ deux milles jusqu'au point E, situé à six milles à angles droit du cours général de la rivière Métabetchouan; puis, à cette distance suivant parallèlement, dans une direction sud et sud-ouest, le cours et les sinuosités de la dite rivière jusqu'au *Lac aux Rognons*; et ensuite, en prolongation, à la même distance de six milles, une ligne parallèle au tracé de la continuation du chemin Gosford, établi par l'arpenteur E. Casgrain, jusqu'à la rencontre de la rivière à Pierre au point F, et descendant le cours de la dite rivière jusqu'à l'intersection de la ligne d'exploration de M. Déry, au point de départ déjà décrit.

Le dit bloc B formant une étendue de territoire comprenant trois cent dix-neuf mille quatre cent quarante acres.

BLOC C.

Situé dans le comté de Montcalm, borné comme suit, savoir :

A commencer à la distance de dix milles de l'angle nord-ouest du canton de Doncaster, sur la ligne de division entre les comtés d'Argenteuil et Montcalm, de l'angle nord-ouest du canton projeté d'Archambault, au point A, sur la dite carte, suivant la dite ligne, et en continuation, celle divisant les districts de Montréal et d'Ottawa, jusqu'à la rencontre de la branche principale de la Rivière-Rouge, la distance d'environ vingt-six milles en B; de là, en remontant le cours de la dite branche principale jusqu'à un point d'intersection avec la ligne entre les comtés de Montcalm et de Joliette en C. De cet endroit, suivant cette ligne sur la course astronomique sud 45° est, la distance de trente-quatre milles et demi, jusqu'à l'angle,

nord-est du canton projeté de Lussier, à environ dix milles de l'angle nord-est de celui de Chilton en D. Ensuite, suivant l'arrière ligne des dits cantons projetés de Lussier et Archambault, la distance de vingt milles, jusqu'au point de départ en A.

Le dit bloc C comprenant une étendue de trois cent soixante-et-onze mille, deux cents acres en superficie.

BLOC D.

Cette étendue de territoire située sur la rive est de la rivière Saint-Maurice, en partie dans le comté de Champlain, et en partie dans celui de Chicoutimi, est bornée comme suit, savoir : Commencant à l'embouchure de la Grande Rivière Pierliche, sur le Saint-Maurice, à environ dix chaînes du soixante-quatrième poteau de milles, planté par l'arpenteur Bignell en mil huit cent quarante-huit, lors de son relevé de cette dernière rivière, au point A sur la dite carte ; de là, suivant le méridien de l'embouchure de la dite Grande Rivière Pierliche, la distance de trente-sept milles jusqu'en B, de cet endroit à angles droits avec le dit méridien, sur la course ouest astronomique, la distance de trente-sept milles à peu près jusqu'à la rencontre de la rivière Saint-Maurice en C.

D'où descendant la rive gauche de la dite rivière et suivant toutes ses sinuosités dans une direction générale sud et sud-est, jusqu'au point de départ à l'embouchure de la dite Grande Rivière Pierliche, à l'endroit marqué A et déjà décrit.

Le dit bloc D comprenant une étendue de six cent quatre-vingt-cinq mille, quatre cent soixante-et-six acres en superficie.

35 VICTORIA, CHAPITRE 22. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER L'ACTE DE CETTE PROVINCE, TRENTE-DEUX VICTORIA, CHAPITRE CINQUANTE-DEUX, CONCERNANT LA SUBVENTION À ÊTRE ACCORDÉE À CERTAINS CHEMINS DE FER DE COLONISATION.

[Sanctionné le 23 décembre, 1871.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 37 V., c. 2, et 38 V., c. 2.*

Comment et
auquel cas le
subside sera
accordé.

1. Nonobstant ce qui peut être contenu dans l'acte de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre cinquante-deux, à ce contraire, lorsqu'une moitié non inter-

rompue d'aucun des chemins de fer désignés dans le dit acte ou de la partie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, définie dans la section treizième de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, ou qu'aucune section de pas moins de vingt-cinq milles en longueur aura été achevée et mise en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour telle moitié, ou pour telle partie de chemin, le montant entier du subside converti, accordé par le dit acte, en proportion du nombre de milles ainsi achevés.

2. Tel paiement pourra être fait soit en argent, ou en ^{En quel con-} débentures capitalisées du gouvernement, et les disposi- ^{sistera le sub-} tions des sous-sections quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième, de la cinquième section du dit acte, s'appliqueront aux dites débentures en la même manière qu'aux débentures converties mentionnées dans les dites sous-sections, et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes propriétés et dépendances de la dite compagnie, aux mêmes obligations, conditions et privilèges auxquels ils eussent été obligés dans le cas du paiement des subsides annuels ou de l'émission de débentures en vertu du dit acte.

35 VICTORIA, CHAPITRE 23. (QUÉBEC.)

ACTE POUR POURVOIR À L'OCTROI DE CERTAINES TERRES POUR VENIR EN AIDE À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER INTERNATIONAL DE SAINT-FRANÇOIS ET MÉGANTIC ET DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN À LISSES DE QUÉBEC À GOSFORD.

[Sanctionné le 23 décembre, 1871.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 36 V., c. 42 ; 37 V., c. 2, et 38 V., c. 2.

1. Sur et à même les terres publiques de cette province, certaines terres couvrant une superficie de un million neuf cent trente-cinq mille acres plus ou moins, sont par le présent mises à part pour les fins de cet acte, c'est-à-savoir : toutes les terres décrites dans la cédule annexée à cet acte sous les désignations des blocs E et F et comprises dans les blocs ou étendues de territoire dont le contour est coloré en rouge et marqué E et F, sur une certaine copie lithographiée d'une carte de la province de Québec, dressée au département des terres de la couronne par

1,035,000 acres
de terre mis à
part pour les
fins de cet
acte.

Eugène Taché, assistant commissaire des terres de la couronne, et datée à Québec, mil huit cent soixante-et-dix, laquelle copie lithographiée est déposée dans le bureau du greffier du conseil législatif de cette province, comme partie des archives, pour tous les objets du présent acte, et dont copies, en grand ou sur une plus petite échelle, certifiées par le dit greffier, seront considérées authentiques pour toutes les fins légales.

10,000 acres
par mille ac-
cords à cer-
taines condi-
tions au che-
min de fer
International
de St-Fran-
çois et Mégan-
tic.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux dispositions des deux sections immédiatement suivantes, accorder à la compagnie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, pour la construction de cette partie de son chemin de fer dans les limites de cette province, compris entre l'endroit où le dit chemin de fer s'éloigne de la ligne du chemin de fer du Grand Tronc et la ligne provinciale, dix mille acres de terre par mille de la dite partie du chemin de fer ; lesquelles dites terres seront choisies dans les limites du dit bloc E.

Conditions de
tel octroi.

3. La compagnie aura droit au dit octroi aux conditions suivantes seulement :

La dite partie du chemin de fer devra avoir été complétée jusqu'à la ligne provinciale, et mise en opération à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil le ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-et-dix-sept ;

Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge convenable, pourra, cependant, lorsqu'il sera démontré que la dite compagnie est activement engagée à la construction de ses travaux, lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles de la dite partie de chemin complétés, une partie des dites terres proportionnée en quantité à la longueur de tel chemin.

Nul octroi fait
à moins d'être
accepté avant
le 1^{er} janvier, 73,
au lieu de sub-
side en vertu
de sec. 13 de
34 V., c. 21.

4. Nul octroi ne sera néanmoins fait sous l'autorité du présent acte, à la dite compagnie, à moins qu'avant le premier jour de janvier, mil huit cent soixante-et-treize, elle n'ait signifié au secrétaire de la province son acceptation de tel octroi, au lieu de tout subside auquel elle aurait pu avoir droit sous l'autorité de l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, et de la section treize de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un.

10,000 acres
par mille
pourront être
accordés pour
l'extension
du chemin de
Québec à Gos-
ford.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sujet aux dispositions de la section suivante, pourra accorder à la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, pour la construction de la prolongation de son chemin, depuis son terminus actuel, à Gosford, jusqu'à l'embouchure de

la rivière Métabetchouan, sur le lac Saint-Jean, dix mille acres de terre pour chaque mille de telle prolongation, lesquelles terres, la dite compagnie est par le présent acte autorisée à recevoir nonobstant et sans préjudice à la section cinq de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-quatre, ou toute autre disposition de la loi :—et les dites terres seront choisies par le lieutenant-gouverneur en conseil, d'après le rapport du commissaire des terres de la couronne, parmi les terres du dit bloc F.

Sec. 5 de 34
V., c. 21.

6. La dite compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford aura droit aux dits octrois aux conditions suivantes :

Conditions du
dit octroi.

La dite prolongation du chemin devra avoir été complétée depuis le dit terminus à Gosford, jusqu'à l'embouchure de la rivière Métabetchouan, sur le lac Saint-Jean susdit, et avoir été mise en opération à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, le ou avant le trente-et-unième jour de décembre de l'année mil huit cent soixante-et-seize ;

Toutefois le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, et qu'il est constaté que la compagnie est activement engagée dans la construction de ses ouvrages, lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles de la dite prolongation de chemin de fer, une partie des dites terres proportionnelle en quantité à telle longueur de chemin.

7. Dans le cas où le nom de la dite compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford serait changé, en aucun temps à l'avenir, en vertu des dispositions de l'acte trente-quatrième Victoria, chapitre vingt-quatre, les dispositions du présent acte pourront être mises à effet en ce qui regarde la dite compagnie sous son nouveau nom, comme elles auraient pu l'être sous son nom actuel.

Dispositions
dans les cas
de change-
ment de nom
de la compa-
gnie en vertu
de 34 V., c. 24.

8. Dans le cas où aucune des compagnies sus-nommées n'auraient pas *bonâ fide* commencé sa part de chemin de fer comme ci-dessus prescrit, dans les deux années à compter du premier mai prochain, elle perdra tout droit à un octroi de terres en vertu du présent acte.

Toute compa-
gnie devra
avoir com-
mencé à cons-
truire avant
1^{er} mai, 1874.

9. Une copie du plan de chacun des dits chemins sera remise au secrétaire provincial, et si le lieutenant-gouverneur en conseil est d'opinion que la ligne du chemin adoptée par la compagnie est plus longue qu'elle ne devrait être, il devra retenir, sur l'octroi autorisé par cet acte, une partie du dit octroi proportionnelle au nombre de milles qu'il considérera comme excédant la longueur convenable.

Plan de cha-
que chemin
sera fourni.

Pas d'octroi
pour excé-
dant de lon-
gueur.

CÉDULE.

Bloc E.

Le territoire s'étendant sur la rive sud-ouest de la rivière Saint-Maurice, et étant situé, partie dans les comtés de Portneuf et de Champlain, borné et décrit comme suit :

Commençant à l'embouchure de la rivière à la Truite, une des rivières tributaires de l'ouest de la rivière St-Maurice susdite, au poteau du 127^e mille planté par l'arpenteur Bignell, en 1847, au point marqué *e*, sur le plan ci-annexé, par une ligne courant astronomiquement sud 45 ° ouest, jusqu'à une distance de 28 milles au point *f*; de là, dans la direction astronomique nord 45 ° ouest, 46 milles jusqu'à *g*; de ce dernier point à angle droit, jusqu'à cette ligne en dernier lieu mentionnée, et dans la direction nord 45 ° astronomiquement, 19 milles plus ou moins jusqu'à son intersection avec la rive ouest du lac Travers, une des sources de la rivière St-Maurice, au point marqué *h*, étant vrai ouest, depuis le poteau du 190^e mille, planté par le dit arpenteur Bignell, sur le côté est du dit lac Travers; de là, suivant la rive ouest des lacs Travers et Shamgois, et continuant dans une direction sud-est le long de la rive de la dite rivière St-Maurice jusqu'au point de départ, comme à *e*. Le dit bloc E contenant une superficie de 752,000 acres, plus ou moins.

Bloc F.

Le territoire formant partie des terres vacantes de la couronne gisant dans les comtés de Québec, Montmorency et Chicoutimi, est limité comme suit, savoir : commençant sur la ligne d'exploration de Stoneham au lac St-Jean, établie en 1847 par l'arpenteur F. W. Blaiklock, au poteau planté par lui pour désigner le 29^{me} mille de l'angle sud-ouest du dit canton Stoneham, au lieu indiqué par la lettre *g*, au plan ci-annexé, de là suivant la dite ligne sur le rumb de vent astronomique nord 15 ° ouest, la distance de 12 milles jusqu'au poteau marquant le 41^{me} mille de cette même exploration.

De cet endroit marqué *H*, sur le plan sus-mentionné par une ligne courant nord 70 ° est, la distance de 18 milles jusqu'en *I*, ce point étant situé à un mille du chemin de colonisation de Québec au lac St-Jean, puis longeant parallèlement les diverses sinuosités de la dite voie de communication toujours à la même distance d'un mille dans la direction générale nord 18 ° ouest jusqu'au 48^e degré de latitude nord, lequel forme la limite entre les comtés de Montmorency et Québec, et celui de Chicoutimi au point *J*, distance de 27 milles, et de là se poursuivant parallèlement au chemin précité sur la course générale nord 36 ° ouest, environ 9 milles jusqu'au point *K*, de cet endroit suivant une ligne courant nord 73 ° 50'

ouest la distance de 45 milles jusqu'à ce qu'elle rencontre la branche principale de la rivière Croche en L ;

De là, descendant le cours de la dite rivière vers le sud-ouest environ 14 milles jusqu'en M ;

Le dit bloc F étant en cet endroit borné à la ligne nord-est des dernières limites à bois octroyées sur la côte est de la rivière Croche, courant sud 75 ° est la distance de 10 milles, et en prolongation d'icelle, un mille et demi jusqu'à son intersection avec la ligne d'exploration tirée en 1854 par l'arpenteur F. W. Blaiklock, de Latuque au lac Saint-Jean, au point désigné par la lettre N au plan susdit ; de là, sur la dite ligne d'exploration sud 22 ° ouest astronomiquement, la distance de 4 milles et demi jusqu'en O, au 48ième degré de latitude nord déjà cité, et suivant ce parallèle vers l'est la distance de 15 milles jusqu'en P, là où il coupe la rivière Waquagamakasis ;

Remontant cette dite rivière, qui se décharge dans le lac des Commissaires, et suivant sa rive est, et celle correspondante du lac Najaoualank (une des sources de la grande rivière Bostonnais) et en continuation celle de la rivière Pequouaquouasoui jusqu'à la lettre D, laquelle désigne l'angle nord-ouest du bloc B octroyé aux compagnies du chemin de fer de la rive nord et de la colonisation du nord de Montréal, distance d'environ 24 milles ; ensuite, vrai est suivant la limite nord du dit bloc B, sur une longueur de 2 milles jusqu'en E ; de cet endroit s'appuyant pendant 23 milles à la ligne est et sud-est du dit bloc B jusqu'au point Q, laquelle ligne doit suivre, à environ six milles, le cours général de la rivière Métabetchouan et le tracé établi par l'arpenteur Eugène Casgrain, marquant la position du chemin de fer projeté de Québec au lac St-Jean.

Enfin, de ce dernier point sur la course est astronomique, six milles jusqu'en R, à l'intersection du dit tracé ci-dessus désigné, et en continuation, sur le même rumb de vent, 10 milles jusqu'en G, au point de départ indiqué en premier lieu.

Le dit bloc F contenant 1,183,000 acres en superficie.

36 VICTORIA, CHAPITRE 42. (QUÉBEC.)

ACTE POUR ACCORDER DE L'AIDE À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMINS À LISSES.

[Sanctionné le 24 décembre, 1872.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 37 V., c. 2, et 39 V., c. 2.

La section 3 est abrogée par l'acte 39 V., c. 2, s. 24 ; mais est reproduite ici comme renseignement,

10,000 acres de terre par mille de chemin seront octroyés à la comp. du ch. de fer de la Baie des Chaleurs.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en conformité des dispositions de la première section qui suit celle-ci, accorder à "la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs," pour la construction de son chemin, à partir d'un endroit sur le chemin de fer Intercolonial, dans les environs de la rivière Métapédia, jusqu'à New-Carlisle et de la baie de Paspédiac, et de sa prolongation jusqu'au bassin de Gaspé, dix mille acres de terre pour chaque mille du dit chemin de fer, lequel octroi de terre devra être choisi dans les limites des comtés de Rimouski, Gaspé et Bonaventure ; et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, pour les fins susdites, choisir les terres qui pourront être ainsi accordées parmi les terres de la couronne non occupées dans les dits comtés.

Conditions du dit octroi.

2. La dite compagnie aura droit à l'octroi susdit seulement aux conditions suivantes :

Le dit chemin de fer sera commencé dans les cinq ans de la passation du présent acte.

Le dit chemin de fer devra être complété et mis en opération dans le délai fixé par son acte d'incorporation.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra, néanmoins, lorsqu'il sera constaté que la dite compagnie est activement engagée dans la construction de son chemin, lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles du dit chemin complété, un octroi de terre correspondant à telle longueur du dit chemin.

Même octroi à la comp. du ch. de fer de col. du nord.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, conformément à la première section qui suit celle-ci, accorder à la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, pour l'aider dans la construction de cette partie de chemin qui se trouve entre Aylmer et la rivière Creuse (Deep River), dix mille acres de terre pour chaque mille en longueur de la dite portion de chemin de fer, et les dits octrois seront pris dans les limites des comtés d'Argenteuil, Ottawa et Pontiac, et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, pour les fins susdites, choisir les terres qui seront ainsi octroyées parmi les terres de la couronne non occupées dans les dits comtés.

Conditions du dit octroi.

4. La dite compagnie aura droit au dit octroi aux conditions suivantes seulement :

Le dit chemin de fer sera commencé dans les cinq ans de la passation du présent acte.

La dite section du dit chemin à lisses, depuis Aylmer jusqu'à *Deep River*, devra être complétée et mise en opération à la satisfaction entière du lieutenant-gouverneur en conseil.

Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera constaté que la dite compagnie est activement engagée à la construction du chemin, accorder à la dite compagnie, lorsqu'elle aura complété vingt-cinq milles de chemin de la dite section, une partie des terres, en proportion de la longueur du dit chemin.

5. Dans le cas où la compagnie en dernier lieu mentionnée n'aurait pas commencé *bonâ fide* à construire son chemin à lisses, ou section d'icelui, tel que mentionné plus haut, dans l'espace de deux ans après le premier janvier prochain, dans ce cas, elle perdra tous ses droits à aucun octroi de terre fait en vertu de cet acte.

Chemin sera commencé dans les deux ans ou octroi torfait.

6. Nonobstant toute loi à ce contraire contenue dans la trente-deuxième Victoria, chapitre cinquante-deux, chaque fois qu'une moitié continue d'aucun des chemins à lisses mentionnés, c'est-à-dire :

La compagnie de chemin à lisses de Philipsburgh, Farnham et Yamaska,

La compagnie de chemin à lisses de Waterloo et Magog,

La compagnie de chemin à lisses de Missisquoi et de la vallée de la rivière Noire ;

La compagnie de chemin à lisses de la frontière de Québec ;—ou aucune partie continue de tels chemins à lisses, pas moindre de vingt-cinq milles en longueur, aura été complétée, et mise en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour telle partie, ou pour aucune longueur de chemin, le montant entier du subside mentionné dans le dit acte, en proportion du nombre de milles ainsi complétés, les opérations commenceront sur chacun des dits chemins à lisses dans l'espace de deux ans, et seront complétées dans l'espace de cinq années, à dater de la passation de cet acte.

Partie proportionnelle du subside mentionné dans le dit acte sera payée à certains chemins à certaines conditions.

7. Ce paiement pourra être fait soit en espèces ou soit au moyen de débentures capitalisées du gouvernement, et les dispositions des paragraphes quatre, cinq, six, sept et huit de la section cinq du dit acte, s'appliqueront aux dites débentures, de la même manière qu'elles s'appliquent aux débentures converties mentionnées dans les dits paragraphes, et assujétiront la compagnie et le chemin de fer, et toutes leurs propriétés et dépendances, aux mêmes obligations, conditions et privilèges auxquels ils auraient été assujéties, dans le cas où le paiement du subside annuel, ou l'émission des débentures auraient été effectués en vertu du présent acte.

Comment tel paiement sera fait.

Délai accordé
à la com. ch.
de fer de col.
du N. M.,
sec. 17 de 34
V., c. 21, étendu.

8. Le délai accordé à la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, par la dix-septième section de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, est étendu jusqu'au premier jour de mai, mil huit cent soixante-et-quatorze, et dans le cas où la compagnie n'aurait pas commencé à construire son chemin de fer dans la période de temps mentionnée, elle perdra tous ses droits aux terres en vertu du dit acte et en vertu du présent acte.

Délai accordé
à la comp. de
St-Frs. et M.
gantic par la
sec. 4 de 35 V.,
c. 23, étendu.

9. Le délai accordé à la compagnie du chemin de fer International de Saint-François (*The St. Francis International Railway Company*), par la section quatre de l'acte trente-cinquième Victoria, chapitre vingt-trois, est étendu jusqu'au premier jour de janvier, mil huit cent soixante-et-quatorze.

37 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE POURVOYANT À CE QU'UNE AIDE SOIT ACCORDÉE À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.

[Sanctionné le 28 janvier, 1874.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.— Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 38 V., c. 2 ; 39 V., c. 2, s. 40, et 49-50 V., c. 77.

Le lieut.-gouv.
peut accorder
\$2,500 par
mille à cer-
taines compa-
gnies de che-
min de fer.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, concernant la conversion du subside y mentionnée, et sujet en outre aux conditions, restrictions et dispositions du présent acte, accorder une aide provinciale, au lieu de l'aide spécifiée dans le dit acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents piastres, pour chaque mille de chemin de fer continu et non interrompu, sans aucune subvention additionnelle pour les ponts, à chacune des compagnies suivantes, savoir :

Le chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean ;

Le chemin de fer de Lévis et Kennébec ;

Le chemin de fer du sud-est, pour la partie d'icelui appartenant autrefois au chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska ;

Le chemin de fer Philipsburg, Farnham et Yamaska ;

Le chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire ;

Le chemin de fer de la frontière de Québec ;

Le chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick ;

Le chemin de fer International de Saint-François et Mégantic ;

Le chemin de fer de la compagnie de la Baie des Chaleurs ;

Le chemin de fer de Sherbrooke, des cantons de l'est et de Kennébec ;

Le chemin de fer de Waterloo et Magog ; et,

Le chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, (ligne d'embranchement.)

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra également accorder, sujet aux conditions ci-dessus exposées, à la compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et à la compagnie du chemin de fer du sud-est, une aide provinciale, jusqu'à concurrence de mille piastres par mille, pour la longueur de chemin qui appartenait à chacune d'elles, avant la fusion des dites compagnies de chemins de fer, chacune respectivement, avec d'autres compagnies, conformément à la loi passée à cet effet.

\$1,000 par mille peuvent être accordées pour le chemin construit par certaines d'elles avant leur fusion.

2. Toute somme d'argent déjà payée par le gouvernement de cette province à quelqu'une des compagnies de chemin de fer sus-mentionnées, en vertu de l'acte mentionné dans la section précédente, ou en vertu de tout autre acte qui l'amende, sera considérée comme ayant été payée à telle compagnie, à titre d'acompte, et sera déduite de l'aide ou subvention augmentée qu'autrement elle aurait eu droit d'avoir en vertu du présent acte.

Les aides déjà fournies en argent sont comptées comme à compte de l'aide actuelle.

3. Nonobstant toute disposition contenue dans l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1889, le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra néanmoins, lorsqu'il aura été établi que quelqu'une de ces compagnies travaille activement à la construction de ses ouvrages, lui accorder pour chaque vingt-cinq milles ou plus du dit chemin complétés, ou pour une moitié non interrompue de toute la voie, une partie de la dite subvention ou aide provinciale, proportionnée en montant à la dite longueur du chemin.

L'aide pourra être donnée par 25 milles de chemin complétés.

4. La compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick n'aura de droit à une aide en vertu du présent acte, qu'en autant que le ou avant le premier jour de janvier, mil huit cent soixante-et-quinze, elle aura signifié par écrit au secrétaire de la province, qu'elle abandonne tous ses droits à un octroi de terre spécifiés dans les huitième, neuvième, dixième et onzième sections de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, et qu'elle accepte la subvention ou l'aide

La cede du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick devra renoncer à son octroi de terre.

accordée par le présent acte; dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter la dite subvention ou aide et qu'elle signifierait ainsi son intention, elle sera considérée comme ayant renoncé, et elle renoncera, de fait, à toute réclamation pour l'octroi de terres mentionné dans le dit acte.

La cie du chemin de fer International de Saint-François et de Mégantic devra renoncer à son octroi de terre.

5. La compagnie du chemin de fer International de Saint-François et de Mégantic n'aura de droit à une aide en vertu du présent acte, qu'en autant que le ou avant le premier jour de janvier de l'année mil huit cent soixante-et-quinze, elle aura signifié par écrit au secrétaire de la province, qu'elle abandonne tous ses droits à un octroi de terre spécifiés dans les deuxième, troisième et quatrième sections de l'acte de cette province, trente-cinq Victoria, chapitre vingt-trois, et qu'elle accepte la subvention ou l'aide accordée par le présent acte; dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter la dite subvention ou aide et qu'elle signifierait son intention à cet effet, elle sera considérée comme ayant renoncé et elle renoncera, de fait, à toute réclamation pour l'octroi de terres mentionné dans le dit acte.

La cie de la Baie des Chaleurs devra renoncer à son octroi de terre.

6. La compagnie de la Baie des Chaleurs n'aura le droit à une aide en vertu du présent acte, qu'en autant que le ou avant le premier jour de janvier de l'année mil huit cent soixante-et-quinze, elle aura signifié par écrit au secrétaire de la province, qu'elle abandonne tous ses droits à un octroi de terre spécifiés dans les première et deuxième sections de l'acte de cette province, trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, et qu'elle accepte la subvention ou l'aide accordée par le présent acte; dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter la dite subvention ou aide et qu'elle signifierait son intention à cet effet, elle sera considérée comme ayant renoncé, et elle renoncera, de fait, à toute réclamation pour l'octroi de terre mentionné dans le dit acte.

La cie de chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean devra renoncer à son octroi de terre.

7. La compagnie de chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean n'aura droit à une aide en vertu du présent acte, qu'en autant que le ou avant le premier jour de janvier, mil huit cent soixante-et-quinze, elle aura signifié par écrit au secrétaire de la province son intention d'abandonner toute réclamation à l'octroi de terre mentionné dans les sections cinq et six de l'acte de cette province, trente-cinq Victoria, chapitre trente-trois, et aussi son intention d'accepter la subvention ou l'aide accordée par le présent acte; dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter cette aide ou cette subvention, et qu'elle signifierait son intention à cet effet, elle sera considérée comme ayant re-

noncé, et elle renoncera, de fait, à toute réclamation pour l'octroi de terre mentionné dans le dit acte.

8. Si une compagnie mentionnée dans la première section du présent acte, à l'exception du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, auxquelles quatre compagnies les dispositions de la présente section ne s'appliqueront en aucune manière, n'est pas pleinement et de bonne foi organisée, le premier jour de novembre, mil huit cent soixante-et-quatorze, d'après son acte d'incorporation, et ne possède pas, ce jour-là, au moins dix milles de chemin nivelés et en parfait état de recevoir les rails, cette compagnie n'aura de droit à aucun octroi en vertu de la première section du présent acte, mais au contraire, pour tout ce qui concerne cette compagnie de chemin de fer, l'octroi dont il y est fait mention n'aura ni suite ni effet.

Certaines des
doivent être
organisées et
avoir au
moins 10
milles de
chemin prêts
à recevoir les
rails avant le
1er nov., 1874.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux dispositions des sections suivantes immédiatement, accorder sous forme de prêt, à la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, pour construire un chemin de fer, de Montréal à Aylmer, des bons ou débentures de la province, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent cinquante-et-un mille, trois cent soixante-et-six piastres, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, sous telles formes, pour tels montants, et sujettes à telles dispositions en ce qui les concerne, qui lui paraîtront les plus propres à sauvegarder les intérêts publics.

Un prêt de
\$751,366 peut
être fait pour
le chemin de
Montréal à
Aylmer.

Emission de
bons autori-
sée à cet effet.

10. La dite compagnie en dernier lieu mentionnée aura droit au dit prêt, aux conditions suivantes seulement :

Conditions.

1. Tout le dit chemin de fer devra être complété et mis en opération, entre Montréal et Aylmer, et l'embranchement du chemin reliant Sainte-Thérèse de Blainville au village de Saint-Jérôme devra être également complété et mis en opération, le ou avant le premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante-et-seize, à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil ;

Délat.

2. Le dit chemin de fer devra entrer en communication avec le chemin de fer de la rive nord de Québec à Montréal, au point qui a été fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

Communica-
tion avec le
chemin de la
rive nord.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans compter le directeur ou les directeurs *ex officio* représentant les municipalités, et nulle cité, ville ou municipalité ne seront

Directeurs du
gouverne-
ment.

représentées dans la compagnie par un plus grand nombre de directeurs que ne le sera le lieutenant-gouverneur en conseil ;

Abandon de l'octroi de terre sans sa part dans le bloc A.

4. La compagnie, le ou avant le premier jour d'août de l'année mil huit cent soixante-et-quatorze, devra signifier par écrit au secrétaire de la province qu'elle abandonne tous ses droits à l'octroi de terre spécifiés dans la cinquième section de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, et dans la troisième section de l'acte également de cette province, trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, sauf la part de la dite compagnie dans cette partie du dit octroi de terre décrite dans la cédule du dit acte, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, comme étant le bloc A, et qu'elle accepte l'octroi ou le prêt accordé par le présent acte ; dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter tel octroi ou prêt et qu'elle aura signifié son intention à cet effet, elle sera considérée comme ayant renoncé, et elle renoncera, de fait, à toute réclamation pour l'octroi de terre mentionné dans les dits actes, excepté comme ci-dessus mentionné ;

Echange des bons de la cie portant intérêt.

5. La compagnie, en recevant les bons ou débentures de la province ou une partie quelconque d'iceux, ainsi qu'il est ci-après pourvu, donnera en échange, des débentures de la compagnie, portant intérêt à six pour cent par année, pour un montant égal et correspondant ;

Capital à souscrire.

6. Tel montant du stock capital de la dite compagnie que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera juste et raisonnable, devra avoir été souscrit, en sus du montant qui aura déjà été souscrit ou qui pourra l'être dans la suite par les municipalités ; et au moins dix pour cent sur tel stock additionnel devra être *bonâ fide* payé à la compagnie ;

Classe du chemin.

7. La ligne principale de la dite compagnie de chemin de fer sera un chemin de première classe, et devra être acceptée comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du bureau provincial des chemins de fer.

L'aide peut lui être donnée par 25 milles de chemin complétés.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, toutefois, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera établi que la dite compagnie travaille activement à la construction des ouvrages, accorder à la dite compagnie, dès que vingt-cinq milles du dit chemin auront été complétés, et pour chaque vingt-cinq milles subséquents, une partie de l'octroi ou du prêt provincial, proportionnée à la dite longueur du chemin.

L'émission de ses bons pourra être limitée.

12. Après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par la dite compagnie du prêt ci-dessus mentionné, aux conditions ci-dessus désignées, la dite compagnie pourra en outre s'engager et s'obliger à ne pas émettre

ses bons ou débentures, pour une somme autre ou plus grande que celle qui pourra être fixée et déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

13. La compagnie devra, en recevant les bons ou débentures de la province, ou une partie d'iceux, donner en échange, ses bons, pour un montant égal et correspondant, payables en trente ans, et portant six pour cent d'intérêt, et ces bons seront gardés par le gouvernement comme sûreté collatérale pour le prêt fait à la dite compagnie en vertu du présent acte; mais aussitôt que la dite compagnie sera en état d'émettre des bons ou débentures de seconde classe, ces bons de seconde classe seront remis au gouvernement au lieu et à la place des bons originairement donnés au gouvernement comme susdit, et pour un montant semblable; et dans l'un ou l'autre cas, le prêt fait par le gouvernement à la compagnie, en vertu du présent acte, tant en principal qu'en intérêt, prendront rang après les souscriptions au stock qui sont maintenant faites, ou qui seront faites plus tard par les corporations municipales, et les dividendes ou les profits sur les dites souscriptions, et avant toutes les souscriptions privées au stock et les dividendes qu'elles pourront rapporter.

La dite en recevant le prêt donnera des bons comme sûreté collatérale.

Ceux-ci seront rem- placés par des bons de 2e classe.

Rang du prêt.

14. Si cette partie de la ligne du chemin fer de colonisation du nord de Montréal, qui s'étend depuis Aylmer jusqu'à la rivière Creuse (Deep River), a été définitivement tracée, et si la compagnie a prouvé d'une manière satisfaisante qu'elle est prête à procéder au travail de la construction, le ou avant le premier jour de juin, mil huit cent soixante-quinze, le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit d'accorder à la dite compagnie, sous forme de prêt, des bons provinciaux ou des débentures qu'il est autorisé par le présent acte à émettre, en telles formes, pour tels montants, et sujets à telles dispositions qu'il jugera à propos de faire par rapport aux dits bons et débentures; mais dans le cas où la dite compagnie de chemin de fer de colonisation du nord de Montréal ne procéderait pas de bonne foi et dans les limites de temps fixées par la présente clause, à la construction de la ligne depuis Aylmer jusqu'à la rivière Creuse (Deep River), alors et dans ce cas le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser une compagnie de chemin de fer incorporée, ou qui sera incorporée, à procéder à la construction de la dite ligne depuis Aylmer jusqu'à la rivière Creuse (Deep River), et qu'elle aie droit à la subvention, sous forme de prêt, des bons ou débentures de la province dont l'émission est autorisée par la présente clause. Tel prêt devra être fait pour un montant égal et correspondant, par mille, et aux termes et conditions spécifiés dans le présent acte, par rapport à

Une aide proportionnée peut être faite pour le chemin de Aylmer à la rivière Creuse.

Emission de bons à cet effet.

Une autre cite peut être autorisée à faire le chemin et quand.

cette partie du dit chemin de fer qui relie Montréal à Aylmer.

Un prêt de \$1,248,634 peut être fait pour le chemin de la rive nord et celui des Grandes Piles et pour une ligne de bateaux-à-vapeur sur le Saint-Maurice.

Emission de bons à cet effet.

Conditions.

Mise en opération du chemin.

L'aide peut être donnée par 25 milles de chemin complétés.

Une partie du prêt sera retenue pour assurer la construction du chemin des Grandes Piles.

Abandon de l'octroi de terre sauf sa part dans le bloc A.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux dispositions des sections qui suivent immédiatement, accorder à la compagnie du chemin de fer de la rive nord, pour la construction du chemin-de fer de la rive nord de Québec à Montréal, et du chemin depuis la cité des Trois-Rivières jusqu'aux Grandes Piles, et pour l'établissement d'une ligne de bateaux-à-vapeur sur le Saint-Maurice, ainsi qu'il est mentionné dans l'acte de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice," et au moyen d'un prêt, la somme de un million, deux cent quarante-huit mille, six cent trente-quatre piastres, et le paiement de cette subvention ou de ce prêt sera fait en bons ou en débentures de la province, que le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à émettre, de telle manière et pour tels montants et sujets à telles dispositions par rapport aux dits bons et débentures qu'il jugera conforme à l'intérêt public.

16. La compagnie aura droit au dit prêt aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer devra être complété et mis en opération à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le Saint-Maurice mise en opération. Le lieutenant-gouverneur pourra cependant, s'il le juge convenable, quand il sera constaté que la dite compagnie est activement engagée dans la construction de ses ouvrages, lui accorder, par chaque vingt-cinq milles de chemin complétés, une partie de tel prêt dont le montant sera proportionné à la dite longueur de chemin ; et pourvu, en outre, qu'il retiendra toujours un montant suffisant du dit prêt pour assurer l'entier achèvement du chemin depuis la cité des Trois-Rivières jusqu'aux Grandes Piles, et l'établissement d'une ligne de bateaux-à-vapeur sur le Saint-Maurice ;

2. La compagnie devra, le ou avant le premier jour de mai, mil huit cent soixante-quatorze, informer le secrétaire de la province de l'acceptation par elle de tel emprunt au lieu de l'octroi de terre auquel elle aurait autrement eu droit, en vertu de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, intitulé : "Acte pourvoyant à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer y nommées ;" excepté la part de la dite compagnie dans cette portion du dit octroi de terre décrite dans la cédule du dit acte comme étant le bloc A ; et dans et par telle signification, elle abandonnera

et sera censée abandonner toute réclamation à tel octroi de terre, et elle y renoncera, et sera censée y renoncer, sauf et excepté la dite partie ou portion dans le block A ;

3. La compagnie, en échange et en retour de tous bons ou débentures de la province à elle accordés, en vertu des dispositions du présent acte, donnera ses propres bons ou débentures pour des montants semblables ; et tous tels bons ou débentures seront rachetables, dans trente années de leur date, et porteront intérêt au taux de six par cent par année, et aucune de ces débentures ne sera d'une somme moindre que cent piastres.

La cie échan-
gera ses bons
portant inté-
rêt.

4. Au moins dix par cent devront avoir être payés sur le stock souscrit, et non annulé par le bureau des directeurs, mais cette disposition ne s'appliquera pas au stock souscrit par les municipalités ;

Capital payé.

5. La ligne principale du dit chemin de fer sera un chemin de première classe, et devra avoir été acceptée comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du bureau des chemins de fer de la province.

Le chemin se-
ra de 1ère
classe.

17. Après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par la dite compagnie du prêt ci-dessus mentionné, aux conditions ci-devant posées, la dite compagnie pourra émettre ses bons ou débentures pour telle somme qui sera à l'avenir fixée et déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil et pour nulle autre ou plus forte somme quelconque, nonobstant toute loi à ce contraire, et la dite somme ainsi fixée et déterminée sera prélevée, sujette aux formes et aux dispositions de la sous-section onze de la clause neuvième de l'acte des chemins de fer, contenue dans les Statuts refondus du Canada, chapitre soixante-six, qui devra s'appliquer à tel prêt.

La cie pourra
émettre des
bons au mon-
tant fixé par
le lieut.-gouv.

18. Et pour assurer le juste paiement des bons, débentures et autres garanties qui seront émis par la dite compagnie, tant en raison du prêt autorisé par la section précédente, que pour les débentures provinciales et en échange d'icelles qui seront octroyées en vertu de cet acte, le chemin, les terres et les biens, meubles et immeubles de la dite compagnie seront engagés et hypothéqués dans l'ordre et de la manière qui suivent, savoir :

Les biens de
la cie seront
engagés ;
rang des hy-
pothèques.

1. En faveur de toutes les personnes qui seront porteurs des bons et des débentures émis par la compagnie, en vertu de la section dix-septième du présent acte, lesquels bons et débentures seront ci-après connus et nommés "Premiers bons privilégiés de la compagnie du chemin de fer de la rive nord."

2. En faveur de la corporation de la cité de Québec et des autres municipalités qui ont souscrit, pour le montant de la somme totale du stock souscrit par elles ; et un divi-

dende sur icelui n'ex-cédant pas sept par cent par année.

3 En faveur du gouvernement de cette province pour le montant des bons provinciaux échangés contre les bons et les débentures de la compagnie, en vertu des dispositions du présent acte.

Nombre des
directeurs.

Six seront
nommés par
le lieut.-gouv.

Bureau ac-
tuel.

Qualité requi-
sée pour vo-
ter.

Les porteurs
de bons vote-
ront.

Des avances
pourront être
faites aux cles
des chemins
de colonisa-
tion du n. de
M. et de la ri-
ve nord.

19. Dans le cas où la compagnie se déterminerait à accepter le prêt mentionné ci-dessus, aux termes et conditions énoncés dans le présent acte, et où elle en aurait fait connaître son acceptation, en la manière et forme prescrites par le présent acte, depuis et après le vingtième jour de mai, mil huit cent soixante-quatorze, inclusivement, le bureau des directeurs de la compagnie sera composé de douze membres, en sus des représentants des municipalités qui ont droit d'en former partie. Six de ces douze membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et six seulement seront, à l'avenir, élus par les actionnaires et par les porteurs de bons, dans la manière ci-après prescrite; mais jusqu'au vingtième jour de mai, mil huit cent soixante-quatorze, le dit bureau sera composé des directeurs actuels, et jusqu'à la prochaine élection des directeurs, le bureau n'aura pas le pouvoir de remplir les vacances qui auront lieu parmi les directeurs élus.

20. A l'élection des directeurs de la dite compagnie, le vingtième jour de mai prochain, et à toutes les élections subséquentes, chaque actionnaire aura droit à un vote pour chaque cent piastres de stock qu'il possèdera, sur lesquelles au moins dix pour cent auront été payés, et sur lesquelles tous les autres versements subséquents demandés auront été payés, et chaque personne qui sera porteur de bons ou de débentures de la dite compagnie émis en vertu de la section dix-sept du présent acte, aura droit à un vote par chaque cent piastres de bons ou de débentures ainsi possédés par elle, et tel actionnaire ou tels porteurs de bons auront droit de voter en personne ou par procuration.

21. Nonobstant toute chose à ce contraire contenue dans le présent acte, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur preuve satisfaisante que la compagnie du chemin de fer de fer de colonisation du nord de Montréal, ou la compagnie du chemin de fer de la rive nord, ont fait des arrangements financiers complets ou ont, de bonne foi, passé des contrats pour la construction de leurs lignes de chemin de fer respectives, et que l'ouvrage sur icelles est en progrès actif, avancer de temps à autre à l'une ou l'autre de ces compagnies de chemin de fer ou aux deux, à même la subvention ou prêt, auquel elles auraient droit en vertu du présent acte, une somme en telle proportion

vis-à-vis du montant total de la subvention autorisée par le présent acte, que le progrès des travaux et les garanties prises par les compagnies, pour leur parachèvement, pourra alors sembler équitable au lieutenant-gouverneur en conseil. Mais rien dans cette section n'affectera en aucune manière le proviso contenu dans la section seize de cet acte. Proviso.

22. Dans le cas où quelqu'une des dites compagnies de chemin de fer négligera de faire l'option à laquelle elle a droit, ou qu'elle négligera de signifier son acceptation, dans la manière et dans le délai prescrits dans le présent acte, alors et dans tels cas, les dispositions du présent acte ne s'appliqueront en aucune manière à telle compagnie de chemin de fer, et en autant que cela concerne telle compagnie de chemin de fer, le présent acte sera considéré comme s'il n'avait pas été passé. Cet acte ne s'appliquera pas aux cles qui n'opteront pas dans les délais prescrits.

23. Tous bons ou débentures de la province émis en vertu du présent acte, seront faits payables dans trente ans de leur date, et porteront intérêt au taux de cinq pour cent par année, et dans le cas où ils seraient émis, il sera du devoir du trésorier de la province de faire placer annuellement un pour cent sur le montant de tels bons ou débentures comme fonds d'amortissement pour le rachat de leur principal à échéance. Des bons provinciaux.
Fonds d'amortissement

24. Le trésorier de la province, sur l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, pourra négocier et vendre les dites débentures mentionnées et payer les montants qu'elles pourraient produire aux différentes compagnies de chemin de fer en vertu du présent acte. Négociation des bons.

25. L'expression "l'Acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874," sera une citation suffisante du présent acte ; et il deviendra en force le jour de sa sanction. Citation du présent acte;
Sa mise en force.

38 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE POUR POURVOIR À L'OCTROI D'UN SUBSIDE ADDITIONNEL À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER, ET POUR D'AUTRES FINS.

[Sanctionné le 23 février, 1875.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 39 V., c. 2 ; 44-45 V., c. 3, et 49-50 V., c. 77.

Subside additionnel à certains chemins.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder un subside additionnel de quinze cents piastres par mille, à chacune des compagnies des chemins de fer suivants :

1. Le chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, sur une longueur n'excédant pas 150 milles ;

2. Le chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, sur une longueur n'excédant pas 80 milles ;

3. Le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, sur une longueur n'excédant pas 180 milles ;

4. Le chemin de fer de Lévis et Kennébec, sur une longueur n'excédant pas 90 milles ;

5. Le chemin de fer de Sherbrooke, des cantons de l'est et de Kennébec, ci-après connu sous le nom de "*Quebec Central Railway Company*," sur une longueur n'excédant pas 100 milles ;

6. Le chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, sur une longueur n'excédant pas 100 milles ;

7. Le chemin de fer de colonisation du nord de Montréal (pour la partie de la ligne d'embranchement au-delà de Saint-Jérôme), sur une longueur n'excédant pas 18 milles.

Mode de le payer.

2. Le subside mentionné dans la section précédente, sera payé de la même manière que l'aide provinciale accordée par "l'Acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874," sauf en ce qu'il pourra être payable par chaque dix milles ou plus de chemin complétés, continus et non interrompus.

Terres réunies au domaine de la C.

3. Les terres octroyées à la compagnie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic par l'acte de cette province, 35 Vict., chap. 23, et celles octroyées à la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean par l'acte de cette province, 35 Vict., ch. 33, sont déclarées réunies au domaine de la couronne, en conséquence de l'abandon qui en a été fait par ces compagnies et de leur option en faveur d'un subside en argent, sous l'autorité de "l'acte pour aider certains chemins de fer de Québec, de 1874."

Subside de 1874, continué à certaines dates jusqu'à 1876.

4. La compagnie de chemin de fer de la frontière de Québec, et celle du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire, qui avaient droit à un subside en argent, en vertu de "l'Acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874," continueront d'avoir droit à ce subside jusqu'au premier de février, 1876, pourvu que ces compagnies aient fait et complété à cette date, au moins dix milles continus et non interrompus de chemin avec rails en fer ou en acier. Le paiement de ce subside pourra

être fait par chaque dix milles ou plus de chemin ainsi faits et complétés.

5. Les compagnies de chemin de fer qui n'ont droit, en vertu de "l'Acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874," à un subside qu'après avoir fait et complété vingt-cinq milles de chemin continu et non interrompu, auront droit à ce subside par chaque dix milles ou plus de chemin ainsi faits et complétés, au nombre desquels est inclus le chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides, n'excédant pas 15 milles.

Mode de
payer le sub-
side de 1874.

Nouv. chemin
ajouté.

6. Nonobstant toute disposition contraire, chaque compagnie qui a droit à un subside en vertu du présent acte ou de "l'Acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874," aura droit de recevoir, en à compte du subside ainsi accordé, une somme de soixante-et-quinze piastres par mille, pour l'aider à localiser son chemin, mais seulement après que les arpentages, plans et profils de ce chemin auront été déposés au département de l'agriculture et des travaux publics.

A compte de
\$75 par mille.

7. Attendu qu'il est de la plus grande importance pour cette province d'assurer la jonction du chemin de fer du Pacifique avec les chemins de fer des rives nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière des Outaouais, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder une somme de trente mille piastres, pour aider à la construction du pont qui devra réunir, dans le comté de Pontiac, les chemins de fer des rives nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière des Outaouais au chemin de fer du Pacifique.

Subside de
\$30,000 au
pont de jon-
ction dans
Pontiac.

8. Le présent acte sera connu et pourra être cité sous le titre de "l'Acte des octrois aux chemins de fer de 1875."

9. Le présent acte entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Mise en force

39 VICTORIA, CHAPITRE 3. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER LA LOI CONCERNANT LES OCTROIS EN ARGENT FAITS À CERTAINS CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 24 décembre, 1875.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 40 V., c. 3, et 47 V., c. 70.

La section 2 est remplacée par l'acte 40 V., c. 3, mais est reproduite ici comme renseignement.

Conversion
autorisée en
paiement des
intérêts.

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur résolution des directeurs d'une compagnie ayant droit à un subside en argent, de convertir ce subside en la garantie et paiement, par cette province, en faveur des porteurs de bons ou débentures de cette compagnie, des intérêts à 5 par cent par an, sur un capital qui à ce taux produit une somme d'intérêts égale au subside accordé par chaque mille de chemin avec intérêt sur icelui, jusqu'à ce que tout le subside soit payé.

Les subsides
déjà payés,
remboursés.

2. Tout paiement de subside déjà fait par cette province, pourra être remboursé au trésorier de la province, et être ensuite converti en une semblable garantie pour telle portion ou partie du subside remboursée.

Paiements.

3. Le paiement des intérêts sera fait semi-annuellement, pour chaque 10 milles ou plus de chemin complétés, continus et non interrompus.

Subside de la
c.ie Montréal,
Chambly et
Sorel, changé
pour une par-
tie.

4. Le subside de mille piastres par mille accordé à la compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel (aujourd'hui amalgamée et connue sous le nom de la compagnie de chemin de fer de Montréal, Portland et Boston), pour cette partie du dit chemin de Sorel à Chambly et de Chambly à St-Jean, sera retranché et versé, appliqué et payé sur le parcours du dit chemin de Montréal, Portland et Boston *viâ* Chambly, West Farnham et Frelighsburg jusqu'à la frontière de cette province; pourvu que de ce jour au premier août prochain, les directeurs de la dite compagnie de chemin de fer de Montréal, Portland et Boston passent une résolution à cet effet, et qu'elle soit approuvée par la majorité des votes des actionnaires d'icelle et par le lieutenant-gouverneur en conseil; et pourvu que les directeurs de cette compagnie aient donné au lieutenant-gouverneur en conseil, preuve satisfaisante que la compagnie a payé aux propriétaires le coût du droit de passage et les dommages sur leurs propriétés.

Proviso.

Proviso.

Subside de la
c.ie du che-
min de fer du
sud-est chan-
gé pour une
partie.

5. Le subside de deux mille, cinq cents piastres par mille accordé à la compagnie de chemin de fer du sud-est, pour cette partie du dit chemin ci-devant connu sous le nom de chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, pour cinquante-cinq milles allant de Drummondville à l'embranchement d'Arthabaska, Grand Tronc, et toute cette partie du dit chemin à l'est de Drummondville, sera retranché et versé, appliqué et payé sur le parcours du dit chemin du sud-est, de Sorel à Sutton jonction *viâ* Acton et Waterloo; pourvu que de ce jour au premier août prochain, les directeurs de la dite

Proviso.

compagnie passent une résolution à cet effet, et qu'elle soit approuvée par la majorité des votes des actionnaires d'icelle et par le lieutenant-gouverneur en conseil ; pourvu ^{Proviso.} aussi que la dite compagnie remette à la municipalité des townships de Wendover et Simpson, les bons ou débentures qu'elle a souscrites dans le dit chemin ou le montant d'iceux, sauf les intérêts déjà payés sur iceux ; et pourvu ^{Proviso.} qu'en aucun cas la répartition du dit subside, ajoutée au subside actuel, ne forme un total excédant \$4000 par mille de chemin.

Rien de contenu ci-haut n'affectera le chemin allant à l'avenir.

6. Le délai accordé par la section 4 de l'acte de cette province, 38 Vict., ch. 2, est prolongé jusqu'au premier du mois d'octobre prochain. ^{Certain délai prolongé.}

7. Rien de contenu dans le présent acte ne sera interprété comme prolongeant le terme de l'accomplissement des conditions auxquelles sont tenues les dites compagnies pour avoir droit à un subside en argent, sauf en ce qui est prescrit par la section précédente. ^{Interprétation.}

8. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction. ^{Acte en force.}

39 VICTORIA, CHAPITRE 4. (QUÉBEC.)

ACTE AUTORISANT L'ÉMISSION DE BONS PROVINCIAUX POUR PAYER LES SUBSIDES ACCORDÉS AUX CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 24 décembre, 1875.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par l'acte 47 V., c. 70, qui est reproduit ci-dessous.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un emprunt et à émettre, vendre et négocier des bons ou débentures à cet effet, au nom de la province, pour un montant n'excédant pas huit cent soixante mille louis sterling. ^{Emprunt de £860,000 stg.}

2. Ces bons ou débentures seront émises dans la forme, d'après le mode et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera convenable de prescrire pour l'avantage de cette province. ^{Bons : leurs formes, etc.}

Ces bons seront payables dans trente ans, en argent courant ou sterling, en Canada ou ailleurs, et porteront un intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an. Il sera établi pour leur rachat un fonds d'amortissement de un pour cent par an.

Fonds d'amortissement

Emploi.

3. Le montant prélevé par cet emprunt et émission de bons, sera employé au paiement des subsides accordés par les différents actes de cette législature.

Acte en force.

4. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

40 VICTORIA, CHAPITRE 3. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER LA LOI CONCERNANT LES OCTROIS EN ARGENT FAITS À CERTAINS CHEMINS DE FER, ET POUR AUTRES FINS.

[Sanctionné le 28 décembre, 1876.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 44-45 V., c. 3 ; 46 V., c. 85, et 47 V., c. 70.

Avances qui peuvent être faites à certaines des chemins de fer.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que les compagnies des chemins de fer suivants :

Le chemin de fer de Lévis et Kennébec,

Le chemin de fer Québec central "*Quebec Central Railway Company*," et

Le chemin de fer International de St-François et Mégantic,

Conditions.

Auront mis les parties complétées de leurs chemins en bon état d'exploitation, à sa satisfaction, pourra leur avancer, à compte sur leur subside, 1o. une somme de \$1,000 par chaque mille de chemin ainsi complété, en sus des \$4,000 qu'elles ont reçues ou peuvent être maintenant en droit de recevoir, et 2o. sur la balance totale du subside qui leur a été accordé pour toute autre partie de leur chemin qu'elles peuvent compléter dans la suite, une autre somme à un montant tel et de manière que, cette avance faite, il reste à payer pas moins de \$2,000 par mille sur la partie du chemin à être complétée dans la suite, et qu'il ne soit dans aucun cas avancé plus de \$6,000 par chaque mille de chemin.

Proviso.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra exiger que la somme de \$1,000 par mille avancée aux compagnies mentionnées dans la section précédente, sur les parties complétées de leurs chemins, soit employée à parfaire ces parties de chemin et à payer ce qu'elles pourront devoir pour le droit de passage, la main d'œuvre et le roulant.

L'emploi de l'avance de \$1,000 peut être réglé par le l.-g.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra porter à \$4,000 par mille, le subside déjà accordé aux compagnies des chemins de fer suivants :

Subside additionnel accordé à certaines compagnies.

1. Le chemin de fer Montréal, Portland et Boston, sur une longueur n'excédant pas cinquante-six milles, depuis le fleuve Saint-Laurent à la ville de Longueuil, jusqu'à la ligne frontière de la province *viâ* Chambly, West Farnham et Frelighsburg, pourvu que la compagnie convienne avec le gouvernement, d'un arrangement par lequel le fret et les passagers pourront passer sur son chemin à des taux proportionnés à ceux du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;

Ch. de fer M. P. et B. Conditions.

2. Le chemin de fer de Waterloo et Magog, sur une longueur n'excédant pas quarante-trois milles ;

Ch. W. et Magog.

3. Le chemin de fer des Laurentides, sur une longueur n'excédant pas quinze milles.

Ch. Laurentides.

4. Si aucune compagnie de chemin de fer maintenant subventionnée, renonce à sa charte, ou si la charte d'une telle compagnie expire d'ici au 31 décembre, 1877, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de répartir le montant du subside auquel telle compagnie avait droit, sur les parties de chemin non complétées des quatre compagnies suivantes, savoir :

Cas où le subside de certaines cles pourra être réparti entre d'autres cles.

Lévis et Kennébec, quarante-cinq milles ;
 Québec central, cinquante-deux milles ;
 International de Saint-François et Mégantic, cinquante-trois milles ;

Sud-est, quarante milles depuis Acton à la jonction de Sutton ;

Pourvu que le montant du subside ainsi réparti ne s'élève pas à plus de \$1,500 par mille, pour la totalité de la longueur, à être complétée comme susdit, et que le subside ainsi réparti, joint au subside déjà acquis à chacune de ces compagnies ne s'élève, en aucun cas, à une somme de plus de \$6,000 par mille du chemin à être ainsi complété.

Proviso.

Remboursement dû par la cie du ch. Q. et du lac St-Jean.

Caution.

Délai prolongé en faveur du ch. de la vallée des R. M. et N.

30 V., c. 3, sect. 1, amendée.

38 V., c. 3, s. 2, remplacée.

Remise et conversion de subside.

Mode de payer le subside.

Garantie des sous-contrats de D. Macdonald, par les commissaires.

5. La compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean ne sera pas tenue, sur la première section de son chemin, de rembourser la somme de \$48,171.20 qu'elle a reçue pour construire un chemin à lisses de bois, mais ce remboursement ne sera fait que sur la deuxième section de tel chemin, et cette compagnie donnera caution qu'elle fera ce remboursement à l'expiration de quatre ans à compter du premier janvier, 1877, si, dans cet intervalle, elle n'a pas fait cette deuxième section de son chemin.

6. La compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire continuera d'avoir droit au subside qui lui est actuellement accordé, jusqu'au premier de décembre, 1877, pourvu que cette compagnie ait fait et complété, à cette date, au moins dix milles continus et non interrompus de chemin avec lisses en fer ou en acier

7. La première section de l'acte de cette province, 39 Vict., ch. 3, est amendée :

1. En retranchant les mots "à 5 par cent par an" et y substituant les suivants : "à un taux n'excédant pas six pour cent par année ;"

2. En ajoutant à cette section les mots suivants : "et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le lieu où tels intérêts seront payés."

8. La seconde section du même acte est abrogée et la suivante lui est substituée :

"2. Tout paiement fait jusqu'à ce jour ou qui pourra ci-après être fait par cette province, sur quelque subvention accordée à une compagnie de chemin de fer, en vertu d'un acte de cette législature encore en force, pourra être remis au trésorier provincial et être ensuite converti en pareille garantie pour la partie de telle subvention remise, et à compter de telles date ou dates que les directeurs de la compagnie qui remettront cette subvention pourront demander."

9. Le subside accordé par le présent acte sera payable de la même manière que celui accordé par "l'acte des octrois aux chemins de fer, de 1875."

10. Les commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental pourront garantir le paiement des sommes portées dans les sous-contrats faits par Duncan Macdonald, contracteur de la portion ouest de ce chemin, pourvu que ces contrats soient approuvés par eux.

11. Les dits commissaires sont autorisés à prendre, sur le montant destiné à rencontrer les dépenses contingentes du chemin, la somme nécessaire pour terminer le dit chemin.

Sommes à prendre pour finir le ch. M. O. et O.

12. Le présent acte entrera en force le jour de sa sanction.

Acte en force.

41 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER DE NOUVEAU LA LOI CONCERNANT LES OCTROIS EN ARGENT FAITS À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 9 mars, 1878.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 44-45 V., c. 3, et 45 V., c. 23.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire aux compagnies suivantes, savoir :

Avance de \$1,000 à certaines cles, autorisée.

La compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec,

La compagnie du chemin de fer de Québec central (Quebec Central Railway Company), et

La compagnie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic,

A même la balance de leur subside, une avance de \$1,000 par chaque mille de chemin qu'elles complèteront à l'avenir ; pourvu qu'il reste, ci-après, mille piastres par chaque mille sur la partie non construite de leurs chemins.

Restriction.

2. Aucune avance, en vertu du présent acte, ne sera faite aux compagnies mentionnées dans la section précédente, pour la partie de leurs chemins sur laquelle elles ont, en vertu de l'acte 40 Vict., ch. 3, une avance de deux mille piastres par mille.

Autre restriction.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que la compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire aura mis la partie inachevée de son chemin en bon état d'exploitation, et ce à sa satisfaction, pourra lui avancer en acompte de son subside, une somme de \$1,500 par chaque mille de chemin ainsi complété en sus de la somme de \$2,500 par chaque mille, qu'elle a actuellement droit de recevoir et a déjà en partie reçue, et à même la balance entière du subside à elle accordé pour toute autre partie de son chemin qu'elle peut compléter à

Avance au chemin de la vallée des rivières Missisquoi et Noire, autorisée.

l'avenir, une autre somme calculée à un montant tel et de telle manière que, cette avance faite, il reste encore à lui être payé pas moins de \$1,000 par mille sur cette partie de son chemin à être complété ci-après ; et pourvu que, dans aucun cas, pas plus de \$4,000 en soient payées par chaque mille de tel chemin complété.

Mise en vi-
gueur de
l'acte.

4. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

43-44 VICTORIA, CHAPITRE 45. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AUTORISER L'ÉMISSION DES DÉBENTURES PROVINCIALES, POUR LE PAIEMENT DES SUBSIDES ACCORDÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER, ET POUR COMPLÉTER LE CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL, ET POUR D'AUTRES FINS.

[Sanctionné le 30 juin, 1880.]

Préambule.

ATTENDU qu'il est nécessaire et à propos de pourvoir au paiement de la balance des subsides accordés par la législature de Québec, à certaines compagnies de chemins de fer, et pour compléter le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et pour rembourser au fonds du revenu consolidé de la province, les sommes d'argent qui ont été avancées jusqu'ici, à même le dit fonds, pour des fins de chemins de fer ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Emprunt de
£800,000 ster-
ling par le
trésorier pro-
vincial, qui
peut être au-
torisé par l.-g.
en c.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier provincial à contracter un emprunt de huit cent mille louis sterling, et pour cette fin, à vendre, négocier et délivrer des bons ou débentures de cette province, pour un pareil montant ; lesquels bons ou débentures seront payables dans trente ans de la date de leur émission, et porteront un intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, avec un fonds d'amortissement de un pour cent par année pour les racheter ; et les dits bons ou débentures seront émis en la forme et conformément aux mode et conditions, et en telles espèces ayant cours, et payables au lieu ou aux lieux que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire, dans l'intérêt de la province.

Pouvoir de
substituer
émission de

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le dit trésorier et lui donner le pouvoir, au lieu de

telle émission de bons comme susdit, d'y substituer une bons pour un montant de £273,600 sterling.
 émission de bons de cette province, pour le montant de huit cent soixante-et-dix-huit mille, six cents louis sterling, lesquels dits bons substitués, porteront intérêt au taux de quatre et demi pour cent par année, et seront rachetables, en principal et intérêt, au moyen d'une annuité, durant trente-neuf ans, de quarante-huit mille louis sterling, payable semi-annuellement, et la dite annuité sera mise à la charge du fonds consolidé du revenu de cette province, en conformité des dispositions de l'acte du département du trésor, tel que amendé par l'acte 40 Vict., chap. 5.

3. Les montants prélevés par le dit emprunt et la dite Emploi des montants prélevés par le dit emprunt.
 émission de bons ou débentures, seront employés au paiement de la balance due à toute compagnie quelconque de chemin de fer, sur un subside quelconque accordé par la législature de cette province, pour le parachèvement du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et pour le remboursement, au fonds du revenu consolidé de la province, des sommes d'argent payées jusqu'ici, à même icelui, pour des fins de chemins de fer.

4. Cet acte deviendra en force le jour de sa sanction. Acte en force.

44-45 VICTORIA, CHAPITRE 3. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER LES ACTES CONCERNANT LES SUBSIDES EN ARGENT, ACCORDÉS À CERTAINS CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 30 juin, 1881.]

ATTENDU que, par un acte passé pendant la présente Préambule
 session, la franchise de la compagnie de chemin de fer de "Lévis et Kennébec" a été transportée à la compagnie de chemin de fer "Québec central," et que la dite dernière compagnie a été autorisée à changer le tracé proposé du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, et qu'en conséquence, il est devenu nécessaire et à propos de confirmer la dite compagnie de chemin de fer "Québec central" dans tous les droits et privilèges concernant les subsides auxquels la dite compagnie de chemin de fer de "Lévis et Kennébec" avait droit; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Toute aide sous forme de subside, à laquelle la dite compagnie de chemin de fer de Lévis et Kennébec avait droit de la part de cette province en vertu des différents Aide à la comp. du ch. de f. Lévis et Kennébec, renouvelée et confirmée en faveur du "Québec central."
 actes accordant de l'aide (32 Vict., chap. 52; 37 Vict., chap. 2; 38 Vict., chap. 2; 40 Vict., chap. 3, et 41 Vict., chap. 2), est, par le présent acte, transportée, renouvelée et confirmée, en faveur de la compagnie de chemin de fer "Québec

Proviso
quant au
montant de
l'aide.

central," aux termes et conditions mentionnés aux dits actes, pour les parties non complétées de la ligne du chemin de fer de Lévis et Kennébec, y compris la partie du dit chemin de fer, dont la construction est autorisée par la deuxième section de l'acte de la présente session, intitulé : " Acte pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec central ; " pourvu qu'en construisant la dite partie de la ligne du dit chemin de fer telle que autorisée par la deuxième section du dit acte de la présente session, le dit chemin de fer " Québec central " n'aura pas droit à un subside plus élevé que celui accordé au dit chemin de fer de Lévis et Kennébec pour construire l'extension de sa ligne depuis son *terminus* actuel, dans la paroisse de Notre-Dame de Lévis, jusqu'à un point sur les quais à l'eau profonde, dans le quartier Lauzon de la ville de Lévis.

Paiement du
subside.

2. Le dit subside sera payé comme susdit à la dite compagnie du chemin de fer " Québec central," en par elle construisant la dite partie non complétée de la ligne du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec (y compris la partie à l'eau profonde comme susdit) et à mesure que les travaux progresseront sur la ligne du dit chemin.

Droits et pri-
vilèges du
" Québec cen-
tral " limités.

3. Le transport du dit subside ainsi autorisé ne sera pas regardé ou considéré comme donnant à la dite compagnie du chemin de fer " Québec central," des droits ou privilèges plus amples que ceux à elle conférés par le dit acte de la présente session, intitulé : " Acte pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec central," et n'affectera aucunement les droits des créanciers de la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

Acte en force.

4. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

45 VICTORIA, CHAPITRE 23. (QUÉBEC.)

ACTE ACCORDANT DE L'AIDE POUR LA CONSTRUCTION DE CERTAINS CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 27 mai, 1882.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est affecté par les actes suivants, qui sont reproduits ci-dessous, savoir : 49-50 V., cc. 76 et 77, et 51-52 V., c. 91.*

Le paragraphe o de la section 1 est abrogé par l'acte 51-52 V., c. 91, s. 10.

Les paragraphes g, j, k et p, de la section 1, ainsi que la section 2, sont remplacés par l'acte 49-50 V., c. 77 ; mais tous sont reproduits ici comme renseignement.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder ^{Subsides à certains chemins de fer.} les subsides suivants pour aider à la construction des chemins de fer ci-après désignés :

a. La somme de mille piastres par mille en sus du ^{Chemin de Québec au lac St-Jean.} subside déjà accordé par la législature, et une quantité de cinq mille acres de terre par mille, pourvu que le nombre total de milles ne dépasse pas 170 milles, pour un chemin de fer partant du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à 4 milles de Québec, et allant au lac Saint-Jean ; le subside de quatre mille piastres accordé par des statuts antérieurs, devant être accordé pour tout le parcours de ce chemin, savoir, pour cent soixante-et-dix milles ;

b. Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station Métapédiac, comté de Bonaventure, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'au Bassin de Gaspé, en passant par le port de Paspébiac, comté de Bonaventure, sur la Baie des Chaleurs, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cent quatre-vingts milles ;

c. Une quantité de 10,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un point quelconque entre la ^{Chemin de la Rivière-du-Loup au Nouveau Brunswick.} Rivière-Ouelle et Fraserville, ou dans le voisinage de l'une ou l'autre de ces localités, jusqu'à un point sur la frontière du Nouveau-Brunswick, dans la direction d'Edmonton, dans le Nouveau-Brunswick, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante-et-six milles ;

d. Une quantité de 8,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin ^{Chemin des Piles au lac Edouard.} de fer des Piles et allant vers le nord, jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du lac St-Jean, vers l'extrémité sud du lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles ;

e. Une quantité de 6,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station de Hull, comté d'Ottawa, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village Le Désert, dans le comté d'Ottawa, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante-et-quinze milles ; ^{Chemin de la station de Hull au "Désert."}

f. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un point entre Buckingham ^{Chemin entre Buckingham et Rockland à Aylmer.} et Rockland, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village d'Aylwin, dans le comté d'Ottawa, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas cinquante-deux milles ;

Chemin de
Lachute à St-
André.

g. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de Lachute, à un point de jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village St-André, dans le comté d'Argenteuil, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles ;

Chemin de St-
Jérôme à Ste-
Agathe et
New-Glas-
gow.

h. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de St-Jérôme, à un point de jonction avec l'embranchement du chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village de Ste-Agathe, au nord, et jusqu'au ou près du village de New-Glasgow, dans le comté de Terrebonne, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas 45 milles ;

Chemin dans
le township
de Went-
worth.

i. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un point sur un embranchement du chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'à un point dans le township de Wentworth, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt-et-un milles ;

Chemin de St-
Lin à Ste-
Julienne.

j. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de Saint-Lin, comté de l'Assomption, à un point de jonction avec l'embranchement du chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village de Ste-Julienne, dans le comté de Montcalm, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles.

Chemin de St-
Félix de Va-
lois à Bran-
don.

k. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de St-Félix de Valois, à un point de jonction avec l'embranchement du Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, jusqu'au village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles ;

Chemin de
Louiseville à
la Mattawin.

l. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station de Louiseville, sur le chemin de fer du nord, passant par le village de Hunterstown, jusqu'à un point sur la rivière Mattawin, près du township Brassard, dans le comté de Maskinongé, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles ;

Chemin de la
rivière St-
Charles à la
Malbaie.

m. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un endroit, sur le bord de la rivière St-Charles, dans la cité de Québec, jusqu'au village de la Malbaie, dans le comté de Charlevoix, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quatre-vingt-dix milles ;

n. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un point dans le township de Leeds, comté de Mégantic, jusqu'à un point sur le Québec central ou le Grand Tronc, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas vingt milles ;

Chemin dans
Leeds vers le
Québec cen-
tral, etc.

o. Une quantité de 4,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un point à la frontière de la province de Québec, pour opérer une jonction avec le chemin de fer de Boston, Concord et Montréal, jusqu'à un point à dix milles de *Hall's stream*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trente milles ;

Chemins sur la
frontière vers
Hall's stream.

p. Une quantité de 3,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station de l'Épiphanie ou de l'Assomption, sur le Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, jusqu'au village de l'Assomption, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi.

Chemin de
l'Épiphanie
vers l'As-
somption.

q. Si, en aucun temps, durant une période de deux ans à compter de la passation du présent acte, la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi parachève, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, cette partie de son chemin de fer qui lui donne droit à un subside de quatre mille piastres par mille, en vertu du statut de cette province, 41 Victoria, chapitre 2, section 3, la compagnie aura droit de recevoir telle autre somme additionnelle qui lui assurera un subside de quatre mille piastres par mille de la partie alors non achevée de son chemin de fer.

Chemin de la
vallée de
Missisquoi.

r. Une quantité de 8,000 acres de terre par mille, pour un chemin de fer, partant d'un point sur la ligne principale du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, au village ou près du village de Marieville, se dirigeant jusqu'à un point sur le chemin de fer de jonction du lac Champlain et du St-Laurent, en la paroisse de St-Paul d'Abbottsford, dans le comté de Rouville, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas quinze milles ; cet octroi sujet aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir.

Chemin de
Marieville à
St-Paul d'Ab-
bottsford.

2. Le choix des terrains à être ainsi donnés en subsides sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil, qui devra, autant que possible, les fixer sur le parcours ou dans le voisinage de chaque ligne respectivement, en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou de quatre milles en superficie ; sujet aux conditions suivantes :

Choix des ter-
rains laissé
au lieut.-g. en
cons.

Preuve que
doivent four-
nir les com-
pagnies avec
leur demande
de subside.

10. Dans les deux années qui suivront la passation du présent acte, les compagnies auxquelles les subsides écheront, devront fournir au lieutenant-gouverneur en conseil, la preuve de leurs ressources pour la construction de leurs chemins respectifs, et, sur telle preuve, fonder leur demande du subside présentement accordé ; et, à l'expiration de ces deux années, si telle preuve n'a pas été faite à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, tel subside sera nul et non avenue et cessera d'être autorisé par la loi.

Détermina-
tion des blocs
alternatifs.

20. Si, dans ce délai de deux années suivant la passation du présent acte, le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de fixer les blocs alternatifs qui devront être accordés respectivement à chaque compagnie, le lieutenant-gouverneur en conseil devra, en même temps, établir la quantité de travaux que chaque compagnie devra exécuter dans les six mois suivant l'expiration des deux années plus haut mentionnées ; et à défaut de l'exécution de tels travaux, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur un rapport du commissaire des chemins de fer, annuler, par proclamation dans la Gazette Officielle de Québec, l'ordre en conseil fixant les blocs de terre pour telle compagnie en défaut, et dans ce cas, tel subside sera également nul et non avenue, et cessera d'être autorisé par la loi.

Droit des pos-
sesseurs de
limites, sau-
vegardés.

3. La détermination de ces blocs alternatifs ne privera pas les possesseurs de limites sous licence, de leurs droits acquis du gouvernement, et ces personnes auront droit, sujet aux conditions en force, au renouvellement de leurs licences sur telles terres, jusqu'à ce que les compagnies de chemins de fer aient complété la construction de leurs chemins, et jusqu'à ce qu'elles aient établi sur telles terres ainsi concédées, des colons de bonne foi qui devront défricher conformément aux règles et règlements du département des terres de la couronne.

Vente des ter-
rains conti-
gus aux blocs.

4. Le gouvernement ne pourra vendre moins d'une piastre l'acre, les terrains contigus aux blocs ainsi concédés et livrés aux chemins de fer.

Terrains mi-
niers sur les
réserves ainsi
faites.

5. Dans le cas où, parmi les terrains ainsi mis en réserve pour les compagnies de chemins de fer, se trouveraient des terrains miniers, il sera loisible aux compagnies de garder ces terrains, en payant au gouvernement une somme de deux piastres de l'acre pour toute étendue de terrain que le commissaire des terres de la couronne déclarera être d'une nature minière, ou de diminuer d'une quantité proportionnelle, en calculant la valeur des terres à une piastre l'acre, l'octroi auquel elles auraient droit ; mais cette option ne sera permise qu'en autant que les

autres conditions imposées aux compagnies auront été remplies, et que celles-ci auront fourni la preuve qu'elles peuvent compléter leur entreprise.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra évaluer le prix et régler la quantité d'acres de terres ainsi concédés par mille de chemin de fer, de manière à ce que ce subsid^{Somme que les terrains concédés doivent représenter.} en terres ne représente pas plus, lors de la concession, que la somme de :

1o. \$10,000 par mille pour le chemin de Métapédiac au Bassin de Gaspé ;

2o. \$10,000 par mille pour le chemin de la Rivière-du-Loup, en bas, à la frontière du Nouveau-Brunswick ;

3o. \$8,000 par mille pour le chemin du terminus des Piles au lac Édouard ;

4o. \$6,000 par mille pour le chemin de la station de Hull au Désert ;

5o. \$5,000 par mille pour le chemin d'un point d'intersection sur le chemin de fer du nord, dans le comté de Québec, au lac St-Jean ;

6o. \$4,000 par mille pour les chemins :

a. d'un point d'intersection entre Buckingham et Rockland à Aylwin ;

b. de Lachute à St-André ;

c. de St-Jérôme à Ste-Agathe et New-Glasgow ;

d. d'un point d'embranchement du chemin de fer canadien du Pacifique à Wentworth ;

e. de Saint Lin à Ste-Julienne ;

f. de St-Félix de Valois à St-Gabriel de Brandon ;

g. de Louiseville à la Mattawin ;

h. de la rivière St-Charles, vis-à-vis Québec, à la Malbaie ;

i. d'un point dans le township de Leeds jusqu'au Québec central ou au Grand Tronc ;

j. d'un point sur la frontière en jonction avec le chemin de fer de Boston, Concord et Montréal, jusqu'à dix milles de *Hall's stream* ;

k. De Marieville à St-Paul d'Abbottsford ;

7o. \$3,000 par mille pour un chemin partant d'un point entre les stations de l'Assomption et de l'Épiphanie jusqu'à l'Assomption ;

Pourvu toujours que le minimum de cette évaluation, pour aucune des terres concédées, soit d'une piastre l'acre.

7. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction. ^{Acte en force.}

46 VICTORIA, CHAPITRE 85. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER LA LOI CONCERNANT LES OCTROIS EN ARGENT FAITS À CERTAINS CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 30 mars, 1883.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

S. 3 de 40 V.,
c. 3, amendée.

1. Le paragraphe 1 de la section 3 de l'acte 40 Victoria, chapitre 3, est amendé en retranchant dans la deuxième ligne, les mots : " cinquante-six, " et les remplaçant par les mots : " cinquante-huit. "

47 VICTORIA, CHAPITRE 70. (QUÉBEC.)

ACTE CONCERNANT LES SUBSIDES DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER ET CERTAINES GARANTIES D'INTÉRÊTS PAR LA PROVINCE DE QUÉBEC.

[Sanctionné le 10 juin, 1884.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par l'acte 49-50 V., c. 77, ci-dessous reproduit :

Garantie ad-
ditionnelle
par le gouver-
nement.

1. Toute compagnie de chemin de fer ayant droit à un subside de la part de cette province pourra, en sus de la conversion de ce subside en une garantie de l'intérêt de ses obligations par la province, conformément au statut 39 Victoria, chapitre 3, section 1, et en sus du remboursement du subside payé à cette compagnie et à sa conversion aussi en garantie, conformément au statut 40 Victoria, chapitre 3, section 8, déposer entre les mains du gouvernement de cette province toute autre somme d'argent dans le but de se procurer une garantie additionnelle d'intérêt par le gouvernement, et sur ce dépôt, le gouvernement pourra accorder cette garantie, pour le nombre d'années et pour le montant par mille, des obligations ou débentures de la compagnie que justifieront ce dépôt additionnel et le subside plus haut mentionné.

Taux de l'in-
térêt sur les
dépôts.

2. L'intérêt qui sera accordé par le gouvernement, tant sur les dépôts faits en vertu du présent acte que sur les montants de tout subside lorsqu'il sera converti en garantie conformément aux statuts mentionnés dans la section précédente, ne devra, en aucun cas, excéder le taux accordé par les banques sur les montants qui y sont déposés par le gouvernement pour couvrir ce subside.

Avances en
faveur de la
compagnie du
lac St-Jean.

3. A même les sommes d'argent affectées par la législature de cette province, en faveur de la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les avances qu'il jugera à

propos de faire de temps à autre, mais n'exédant pas cependant cinquante pour cent au-delà du subside accordé par mille à cette compagnie pour une distance de pas plus de trente milles, à partir du lac Cimon, et allant vers le nord, de la manière, avec les garanties et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos de fixer, de façon à assurer le parachèvement de ce chemin de fer à une date aussi rapprochée que possible.

Dans le cas où la garantie d'intérêt par la province serait accordée sur des obligations émises par une compagnie, les obligations ainsi garanties ne seront pas remises à la compagnie, dans une proportion plus considérable que le subside ne serait payable en vertu des lois en force.

Proportion de la remise des obligations garanties dans certains cas.

Tous les frais encourus pour la signature de ces obligations, leur garde et le paiement du change, seront payés par la compagnie au gouvernement, sur le certificat du trésorier de la province.

Mode de paiement de certains frais.

4. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

Acte en vigueur.

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AFFECTER AU PAIEMENT DE LA DETTE CONSOLIDÉE DE LA PROVINCE, L'OCTROI ACCORDÉ PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PUISSANCE DU CANADA AU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, EN VERTU DU STATUT FÉDÉRAL 47 VICTORIA, CHAP. 8.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La somme de deux millions, trois cent quatre-vingt-quatorze mille piastres, accordée par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la province de Québec, en considération de la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa, connu sous le nom de "Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," sera affectée au paiement de la dette consolidée de la province, lorsque le parlement de la Puissance aura autorisé le paiement du montant capitalisé.

Somme affectée au paiement de la dette consolidée de la province.

2. Cette somme sera versée dans les fonds créés pour le rachat de l'emprunt effectué en vertu des dispositions du statut 37 Victoria, chapitre 2, et sera employée pour payer autant de l'emprunt contracté en vertu de ce statut, et formera partie du fonds d'amortissement créé pour racheter cet emprunt.

Versement de cette somme.

3. L'intérêt provenant de cette somme sera employé au paiement des intérêts sur l'emprunt plus haut mentionné.

Intérêt en provenant.

Emploi de
cette somme.

4. Il est défendu au trésorier de la province d'employer, même temporairement, une partie quelconque de la dite somme ou de l'intérêt en provenant, pour aucune autre fin que celle plus haut décrétée.

Reddition de
compte à Sa
Majesté.

5. Il sera rendu compte à Sa Majesté du placement et de l'emploi réguliers de cette somme ainsi que des intérêts en provenant.

Entrée en
vig. de l'acte.

6. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction..

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 76. (QUÉBEC.)

ACTE POUR MIEUX AIDER LA CONSTRUCTION DES CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est affecté par l'acte 51-52 V., c. 91, ci-dessous reproduit.

Conversion
des subsides
aux chemins
de fer.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra convertir, en tout ou en partie, tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 Victoria, chapitre 23, ou en vertu de tout acte passé dans la présente session de la législature, en un subside en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où le dit subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin, auquel le dit subside s'appliquera, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir, pourvu que les compagnies ayant droit à un subside en terres, aient déclaré, dans le délai des deux ans qui suivront la passation du présent acte, leur option en faveur de la dite conversion du dit subside, par une résolution de leurs bureaux de directeurs régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

Option à cet
effet.

Négligence
d'opter.

2. Dans le cas où une des dites compagnies de chemins de fer négligerait d'exercer le droit d'option qui lui est conféré, de la manière et dans le délai prescrits par le présent acte, alors les dispositions du présent acte ne s'appliqueront en aucune façon à cette compagnie de chemin de fer.

3. A compter de la date de la dite déclaration d'option par une compagnie, et de la passation de l'ordre en conseil mentionné dans la section première de cet acte, tout terrain qui pourra avoir été destiné à une telle compagnie et dont la conversion aura été autorisée, reviendra et sera réuni au domaine de la couronne, d'une manière aussi complète et aussi efficace que s'il n'eût jamais été accordé de subside en terres.

Effet de la
déclaration
d'option.

4. Le subside en terres accordé par le dit acte 45 Victoria, chapitre 23, ou tout subside en argent, ou partie en argent et partie en terres, qui pourra y être substitué par le présent acte, sera payable de la manière suivante à la compagnie qui y aura droit :

Mode de
paiement du
subside.

1. Aucun tel subside ne deviendra dû ou payable pour un tronçon de chemin de moins de dix milles complétés, continus et sans interruptions ;

Subside pour
certaines
longueurs de
chemin, non
payable.

2. La compagnie intéressée donnera avis au commissaire de l'agriculture et des travaux publics du fait que telle partie de son chemin est prête à subir l'inspection de l'ingénieur du gouvernement, et requerra cette inspection et ce rapport.

Avis que le
chemin est
prêt à l'ins-
pection.

3. Telle compagnie sera, en outre, tenue de se conformer à toutes les dispositions de la loi concernant telle inspection et rapport et les frais d'iceux.

Obligations
de se conformer
aux lois
sur l'inspec-
tion.

5. Les subsides accordés en vertu du dit statut 45 Victoria, chap. 23, ainsi qu'en vertu du présent acte ou de tout autre acte de la présente session, seront sujets aux conditions requises pour assurer tels pouvoirs de circulation ou traités de trafic et autres droits garantissant les facilités raisonnables, et un tarif égal par mille à tous les chemins de fer se raccordant à ceux ainsi subventionnés, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer.

Subsides,
sujets à
certaines
conditions.

6. Toute compagnie de chemin de fer à laquelle un subside est accordé en vertu du présent acte, de tout autre acte passé durant la présente session, ou de l'acte 45 Vict., chap. 23, et qui accepte tel subside, sera censée par là même se soumettre aux dispositions de l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880, et sur ce, le lieutenant-gouverneur en conseil, le comité des chemins de fer, et le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, auront et exerceront sur tout tel chemin de fer, le contrôle et l'autorité qui peuvent être exercés par eux, ou par chacun d'eux conformément aux dispositions du dit acte refondu des chemins de fer Québec, 1880.

Dispositions
de l'acte des
c. de f. appli-
cables aux
comp. qui
acceptent
subside.

Contrôle du
gouverne-
ment.

7. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

Entrée en
vig. de l'acte.

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 77. (QUÉBEC.)

ACTE POUR FAIRE DE NOUVELLES DISPOSITIONS CONCERNANT LES SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est affecté par l'acte 51-52 V., c. 91, ci-dessous reproduit.*

S. 3, 47 V., c. 70, amendée.

1. La section 3 du statut 47 Victoria, chapitre 70, est amendée en substituant le mot : "quarante," au mot : "trente," dans la septième ligne de la dite section.

S. 2, 45 V., c. 23, remplacée.

2. La section 2 du statut 45 Victoria, chapitre 23, est remplacée par la suivante :

Choix des terrains laissé au lieut. gou.

" 2 Le choix des terrains à donner ainsi en subsides, sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil, qui devra, autant que possible, les localiser le long de chaque ligne respectivement ou dans leur voisinage, et en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou quatre milles en superficie, au temps et de la manière ci-après prescrits.

Prescriptions requises pour avoir droit au subside.

Aucune compagnie, cependant, n'aura droit à un subside à moins de s'être conformée aux prescriptions suivantes :

1. Dans les deux ans suivant la passation du présent acte, les compagnies incorporées pour construire les chemins de fer mentionnés dans la section première du présent acte, devront fournir au lieutenant-gouverneur en conseil, la preuve des ressources à leur disposition pour la construction de leurs chemins respectifs, et, sur cette preuve, demander le subside accordé par le présent acte ; et à l'expiration des dits deux ans, si cette preuve n'a pas été faite à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, le subside sera nul et de nul effet et cessera d'être autorisé par la loi.

2. À l'expiration des dits deux ans en dernier lieu mentionnés, et dans un délai de quatre ans à compter de la dite date, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à la demande de toute telle compagnie, déterminer, sur le rapport du commissaire des terres de la couronne, les dits blocs alternatifs auxquels toute compagnie pourra ci-après avoir droit, conformément aux dispositions du dit acte ; et le lieutenant-gouverneur en conseil, ou le commissaire des chemins de fer, ou le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, dans le même temps, ou en tout autre temps dans le dit délai, avant ou après la localisation des dits blocs alternatifs, fixera ou établira la quantité de travaux que chaque compagnie devra exécuter, et les conditions qu'elle devra remplir, ainsi que le délai pour

l'exécution des dits travaux et l'accomplissement des dites conditions ; et à défaut de l'exécution de ces travaux ou de l'accomplissement de ces conditions, et sur preuve de ce défaut, faite par une inspection et un rapport d'un ingénieur employé par le gouvernement, la compagnie ainsi en défaut, perdra *ipso facto* tout droit qu'elle peut avoir à ce subside, et sur ce, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra substituer à cette compagnie, toute autre compagnie régulièrement incorporée, pour construire le même chemin, pourvu que cette compagnie remplisse les conditions mentionnées dans le premier paragraphe de la présente section, qu'elle exécute la quantité de travaux et remplisse les autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrira, tel que mentionné dans le présent paragraphe, et pourvu aussi que cette substitution et cet accomplissement des dites conditions aient lieu dans les trois ans suivant le délai mentionné dans le paragraphe premier de la présente section."

3. Le coût de toute inspection et de tout rapport exigés avant la réception d'un subside par une compagnie de chemin de fer, sera payé par la compagnie du chemin de fer intéressée, et le trésorier de la province pourra en retenir le coût sur le subside revenant à cette compagnie, s'il n'est pas autrement payé lors de cette inspection.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à la compagnie du chemin de fer de Montréal et Occidental, un subside de quinze cents piastres par mille, pour un parcours de douze milles, pour cette partie du chemin de fer que cette compagnie est autorisée à construire de Sainte-Adèle à Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, sujet aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer ou d'imposer à la compagnie ; pourvu que ce subside ne soit, dans aucun cas, payé à la compagnie avant le parachèvement des dits douze milles, et pourvu aussi que cette partie du chemin de fer projeté de la compagnie soit ainsi parachevée dans les deux ans et demi à compter de la passation du présent acte.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder un subside de quatre mille piastres par mille, pour aider la construction d'un chemin de fer de quelque point au ou près du village d'Yamaska, dans le comté d'Yamaska, à un point à ou près de l'endroit appelé *Doucet's Landing*, dans le comté de Nicolet, pour un parcours n'excédant pas trente-et-un milles, sujet aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire, pourvu que ce subside ne soit, dans aucun cas, payé à la compa-

gnie pour aucune partie du chemin, moindre de dix milles à la fois, jusqu'au parachèvement final de ce chemin, sauf et excepté pour les sept premiers milles depuis le village d'Yamaska jusqu'à la rivière Saint-François, pour lesquels le subside pourra être payé quand les travaux sur ces sept milles seront complétés ; et pourvu aussi que ce chemin soit ainsi parachevé dans les trois ans à compter de la date de la passation du présent acte.

Subside que
le présent
remplace.

Il est par le présent acte déclaré que ce subside devra remplacer la plus grande partie de la balance du subside mentionné dans le statut 37 Victoria, chapitre 2, section 1, en faveur du chemin de fer y nommé chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, depuis connu sous le nom de chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent, et dans le statut 38 Victoria, chapitre 2, section 1, en faveur du même chemin de fer.

Subside à un
chemin de St-
André au
village de
Lachute.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné :

Proviso.

Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la paroisse de Saint-André, dans le comté d'Argenteuil, aboutissant à un point sur le chemin de fer canadien du Pacifique, au ou à l'est du village de Lachute, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles, et sujet aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire, et pourvu aussi que le chemin soit terminé dans un an à compter de la passation du présent acte.

Subside que
le présent
remplace.

Il est par le présent acte déclaré que le subside mentionné dans la présente section est pour remplacer celui accordé par le paragraphe g, de la section 1, du statut 45 Victoria, chapitre 23.

Subside à un
chemin du
village de St-
Félix de Va-
lois au village
de St-Gabriel
de Brandon.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné :

Proviso.

Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de Saint-Félix de Valois, d'un point de raccordement avec le chemin de fer du nord, allant jusqu'au village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles, et sujet aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire, pourvu que ce subside ne soit dû que lors de l'entier parachèvement du chemin, et pourvu aussi que ce chemin soit ainsi parachevé dans l'espace de deux ans à compter de la passation du présent acte.

Ce subside devra remplacer celui accordé par le paragraphe *k*, de la section 1, du statut 45 Victoria, chapitre 23. Subside que le présent remplace.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à accorder les subsides suivants pour aider la construction des chemins de fer ci-après mentionnés : Subside à un chemin de fer du village de New-Glasgow au village de Ste-Julienne.

1. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de New-Glasgow, dans le comté de Terrebonne, allant au village de Sainte-Julienne, dans le comté de Montcalm, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas treize milles, et Proviso.

2. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant d'un point au ou près du Haut de l'Assomption, dans le comté de l'Assomption, allant jusqu'à la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le comté de Montcalm, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas sept milles. Idem, de l'Assomption à St-Jacques de l'Achigan. Proviso.

Les subsides mentionnés dans cette section seront sujets aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire, pourvu toujours qu'aucun subside ne devienne dû pour l'un quelconque de ces chemins avant l'entier parachèvement de ce chemin, et pourvu aussi que ces chemins soient parachevés dans les trois ans à compter de la date de la passation du présent acte. Conditions auxquelles ces subsides sont sujets. Proviso.

Les deux subsides en dernier lieu mentionnés remplaceront le subside accordé par le paragraphe *j*, de la section 1, du statut 45 Victoria, chapitre 23. Subsides que les présents remplacent.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné : Subsides à un chemin de fer de l'Epiphanie au village de l'Assomption.

Une quantité de trois mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station de l'Epiphanie ou de l'Assomption, sur le chemin de fer du nord, et allant au village de l'Assomption, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi, et sujet aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire, et pourvu aussi que le chemin soit terminé dans un an à compter de la passation du présent acte. Proviso.

Il est déclaré par le présent acte, que le subside mentionné dans la présente section remplacera le subside accordé par le paragraphe *p*, de la section 1, du statut 45 Victoria, chapitre 23. Subside que le présent remplace.

10. Dans le cas où une compagnie aura, dans le délai prescrit par le paragraphe 1, de la section 2, du statut 45 Emission de l'arrêté en conseil sur

preuve satisfaisante des ressources d'une comp.

Preuves additionnelles, pour cause d'insuffisance des premières.

Victoria, chapitre 23, fait la demande d'un subside mentionné dans le dit statut, et fourni la preuve de ses ressources pour construire son chemin, l'arrêté en conseil pourra être émis en aucun temps après, si le lieutenant-gouverneur est satisfait de la preuve fournie; et si, à raison de ce que la preuve fournie est considérée insuffisante il n'a pas été émis d'arrêté en conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra requérir cette compagnie de fournir à sa satisfaction une preuve additionnelle de ses ressources, dans les six mois après la passation du présent acte, et sur réception de cette preuve, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra procéder comme si la preuve fournie avait été en premier lieu considérée satisfaisante.

Entrée en vig. de l'acte.

II. Cet acte viendra en force le jour de sa sanction.

51-52 VICTORIA, CHAPITRE 91. (QUÉBEC.)

ACTE RELATIF AUX SUBVENTIONS DES CHEMINS DE FER.

[Sanctionné le 12 juillet, 1888.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Subside acc. au ch. f. Q. et lac St-Jean :

I. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean :

10,000 acres de terre de P. au T. à Rober. ;

a. Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour une distance de quatorze milles, savoir : cette partie de la ligne entre Pointe-aux-Trembles et Roberval ; et

\$5,000 et 5,000 acres de terre, P. au T. à Métabetchouan ;

b. Après la construction de la section susdite, entre Pointe-aux-Trembles et Roberval, une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, pour une ligne d'embranchement depuis la Pointe-aux-Trembles, jusqu'à Métabetchouan, sur une distance de pas plus de quatorze milles ;

\$5,000 St-Am. et J. Lorette ;

c. Une subvention de cinq mille piastres par mille, pour la ligne entre St-Ambroise de la Jeune Lorette et la cité de Québec, sur une distance de douze milles, pourvu que le gouvernement du Canada accorde une subvention semblable à la compagnie ;

10,000 acres de terre de Mét. à Chicoutimi.

d. Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer entre Métabetchouan et Chicoutimi, la longueur de cette ligne ne devant pas dépasser cinquante-six milles.

\$150,000.00 ch. de f. de J. Montréal et

2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une subvention de cent cinquante mille

piastres, à la compagnie du chemin de fer de jonction de Montréal et Champlain pour compléter sa voie et en faire le balastage, construire des stations et se procurer le matériel roulant; cette somme devant être payée progressivement et sur rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des divers chemins de fer ci-après désignés:

a. Une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille, à la compagnie du chemin de fer de jonction de Beauharnois, pour sa ligne entre Saint-Martin et Saint-Anicet, sur une distance de pas plus de vingt milles de long; et de plus, une somme de cinquante mille piastres pour aider cette compagnie à construire un pont sur la rivière Châteauguay, pourvu que ce pont soit construit en fer, conformément aux plans et devis approuvés par l'ingénieur du gouvernement.

Subsides aux chemins suivants;

\$5,000 et 5,000 acres de terre ch. de f. de j. de Beauharnois, St-Martin et St-Anicet;

\$50,000.00 pour pont;

b. Une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, à la compagnie du chemin de fer de Montréal et lac Maskinongé, pour un chemin de fer entre Saint-Félix de Valois et Saint-Gabriel de Brandon, pour une distance de pas plus de treize milles, duquel octroi quatre mille acres de terre ont déjà été accordés pour une distance de dix milles entre les points ci-dessus désignés par l'acte 49-50 Vict., chap. 77, section 7; le délai fixé pour le parachèvement de ces dix milles étant prolongé jusqu'au 21 juin, 1889;

\$5,000 et 5,000 acres de terre ch. de f. Montréal et l. Mask. (St-F. de Valois et St-Gab. de Brandon);

c. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer reliant Saint-Félix de Valois et Saint-Jean de Matha, sur une distance n'excédant pas huit milles.

4,000 acres de terre St-F. de Valois et St-Jean de Matha.

4. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la compagnie du chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique.

Ch. de f. de j. de Pontiac au Pac.;

a. Une subvention de six mille piastres par mille, pour cette partie de son chemin n'excédant pas une longueur de dix milles, en outre de la partie déjà subventionnée;

\$6,000 pour 10 milles de ch.;

b. La subvention ou le bonus par mille que la compagnie est maintenant autorisée à recevoir pour son chemin de fer de Hull à Aylmer, afin de faciliter à la dite compagnie l'achat de l'embranchement de la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien de Hull à Aylmer, et ce, aux termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil veut bien fixer.

Bonus applicable pour achat d'embranchement;

Il est de plus loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de donner, au nom du gouvernement de cette province, quittance générale et finale de toute prétention ou récla-

Quittance, pour ch. de f. de Hull à Aylmer.

mation sur ou contre le dit chemin de fer de Hull à Aylmer.

\$1,000 et 1,000
acres de terre
ch. de f. Mont-
réal et Occi-
dental, etc.

5. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la compagnie du chemin de fer Montréal et Occidental, une subvention additionnelle de mille piastres et de mille acres de terre par mille, pour une distance de trente milles de son chemin, et de faire revivre les subventions annulées, antérieurement accordées au dit chemin de fer, par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe *h*, pour la distance sus-indiquée, ainsi qu'une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille pour une autre distance de quarante milles, de manière à porter toute la subvention ainsi augmentée à cinq mille piastres et à cinq mille acres de terre, pour une longueur totale de soixante-dix milles, y compris les quinze cents piastres par mille accordées à la compagnie pour la partie de son chemin entre Sainte-Adèle et Sainte-Agathe, sur une distance de douze milles, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 77, art. 4.

Subside aux
chemins sui-
vants: *M. O.*

6. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes aux chemins de fer ci-après mentionnés :

\$4,000 ch. de f.
Grand Orien-
tal;

a. Une subvention de quatre mille piastres par mille, à la compagnie du chemin de fer Grand Oriental, pour une distance de huit milles de son chemin ; laquelle somme doit être employée à la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, à Saint-Grégoire ;

\$2,000 ch. de f.
Montréal et
Sorel ;

b. Une subvention de deux mille, cinq cents piastres par mille, à la compagnie du chemin de fer de Montréal et Sorel, sur une distance n'excédant pas quarante-cinq milles, pourvu que cette somme soit employée :

1o. Au paiement des sommes qui peuvent être dues pour droit de passage sur cette section, aux journaliers qui ont travaillé à la construction de ce chemin, et aux personnes qui ont fourni les matériaux pour telle construction, et

2o. A l'octroi du matériel de roulage et au perfectionnement du matériel d'exploitation du dit chemin ;

4,000 acres de
terre ch. de f.
Grand Nord ;

c. Une subvention de quatre mille acres de terre par mille, à la compagnie du chemin de fer le Grand Nord, pour sa ligne entre Sainte-Julienne et Montcalm, sur une distance n'excédant pas sept milles ;

\$4,000 ch. de
f. du comté de
Drummond ;

d. Une subvention de quatre mille piastres par mille, à la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, pour une distance de trente-neuf milles depuis Drummondville à Nicolet ou *Doucet's Landing* ;

\$1,000 ch. de f.
des 3 Riv. et
N.-O. ;

e. Une subvention de dix mille acres de terre par mille, à la compagnie du chemin de fer des Trois-Rivières et du

Nord-Ouest, pour une ligne de chemin de fer partant de la cité des Trois-Rivières, se dirigeant au nord-ouest jusqu'à Saint-Michel-des-Saints ou la rivière Mattawin, une distance n'excédant pas soixante-dix milles ;

f. Une subvention de cinq mille acres de terre par mille, à la compagnie du chemin de fer des comtés-unis, ^{5,000 acres de terre ch. de f. comtés-unis;} sur une distance n'excédant pas soixante milles ;

g. Une subvention additionnelle de quatre mille piastres par mille à la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, pour une distance de trente milles de sa ligne, partant de la rivière Saint-Charles, près de Québec. ^{\$4,000 ch. de f. Q. M. et Ch.}

7. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau, une subvention en argent de cinq mille cent soixante-et-une piastres par mille, pour soixante-deux milles de son chemin, subventionné pour la même somme par le gouvernement fédéral, en outre de la subvention en terres à elle accordée par l'acte 45 Victoria, chap. 23, art. 1, paragraphe e. ^{\$5,161 ch. de f. Ott. et vallée de Gatineau.}

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé d'accorder à la compagnie du chemin de fer de Témiscouata, une subvention additionnelle de dix mille acres de terre, pour une distance n'excédant pas trois milles au-delà des soixante-six milles déjà subventionnés, pour atteindre la frontière du Nouveau-Brunswick et parachever le chemin jusque là. ^{10,000 acres de terre ch. de f. Témiscouata.}

9. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une subvention de dix mille acres de terre par mille, à cette section de chemin de fer de Vaudreuil et Prescott située dans la province de Québec, pour une distance n'excédant pas trente milles ; ^{10,000 acres de terre ch. de f. Vaudreuil et Prescott ;}

A la compagnie du chemin de fer de Hereford, une subvention de quatre mille acres de terre par mille, pour une ligne de chemin de fer partant d'une jonction avec le chemin de fer de Boston, Concord et Montréal, ou tout autre chemin de fer sur la frontière de la province de Québec, à dix milles du ruisseau Hall, et se prolongeant à une jonction avec le chemin de fer International, dans le canton d'Eaton, pourvu que la longueur de ce chemin de fer n'excède pas trente-cinq milles. ^{10,000 acres de terre ch. de f. Hereford.}

10. Le paragraphe o, de la s. 1, de l'acte 45 Vict., chap. 23, est, par le présent, abrogé, — la compagnie du chemin de fer International ayant, par écrit daté du mois de juin dernier, transféré ses droits aux octrois de terre accordés ^{§ o, s. 1, 45 V., c. 23, abrogé.}

par le dit statut au chemin de fer désigné dans le dit paragraphe o.

§3,200, ch. de
f. Long-Sault
et Témiscam-
ingue.

11. Il est loisible au lieutenant-gouverneur d'assurer au chemin de fer de colonisation connu sous le nom de Long-Sault et lac Témiscamingue, une subvention de trois mille deux cents piastres par mille, pour les différentes sections de son chemin de fer, comprenant un réseau de dix-sept milles déjà subventionné par le parlement fédéral de la même manière, pour continuer la dite ligne jusqu'au lac Kippewa, avec entente que cette subvention pourra être payée à la compagnie lors de l'achèvement de toute section moindre de dix milles, sur rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

Rapport des
premiers 35
centins dus
pour 80 milles
de chemin;

12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut reporter sur les quatre-vingts milles du chemin de fer de Baie des Chaleurs, qui s'étendent depuis le vingtième mille à l'est de Métapédiac, jusqu'à Paspébiac, les premiers trente-cinq centins par acre de terre de la subvention appartenant à la dite compagnie; laquelle subvention a été convertie en octroi en argent sous l'acte 49-50 Vict., chap. 76., afférents aux quatre-vingts milles du dit chemin qui s'étendent de Paspébiac à Gaspé.

Rapport des
seconds tren-
te-cinq cen-
tins;

En ce cas, les second trente-cinq centins de la dite subvention afférents aux quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de Métapédiac jusqu'à Paspébiac, sont de plein droit reportés sur les quatre-vingts milles allant de Paspébiac à Gaspé.

Mode de paie-
ment de ces
montants;

Les trente-cinq centins ainsi reportés sur les quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de Métapédiac jusqu'à Paspébiac, sont payables comme les premiers trente-cinq centins afférents à la dite partie.

Conditions
qui peuvent
être imposées.

Le lieutenant-gouverneur, en appliquant cette section, pourra imposer à cette compagnie telles conditions qu'il jugera les plus propres à assurer, sous le plus court délai, la construction de ce chemin jusqu'au Bassin de Gaspé.

Aide pour
exploration
du pont
devant Qué-
bec.

13. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, à la compagnie du pont de chemin de fer de Québec, une aide pour faire les explorations nécessaires, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de ces explorations; que ce tiers ne soit pas plus élevé que dix mille piastres, et que cette somme soit payable de la manière, dans le temps et suivant le mode qu'il plaira au lieutenant-gouverneur de fixer.

Pouvoir du
lieut.-gouv.
de convertir
ces terres—en

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout ou en partie, convertir toute subvention en terres à laquelle une compagnie peut avoir droit en vertu du présent acte,

en une subvention en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où la dite subvention deviendra due, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terres assignées à cette compagnie, en vertu de cet acte, auront été vendues et payées conformément aux règles et règlements du département des terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin auquel la dite subvention s'appliquera, que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir; pourvu que la compagnie, ayant droit à la subvention en terres en vertu du présent acte, ait déclaré, dans le délai des deux ans qui suivront la passation de cette loi, son option en faveur de la dite conversion de la dite subvention, par une résolution de son bureau de directeurs régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire des travaux publics.

les subsides
en argent.

Proviso.

15. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

2°.—COMPAGNIES D'ASSURANCE.

45 VICTORIA, CHAPITRE 51. (QUÉBEC.)

ACTE CONCERNANT LES COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU.

[Sanctionné le 27 mai, 1882.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est entré dans la refonte, depuis les articles 5264 à 5348, moins les sections 48 et 78, qui sont remplacées par 47 V., c. 76, et les sections 75, 76, 77, 79, 80 et 81, qui demeurent en vigueur comme suit :

75. Il est par le présent acte déclaré, que toutes les polices d'assurance émises par toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, actuellement en existence depuis la mise en force du statut de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 24, sont légales et obligatoires pour ces compagnies comme pour les assurés, nonobstant et seulement en ce qui concerne la limitation contenue dans ce statut ci-haut cité, et toute telle compagnie continuera d'avoir

Certaines
polices d'as-
surance,
déjà émises,
déclarées lé-
gales dans
certains cas.

le droit de transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, par toute la province de Québec.

Mais les dispositions de cette section ne viendront en opération que lors de la publication, dans la Gazette Officielle de Québec, d'un ordre en conseil basé sur un rapport de l'inspecteur d'assurances, établissant que les affaires de telles compagnies sont dans un état satisfaisant et qu'elles méritent la confiance du public.

Compagnies
de Stanstead
et Sherbrooke.

Son nouveau
nom.

Sa place
d'affaires, son
pouvoir d'ac-
quérir un im-
meuble com-
me bureau.

76. La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de Stanstead et Sherbrooke continuera d'exister comme une corporation ; mais après le trente-unième jour d'août prochain, elle continuera d'exister sous le nom de : " La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Stanstead et Sherbrooke ; " et son principal bureau et son siège d'affaires seront dans la cité de Sherbrooke. Cette compagnie pourra acquérir, dans cette cité, un immeuble devant être occupé par ses bureaux.

Compagnie
de Missisquoi
et de Rouville.

Son nouveau
nom.

77. La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de Missisquoi et de Rouville continuera d'exister comme une corporation, après le trente-unième jour d'août prochain, sous le nom de : " La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Missisquoi et de Rouville. "

* * * * *

Compagnie
de Montmagny,
Bellechasse et
l'Islet.

Son nouveau
nom.

79. La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de Montmagny, Bellechasse et l'Islet continuera à exister comme une corporation ; mais après le trente-unième jour d'août prochain, elle continuera à exister sous le nom de : " La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny. "

Sections ap-
plicables aux
compagnies
incorporées
en vertu du c.
68 S. R. B. C.

80. Les dispositions du présent acte, sauf et excepté les sections comprises depuis la première jusqu'à la quatorzième, inclusivement, s'appliqueront à toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, faisant affaires dans cette province, et incorporée en vertu du chapitre 68 des Statuts refondus pour le Bas Canada et de ses amendements.

Actes abro-
gés.

81. Les statuts suivants de la ci-devant province du Canada et de la province de Québec, en tant qu'ils affectent les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans cette province, sont, par le présent acte, abrogés, savoir : le chapitre 68 des Statuts refondus pour le Bas

Canada ; 28 Victoria, chapitre 13 ; 34 Victoria, chapitre 16 ;
38 Victoria, chapitre 38 ; 43-44 Victoria, chapitre 41, et 44-
45 Victoria, chapitre 24.

* * * * *

47 VICTORIA, CHAPITRE 76. (QUÉBEC).

ACTE AMENDANT L'ACTE DE CETTE PROVINCE, 45 VICTORIA, CHAPITRE 51, INTITULÉ : " ACTE CONCERNANT LES COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU. "

[Sanctionné le 10 juin, 1884.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est entré dans la refonte, moins la section 3, qui reste comme amendement à la s. 78, de l'acte 45 V., c. 51, et la section 9, qui se lisent comme suit :*

3. La section 78 du dit acte est abrogée et remplacée ^{s. 78 remplacée.} par la suivante :

" 78. La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu ^{Compagnie déclarée incorporée.} des comtés de Richmond, Drummond et Yamaska est, par le présent acte, déclarée être un corps politique et incorporé, aussi pleinement et effectivement que si toutes les formalités légales pour son organisation avaient été strictement accomplies ;

Ses procédés, engagements et contrats sont légalisés et ^{Procédés, c'o, légalisés.} déclarés valides et obligatoires, malgré qu'ils auraient dû avoir été faits et contractés sous le nom de : " La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Richmond, Drummond et Yamaska ; " et dorénavant son existence continuera sous le dit nom mentionné en dernier lieu ;

Et toutes les poursuites pourront être prises au nom en ^{Poursuites.} dernier lieu mentionné, dans tous les cas où des engagements ou des contrats auront été ainsi contractés et faits.

Les directeurs de la compagnie actuellement en charge ^{Durée d'office.} resteront en office jusqu'à ce que leurs successeurs soient régulièrement choisis en vertu des dispositions du présent acte."

* * * * *

9. Cet act deviendra en force le premier de septembre, 1884.

3^o.—COMPAGNIES A FONDS SOCIAL.

23 VICTORIA, CHAPITRE 31. (CANADA.)

ACTE RELATIF À L'INCORPORATION JUDICIAIRE DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL POUR CERTAINES FINS.

[Sanctionné le 19 mai, 1860]

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'il est expédient de pourvoir à l'incorporation, par décret judiciaire, des compagnies à fonds social pour les diverses fins ci-après mentionnées ;
 À ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre demeure en vigueur pour les compagnies organisées en vertu d'icelui.

Formation de
compagnies,
et fins pour
lesquelles
elles seront
formées.

1. Cinq personnes ou plus, qui désireront former une compagnie incorporée pour exploiter toute espèce de manufactures, la construction des navires, les mines, la mécanique ou la chimie, ou pour la construction et l'entretien de toutes bâtisses ou bâtisses qui devront être employées en tout ou en partie comme instituts d'artisans, ou cabinets de lecture, ou comme chambres de lectures publiques, ou comme locaux pour y tenir les foires ou expositions agricoles ou horticoles, ou comme bibliothèques, ou comme locaux pour des fins d'instruction, de science ou de religion, ou comme hôtel public, ou comme locaux pour des bains ou salles de bains, ou pour l'exploitation de sources salines ou minérales, ou pour l'exploitation de toute pêcherie en cette province, ou dans les eaux qui y touchent, ou dans le golfe St-Laurent, et la construction et l'équipement des navires nécessaires à l'exploitation de ces pêcheries, ou pour la transaction générale d'un commerce de transport, et pour la construction, l'acquisition, l'affrètement ou le louage de vaisseaux, bateaux-à-vapeur, quais, chemins ou autres choses nécessaires au dit commerce de transport, pourront faire et signer une déclaration par écrit, dans laquelle seront indiqués :

Déclaration
et ce qu'elle
contiendra.

Nom.

1. Le nom collectif projeté de la compagnie,—qui ne sera pas le nom d'aucune autre compagnie connue, incorporée ou non incorporée, ni aucun nom capable d'être injustement confondu avec le nom de telle autre compagnie, ou autrement inacceptable pour des motifs publics ;

2. Le but pour lequel on se propose de former telle *Objet.*
compagnie ;

3. L'endroit ou les endroits, désignés d'une manière *Lieu d'opé-
ration.*
exacte et suffisante, où les affaires de la compagnie devront
être transigées,—avec mention spéciale, s'il y a deux en-
droits ou plus, de celui d'entre eux qui sera la principale
place d'affaires de la compagnie ;

4. Le montant du capital social de la compagnie ; *Capital.*

5. Le nombre et la valeur des actions du dit capital *Actions.*
social ; et

6. Les noms en entier, et l'adresse et profession de cha- *Noms des ac-
tionnaires,
etc.*
cune des personnes faisant la déclaration, avec mention
spéciale ;—

Premièrement. Du nombre d'actions prises par chacune
d'elles, dont le montant réuni ne devra pas être moindre
que la moitié du montant total du capital de la compa-
gnie ; et

Secondement. Des noms de pas moins de trois, ni plus *Premiers di-
recteurs.*
de neuf de ces personnes, qui devront être les premiers
directeurs de la compagnie, et qui devront résider en cette
province, et être sujets de Sa Majesté, de naissance ou par
naturalisation.

2. Cette déclaration pourra de plus contenir toute dis- *Autres dispo-
sitions.*
position qui autrement pourrait, en vertu de cet acte, être
incorporée dans tout règlement de la compagnie, après
qu'elle sera constituée en corporation.

3. Les personnes qui signeront la déclaration devront *Devant qui
sera faite la
déclaration.*
la reconnaître en duplicata, devant le registrateur ou
député-registrateur de la cité, du comté ou de la divi-
sion dans laquelle les affaires de la compagnie devront
être transigées,—ou si ces affaires doivent être transigées
en plus d'une cité, ou comté, ou division, alors devant le
registrateur ou député-registrateur de la cité, du comté ou
de la division où sera établie la principale place d'affaires
de la compagnie ; et tel registrateur ou député-registra-
teur devra recevoir cette reconnaissance et en donner un
certificat.

4. L'un des duplicata de la déclaration sera déposé par *Des duplicata
seront dé-
posés de re-
cord, et où.*
tel registrateur ou son député, et il en sera fait une trans-
cription par lui dans un livre tenu à cet effet ; et l'autre
duplicata, portant le certificat de reconnaissance, de dépôt

et d'enregistrement, endossé sur icelui, sera immédiatement transmis au protonotaire de la cour supérieure dans et pour le district dans lequel tel enregistrement aura été fait, si c'est dans le Bas Canada, et déposé dans son bureau, —et si c'est dans le Haut Canada, il devra être transmis au greffier de la cour de comté du comté dans lequel tel enregistrement aura été fait, et aussi déposé dans son bureau.

Autres dispositions quant au lieu de dépôt.

5. Si les affaires de la compagnie doivent être transférées dans quelque cité, comté ou division autre que celui ou celle où est située sa principale place d'affaires, une copie du duplicata ainsi enregistré comme susdit, dûment certifiée par tel registrateur ou son député, sera transmise au registrateur ou député-registrateur de toute telle autre cité, comté ou division, et déposée et enregistrée par lui de la même manière ; et un certificat de tel dépôt et enregistrement sera transmis, et déposé dans le bureau du dit protonotaire ou greffier, suivant le cas, avec l'autre duplicata susdit.

Il sera donné avis public par le protonotaire, etc., dans le bureau duquel la déclaration est déposée.

6. Lors de tel dépôt dans le bureau du protonotaire ou greffier, avis public de tel dépôt, sous sa signature, dans la formule de la cédule A annexée à cet acte, sera affiché visiblement pendant deux mois dans son bureau, et sera aussi par trois fois différentes, pendant les mêmes deux mois, inséré dans la *Gazette du Canada*, et dans quelque journal publié dans le district ou comté dans lequel est situé le bureau de tel protonotaire ou greffier, ou (à défaut de tel journal, alors) dans quelque journal publié aussi près que possible de tel district ou comté ; et tout tel avis, s'il est nécessaire de l'afficher dans le Bas Canada, sera ainsi affiché tant en anglais qu'en français, et inséré dans la *Gazette du Canada*, dans les deux langues, et sera aussi (dans le Bas Canada) inséré dans chaque langue dans un journal publié dans telle langue.

Demande pour un décret d'incorporation, etc.

Oppositions au décret.

Procédures sur telle demande.

7. Au jour désigné dans tel avis, ou sous tel délai ultérieur que pourra ordonner la cour, demande sommaire sera faite par les signataires de la déclaration, d'un décret d'incorporation dans les termes d'icelle, —et le procureur ou le solliciteur général pour le Bas ou le Haut Canada, suivant le cas, et toutes autres personnes prétendant y être intéressées, pourront comparaitre et formuler telle opposition écrite au prononcé du décret, suivant qu'ils le jugeront à propos.

8. Qu'il soit fait opposition ou non, le décret ne sera pas rendu à moins que, sur examen, la demande faite et les procédures qui s'y rattachent ne soient trouvées par

la cour correctes en toutes choses et conformes à la loi, ni à moins qu'il n'apparaisse à la cour que les personnes demandant l'incorporation, et plus particulièrement les directeurs provisoires nommés, soient des personnes réputées comme possédant des moyens suffisants pour justifier cette demande.

9. Il ne sera pas fait de plaidoyer écrit formel à l'égard de toute telle opposition ; mais la cour pourra ordonner de prendre témoignage sur tels points et de telle manière qu'elle le jugera nécessaire, et si elle le trouve à propos, pourra permettre de retirer la déclaration et d'y substituer une déclaration amendée, reconnue par les personnes demandant le décret, devant le protonotaire ou le greffier, sans avis ultérieur, ou avec tel avis ultérieur seulement qu'il sera ordonné d'une manière spéciale ; et après l'audition finale des parties, elle devra rendre ou refuser le décret demandé.

Procédures
sur telle de-
mande.

Preuve.

10. Durant un mois après le prononcé ou le refus du décret, le procureur ou solliciteur général du Bas ou du Haut Canada, à l'instance d'un opposant particulier ou autrement, dans un cas, ou à l'instance des parties qui demandent le décret, dans l'autre cas, pourra, en déposant au bureau du protonotaire ou greffier une requête sommaire à cet effet, ainsi qu'une copie certifiée d'icelle pour être communiquée aux parties demandant dans un cas, ou à chaque partie opposant dans l'autre cas, interjeter appel devant la cour du banc de la reine dans le Bas Canada, ou quelque une des cours supérieures de droit commun dans le Haut Canada, suivant que la décision en question sera celle de la cour supérieure du Bas Canada ou d'une cour de comté du Haut Canada.

Appel du pro-
noncé ou re-
fus du décret.

11. Sur dépôt de telle requête, le protonotaire ou greffier devra aussitôt la transmettre avec tout le dossier qui s'y rapporte à la cour devant laquelle l'appel est porté :

Transmission
du dossier.

12. Il ne sera pas fait de plaidoyer écrit formel ; mais la cour, suivant qu'elle le jugera convenable, pourra permettre la substitution d'une déclaration amendée, reconnue devant le greffier de la cour, de la même manière que la cour de comté ou la cour supérieure peut le faire ; et après examen suffisant du dossier à l'audition des parties, elle devra rendre ou refuser le décret finalement, à sa discrétion, et devra remettre le dossier, avec tel jugement, à la cour de première instance.

Procédures
en appel.

Renvoi du
dossier.

Le décret sera
déposé au
bureau du
secrétaire
provincial.

Avis par le
secrétaire.

Pouvoirs gé-
néraux de la
compagnie.

Comment il
sera référé au
décret dans
les procédés
légaux.

Preuve du
décret.

Bureau des
directeurs.

13. Sur le prononcé du dit décret en appel, ou (s'il n'y a pas eu appel, alors) à l'expiration d'un mois après le prononcé de tel décret par la cour supérieure dans le Bas Canada, ou par une cour de comté dans le Haut Canada, il sera loisible aux parties qui en feront la demande d'exiger une copie authentique d'icelui, ainsi que de la déclaration sur laquelle il est basé, et de la déposer et faire enregistrer au bureau du secrétaire provincial; et un avis à cet effet, dans la forme de la cédule B annexée au présent acte, signé par le secrétaire provincial, sera inséré dans la *Gazette du Canada*; et, en conséquence, à compter de la date de tel dépôt, les personnes nommées dans telle déclaration, et leurs successeurs, constitueront un corps politique et incorporé sous le nom y mentionné.

14. Toute compagnie ainsi incorporée pourra, en son nom collectif, acquérir, posséder, aliéner et transporter toute propriété foncière, moulins, machines et bâtiesse quelconques nécessaires ou requis pour la transaction de ses affaires, tels qu'énoncés dans sa déclaration confirmée judiciairement comme susdit; et elle jouira de tous autres attributs et pouvoirs quelconques nécessaires ou exigés pour la transaction de ses affaires, de la même manière que si sa charte d'incorporation lui avait été accordée par un acte spécial du parlement, la constituant sous ce nom en corps politique et incorporé, et contenant toutes les clauses du présent acte, et de telle déclaration, et de tel décret, — et cela, nonobstant toute irrégularité ou défectuosité possible quelconque dans les termes du dit décret, ou dans tout document ou procédure quelconque antérieure à tel décret, ou dans le dépôt d'icelui, ou dans l'avis de tel dépôt.

15. Dans toute action, procès ou autres procédés légaux, soit par ou contre la compagnie, il ne sera pas nécessaire de mentionner le mode d'incorporation de la compagnie, autrement que par la mention de la cour qui a rendu tel décret, et des dates du prononcé et du dépôt d'icelui, comme susdit; et l'avis donné dans la *Gazette du Canada*, par le secrétaire provincial de tel dépôt, fera preuve *prima facie* du nom de la compagnie, du prononcé et du dépôt du décret, et de l'observation de toutes les formalités requises pour l'obtenir; et une copie du décret et de la déclaration sur laquelle il est basé, certifiées par le protonotaire ou le greffier qui en a le dépôt, ou par le secrétaire provincial, fera preuve conclusive de toute clause, matières et choses y mentionnées.

16. Les affaires de toute compagnie incorporée en vertu de cet acte seront administrées par un bureau de pas moins de trois, ni de plus de neuf directeurs.

17. Les personnes désignées comme tels, dans la déclaration de la compagnie, seront directeurs de la compagnie jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par d'autres dûment nommées en leurs lieu et place. Premiers directeurs.

18. Nulle personne ne sera élue ou nommée directeur à moins qu'elle ne soit actionnaire, qu'elle ne possède des actions absolument de son propre droit, et qu'elle ne doive aucun arrérage sur les versements payables sur ces actions, ni à moins qu'elle ne réside en cette province, et qu'elle ne soit sujet de Sa Majesté de naissance ou par naturalisation. Qualification des directeurs.

19. Les directeurs subséquents de la compagnie seront élus par les actionnaires, réunis en assemblée générale de la compagnie, à telle époque, et de telle manière, et pour tel temps, n'excédant pas deux années, que la déclaration ou (à défaut d'icelle) les règlements de la compagnie pourront le prescrire. Election.

20. A défaut seulement d'autre disposition expresse à cet égard, par la déclaration ou les règlements de la compagnie, — Quant aux élections quand il n'y est pas autrement pourvu.

1. Telle élection aura lieu annuellement, tous les membres du bureau se retirant, et (s'ils possèdent autrement les qualités requises) ils seront rééligibles ; Sera annuelle.

2. Avis de la date et de l'endroit où se tiendront les assemblées générales de la compagnie, sera donné au moins dix jours avant telle assemblée, dans quelque journal publié aussi près que possible du bureau central ou de la principale place d'affaires de la compagnie ; Avis.

3. A toute assemblée générale de la compagnie, chaque actionnaire aura droit à autant de votes qu'il possèdera d'actions dans la compagnie, et pourra voter par procureur ; Votes.

4. Les élections des directeurs se feront au scrutin ; Scrutin.

5. Les vacances qui surviendront dans le bureau des directeurs pourront être remplies, pour le reste du temps à courir, par le bureau lui-même, parmi les actionnaires de la compagnie possédant les qualités requises ; Vacances.

6. Les directeurs éliront, de temps à autre, parmi eux, un président de la compagnie, et nommeront aussi, et pourront destituer, à volonté, tous autres officiers d'icelle. Président et officiers.

Dispositions
lorsqu'il n'y a
pas d'élec-
tion.

21. Si, en aucun temps une élection des directeurs n'est pas faite ou si elle ne prend pas effet au temps désigné, la compagnie ne sera pas dissoute par là même, mais cette élection pourra avoir lieu à une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée à cette fin, et les directeurs sortant de charge en exerceront les fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Pouvoirs des
directeurs.

Règlements
et pour quel-
les fins ils
seront faits.

22. Les directeurs de la compagnie auront le plein pouvoir en toutes choses d'administrer les affaires de la compagnie ; et pourront passer ou faire passer toute espèce de contrat que la loi permet à la compagnie de passer ; et de temps à autre ils pourront faire des règlements qui ne seront pas contraires à la loi, ni à la déclaration de la compagnie, ni au présent acte, pour régler la répartition du capital, la manière de faire les demandes de versements du capital, le paiement de ces versements, l'émission et l'enregistrement de certificats d'actions, la confiscation des actions faute de paiement, comment il sera disposé des actions confisquées et de leur produit, le transport des actions, la déclaration et le paiement des dividendes, le nombre des directeurs, la durée de leur service, le montant d'actions qu'ils devront posséder pour être directeurs, la nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution de tous agents, officiers et serviteurs de la compagnie, le cautionnement qu'ils devront fournir à la compagnie, leur rémunération et celle des directeurs, si rémunération il y a pour eux, la date et le lieu où se tiendront les assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et spéciales du bureau des directeurs et de la compagnie, le quorum, les qualités des procureurs, la manière de procéder en toute chose à ces assemblées, l'imposition et le recouvrement des amendes et confiscations susceptibles d'être déterminées par un règlement, et l'administration sous tous autres rapports des affaires de la compagnie ; et de temps à autre ils pourront révoquer, amender ou remettre en vigueur tels règlements ; mais chacun de ces règlements, et toute révocation, amendement ou remise en vigueur d'iceux, à moins qu'ils ne soient dans l'intervalle confirmés par une assemblée générale dûment convoquée à cette fin, n'auront force que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie, et à défaut de confirmation par l'assemblée, ils cesseront de et à ce moment d'être en vigueur ; pourvu, toujours, que le quart en valeur des actionnaires de la compagnie auront, en tout temps, le droit de convoquer une assemblée spéciale d'icelle pour la transaction de toute affaire mentionnée dans telle réquisition et avis par écrit qu'ils pourront donner à cet effet.

Proviso : con-
voquer des
assemblées
spéciales
pour aucune
fin quelcon-
que.

23. Une copie de tout règlement de la compagnie, Preuve des règlements. scellée de son sceau, et comportant la signature d'un officier de la corporation, sera reçue comme preuve *prima facie* de tel règlement, dans toutes cours de justice ou d'équité en cette province.

24. Les actions de la compagnie seront réputées biens-meuables, et seront transférables de telle manière seulement et sujettes à toutes conditions et restrictions qui seront prescrites par cet acte ou par la déclaration ou les règlements de la compagnie. Les actions seront réputées biens-meuables.

25. Si la déclaration de la compagnie ne renferme pas d'autre clause expresse à cet effet, toutes les actions, non réparties par la déclaration, seront réparties quand et comme les directeurs, par règlement ou autrement, pourront l'ordonner. Répartition des actions.

26. Les directeurs de la compagnie pourront demander des actionnaires d'icelle, respectivement, le versement de toutes sommes qu'ils auront souscrites, à tels époques et lieux et en tels paiements ou versements que l'exigeront ou le permettront les termes de la déclaration de la compagnie, ou du présent acte; et l'intérêt s'accumulera et sera payable au taux de six pour cent par année, sur le montant de tout versement non payé, depuis le jour désigné pour le paiement de tel versement. Demander des versements. Intérêt.

27. Pas moins de dix pour cent des actions réparties de la compagnie ne seront, au moyen d'un ou de plusieurs versements, demandés et payables sous un an après l'incorporation de la compagnie; et pour toute année ensuite, au moins une nouvelle somme de dix pour cent sera demandée et payable de la même manière, jusqu'à ce que le tout ait été demandé. Montant des versements limité.

28. La compagnie pourra exiger le paiement de tous versements et de l'intérêt sur iceux par une poursuite devant toute cour de loi compétente; et dans telle poursuite il ne sera pas nécessaire d'alléguer les faits spécialement, mais il suffira de déclarer que le défendeur est porteur d'une ou plusieurs actions, indiquant le nombre d'actions, et qu'il est endetté en la somme d'argent à laquelle s'élèvent les versements arriérés à l'égard d'une ou plusieurs demandes de versement sur une ou plusieurs actions—indiquant le nombre de ces demandes de versement et le montant de chacun—par suite de quoi la compagnie a un droit d'action en vertu du présent acte; et un certificat portant le sceau de la compagnie et paraissant être signé par quelqu'un de ses officiers, à l'effet Exiger le paiement des versements; ce qu'il suffira d'alléguer et de prouver.

d'établir que le défendeur est un actionnaire, et qu'il est dû telle somme par lui pour des versements, sera reçu par toute cour de justice et d'équité comme preuve *primâ facie* à cet égard.

Confiscation
pour défaut
de payer les
versements.

29. Si, après telle demande ou avis, selon qu'il sera prescrit par la déclaration ou les règlements de la compagnie, quelque versement demandé sur une action ou actions n'est pas fait dans le temps prescrit par telle déclaration ou règlement à cet effet, il sera laissé à la discrétion des directeurs, par un vote à cette fin dûment enregistré dans leurs minutes avec les faits qui l'ont motivé, de confisquer sommairement toute action sur laquelle tel versement n'est pas fait ; et telle action deviendra ensuite la propriété de la compagnie, qui pourra en disposer selon qu'elle le voudra, soit par un règlement ou autrement.

Les verse-
ments de-
vront être
faits avant le
transfert.

30. Aucune action ne pourra être transférée tant que les versements demandés précédemment sur icelle n'auront pas été payés en plein, ou tant qu'elle n'aura pas été déclaré confisquée, parce que les versements sur icelle n'auront pas été faits.

Certains ac-
tionnaires ne
pourront
voter.

31. Aucun actionnaire devant quelques arrérages sur des versements n'aura le droit de voter à une assemblée de la compagnie.

Disposition
pour augmen-
tation du ca-
pital.

32. Les directeurs de la compagnie, s'ils le jugent à propos, en aucun temps après que tout le capital social de la compagnie aura été réparti et versé, mais pas avant, pourront faire un règlement pour augmenter le capital social de la compagnie, jusqu'au moment qu'ils croiront nécessaire pour la transaction des affaires de la compagnie ; mais nul règlement n'aura aucune force ou vigueur quelconque avant qu'il n'ait été sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers, en valeur, de tous les actionnaires, à une assemblée générale dûment convoquée dans le but spécial de prendre ce règlement en considération.

Deux tiers des
actionnaires
devront voter
en faveur.

Le règlement
devra conte-
nir certaines
dispositions.

33. Tout règlement, à l'effet d'augmenter le capital social d'une compagnie, déclarera le nombre et la valeur des actions du nouveau capital, et pourra prescrire la manière dont le dit capital sera réparti, et à défaut de ce faire, le contrôle de telle répartition sera entièrement laissé aux directeurs.

Déclaration
supplémentaire
quant
au nouveau
capital.

34. Lors de la passation, conformément, à cet acte, d'un règlement à l'effet d'augmenter le capital social d'une compagnie, les personnes ayant droit de devenir actionnaire du nouveau capital, soit aux conditions de tel règle-

ment ou par la répartition qui en aura été faite par les directeurs, pourront, avec les directeurs ou la majeure partie d'entre eux, faire et signer en duplicata une déclaration supplémentaire indiquant :

1. Le nom, l'adresse et la profession de chacune d'elles ;
2. Le nombre d'actions prises par chacune d'elles dans le nouveau capital, dont le montant collectif ne devra pas être moindre que la moitié du montant total de tel nouveau capital.

35. Une copie dûment authentiquée de tel règlement, à laquelle sera annexée telle déclaration supplémentaire, pourra être déposée par la compagnie au bureau du protonotaire ou greffier de la cour ayant la garde du décret qui constitue la compagnie en corporation ; et lorsqu'elle sera ainsi déposée, elle devra être attestée, devant tel protonotaire ou greffier, par le serment d'au moins un témoin digne de foi pour chaque signature y apposée ; et sur demande de la compagnie, la cour examinera tel règlement et déclaration supplémentaire, qu'elle approuvera ou désapprouvera, selon qu'elle les trouvera ou non conformes à la loi et suffisants.

Copie du règlement pour le nouveau capital sera déposée, et sujette à l'approbation de la cour qu'il appartient.

36. Sur telle approbation, la compagnie pourra demander et faire en sorte qu'une copie authentique de l'ordre de la cour à cet effet, et du règlement et de la déclaration supplémentaire ainsi approuvés, soit déposée et enregistrée dans le bureau du secrétaire provincial ; et qu'un avis à cet effet, sous la forme de la cédule C annexée au présent acte, signé par le secrétaire provincial, soit inséré dans la *Gazette du Canada* ; et à dater de tel dépôt, le capital social de la compagnie sera et demeurera augmenté jusqu'à concurrence de la somme prescrite par tel règlement, sujet aux conditions stipulées par tel règlement, et le nouveau capital deviendra sujet à toutes les dispositions de cet acte, de la même manière (autant que possible) que s'il eût formé partie du capital social de la compagnie primitivement souscrit.

Procédés s'il est alloué.

Avis public.

37. La compagnie devra tenir un livre ou des livres par le secrétaire, ou par quelqu'autre officier spécialement chargé de ce devoir, où devront être consignés :

Des livres seront tenus—ce qu'ils contiendront.

1. Une copie exacte du décret d'incorporation de la compagnie, et de la déclaration sur laquelle il est basé, et aussi de tout et chaque règlement ou déclaration supplémentaire pour augmenter le capital social d'icelle, et tous les ordres de la cour l'approuvant ;

Copie du décret, règlement, etc.

- Noms des actionnaires.** 2. Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou ont été actionnaires ;
- Adresses.** 3. L'adresse et la profession de chaque telle personne, pendant qu'elle sera actionnaire ;
- Nombre d'actions.** 4. Le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;
- Versements payés, etc.** 5. Les versements faits et à faire par chaque actionnaire ;
- Transports.** 6. Tous transports d'actions dans l'ordre qu'ils sont présentés pour être inscrits, avec la date et autres particularités de chaque transport, et la date de son inscription ; et
- Directeurs anciens et présents.** 7. Le nom, l'adresse et la profession de ceux qui ont été directeurs de la compagnie ; avec la date où ils sont devenus ou ont cessé d'être directeurs.

Les directeurs pourront refuser l'entrée de transports d'actions dans certains cas. 38. Les directeurs pourront refuser l'entrée dans tout tel livre de tout transport d'actions dont tout le montant n'aura pas été payé, et lorsque dans tel livre il sera fait une entrée d'un transport d'actions qui ne seront pas complètement payées, à une personne qui paraîtra ne pas avoir de moyens suffisants, les directeurs seront collectivement et séparément responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et jusqu'au même point que l'aurait été l'actionnaire faisant le transport préalablement à telle entrée ; mais si quelque directeur présent lorsque telle entrée sera permise, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur alors absent inscrit, dans les vingt-quatre heures après qu'il aura été informé du fait, et qu'il sera en état de le faire, sur le registre des minutes du conseil des directeurs, son protêt contre tel transport, et publie tel protêt sous huit jours dans au moins un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau central ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, tel directeur pourra par là, et non autrement, se décharger de cette responsabilité.

Effet du transport limité jusqu'à ce qu'elle soit permise.

39. Aucun transport d'actions ne sera valide pour aucune fin quelconque, excepté pour montrer les droits des parties au transport l'une envers l'autre, et pour rendre l'accepteur responsable *ad interim* collectivement et séparément avec l'actionnaire faisant le transport, envers la compagnie et ses créanciers, avant que l'entrée de tel transport n'ait été dûment faite dans tels livre ou livres.

40. Excepté les dimanches et les jours de fête d'obligation, réglés par le statut, tels livres, durant les heures ordinaires d'affaires, seront tenus ouverts chaque jour, pour qu'ils soient examinés par les actionnaires et créanciers de la compagnie, et par leurs représentants, au bureau central ou principale place d'affaires de la compagnie ; et tout tel actionnaire, créancier ou représentant en pourra faire des extraits.

Les livres seront ouverts aux actionnaires et créanciers de la compagnie.

41. Tels livres feront preuve *prima facie* de tous les faits y exposés, dans toute action ou procès contre la compagnie ou contre quelque actionnaire.

Leur effet comme preuve.

42. Tout directeur, officier ou serviteur de la compagnie qui, sciemment, fera ou participera à une fausse entrée dans aucun tel livre, qui refusera ou négligera d'y faire toute entrée nécessaire, ou qui refusera de montrer tel livre ou de permettre qu'il soit examiné et qu'il en soit fait des extraits, sera coupable d'un délit, et puni en conséquence après en avoir été convaincu.

Pénalité pour fausse entrée

43. Toute compagnie négligeant de tenir tels livre ou livres ouverts à l'inspection comme susdit, perdra les droits de corporation qu'elle aura acquis en vertu de cet acte.

Perte de droit pour négliger de tenir des livres convenables.

44. La compagnie ne sera pas obligée de veiller à l'exécution d'aucun fidéicommiss, soit exprès, tacite ou d'induction, à propos d'aucune action ; et le reçu de la personne au nom de laquelle l'action sera inscrite dans les livres de la compagnie, sera une quittance valide et obligatoire en faveur de la compagnie pour tout dividende ou argent payable à l'égard de telles actions, qu'avis de tel fidéicommiss ait été ou non donné à la compagnie ; et la compagnie ne sera pas tenue de veiller à l'emploi de l'argent payé sur tel reçu.

La compagnie ne sera pas tenue de veiller à l'exécution des fidéicommiss.

45. Tout contrat, convention, engagement ou marché fait, et toute lettre de change tirée, acceptée ou endossée, et tout billet et chèque faits, tirés, ou endossés au nom de la compagnie, par tout agent, officier ou serviteur de la compagnie, conformément, généralement, à ses pouvoirs comme tel en vertu des règlements de la compagnie, seront obligatoires pour elle ; et en aucun cas il ne sera nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie à tel contrat, convention, engagement, marché, lettre de change, billet ou chèque, ou de prouver qu'il a été fait, tiré, accepté ou endossé, selon le cas, conformément à un règlement, vote spécial ou ordre ; et la partie agissant ainsi comme agent, officier ou serviteur de la compagnie ne sera pas individuellement par là assujétie à aucune obli-

Contrats, billets, etc., faits par la compagnie, comment exécutés.

Proviso : la compagnie ne pourra émettre des billets de banque.

gation quelconque envers un tiers ; pourvu, toujours, que rien dans la présente section ne sera censé autoriser la compagnie à émettre aucun billet payable au porteur, ni aucun billet promissoire qui pourra circuler comme papier-monnaie ou comme billet de banque.

Quant à l'achat d'actions dans d'autres corporations.

46. Nulle compagnie n'emploiera aucun de ses fonds à l'achat d'actions dans aucune autre corporation, à moins que tel achat ne soit spécialement autorisé par la loi constituant telle autre corporation.

Responsabilité des actionnaires définie et limitée.

47. Jusqu'à ce que tout le montant de ses actions ait été payé, chaque actionnaire sera individuellement responsable envers les créanciers de la compagnie pour une somme égale à celle qui reste à payer sur ses actions ; mais il ne sera pas pour cela passible d'être poursuivi par un créancier de la compagnie, avant qu'il n'ait été constaté par une saisie-exécution contre la compagnie qu'il n'y a pas de quoi satisfaire en tout ou en partie à telle poursuite, et le montant dû sur telle saisie-exécution sera, avec les frais, la somme à recouvrer de tel actionnaire.

Autre limitation de la responsabilité des actionnaires.

48. Les actionnaires de la compagnie ne seront pas comme tels responsables d'aucun acte, défaut ou obligation quelconque de la compagnie, ou d'aucun engagement, réclamation, paiement, perte, dommage, transaction, matière ou chose quelconque relative ou se rattachant à la compagnie, au-delà du montant de leurs actions respectives dans le capital de cette compagnie.

Quant aux actions possédées par des personnes agissant comme représentants.

49. Nulle personne possédant des actions de la compagnie comme exécuteur, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire, ne sera personnellement responsable comme actionnaire ; mais les biens et effets entre les mains de telle personne seront responsables de la même manière et jusqu'au même point que le testateur ou l'intestat, ou le mineur, la pupille ou la personne interdite, ou la personne intéressée dans tels biens tenus en fidéicommis, le seraient s'ils vivaient et étaient en état d'agir et de posséder ces actions en leur propre nom ; et nulle personne possédant des actions comme garantie collatérale ne sera personnellement sujette à telle responsabilité, mais la personne engageant telles actions sera considérée comme les possédant, et en conséquence responsable comme actionnaire.

Droit de voter en vertu de telles actions.

50. Tout tel exécuteur, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire, représentera les actions dont il sera porteur à toutes les assemblées de la compa-

gnie, et pourra voter en conséquence comme actionnaire ; et toute personne qui engagera ses actions pourra néanmoins les représenter à toutes telles assemblées, et pourra voter en conséquence comme actionnaire.

51. Si les directeurs de la compagnie déclarent et paient quelque dividende lorsque la compagnie sera insolvable, ou quelque dividende dont le paiement rendra la compagnie insolvable ou diminuera son capital social, ils seront collectivement et individuellement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires et ses créanciers, pour toutes les dettes alors existantes de la compagnie, et pour toutes celles qui seront contractées ensuite durant le temps qu'ils seront en charge respectivement ; mais si quelque directeur présente lorsque tel dividende sera déclaré, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur alors absent inscrit, dans les vingt-quatre heures après qu'il aura été informé que tel dividende a été déclaré, et qu'il sera en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre tel dividende, et publie tel protêt dans les huit jours qui suivront, dans au moins un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau central ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, tel directeur pourra par là, et non autrement, se décharger de telle responsabilité.

Pénalité pour payer les dividendes quand la compagnie est insolvable, etc., ou qui diminue son capital.

52. Aucun prêt ne sera fait par la compagnie à aucun actionnaire ; et s'il en est fait, tous les directeurs et autres officiers de la compagnie qui l'auront fait ou qui y auront consenti de quelque manière, seront collectivement et individuellement responsables envers la compagnie pour le montant de tel prêt, et aussi envers les tierces parties intéressées, au montant de tel prêt, avec intérêt légal, pour toutes les dettes de la compagnie contractées depuis l'époque de ce prêt jusqu'à son remboursement.

Pénalité imposée aux directeurs ou officiers prêtant de l'argent de la compagnie à des actionnaires.

53. Les directeurs de la compagnie seront conjointement et solidairement responsables envers les ouvriers, serviteurs et apprentis d'icelle, pour toutes dettes n'excédant pas une année de gages dus pour services rendus à la compagnie, pendant qu'ils seront ainsi respectivement directeurs ; mais aucun directeur ne sera sujet à une action pour icelles, à moins que la compagnie n'ait été poursuivie pour icelles dans une année après l'échéance de telle dette, ni à moins que tel directeur n'ait été poursuivi dans une année à compter de l'époque qu'il aura cessé d'être directeur, ni avant qu'une exécution contre

Responsabilité des directeurs envers les ouvriers et serviteurs de la compagnie.

Condition.

la compagnie n'ait été rapportée sans être liquidée, en tout ou en partie, et le montant dû sur telle exécution sera le montant recouvrable, avec dépens, contre les directeurs.

Les actionnaires seront compétents comme témoins, etc.

54. Toute poursuite pourra avoir lieu et être maintenue entre la compagnie et chacun de ses actionnaires ; et tout actionnaire qui ne sera pas partie à telle poursuite ne sera pas incompetent comme témoin dans telle poursuite.

Signification d'ordre, etc., à la compagnie, comment faite.

55. Toutes sommations ou brefs quelconques pourront être signifiés à la compagnie en laissant copie d'iceux au bureau ou lieu principal d'affaires de la compagnie, à une personne raisonnable en ayant la charge, ou ailleurs au président ou au secrétaire d'icelle, ou si la compagnie n'a pas de bureau ou lieu principal d'affaires connu, ou n'a pas de président ou secrétaire connu, alors, un rapport en étant dûment fait, la cour ordonnera qu'il soit donné tel avis qu'elle jugera à propos pendant au moins un mois dans au moins un journal, et telle publication sera considérée comme une signification valable à la compagnie.

Les juges établiront des règles de pratique en vertu de cet acte.

56. Les juges de la cour du banc de la reine dans le Bas Canada, ou la majeure partie d'entre eux, et les juges des cours supérieures de droit commun dans le Haut Canada, ou la majeure partie d'entre eux, pourront établir de temps à autre, pour le Bas et le Haut Canada respectivement, et selon qu'ils le jugeront à propos, des règles quant aux mesures à prendre pour obtenir des décrets d'incorporation et ordres de cour, en vertu du présent acte, soit en cour de première instance ou d'appel ; et aussi, quant à l'adjudication des frais de procédures en vertu du présent acte.

Le gouverneur en conseil pourra établir des tarifs d'honoraires, etc.

57. A la demande de tels juges ou autrement, le gouverneur en conseil pourra de temps à autre établir par proclamation les honoraires que pourront toucher tous registrateurs et tous officiers de justice dans l'exécution de leurs fonctions respectives en vertu du présent acte.

Cet acte n'abrogera pas le chap. 63 des Statuts ref. du Canada.

58. Rien de contenu dans le présent acte n'aura l'effet d'abroger l'acte, chapitre soixante-trois des Statuts refondus du Canada, ou d'empêcher une compagnie de s'ériger en corporation sous son autorité, de même qu'avant la passation du présent.

Titre abrégé de cet acte.

59. Lorsque cet acte sera cité, il sera suffisant de le désigner sous le nom de : *L'Acte d'incorporation judiciaire des compagnies à fonds social.*

CÉDULE A.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de l'Acte d'incorporation judiciaire des compagnies à fonds social il a été déposé au bureau du soussigné (protonotaire ou greffier, selon le cas), de (mentionnez ici au long le nom de la cour), une déclaration signée par (ici le nom, l'adresse et la profession de chaque signataire) et dûment certifiée comme ayant été déposée et enregistrée au (désignez ici chaque bureau d'enregistrement où tel dépôt et enregistrement sont certifiés avoir été faits)

Aussi, que le _____ jour d _____, demande sera faite à telle cour, à l'effet d'obtenir un décret pour constituer en corporation tels signataires, pour (*indiquez le but de la compagnie*), sous le nom de _____

auquel jour, tous ceux qui prétendent s'opposer à tel décret, sont par le présent notifiés de comparaître devant telle cour, ainsi que le prescrit le dit acte.

Daté de mon bureau, ce jour d
A. B.,

Protonotaire (ou greffier, suivant le cas.)

CÉDULE B.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de l'Acte d'incorporation judiciaire des compagnies à fonds social, il a été déposé aujourd'hui, au bureau du soussigné, secrétaire provincial, une copie authentique d'un décret rendu par (désignez ici la cour) le _____ jour d _____, pour incorporer (insérez le nom de la compagnie), et aussi, de la déclaration sur laquelle ce décret est basé.

[illegible]

CÉDULE C.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de l'Acte d'incorporation judiciaire des compagnies à fonds social, il a été déposé aujourd'hui, au bureau du soussigné, secrétaire provincial, une copie d'un certain règlement et déclaration stipulant l'augmentation du capital social de (insérez ici le nom de la compagnie), et aussi, d'un ordre émanant de (désignez ici la cour), le jour d approuvant cette augmentation.

Daté de mon bureau, ce jour d
B. C.,
Secrétaire Provincial.

23 VICTORIA, CHAPITRE 32. (CANADA.)

ACTE POUR ÉTENDRE AUX MUNICIPALITÉS DE PAROISSES ET DE TOWNSHIPS LES ACTES AUTORISANT L'ÉTABLISSEMENT DE COMPAGNIES À FONDS SOCIAL POUR L'APPROVISIONNEMENT DE GAZ ET D'EAU.

[Sanctionné le 19 mai, 1860.]

Préambule.

ATTENDU qu'il est expédient de faciliter davantage l'établissement de compagnies incorporées à fonds social pour l'approvisionnement de gaz et d'eau ; et considérant qu'il est expédient de déclarer valide l'organisation de semblables compagnies formées dans l'étendue de certaines municipalités de paroisse, de township ou autres, auxquelles les dits actes ne s'appliquent pas ; À ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est refondu, moins la section 2 qui demeure en vigueur ci-dessous :

La section 1^{ère} telle que refondue est reproduite ici pour donner suite à la dite section 2.

Le chap. 65 des St. ref. du Canada, s'applique à certaines municipalités locales.

1. La section formant le chapitre soixante-et-cinq des Statuts refondus du Canada, et toutes et chacune des dispositions du dit acte, s'étendront et s'appliqueront et seront censées être étendues et appliquées aux corporations de paroisse, de township, et tout autres corporations municipales non comprises dans les dispositions du dit acte, de la même manière que si les dites corporations y étaient spécialement mentionnées.

Les compagnies organisées dans les municipalités avant la promulgation de cet acte, légalisées.

2. Toutes compagnies organisées dans l'étendue d'aucune municipalité de paroisse, township ou autres, conformément aux dispositions de l'acte mentionné en la section précédente (ou avant la mise en force des dits Statuts refondus en vertu des dispositions des actes seizième Victoria, chapitre cent soixante-et-treize, et dix-huitième Victoria, chapitre quatre-vingt-quatorze), pour approvisionner de gaz et d'eau telles municipalités ou partie d'icelles, sont par le présent déclarées avoir été légalement formées ; et tous les procédés des dites compagnies, ainsi que tous règlements, procédés ou actes des conseils municipaux de paroisse, de township, ou autres, et de leurs officiers, et tous autres procédés faits en vertu du chapitre des Statuts refondus ou des actes ci-dessus mentionnés, pour parvenir à l'organisation des dites compagnies, seront considérés valides, et auront la même force et effet que si les dites compagnies eussent été formées dans l'étendue de municipalités spécialement comprises dans les dispositions des dits chapitres ou actes.

30.—DES SOCIÉTÉS.

STATUTS REFONDUS DU CANADA, CHAPITRE 60.

ACTE CONCERNANT LES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est reproduit partie dans la refonte et partie au code civil, moins les sections 19, 20 et 21 qui demeurent en vigueur comme suit :

19. Toute société formée dans le Haut Canada en vertu de l'acte des sociétés en commandite, ayant le cinquième jour de septembre, mil huit cent cinquante-quatre, pourra transiger des affaires dans le Bas Canada, aussi bien que dans le Haut Canada, pourvu qu'un certificat constatant la formation de telle société et son extension dans le Bas Canada, en la formule suivante, soit d'abord déposé dans le bureau du protonotaire du district, et dans le bureau d'enregistrement du comté, dans le Bas Canada, dans lesquels est situé le lieu d'affaires de la dite société dans le Bas Canada, savoir :

Les sociétés formées avant le 5 septembre, 1854, autorisées à transiger leurs affaires tant dans le H. C. que dans le B. C.

Nous, les soussignés, certifions par le présent, que nous nous sommes formés en société sous le nom ou raison de , etc., comme (épiciers et marchands à commission); laquelle dite société est formée de A. B., résidant ordinairement à , et C. D., résidant ordinairement à , comme associés en nom collectif, et E. F., résidant ordinairement à , et G. H., résidant ordinairement à , comme associés en commandite, le dit E. F. ayant contribué pour \$4,000, et le dit G. H. pour \$8,000 au capital de la dite société; laquelle dite société a commencé le jour de (anno Domini, mil huit cent), et se terminera le jour de (anno Domini, mil huit cent), et dont certificat a été dûment enregistré dans le bureau du greffier de la cour du comté de , le jour de , anno Domini, mil huit cent , et laquelle société est ce jour étendue au Bas Canada.

Daté à , ce jour de , A. D., 18

[Signé] A. B.

Signé en présence de { C. D.

L. M., { E. F.

Notaire Public. { G. H.

18 V., c. 14, s. 2, et cédula, et 12 V., c. 10, s. 5, No. 10.

Les sociétés
maintenant
formées dans
le H. C. pour-
ront transi-
ger des affai-
res dans le
B. C.

20. Toute société en commandite légalement formée entre le cinquième jour de septembre, mil huit cent cinquante-quatre, et le jour où le présent acte entrera en vigueur, pourra transiger des affaires soit dans la Haut soit dans le Bas Canada, ou dans l'un et l'autre, conformément aux formalités contenues dans le présent acte, et en déposant un certificat de la formation de la société suivant la première formule annexée au présent acte, dans le Haut Canada, dans le bureau du greffier de la cour du comté, et dans le Bas Canada, dans le bureau du protonotaire du district, et dans le bureau du registrateur du comté, dans lesquels est situé le principal lieu d'affaires de la dite société. 18 V., c. 14, s. 2.

Ce privilège
n'entraînera
pas dissolu-
tion de so-
ciété.

21. La simple extension au Bas Canada de toute société en commandite existante formée avant le cinquième jour de septembre, mil huit cent cinquante-quatre, ne sera pas censée une dissolution de la dite société. 18 V., c. 14, s. 3.